Anne LEGARÉ

Professeure associée, Département des sciences politiques, UQÀM

(2003)

Le Québec otage de ses alliés.

Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis

Un document produit en version numérique par Jacques Courville, bénévole,
Médecin et chercheur en neurosciences à la retraite
Courriel: courvilj@videotron.ca
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jacques Courville, bénévole, médecin et chercheur en neurosciences à la retraite, Montréal, Québec,

Courriel : courvilj@videotron.ca

à partir de :

Anne Legaré

Le Québec otage de ses alliés.

Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.

Montréal : VLB Éditeur, 2003, 332 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 27 juillet 2011 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : legare.anne@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 14 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Anne LEGARÉ

Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.

Montréal : VLB Éditeur, 2003, 332 pp.

[4]

DE LA MÊME AUTEURE

Les classes sociales au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977.

Le Québec, la question nationale, en collaboration avec Gilles Bourque, Paris, Maspero, 1979.

La société distincte de l'État, Québec-Canada, 1930-1980, en collaboration avec Nicole Morf, Montréal, Hurtubise HMH, 1989.

La souveraineté est-elle dépassée ? Entretiens avec des parlementaires et intellectuels français sur l'Europe actuelle, Montréal, Boréal, 1992.

[6]

Maquette de la couverture : Nancy Desrosiers

Illustration de la couverture : Patrick Joula

Catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Québec

Legaré, Anne, 1941 -

Le Québec, otage de ses alliés : les relations du Québec avec la France et les États-Unis

(Collection Partis pris actuels)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-89005-842-5

1. Québec (Province) - Relations avec l'étranger. 2. Québec (Province) - Relations - France. 3. France - Relations - Québec (Province). 4. Québec (Province) - Relations - États-Unis. 5. États-Unis - Relations - Québec (Province) 6. Québec (Province) - Histoire - Autonomie et mouvements indépendantistes. 1. Titre. II. Collection.

FC2926.9.D56L43 2003 327.714

C2003-94I349-7

[7]

À la mémoire de mes parents

[327]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

Les relations internationales et le lien à l'autre
Lucidité et victoire
Comme un rêve éveillé
Un ajustement préalable à la scène internationale
Le complexe du « Cuba du Nord »
Une histoire de rapports compliqués
L'attraction américaine
Ce chemin qui nous mène à aujourd'hui
Le dogme continental
L'éthique comme lien social
Une destination, la société québécoise
Donner à nos analyses un coup de réel

Chapitre I. [Les fondements de l'interventionnisme américain](#)

Les intérêts américains à l'endroit du Québec
Une communauté politico-économique : l'ALENA
La communauté de sécurité de l'Amérique du Nord : le NORAD
La position du Canada sur la scène mondiale : l'OTAN
Une alliance indissoluble : la continuité des traités.
Un Partenariat pour la défense ?
Illustration de l'opposition américaine

Chapitre II. [Les formes appréhendées de l'interventionnisme américain](#)

La dissuasion préventive
La Loi sur la clarté ou la dissuasion orchestrée
Le cadre des interventions américaines
L'hypothèse d'une courte victoire du oui
Les risques justifiant une intervention américaine
La négociation d'une souveraineté limitée
L'hypothèse d'un refus du Canada de négocier
Les facteurs culturels à la base de la position américaine

Chapitre III. [L'interventionnisme américain : le quadrillage de l'action](#)

Un premier moyen, l'application de la Convention de Vienne
Le cadrage de l'action
Le Québec, un « agent étranger » en sol américain
La surveillance de l'action
« Québec Office of Tourism, bonjour ! »
Dans l'oeil du State Department
Le contrôle de « l'État accréditaire » !

Chapitre IV. [D'autres formes effectives de l'interventionnisme américain : le brouillage de l'action](#)

La thèse de l'ethnisme québécois
L'action de l'ambassadeur Blanchard
L'« affaire Warren Christopher »
Brouiller l'action
La ronde des lobbyistes
Contrer l'appui de la France
Le Québec en Nouvelle-Angleterre
Le fief canadien de Harvard
Lendemain de référendum
On ferme !
Une politique régionale
Agir à long terme

Chapitre V. [L'américanité du Québec - la fonction d'un mythe dans la politique internationale du Québec](#)

Langue et culture
Les fausses évidences de l'identité
Américanité et liberté républicaine
L'américanité et la France
Une histoire ancienne

Chapitre VI. [Les intérêts de la France à l'endroit du Québec](#)

Les affinités franco-québécoises et l'américanité
La politique de la France envers le Québec
Les relations économiques
Le Québec, « sujet indirect » de la diplomatie française
Le Canada, un champ d'incertitudes
La « diplomatie culturelle » de la France

La coopération interuniversitaire
Les études québécoises
Les moyens d'action du Québec en France
Entre rationalité et désir

Chapitre VII. [Les intérêts politiques du Québec](#)

Québec entre la France, l'Europe et les États-Unis
La nouvelle donne économique : les États-Unis à la place du Canada
Une relation privilégiée avec les États-Unis
Le Québec et la construction d'un monde multipolaire
Maturité et équilibre
La relation tumultueuse France-États-Unis
L'Union européenne et sa défense
La France dans l'Europe, « une différence utile et féconde »
Préserver une marge d'autonomie
Redresser le cap
Langue, culture et relations internationales
Humaniser la mondialisation
Une nouvelle sortie de secours

[Conclusion](#)

[Épilogue](#)

Quelques leçons à tirer
Et maintenant, que faire ?

[Sélection d'ouvrages cités](#)

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis, voisin immédiat du Québec et première puissance mondiale, privilégient le statu quo au Canada et ne veulent en rien compromettre leurs intérêts en adoptant une position véritablement neutre à l'endroit de l'option souverainiste. La France, elle, veille à ses intérêts en cultivant une « alliance de raison » avec le Canada.

À partir de ce constat, et en portant un regard critique sur la politique des dix dernières années, Anne Legaré convie ici les Québécois à réévaluer leurs relations internationales avec lucidité, en les situant dans une perspective à long terme. Peu importe le parti au pouvoir à Québec, le seul État francophone d'Amérique du Nord a toujours dû ne compter que sur lui-même pour défendre ses intérêts et les faire valoir auprès des autres États et des Organisations internationales. Pour Anne Legaré, c'est justement en replaçant son identité particulière au fondement de ses relations internationales que le Québec pourra redéfinir ses Priorités et redresser le cap.

Anne Legaré enseigne la science politique à l'Université du Québec à Montréal depuis 1975. Elle a été boursière de l'International Visitor Program du Congrès américain et directrice d'études associée à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Elle a représenté le Québec à Washington et a été déléguée à Boston pour les six États de la Nouvelle-Angleterre. Elle a plus récemment

codirigé, à Paris, le Centre de coopération interuniversitaire franco-qubécoise pendant trois ans. Ce livre d'analyse est aussi un témoignage de son expérience de terrain, aux États-Unis et en France.

Anne Legaré enseigne la science politique à l'Université du Québec à Montréal depuis 1975. Elle a été boursière de l'International Visitor Program du Congrès américain et directrice d'études associée à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Elle a représenté le Québec à Washington et a été déléguée à Boston pour les six États de la Nouvelle-Angleterre. Elle a plus récemment codirigé, à Paris, le Centre de coopération interuniversitaire franco-qubécoise pendant trois ans. Ce livre d'analyse est aussi un témoignage de son expérience de terrain, aux États-Unis et en France.

[9]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.**

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Sans le soutien patient et la lecture sans indulgence d'André Poupart, mon mari, ce livre n'aurait pas vu le jour. Je lui dois d'avoir réussi à surmonter les doutes qui ont accompagné cet effort de vérité. Je suis aussi reconnaissante à Frédéric Kantorowski, mon fils, de m'avoir soutenue en comprenant l'importance qu'avait pour moi ce retour sur des circonstances qu'il avait lui-même observées. Sa lecture attentive et critique m'a amenée à mieux insister sur la continuité de mon engagement.

Plusieurs amis et collègues m'ont été d'un précieux secours. Je dois à Jean-Guy Sabourin une reconnaissance particulière pour sa franchise sans réserve et son sens critique lors de la lecture d'une première version qui exigeait des remaniements. D'autres lecteurs encore ont su me faire voir quelques omissions, d'autres m'ont aidée à préciser mon propos et m'ont conseillée dans des voies que j'ai par la suite explorées. Je dois des remerciements à Marc Chevrier, Francine Lalonde, Jacques Léveillé, Michel Seymour et Marie-Blanche Tahon pour leur appui.

La chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a bien voulu accueillir la longue élaboration de ce travail. Ma reconnaissance va à son titulaire, Charles-Philippe David, et à une équipe dont le dynamisme a stimulé ce

travail. Je remercie en particulier Bernard Landry qui a permis la création de l'Observatoire sur les États-Unis. J'y ai fait la connaissance de David Grondin, docteur en science [10] politique, dont les compétences et l'assiduité m'ont été d'un grand secours. Je dois aussi exprimer ma reconnaissance à Laurence Viens, du département de science politique, qui, chaque fois qu'elle terminait les multiples corrections de l'un ou l'autre chapitre, me communiquait ses encouragements. Mes étudiants, tout au long de ces dernières années d'enseignement, m'ont aussi appris les doutes et les exigences des nouvelles générations et ont inspiré mon effort de lucidité.

En fin de parcours, j'ai bénéficié de l'accueil de Pierre Graveline, directeur général du groupe Ville-Marie Littérature. Je le remercie d'avoir accueilli ce travail avec tant de conviction. Robert Laliberté, directeur littéraire des essais, grâce à son expérience, a donné à ce manuscrit son dernier essor. Les conditions professionnelles et amicales dans lesquelles s'est déroulé ce travail d'édition ont représenté un dernier encouragement.

[9]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La décennie qui vient de s'écouler a profondément changé le monde. De nouveaux modes de concentration de la richesse et de domination ont renforcé les formes multiples de l'individualisme. Les représentations de soi sont de plus en plus fragmentées et les citoyens consentent sans trop réagir à la dilution sans limites des représentations de leurs appartenances collectives. Leur rapport à la chose publique tend à se réduire à sa plus simple expression. Les formations politiques sont confrontées à l'urgence de soumettre les choix sociaux à une logique de privatisation. Le Québec n'échappe pas à ces transformations.

De façon concrète, on peut voir à l'origine de ces mutations de nouvelles stratégies développées par les États-Unis sous l'effet des contraintes qu'ils subissent sur la scène mondiale : « Au moment même où le monde, en cours de stabilisation éducative, démographique et démocratique, est sur le point de découvrir qu'il peut se passer de l'Amérique, comme le souligne Emmanuel Todd, *l'Amérique s'aperçoit qu'elle ne peut plus se passer du monde*¹. » Cette nouvelle dépendance accroît pour les États-Unis la nécessité de régner d'abord sur la portion du monde

¹ Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002, p. 25. Souligné dans le texte.

qu'ils peuvent plus naturellement maîtriser, c'est-à-dire sur la région qui les entoure. Le projet d'extension des règles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui réunit les États-Unis, le Canada et le Mexique à l'ensemble des 34 États des deux Amériques, constitue la première expression de cette ambition. La [12] création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), appelée par les pays au sud des États-Unis Accord de libre commerce des Amériques (ALCA), outre le fait d'ouvrir cet espace à de nouveaux marchés, vise à subordonner les droits sociaux aux droits civils et à instrumentaliser ainsi les sociétés dans le sens des intérêts privés. Il s'agit donc de transformations structurelles. La perspective d'en tirer un avantage stratégique supplémentaire et de renforcer leur puissance vient ajouter encore à la détermination des États-Unis. Comme l'écrivent certains experts, la formation de ce bloc régional pourrait « servir [aux États-Unis] de levier dans leurs négociations avec les autres grandes puissances économiques et faire valoir un autre modèle d'intégration régionale que celui préconisé par l'Europe ou que seraient tentés de proposer d'autres pays comme le Brésil, par exemple, ou comme le Japon ou la Chine ² ». Le Canada et le Québec n'échappent pas à cette logique de domination. Il ne faut pas croire en effet que les intentions américaines sont totalement étrangères aux tribulations de la scène politique québécoise où ont fleuri ces dernières années divers projets de libéralisation. Dans cette foule, on doit mesurer les conséquences pour le Québec d'un rétrécissement de la souveraineté canadienne du fait des nouveaux enjeux de sécurité à l'échelle du continent et prendre en compte les effets symboliques (et réels) de la présence américaine dans le périmètre de sécurité englobant le territoire du Canada aussi bien que celui du Québec. Les tiraillements observés dans les prises de position du Canada à l'occasion de la crise irakienne en ont été la plus nette expression. La conjoncture nouvelle à laquelle est confronté le Québec d'aujourd'hui entremêle ces réalités. La volonté politique signifiera peu de chose au-delà du court terme si elle ne s'accompagne pas d'une analyse rigoureuse des forces qui s'opposent tout autant que des dynamiques qui favorisent le projet d'affirmation du Québec vis-à-vis de l'ensemble canadien. Cette préoccupation est à l'origine de ce livre.

2

Voir Christian Deblock et Mathieu Arès, « Les États-Unis », Sylvain E. Turcotte (dir.), *L'intégration des Amériques. Pleins feux sur la ZLEA, ses acteurs, ses enjeux*, Montréal, Fides-La Presse, coll. « Points chauds », 2001, p. 67.

Prendre acte des transformations en cours ne signifie pas vouloir freiner l'affirmation de l'identité politique du [13] Québec. Il m'apparaît cependant important de souligner, d'entrée de jeu, qu'un contexte international nouveau pèse sur les choix du Québec. À l'époque de la formation du Parti Québécois, en 1968, l'affirmation du droit des peuples à l'autodétermination était la marque indubitable du progrès démocratique. Aujourd'hui, le droit international est plutôt devenu un instrument de refoulement de cette aspiration. Les États ont intériorisé la règle du droit international qui soumet leur individualité à l'élargissement croissant des espaces de contrainte interétatique, et ce, au détriment des espoirs de libération de ceux qui sont encore soumis à des tutelles relevant de conceptions dépassées du politique et de l'État. Le Québec n'étant pas un État souverain, il souffre de cette incapacité à agir en son nom propre et à définir lui-même les paramètres de ses engagements. Malgré cette faiblesse intrinsèque, les trente dernières années l'ont amené non seulement à surmonter le mieux possible les obstacles politiques que fait peser sur lui le fédéralisme canadien, mais à atteindre des niveaux de performance et de développement qui le placeraient, s'il était reconnu comme État, parmi les vingt premiers pays industrialisés de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Avec un PIB de 228 milliards, pour une moyenne de 30000 dollars de revenu par habitant et une économie d'une taille comparable à celle de la Suisse ou de la Suède, le niveau de richesse du Québec pourrait se comparer à celui de l'Allemagne.³

La décennie qui s'écoule a aussi été marquée par l'entrée du Québec sur la scène internationale par deux actes symboliques majeurs. L'Assemblée nationale a d'abord signifié son appui à la signature de l'ALENA, puis elle a adopté à l'unanimité le projet de loi 99, qui affirmait l'existence du peuple québécois et son droit à l'autodétermination. Au moment de la signature de l'ALENA et de l'élection du Parti Québécois, en 1994, le Québec jouissait d'une conjoncture régionale éminemment favorable. Aujourd'hui, dix ans plus tard, compte tenu à la fois de son expérience et des transformations de son environnement, le Québec devrait être en [14] mesure de tirer quelques leçons de cette période afin de revoir ses ambitions nationales et internationales, en les contextualisant davantage et en mesurant, par

³ Pour envisager l'avenir autrement : la souveraineté, Montréal, Éditions Saint-Martin, 2002, p. 17.

exemple, les gains et les pertes que lui vaudrait un continentalisme sans véritable contrepoids.

Définir des ambitions nationales suppose de subordonner les stratégies aux objectifs et non l'inverse. En d'autres mots, il faut savoir clairement à quoi les stratégies doivent servir, quel projet de société elles veulent renforcer, à partir de quels choix on voudra construire l'identité nationale. Tout le monde l'a dit : la souveraineté n'est pas une fin en soi. Avec l'effritement du sentiment collectif qui caractérise le monde actuel, l'ambition nationale du Québec ne peut se contenter de faire l'addition du vote de millions d'électeurs libres. C'est d'abord le sens d'un vouloir-vivre ensemble qu'il faut continuer d'explorer. Ce livre vise à établir des liens entre les choix de politique internationale du Québec et le sens à donner à cette ambition nationale, dans un contexte marqué par de fortes tendances à l'intégration qui ne se limitent pas à l'économique.

La toile de fond sur laquelle se profile cette réflexion est la construction de l'identité québécoise. Cette étude cherche à poser solidement les liens qui existent entre la dynamique internationale et les transformations de la société. Je pose comme prémisse que la politique internationale du Québec doit être en grande partie définie par des choix de société. Mon propos cependant n'est pas d'analyser l'ensemble des relations internationales du Québec. J'ai été forcée d'ignorer de multiples terrains sur lesquels se déploie cette action. Ce choix pourra paraître injuste dans la mesure où il laisse dans l'ombre une action appréciable et qui correspond aux attentes des citoyens. Il s'agit pour moi de bien mettre en relief une position axiomatique : le Québec, par les effets d'une option continentaliste, est de plus en plus amené à endosser, sans qu'il y ait eu de débat, les conséquences sociales et culturelles d'une intégration régionale croissante. Si le domaine couvert par cette réflexion n'est pas exhaustif, il renvoie [15] cependant au noyau dur de la stratégie internationale du Québec. De plus, comme les études économiques sur les échanges entre le Canada (et le Québec) et les États-Unis abondent, je m'appliquerai plutôt à faire ressortir la dimension politique d'une relation faussement présentée comme exclusivement économique ou commerciale, pour mieux fonder l'effort de déplacement que je voudrais suggérer.

Selon la plupart des experts, les relations internationales conditionnent la politique intérieure. Elles ont un effet manifeste sur la politique intérieure des États et sur les sociétés qu'ils encadrent. Ce constat est encore plus vrai dans le cas du

Québec. Une attitude déterministe en politique internationale ne laisse aucune place aux choix de société. Les comportements des principales puissances extérieures à l'endroit du Québec ont un poids certain dans les représentations que se font les Québécois de leur lien à l'autre. On peut penser qu'une des causes du piétinement de l'option souverainiste est l'absence de soutien international dont a souffert ce projet depuis sa mise en place.

Les relations internationales et le lien à l'autre

Le gouvernement a consacré, depuis 1994, d'immenses efforts et des crédits considérables (même si ces sommes sont insuffisantes) à mieux faire connaître le Québec, à accroître ses échanges commerciaux et à mieux faire comprendre la cause de la souveraineté par ses principaux partenaires politiques, les États-Unis et la France. Le rayonnement du Québec à l'étranger et, en particulier, auprès de ces deux États a indéniablement profité de cette action et il est impératif de la poursuivre. Malgré tous ces efforts, il est clair que le Québec n'a pas obtenu le soutien officiel ni même l'appui tacite, discret et tranquille, sur lequel il comptait de la part de ses éventuels alliés dans son projet d'accession à la souveraineté. Les États-Unis ont manifestement exprimé leur préférence pour un Canada uni et la France s'est repliée sur la non-ingérence. [16] Ces deux puissances, chacune pour des raisons différentes, sous prétexte de ne pas intervenir dans les affaires canadiennes, ont refusé d'accorder le moindre signe d'encouragement ou d'ouverture au projet québécois.

Certains rappelleront, cependant, que les avis sont partagés en France à propos de la souveraineté du Québec et qu'un important courant gaulliste a tenu à ce que la France exprime sa « non-indifférence » à l'endroit du choix des Québécois sur leur avenir politique, quel que soit ce choix. Mais cette déclaration, reconnaissance formelle du jeu démocratique, est loin de laisser entendre aux Québécois que la France pourrait leur apporter un soutien politique efficace et contribuer à la reconnaissance du nouvel État par ses alliés de l'Union européenne.

Du côté des États-Unis, les choses ne se présentent guère mieux. Les États-Unis ont choisi de cacher leur position derrière leur relation privilégiée avec le Canada. Ils ont préféré une approche à la fois prudente et pragmatique, en s'efforçant, dans leurs déclarations officielles, de louer les vertus du modèle canadien. La position américaine ne s'est pas modifiée depuis l'élection du Parti Québécois.

Cet état de fait peut certainement expliquer en partie le peu d'enthousiasme et de foi dans la réussite du projet qu'on a pu détecter chez une grande partie de la population du Québec depuis le référendum de 1995. Tout appui symbolique de la part de l'une ou de l'autre de ces puissances, ou même une ouverture, fût-elle à peine sensible, à la souveraineté aurait pu être ressenti comme un encouragement à aller de l'avant, comme la caution d'un projet jugé faisable par l'étranger, comme le signe de la légitimité du rêve à poursuivre et comme autant d'arguments à faire valoir devant des adversaires coriaces. Au lieu de cela, les médias ont montré les faux pas, les occasions manquées, les soutiens avortés dans la quête acharnée des dirigeants politiques souverainistes pour obtenir l'esquisse d'appuis internationaux. Pourtant, tout n'est pas perdu. Ce qui a été fait doit être poursuivi afin que les retombées de ce long travail puissent un jour être [17] recueillies ou simplement transformées en signes de reconnaissance politique de la spécificité du Québec.

Lucidité et victoire

Reconnaître ces difficultés, les mettre au jour, les analyser et les nommer ne signifie pas renoncer. Bien au contraire. Sans un degré élevé de lucidité de la part des partisans de la souveraineté, l'atteinte de l'objectif perdrait de sa force. Les dirigeants souverainistes ont la responsabilité de faire suffisamment confiance aux citoyens pour partager avec eux les difficultés qu'il leur reste à surmonter et les obstacles qu'ils ont à vaincre ensemble.

La nécessité de la victoire semble parfois faire croire aux acteurs politiques que les tactiques de manipulation, d'occultation et autres formes d'atténuation des obstacles réels sont justifiées dans la mesure où elles garantissent des résultats. Dans le cas de la souveraineté ou de la reconnaissance politique de la spécificité

du Québec, la mesure de ce changement, non seulement pour le Québec lui-même, mais aussi pour ses partenaires et alliés, ne doit pas être dissimulée au regard des citoyens. Au lieu de s'engager dans une quelconque dilution du projet pour le ramener à un dénominateur qui plaise à tous, l'affirmation politique du Québec doit être porteuse de signification pour une communauté qui se dit distincte.

D'après les résultats d'un important sondage, en 2002, trois Québécois sur quatre estimaient que « le réseau de bureaux et de délégations est utile pour représenter le Québec à l'étranger ⁴ ». Dans son rapport dissident sur la politique étrangère du Canada, le Bloc Québécois notait, en 1994, que « malgré l'indifférence agacée et, dans certains cas, l'hostilité d'Ottawa, le Québec, de toutes les provinces, a déployé le plus vaste réseau de représentations à l'étranger ⁵ ». Les efforts du gouvernement du Québec pour consolider sa position internationale et les sommes investies pour élargir ses [18] représentations à l'étranger sont bien connus des Québécois. L'absence de résultats clairs et manifestes fait partie du lot de frustrations au compte desquelles on mettra une relative perte d'élan et de confiance à l'endroit de l'objectif souverainiste. L'ambivalence des Québécois, compte tenu des difficultés qui s'élèvent devant eux et du manque de véritables appuis extérieurs, est légitime. Car on aurait tort de comparer leur comportement politique à celui des peuples colonisés qui ont démontré plus de détermination dans leur affranchissement des tutelles coloniales, parfois avec l'appui de l'URSS ou soutenus par une tendance mondiale lourde. Le Québec n'est pas une colonie, il est immergé dans un contexte régional qui est à la pointe des grandes tendances idéologiques du monde occidental et, dans cet environnement, la force corrosive d'un projet de souveraineté appuyé par 40% de la population est plutôt l'indice d'une société profondément démocratique, capable de débattre de son destin.

Ce qui est certain, et c'est sur cette question que je me pencherai dans les pages qui suivent, la présente phase de piétinement ou de recul de l'objectif de souveraineté satisfait, pour des raisons différentes, aux intérêts spécifiques de chacun

⁴ *La Presse*, 15 mai 2002, p. D7.

⁵ « La politique étrangère du Canada : principes et priorités pour l'avenir. Opinions dissidentes et annexes », Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada, rapport dissident du Bloc Québécois, Ottawa, 1994, p.10.

des deux alliés éventuels du Québec, les États-Unis et la France. Ce livre sera consacré à explorer les fondements de ce constat.

Comme un rêve éveillé

Il importera d'abord ici de replacer les relations du Québec avec les États-Unis et la France dans le contexte québécois. La défaite du oui en 1995 a été suivie d'un coup de réalisme sur le plan gouvernemental. Cependant, du côté des citoyens, du côté des personnes réelles, le réalisme gouvernemental n'a pas comblé la perte d'un objet symbolique important, cette défaite de la projection de soi dans un nouvel État. Le *post mortem* n'a pas été fait. Les Québécois ont dû reconquérir d'eux-mêmes l'image de leur identité, écorchée [19] par une défaite dont plusieurs ont préféré noyer le chagrin dans le souvenir d'une quasi-victoire. Ainsi, trois ans après l'échec référendaire, en 1998, un sondage révélait que 60,6% des Québécois entretenaient la conviction que les États-Unis « reconnaîtraient le Québec comme pays indépendant suivant un vote favorable à la souveraineté ⁶ » et souhaitaient en même temps que toute idée de référendum soit repoussée... Ce rêve éveillé est le symptôme de plusieurs illusions. Je commencerai par l'une d'elles : il n'est pas fréquemment admis ici que les États-Unis puissent avoir des intérêts opposés à ceux du Québec.

En 1998, les trois principaux partis politiques du Québec se distinguaient de façon significative face à l'hypothèse de la reconnaissance par les États-Unis d'un État souverain au Québec. Soixante-dix pour cent des personnes interrogées avaient une opinion ferme à ce sujet, mais seulement la moitié (51,6%) des membres du Parti libéral du Québec étaient confiants dans cette possible reconnaissance. L'optimisme caractérisait les deux autres partis. Une majorité de 70,1% des sympathisants de l'Action démocratique croyaient que les États-Unis reconnaîtraient le Québec dans le cas où adviendrait une majorité favorable à la souveraineté. Du côté des sympathisants à la cause souverainiste et des membres du Parti Québécois, 87,7% d'entre eux cultivaient cette foi. Ces chiffres indiquent que la presque totalité des souverainistes croient que leur projet convient à la puissance

⁶ *Le Devoir*, 21-22 novembre 1998.

américaine. Cet optimisme implique aussi la croyance dans l'absence d'intervention effective des États-Unis tout au long des étapes qui précéderaient un prochain référendum, ce qui serait conforme à la neutralité qu'on leur prête et conforme aux dispositions d'ouverture qu'on leur concède face à l'accession du Québec au statut de sujet de droit international. Il n'est donc pas facile de faire comprendre à un souverainiste que ce projet soulève de véritables objections politiques de la part des États-Unis. Les souverainistes préfèrent croire que leur modèle de société et l'existence d'une nation civique, exprimés par l'appui au libre-échange et l'affirmation [20] de leur américanité, devraient suffire pour apprivoiser la sympathie politique de la plus grande puissance du monde.

Pour bien comprendre et analyser comment a pris forme la confiance initiale des souverainistes dans leur relation imaginaire avec les États-Unis, il faut se rappeler quelques événements qui ont précédé l'élection du Parti Québécois en 1994⁷. La commission Bélanger-Campeau, créée le 4 septembre 1990, a été, en ce sens, un moment déclencheur. Les Québécois de toutes tendances ont alors vu s'esquisser les conditions d'une affirmation politique et constitutionnelle du Québec qui pourraient répondre à leurs attentes, tout en réconciliant les visions des uns et des autres. Le premier ministre libéral d'alors, Robert Bourassa, avait laissé croire que la souveraineté du Québec pourrait représenter un ultime recours face aux rigidités fédérales. Il affirmait le 23 juin 1990. « Quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense, le Québec est aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement. » Le 6 novembre 1990, il « réitère clairement que c'est la fin du processus de révision constitutionnel à onze gouvernements c'est-à-dire sans le Québec) et écarte derechef le statu quo constitutionnel ». Trois semaines après ces déclarations, un important sondage révélait que 58% des Québécois étaient favorables à l'idée d'indépendance du Québec. Le 26 mars suivant, la commission Bélanger-Campeau recommandait par

⁷ Le politologue Stéphane Roussel a consacré une étude intéressante à cette évolution. Voir « L'évolution du discours souverainiste à l'égard de l'OTAN », in « Le Canada et l'OTAN après 50 ans 1949-1999 », *Cahiers d'histoire*, Département d'histoire de l'Université de Montréal, hiver 2000, vol. XX, n° 2, p. 147-193

trente voix et une abstention (libéraux et souverainistes confondus) la tenue d'un référendum sur la souveraineté d'ici la fin d'octobre 1992 ⁸.

À la même époque, l'institutionnalisation du libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis est venue donner un second souffle aux aspirations des souverainistes qui y ont trouvé, grâce à l'intelligence stratégique de leurs dirigeants, la possibilité d'ouverture de leurs marchés vers le Sud et surtout l'occasion de faire la preuve de la modernité de leur projet. L'Accord de libre-échange nord-américain, après l'accord bilatéral entre le Canada et les États-Unis (ALE), signé en 1980, a en effet modifié considérablement [21] la position du Québec dans l'économie continentale. On a vu les échanges commerciaux du Québec passer d'une relative dépendance à l'endroit des marchés de l'ouest du Canada à une orientation marquée vers le Sud, c'est-à-dire vers les États-Unis. Le Québec allait donc acquérir une relative indépendance économique du reste du Canada qui augurait d'une possible autonomie politique, aux lendemains d'un vote favorable à la souveraineté. La commission Bélanger-Campeau et la signature de l'ALENA ont ainsi fourni au projet de souveraineté des conditions favorables à son déploiement.

Un ajustement préalable à la scène internationale

Au moment de mon entrée en fonction à titre de présidente du comité des relations internationales du Parti Québécois, en 1991, la guerre du Golfe venait d'être déclarée et le PQ optait pour un appui officiel à l'alliance occidentale. Pour quelques militants, cette résolution représentait une rupture dans la traditionnelle politique isolationniste qui avait marqué le ralliement au parti d'une certaine gauche pacifiste, surtout depuis le congrès de 1980 ⁹. Cette résolution sera l'objet de nombreux débats et d'une définition plus nette des orientations du parti en matière

⁸ Voir Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche (dir.), *Allaire, Bélanger, Campeau et les autres*, Montréal, Québec Amérique, 1991, p. 560-567. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁹ Comme le montre Stéphane Roussel, *loc. cit.*, p. 161.

de défense et de politique étrangère ¹⁰. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis. L'option souverainiste n'a plus à fournir de preuves de sa maturité et de sa bonne conduite continentale. Son gouvernement a fait siennes les règles de la Realpolitik chaque fois que les circonstances l'ont imposé.

De la ratification de l'ALENA au soutien au principe de la ZLEA et à l'expression de solidarité avec les États-Unis dans la guerre au terrorisme, l'Assemblée nationale du Québec, à l'initiative des gouvernements souverainistes qui se sont succédé depuis 1994, a manifesté son appui à son environnement continental et aux alliances occidentales, à la fois en tant que province fédérée et en tant qu'éventuel État [22] allié. L'environnement international du Québec lui a imposé d'affirmer son adhésion aux règles établies de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'ALENA, du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (North American Eurospace Defence Command-NORAD), de l'Organisation des Nations unies (ONU), puis demain de la ZLEA, pour ne nommer que ces organisations, et de démontrer par anticipation sa capacité de se conformer à ces règles et de soutenir les valeurs qui y président. Le Parti Québécois s'était d'ailleurs engagé dans cette voie dès 1976, ce que Roussel a appelé le virage atlantiste du part ¹¹. Le chemin parcouru et les efforts déployés par le Parti Québécois et par le gouvernement en vue de convaincre leurs alliés de la capacité et de la volonté du Québec de s'ajuster à la donne internationale représentent des acquis pratiquement irréversibles.

À première vue, la société québécoise n'offre rien de particulier qui puisse alerter les États-Unis. Ici comme ailleurs et dans le reste du Canada, des mouvements sociaux revendiquent plus de démocratie, de transparence et de justice. À cet égard, la conjoncture internationale aurait donc pu en principe favoriser l'entrée du Québec dans le club des États occidentaux.

¹⁰ Voir encore, à ce sujet, Stéphane Roussel, *loc. cit.*, p.179-181.

¹¹ *Ibid.*, p. 148.

Le complexe du « Cuba du Nord »

Entre 1991 et 1994 donc, soit entre le congrès du parti et son élection au gouvernement, la stratégie du Parti Québécois a été massivement infléchie par la perspective d'adoption de l'ALENA. Grâce à ce choix libre-échangiste largement soutenu par la population, le Parti Québécois s'engageait dans une nouvelle avenue qui devait modifier son inscription dans le paysage politique. Avec le recul, on peut mieux saisir les mobiles véritables de ce changement. Le mouvement souverainiste subissait encore les séquelles de sa réputation [23] de « Cuba du Nord ¹² ». Les élites indépendantistes avaient été amenées à interioriser les méfaits internationaux d'une telle accusation ¹³. Cette vision américaine du mouvement souverainiste annonçait à l'époque une reconnaissance difficile. Il fallait la renverser. De faire sienne la philosophie du libre-échange et de proclamer haut et fort son adhésion aux valeurs continentales, et surtout étasuniennes, permettrait au Parti Québécois d'espérer obtenir réparation d'une offense injustifiée.

C'est ainsi qu'on a pu souhaiter d'importantes retombées politiques et diplomatiques de ce nouveau virage plus manifestement affirmé lors du congrès de janvier 1991. Ces retombées étaient attendues de l'influence de ce que je définirai comme « l'école Parizeau ». En effet, si Bernard Landry avait fait sa marque par une vision avant-gardiste du libre-échange ¹⁴, c'est surtout Jacques Parizeau qui imposait sa direction à la politique internationale du Parti Québécois, inspirée des conséquences de l'adhésion à l'ALENA. Les retombées espérées seraient le fruit des trois engagements suivants : 1) l'élaboration d'un projet politique démocratique, conforme aux attentes de la communauté internationale (État de droit, respect des droits des minorités, etc.) et susceptible de donner les garanties requises pour faire du Québec un allié au sein de l'OTAN, du NORAD, etc. ; 2) la volonté de

¹² Voir, à ce sujet, la périodisation de ces préoccupations tactiques et stratégiques dont l'origine est associée à un « virage » pris par le Parti Québécois en 1977-1979- *Ibid.*, p. 166.

¹³ Il semblerait que cette expression soit une invention de Marcel Cadieux, sous-ministre aux Affaires extérieures du Canada dans les années 1960 ; elle fut largement utilisée à l'époque dans des notes diplomatiques entre Ottawa et Washington. L'image avait frappé au point de devenir un thème de référence et d'opposition dans le mouvement souverainiste.

¹⁴ On se souviendra de l'ouvrage que Bernard Landry signait en 1987, *Commerce sans frontière : le sens du libre-échange*, Montréal, Québec Amérique, coll. Succès d'Amérique».

faciliter l'interpénétration économique entre les marchés des deux régions du nord-est des États-Unis et du Québec de telle sorte que cette intégration soit un des piliers de la sécurité et de la paix entre les deux futurs partenaires et assure que le Québec comme État soit un allié potentiel indiscutable ; 3) enfin, par cette ouverture et cette intégration, donner aux États-Unis des garanties afin d'éviter toute intervention dans le déroulement des processus qui mèneraient le Québec à la souveraineté. La vision de Jacques Parizeau fit école, car elle fournissait une cohérence absolue entre les exigences de la communauté régionale et les moyens intellectuels, stratégiques et tactiques mis en place pour encadrer l'action.

[24]

On ne s'étonnera pas si les militants, guidés par cette vision, sont partis au combat armés des plus belles convictions. À cet égard, la croyance des Québécois dans l'attitude de neutralité réelle des États-Unis a constitué un atout non seulement dans la motivation des militants, mais elle a aussi protégé les États-Unis contre le ressentiment éventuel des souverainistes et elle a fourni l'écran derrière lequel les intérêts réels américains ont pu se camoufler. Il est clair que les Américains préfèrent que les Québécois croient en leur neutralité, voire à leur ouverture tacite, dans un esprit absolument démocratique, plutôt que d'avoir à affronter méfiance, amertume, rancœur ou colère. C'est pourquoi, d'ailleurs, ils prirent soin au cours de la période préréférendaire de 1995 de ménager cette confiance. En avril dernier, l'ambassadeur américain Paul Cellucci confiait au *Devoir* : « Nous avons donc clairement dit dans nos rapports transmis à Washington que, malgré le sentiment antiguerre du Québec, il y persistait un sentiment proaméricain, qu'il ne fallait pas interpréter cela [l'opposition à la guerre contre l'Irak] comme une réaction contre les États-Unis ¹⁵. » Les autorités américaines ont en effet l'obligation de bonifier la relation avec le Québec.

¹⁵ Manon Cornellier, «Les Québécois demeurent des alliés sûrs», *Le Devoir*, 25 avril 2003, p. A1.

Une histoire de rapports compliqués

La complexité des relations politiques du Québec avec les États-Unis ne date pas d'hier. Des figures importantes de l'histoire du Québec ont d'une tout autre manière et avec des conséquences plus graves été confrontées à divers types de méconnaissance des États-Unis. Louis-Joseph Papineau, entre 1830 et 1854, puis, un siècle et demi plus tard, René Lévesque ont déjà compté, sans succès, sur l'appui et sur l'intérêt des États-Unis à l'endroit du Québec. Papineau, à partir des années 1830, a réaligné sa pensée sur des idées américaines. Devant l'inflexibilité de la métropole britannique, il voyait dans la généralisation du principe électif le salut du Bas-Canada. L'adoption de ce principe pour l'ensemble des institutions [25] politiques est l'idée puissamment américaine qu'il défendra pour lutter contre l'oligarchie britannique. À l'instar des pères fondateurs américains, il défendra le petit propriétaire contre l'envahissement de l'État tout au long de sa vie politique. Après l'échec des rébellions de 1837-1838, il reviendra en politique en 1848. Opposé à l'Union des deux Canadas en 1840, il verra dans la république américaine un modèle de vertu publique et de libéralisme. Il consacrera la fin de sa carrière politique à appuyer, jusqu'en 1854, un projet d'annexion du Québec aux États-Unis.

Les espoirs fondés par René Lévesque dans un accueil favorable des États-Unis n'ont pas été moindres ¹⁶. Le peu de succès de sa conférence à l'Economic Club de New York a trahi son erreur d'appréciation des positions de notre voisin du Sud. On a beaucoup évoqué cette erreur qui a consisté, en parlant de l'objectif de souveraineté, à rappeler aux Américains la guerre de Sécession. Mais, plus que cette maladresse, ce qui surprend de la part d'un journaliste qui connaissait bien la politique internationale des États-Unis, c'est l'oubli d'une différence profonde entre deux cultures que sépare leur histoire. René Lévesque avait affiché ses préférences américaines et il supposait, en retour, que les Américains auraient une pré-

¹⁶ Voir : Jean-François Lisée, *Dans L'œil de l'aigle. Washington face au Québec*, Montréal, Boréal, 1990 ; Shiro Noda, *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001 ; Pierre Godin, *L'espoir et le chagrin*, Montréal, 1994.

férence québécoise. Cet effet de miroir déformant constituera un piège dans lequel plusieurs auront encore tendance à tomber.

Ce ne sera pas le cas de Jacques Parizeau. Alors âgé de 39 ans, il a rencontré à Chicago, à l'automne 1969, des représentants américains des Départements d'État et du Commerce. Son biographe Pierre Duchesne rapporte que Parizeau a dit lui-même : « Ce fut ma première rencontre avec ce que l'on pourrait appeler les services de renseignements américains ¹⁷. » Cette rencontre apparaît plus ou moins insolite. « Le pays du Québec se joindrait-il à l'OTAN et au NORAD ? » aurait demandé à Jacques Parizeau un officier du Pentagone. « Comme son parti n'a pas encore pris position à ce sujet, rapporte Duchesne, le nouveau politicien qu'il est donne aux autorités américaines une réponse plutôt [26] accommodante. S'adressant à la CIA et au Pentagone, Parizeau tente de les dissuader d'espionner le Parti Québécois : « On vous renseignera. Le consul américain sera tenu au courant de nos intentions. » « J'ai pris une sorte d'engagement avec eux, de même qu'ils en ont pris un envers moi », ajoute-t-il ¹⁸. Jean-François Lisée rapporte également l'incident en précisant que « Parizeau, tout douceur, répond que le Québec serait disposé à s'entendre avec les États-Unis pour qu'ils résolvent les questions militaires d'une manière qui soit mutuellement satisfaisante ¹⁹ ». Cet engagement a pu marquer l'attitude de Parizeau face aux États-Unis et il n'est probablement pas étranger à la conscience aiguë de l'ancien premier ministre de la nécessité d'aplanir les motifs de friction entre les souverainistes et les Américains.

Dans l'ouvrage qu'il a signé en 1997, Jacques Parizeau, contrairement à ses prédécesseurs Papineau et Lévesque, est assez clair en ce qui concerne les obstacles qu'il pressent de la part des États-Unis à l'endroit de la souveraineté : « Si, au ministère du Commerce de Washington, au State Department et au Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, on convenait facilement que le Québec ne pouvait être exclu de l'ALENA, de là à reconnaître le Québec comme pays souverain, il n'y avait pas seulement un pas à franchir, mais bien un gouffre ²⁰. » Jacques Parizeau a eu raison de donner au mouvement souverainiste l'inflexion né-

¹⁷ Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Biographie 1930-1970*, t. I : Le Croisé, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 593-596.

¹⁸ *Ibid.*, p. 596.

¹⁹ Jean-François Lisée, *op. cit.*, p. 337.

²⁰ Jacques Parizeau, *Pour un Québec souverain*, Montréal, VLB éditeur, 1997, p. 341.

cessaire pour en faire un projet crédible et acceptable pour tous les futurs alliés du Québec. Mais, comme on le verra dans les pages qui suivent, il semble que ces garanties n'aient pas suffi.

L'attraction américaine

C'est donc dans le contexte des années 1991 à 1995 qu'a pris forme au Québec le fantasme de neutralité des États-Unis à l'endroit des objectifs souverainistes. Divers autres facteurs peuvent encore expliquer cet excès de confiance. J'en retiendrai quatre, les deux premiers d'ordre culturel, les suivants [27] d'ordre politique. Premier facteur : échappant à toute considération géostratégique, les Québécois, sur le plan culturel, cultivent d'abord une *image ludique des États-Unis*. On voit ainsi défiler à travers la chanson, le roman, le sport, les plages du Maine, Old Orchard ou Ogunquit, Key West, Las Vegas, la Californie, etc. autant de stations imaginaires qui occultent pour la plupart des citoyens du Québec les lieux réels de pouvoir où se joue le sort de bien des petites et grandes nations du monde! Mais qui au Québec, en dehors de certaines élites, s'intéresse vraiment aux ambitions de Washington?

Deuxième facteur : les processus d'américanisation auxquels les modes de vie des Québécois sont soumis, même à leur insu. Il ne fait pas de doute qu'une grande partie des conditions sociales et culturelles d'existence du Québec est fabriquée dans cette immersion. L'américanisation, processus passif, est un phénomène observable dont l'influence sur les modes de pensée ne peut être contestée. Un spécialiste de ces matières, Florian Sauvageau, a souligné, par exemple, que « nos médias sont américains dans la conception de leur contenu et dans leur organisation. Le constat s'applique tout autant au journalisme qu'au divertissement, à l'audiovisuel qu'à la presse écrite ²¹ ». C'est donc dire que, si le Québec et le Canada ont établi des barrières visant à protéger leurs industries culturelles de l'envahissement américain, en même temps, l'influence des modèles d'outre-frontières sur la gestion, la création et la diffusion des produits culturels est restée sans contre-poids : « Nos politiques culturelles sont devenues, plus souvent qu'autrement, des

²¹ Florian Sauvageau (dir.), *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1999, p. XII.

politiques industrielles dans le secteur de la culture. [...] On ne [semble] pas se rendre compte qu'en privilégiant le système commercial à l'américaine, on [produit] des émissions de type "américain" ²². » Dans un tel contexte, il n'est donc pas étonnant que de plus en plus de Québécois « ne se considèrent pas comme différents des habitants des États-Unis », une tendance qui les amènera à confondre ces traits subis par leur identité avec leurs intérêts politiques et à croire à la neutralité des États-Unis à l'endroit du projet souverainiste.

[28]

Sur le plan politique, la naïveté des Québécois à l'endroit du comportement éventuel des États-Unis peut quand même surprendre. Car elle révèle tout autant ce que les Québécois pensent d'eux-mêmes que ce qu'ils projettent sur les États-Unis. En d'autres mots, comme troisième facteur, l'attitude et les dispositions de près de deux Québécois sur trois, y compris de la quasi-totalité des militants souverainistes, traduisent un *lien imaginaire* très particulier avec les États-Unis, où ils voient leur identité et leurs intérêts dans le prolongement de ceux des États-Unis. Cette projection d'eux-mêmes a déjà été repérée dans diverses études et en particulier dans des travaux sur le sentiment d'appartenance au continent nord-américain ²³. Ces travaux ont démontré, par exemple, que 44% des Québécois « ne se considèrent pas différents des habitants des États-Unis ²⁴ » (à noter qu'il ne s'agit pas dans ce cas-ci d'une identification à l'Amérique mais *aux États-Unis*). En effet, si l'on se considère comme semblables aux habitants des États-Unis, comment pourrait-on penser que des intérêts nationaux différents puissent nous séparer ?

Cette confiance en l'Amérique prend d'ailleurs plusieurs formes. Elle s'exprime à travers des représentations de la permutabilité des intérêts politiques entre ces deux entités. L'image la plus saillante de cette gémellité est celle du prolongement : une grande majorité de Québécois voient leur pays comme un prolongement des États-Unis, plutôt que comme un espace politique spécifique qui délimite des intérêts qui pourraient être distincts de ceux de la plus grande puissance

²² *Ibid.*, p. XIV.

²³ On pense ici surtout aux travaux de Guy Lachapelle, d'Yvan Lamonde et du Groupe de recherche sur l'américanité (GRAM).

²⁴ Sondage du GRAM, Yvan Lamonde, *Le Devoir*, 11 septembre 1998.

du monde dont les intérêts pourraient aussi différer des nôtres. Ce sentiment de symbiose avec la politique américaine fait sans doute l'affaire des États-Unis.

L'indifférenciation croissante du Québec de l'espace public américain présente, par contre, à la fois un avantage et un inconvénient. L'avantage est de fournir une garantie indispensable à la sécurité et à l'engagement actif du Québec dans le soutien aux traités et aux alliances dont le Canada est signataire. La légitimation intérieure de ces alliances passe [29] ainsi par un sentiment d'appartenance à un continent dont on partage les principaux intérêts - paix, sécurité, prospérité. Or, l'inconvénient qui découle de l'indifférenciation relative des représentations des Québécois dans leur rapport aux États-Unis consiste dans le brouillage de la conscience politique. Cette indifférenciation agit de telle sorte que les Québécois semblent de moins en moins saisir que le projet souverainiste est le véhicule d'intérêts politiques spécifiques, potentiellement distincts de ceux des États-Unis.

On peut comprendre qu'il soit difficile pour les militants souverainistes de bien évaluer les obstacles qui parsèment la route de cet État virtuel en vue de son insertion dans le système actuel des relations internationales. Car les souverainistes font face à une double obligation - d'une part, gagner la volonté populaire à l'endroit de la transformation du Québec en État souverain, et, d'autre part, convaincre *presque du même coup* leurs futurs alliés de reconnaître la légitimité de cet État. C'est pourquoi le volet international de l'action souverainiste est d'une ampleur considérable, car il exige un *ajustement préalable* à la rationalité existante des structures et des institutions internationales de la part de celui qui prétend à la reconnaissance, en même temps qu'il fait la promotion d'une société spécifique et de son rapport à l'État.

Une conscience mieux éclairée pourrait s'investir dans un projet de société, une culture politique, une vision du monde et de la mondialisation, une conception du bien commun, une vision du rôle de l'État, du rôle de la société civile et de l'espace public, saisis comme l'expression d'une entité dont les intérêts sont spécifique et, par conséquent, potentiellement distincts de ceux des États-Unis (sans toutefois l'empêcher d'être un allié). Dans ce cas, les souverainistes comprendraient que leur projet politique ne fasse pas nécessairement l'affaire des États-Unis. Or il n'en est rien. Le projet de souveraineté, dans sa formulation imaginaire et dans les discours qui l'expriment, est beaucoup plus associé à un NON au Canada qu'à un OUI à l'affirmation d'une [30] identité politique distincte. Cet accent

anticanadien a contribué à désarmer les partisans de cette cause en les privant d'une vision distincte du Québec. Le mouvement politique qui fournit ses orientations normatives au Québec depuis près de dix ans est beaucoup plus marqué par la logique de l'intégration et de la coopération face aux attentes de ses partenaires que par la capacité à se donner un projet autonome et distinct. Cela, les citoyens le saisissent.

Enfin, un quatrième facteur politique accompagne activement l'illusion de la parenté d'intérêts entre le Québec et les États-Unis. C'est l'usage de la *désinformation* par l'action politique. Il faut bien l'admettre, les Québécois ont été amenés à croire que les États-Unis pratiquaient une ouverture passive et une neutralité bienveillante face au projet souverainiste. Mieux, les interventions préventives des porte-parole officiels américains, pendant la dernière campagne référendaire, ont été banalisées par les stratèges souverainistes. L'intention n'était sans doute pas de tromper l'opinion dans la mesure où ce discours s'appuyait sur la confiance des dirigeants dans le fait que les processus démocratiques témoignent de la légitimité de ces visées et de leurs chances d'aboutir. Toute déclaration qui aurait pu irriter les souverainistes a donc été interprétée publiquement par eux comme une simple formule réitérant la position de non-ingérence. Ces tactiques ont été adoptées dans un double but. D'abord, elles visaient à conforter la croyance des électeurs québécois dans l'acceptation du projet de souveraineté par les États-Unis et donc à élargir l'appui au projet au moment du référendum. Ensuite, elles envoyaient un signal complaisant aux États-Unis, signal destiné à protéger le pacte de stabilité dont le mouvement souverainiste se disait prêt à payer le prix. Ces tactiques très efficaces ont servi les intérêts référendaires du Parti Québécois. Encore aujourd'hui, les militants de la cause souverainiste croient en la tolérance passive des États-Unis qui pourrait conduire la plus grande puissance du monde à s'incliner devant un vote majoritairement favorable à la transformation du Québec en État souverain.

[31]

Il faut cependant le souligner, toutes les cartes ne sont pas jouées et les dirigeants souverainistes sont justifiés de croire que les résultats favorables d'un processus démocratique puissent être le facteur déclencheur de la reconnaissance du Québec comme État souverain, même par les États-Unis. Dans le cas où une majorité dite « claire » se dégagerait d'une consultation à cet effet, même la plupart

des analystes américains s'accordent pour dire que les États-Unis finiraient par reconnaître le Québec. Mais, malheureusement, les choses ne peuvent pas être aussi simples. Pour les Américains, comme on le verra dans les quatre premiers chapitres, il y a encore loin de la coupe aux lèvres, assez loin pour mettre en branle toutes les mesures préventives imaginables susceptibles de rendre inopérable ou très difficilement réalisable l'obtention de la majorité souhaitée en faveur de la souveraineté du Québec. La loi C-20, comme on le montrera au deuxième chapitre, dite « Loi sur la clarté », répond de façon préventive aux craintes des États-Unis.

Ce chemin qui nous mène à aujourd'hui

Avant de présenter les principaux axes autour desquels est construit ce livre, je résumerai l'évolution de la conjoncture souverainiste et de l'esprit qui a guidé la politique internationale des dix dernières années et qui a conduit au contexte politique actuel. Comme je l'ai rappelé plus haut, la période allant du congrès du Parti Québécois en 1991 (qui mena les militants à adopter une résolution d'appui aux alliés dans la guerre du Golfe) jusqu'à l'élection de 1994 peut être considérée comme *préparatoire* à l'adhésion du Québec aux traités et accords qui lient le Canada afin d'en revendiquer la continuité au moment de l'accession à la souveraineté. Cette période est caractérisée par l'ajustement définitif du projet souverainiste à la donne internationale et, en particulier, par un appui inconditionnel à l'ALENA.

En 1994-1995, au lendemain de l'élection et jusqu'au référendum, l'action politique internationale est orientée [32] vers la souveraineté. Le gouvernement du Parti Québécois s'efforce de désamorcer les craintes que peut susciter ce projet, tant au Québec qu'à l'étranger, en projetant une image aussi conforme que possible aux attentes de son environnement. Nouvellement élu, le gouvernement souverainiste se démarque pendant cette période par sa volonté de faire preuve *d'adaptation* au nouveau contexte induit par la ratification de l'ALENA.

Au lendemain du référendum, en 1995-1996, après la démission de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard tente d'implanter une nouvelle vision des relations du

Québec avec les États-Unis. Deux volets principaux marquent cette approche. Le premier vise à renforcer une image du Québec qui tire sa spécificité de l'économie et laisse à l'arrière-plan ses traits culturels identitaires. C'est le fameux discours de New York qui insiste sur le fait que le Québec forme d'abord une « nation de marchands ». Cette approche permettait au nouveau premier ministre d'asseoir sur des bases rationnelles sa politique visant à faire dépendre la diplomatie québécoise de la politique étrangère du Canada, ce qui se traduit par la fermeture de nombreuses délégations à vocation culturelle et politique.

Ces trois périodes, préparation et ajustement à l'ALENA, puis vision marchande de l'identité, ont posé les assises d'une transformation profonde de l'imaginaire québécois. Entre 1996 et 2001, jusqu'à l'arrivée de Bernard Landry comme premier ministre, la culture politique des Québécois s'est cristallisée autour de l'approfondissement de l'idée d'américanité. Correspondant à une forte mouvance commandée par les contraintes de l'intégration économique, une tendance à l'abolition des frontières et le souci de prouver que les Québécois sont (et seront) de bons partenaires au sein des traités et alliances en vigueur, l'américanité du Québec devient une valeur dominante supérieure.

Depuis 2001 et l'exclusion du gouvernement du Québec du Sommet des Amériques, les politiques internationales du Québec ont été marquées par l'obsession d'être un État [33] reconnu lors du futur sommet des Amériques qui doit se tenir au Brésil en 2005. Cet objectif s'est caractérisé par trois ouvertures principales : l'une à l'endroit d'un traité de libre-échange réunissant les 34 pays du continent américain, l'autre par l'acquiescement à des formes de coopération interétatique à l'échelle de ce continent consacrées par des institutions supranationales, la dernière, enfin, face à l'adoption d'une monnaie commune pour l'ensemble des pays de la future ZLEA. Cette dernière phase, qu'on peut appeler postnationale (avant qu'elle ne devienne postétatique...), induit l'idée que la souveraineté, légitimant l'État comme sujet de droit international, pose chaque État dans une position d'égalité par rapport aux autres. Cette fiction juridique occulte en partie l'inégalité qui traverse les rapports entre les États et surtout, à l'échelle des Amériques, la domination des États-Unis. Dans ce cas-ci, elle semble vouloir occulter la puissance inégalée des États-Unis, d'ailleurs seul véritable maître d'oeuvre de ce projet.

Le Québec, dans son soutien à la ZLEA, est entré dans une phase que je qualifierais d'utopique. Les utopies ont une valeur à mes yeux, à condition qu'elles opèrent en tant que telles. Elles sont par définition empreintes d'imaginaire, de rêve et d'idéal. Les utopies ont pour caractéristique de ne pas avoir à tenir compte des possibilités de réalisation. Elles constituent une projection sur le réel qui peut agir comme moteur de l'action. L'ALENA n'a jamais été une utopie. La mise en place de la ZLEA ne l'est guère plus. Au contraire, la ZLEA est un projet réel et vraisemblable. Ce que j'estime ici utopique dans ce nouvel axe de la politique internationale du Québec, c'est le glissement, dans la représentation, de la ZLEA comme espace économique de libéralisation à la ZLEA comme espoir démocratique. La ZLEA permet d'occulter les inégalités entre les peuples et le déficit démocratique dont souffrent plusieurs pays du Sud. La nouvelle forme de la culture politique souverainiste véhicule l'idée que la souveraineté augmentera les chances du Québec de s'allier avec certains États du Sud. Cette vision permet à la [34] stratégie souverainiste de se fondre dans cette nouvelle idéologie de la coopération régionale, représentation du bien collectif elle-même promue par les États-Unis. Tout cela est bien et peut-être inévitable. Mais mon souci ici est de montrer que la période actuelle, caractérisée par une dilution progressive des représentations de soi dans une communauté d'intérêts de plus en plus vaste, est l'aboutissement d'un long processus mis en place et assumé consciemment par les dirigeants souverainistes.

Le dogme continental

Le présent travail met en relief plusieurs positions et comportements des États-Unis en ce qui concerne le Québec et le projet de souveraineté. Le droit à la critique est un droit légitime. Ces critiques ne font pas pour autant de ma position une position antiaméricaine. Les accomplissements de la nation américaine représentent un des grands héritages du monde contemporain. Encore aujourd'hui, les États-Unis sont un des symboles de la démocratie. C'est ce qu'exprimait le premier ministre, Bernard Landry, dans une entrevue lorsqu'il a dit : « Les États-Unis, c'est le meilleur et le pire. je n'ai jamais été antiaméricain globalement, parce que je sais qu'il y a trop de choses positives et sympathiques dans cette société

là ²⁵. » Ma position est aussi celle du politologue américain Stanley Hoffman qui souligne que l'antiaméricanisme n'est pas l'expression d'une « hostilité contre la nation la plus puissante [mais d'un] ressentiment contre un double langage, une ignorance crasse, une arrogance, des a priori erronés et une politique contestable ²⁶ ». J'ajouterai que les États-Unis sont devenus, depuis quinze ans, et de loin, la première puissance mondiale. Ce n'est pas faire preuve d'antiaméricanisme que de souhaiter que cette hégémonie se manifeste moins par les armes et davantage par le respect du droit et la poursuite de la justice sociale. Les États-Unis disposent de toutes les ressources et de tous les moyens juridiques nécessaires [35] pour contribuer au progrès de l'humanité et c'est ce que chaque citoyen est en droit d'attendre d'eux. C'est pourquoi leur responsabilité est la plus grande et le degré d'attentes à leur endroit se doit d'être élevé.

Václav Havel, s'adressant aux membres du Congrès américain à Washington en 1990, avait dit : « Tant que l'homme sera l'homme, la démocratie au sens plein du terme sera toujours un idéal que l'on peut approcher plus ou moins, mais jamais réaliser complètement. Vous-mêmes, vous ne faites que vous rapprocher de la démocratie [...]. La sauvegarde de notre monde humain n'est nulle part ailleurs que dans le cœur humain, la pensée humaine, l'humilité humaine, la responsabilité humaine. [...]. En d'autres mots, nous ne savons toujours pas mettre la morale au-dessus de la politique, de la science et de l'économie ²⁷. » Osera-t-on parler d'antiaméricanisme pour qualifier les propos du président tchèque s'adressant au Congrès ? Adopter l'attitude de Havel, c'est contribuer à élever le niveau d'exigence démocratique, de responsabilité de chacun et du seuil critique. En procédant à la démystification de certaines attitudes à propos des États-Unis, je m'inspirerai d'ailleurs d'une tradition tchèque qui veut que les défaites soient « ressenties comme des victoires morales sur des adversaires, supérieurs par la force, mais inférieurs par l'esprit ». Cette tradition veut que « perdre avec la vérité pour soi » est plus glorieux que gagner « dans le mensonge ²⁸ ». C'est cette tradition qui guidera mon approche dans ce livre. L'exercice de la démocratie par les citoyens

²⁵ *L'Actualité*, vol. 28, n° 2, 1^{er}, février 2003, p. 18.

²⁶ Cité par Philippe Pons, « Quand l'Amérique marche à reculons », *Le Monde*, 18 juin 2003, p. 16.

²⁷ Yves Barelli in « Présentation » à Václav Havel, *L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge*, Paris, Éditions de l'aube, 1990, p.13.

²⁸ *Ibid.*, p. 60-62.

est un droit universel et les États-Unis n'échappent pas à cette règle qui peut, le cas échéant, entraîner que certaines de leurs ambitions ou de leurs politiques fassent l'objet de remises en question.

L'éthique comme lien social

Les propos de ce livre s'appuient enfin sur quelques prémisses en ce qui concerne la société québécoise. La première est la [36] reconnaissance de la complexité et de la diversité culturelle du Québec. Le tissu social est multiple, il intègre des apports de cultures exogènes et endogènes. Les minorités autochtone et anglophone ainsi que les apports des citoyens issus de l'immigration nourrissent la configuration multiculturelle de la société québécoise. Cependant, le lien social qui permet d'intégrer dans une même communauté d'intérêts ces diverses composantes est la culture et la langue française reconnue comme langue publique commune.

Ensuite, ce lien social est renforcé par l'identité francophone du Québec qui puise ses racines dans une histoire et dans des liens privilégiés avec la France et avec la Francophonie. À ce titre, la relative diabolisation de la France qui sévit aux États-Unis depuis de nombreuses années affecte aussi le Québec et fait ici partie des enjeux de société dont il faut débattre. Enfin, l'identité québécoise repose sur des représentations, sur des choix plutôt que sur des traits descriptifs. L'identité n'est pas donnée par l'environnement, la géographie, les origines, la langue ou l'héritage culturel. L'identité culturelle est l'objet de choix et de luttes de pouvoir qui sont au centre de l'activité démocratique. Dans cet esprit, la politique internationale du Québec représente des options pour infléchir la construction de l'identité. Ses orientations et ses pratiques sont donc constitutives d'un projet de société.

Une destination, la société québécoise

Mon adhésion à la cause souverainiste s'est faite en 1991. Je suis de celles et ceux qui sont venus tard à ce choix politique. Issue d'une famille libérale active sur la scène politique, la conception fédérale de l'identité avait profondément conditionné mes réflexes politiques. Si on ajoute un engagement social marqué par les esprits sociopolitiques des années 1970, on peut comprendre que l'ingrédient « national » n'était pas la marque principale de mes affinités politiques. Après le [37] référendum de 1980, j'éprouvais le vague sentiment d'être restée extérieure à un moment important de l'histoire du Québec. Mes origines rimouskoises et le fort sentiment d'appartenance régionale qu'elles m'ont laissé expliquent sans doute que j'aie ressenti le besoin de me rapprocher de la cause souverainiste. J'ai prêté une oreille attentive au véritable discours des souverainistes au moment de la commission Bélanger-Campeau. En 1991, j'adhérais officiellement au Parti Québécois.

Par cet engagement, j'ai pu opérer la synthèse qui m'était essentielle entre, d'un côté, une vie consacrée depuis plus de vingt ans à l'approfondissement et à l'enseignement de ce qu'on appelle de façon un peu trompeuse la « science » politique et, de l'autre côté, l'action politique. Cette expérience m'a appris le caractère nécessairement obsessionnel de l'activité politique, rivée sur des objectifs de persuasion et de victoire. J'ai aussi découvert dans l'État le cynisme inhérent à une détermination froide, qui souvent ne craint pas d'être aveugle, obligée qu'elle se croit de vaincre à tout prix. La nécessaire maîtrise qui accompagne la décision politique ne pouvait que satisfaire a priori ma foi rationaliste dans le lien que je croyais direct entre la fin et les moyens. Mais avec la chose humaine, il en va rarement ainsi. Un philosophe et homme politique anglais du XVIII^e siècle, Edmund Burke, avait déjà écrit : « La science de la politique est expérimentale et pas plus qu'aucune autre science expérimentale, celle de construire un État, de le renouveler ou de le réformer, ne s'apprend a priori ²⁹. » Deux siècles et demi plus tard, ce constat est toujours aussi vrai. La fréquentation du monde politique m'a convaincue que le réel est toujours en excès par rapport au cloisonnement que tentent de

²⁹ Traduction de J. Anglejjan, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1912, p. 99.

lui imposer les systèmes. À travers cette « pratique » de l'État, j'ai appris son indétermination et son inachèvement sanctionnés par la démocratie. Cette découverte m'a aussi amenée à voir que le passé, non plus, n'est pas définitif

Aujourd'hui, si je jette un regard sur des stratégies et des tactiques qui ne me semblent pas servir correctement la cause [38] qu'elles poursuivent, il importe de voir que c'est par fidélité envers celles et ceux qui la défendent. J'ai eu l'honneur d'être associée à une oeuvre de conviction par rapport à laquelle mes positions n'ont pas changé. Je tenterai cependant d'exposer les motifs pour lesquels il me semble que la politique internationale du Québec doit désormais *redresser le cap et clarifier sa destination afin de se donner comme ce qu'elle devrait être*, c'est-à-dire la composante d'un véritable projet de société. C'est aux citoyens et aux militants trop confiants en la sympathie de nos alliés que je voudrais d'abord destiner ce livre. Il est le résultat d'une connaissance pratique du terrain diplomatique sur lequel se déroule la relation du Québec avec les États-Unis et avec la France et d'une réflexion critique sur les liens de la politique internationale du Québec avec un projet de société débattu démocratiquement.

Donner à nos analyses un coup de réel

L'objectif de mon propos est donc de secouer le cocotier de nos positions aveuglement continentalistes et de regarder bien en face les conséquences de certaines croyances naïves dans la bonne volonté des États-Unis à l'endroit de la souveraineté du Québec. Par ricochet, comme conséquence de cette option continentale, on sera forcé d'interroger son effet sur notre relation avec la France.

Les deux premiers chapitres seront consacrés aux fondements politiques des intérêts américains dans la perspective de souveraineté du Québec. Le premier chapitre présentera les axes sur lesquels s'appuient des intérêts qui s'opposent à la souveraineté. Le chapitre II évoquera les différents scénarios qui pourraient guider les interventions anticipées par les États-Unis, avant et après un référendum sur la souveraineté.

Les chapitres III et IV illustreront les formes réelles qu'a adoptées l'interventionnisme américain au cours de la période référendaire de 1994-1995. Le chapi-

tre III se concentrera sur des mesures de blocage et de quadrillage de l'action du [39] Québec avant le référendum de 1995. Le chapitre IV sera principalement consacré aux interventions américaines de brouillage de l'action du Québec pendant la période qui a entouré le référendum de 1995.

Le chapitre V portera un regard critique sur la fonction politique et stratégique attribuée au mythe de l'américanité dans les relations internationales du Québec.

Le chapitre VI sera consacré à nos relations avec la France et il tentera de dégager le regard officiel que porte actuellement la France sur le Québec. Il interrogera les intérêts français envers le Canada et observera quelques indices de désaffection à l'endroit du Québec. Le dernier chapitre visera les intérêts du Québec et analysera les positions d'ensemble de l'énoncé de politique internationale du Québec déposé auprès de l'Assemblée nationale pour la période 2001-2004 et suggérera de « redresser le cap » de la destination internationale du Québec.

Enfin, la méthode tente de lier les conséquences des choix d'un gouvernement au devenir culturel d'une société. Cette méthode vise à prendre acte. Les sources principales utilisées ont été saisies au cours d'expériences de terrain, par l'observation, par l'enquête et par l'analyse de sources secondaires. Je serai ainsi amenée à formuler quelques propositions critiques.

[41]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre I

Les fondements de l'interventionnisme américain

[Retour à la table des matières](#)

Un lobbyiste américain qui faisait ses recommandations au gouvernement du Québec avant le référendum de 1995 s'exprimait ainsi : « Il est important de ne pas voir le monde du point de vue du Québec, mais plutôt d'adopter le point de vue de ceux qui regardent le Québec. Pour la plupart de ceux qui le regardent à l'échelle du monde, le Québec ou bien menace de créer un dangereux précédent, ou bien constitue déjà une menace active pour son allié. Voilà le contexte de base auquel nous devons nous confronter ³⁰. » Je vais justement ici me risquer à cet exercice et tenter de saisir la logique de la position américaine vis-à-vis du projet indépendantiste au Québec. Il s'agit de comprendre les motifs de l'opposition des États-Unis à l'endroit d'un projet qui est pourtant en tous points respectueux des

³⁰ «It is important not to see the world through Quebec eyes, but rather through the eyes of those who see Quebec. For most of the world, Quebec either threatens to create a dangerous precedent, or is an active threat to an ally. That is the basic framework with which we have to deal.»

règles du jeu ainsi que des alliances et traités en vigueur. Pour cela, je tenterai de mesurer les effets appréhendés par les États-Unis d'une éventuelle souveraineté du Québec et de voir en quoi elle pourrait menacer leurs intérêts.

C'est le légendaire Bob Pines qui m'a le premier informée de la position américaine en 1991. Industriel de la sidérurgie, aspirant à un poste d'ambassadeur en retour de ses bons services et de ses généreuses contributions à la caisse du [42] Parti républicain, Bob Pines s'était vu assigner par George Bush père le rôle de sous-secrétaire adjoint (*deputy secretary*) chargé des affaires canadiennes (le *Canada desk*), fonction éminemment stratégique à cette époque des négociations de l'Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique³¹. Bob Pines devait, parmi ses nombreux mandats, tenter de comprendre les positions québécoises, en particulier celles des souverainistes, et il multipliait les contacts auprès du Parti Québécois. C'est lors d'un dîner à la résidence du consul général des États-Unis, en 1991, qu'il me distilla son message.

Les États-Unis ne pouvaient approuver le projet souverainiste parce que la stabilité et la paix au nord de leur frontière devaient être protégées par le statu quo. En poursuivant son objectif de souveraineté, le Québec introduisait des éléments de risque et de perturbation que les États-Unis souhaitaient à tout prix éviter. Toutes les garanties que les souverainistes pouvaient offrir concernant leur éventuel respect des alliances et des traités liant le Canada ne valaient pas le maintien du statu quo. À cette époque de mon engagement pour cette cause, je partageais la conviction que les États-Unis conserveraient une position de véritable neutralité face à l'objectif de souveraineté.

Or la préoccupation majeure des États-Unis a été depuis les débuts de déterminer ce qui pourrait nuire à leurs intérêts dans la solution souverainiste au conflit qui oppose le Québec et le Canada et de prévenir les conséquences déstabilisatrices qui découleraient de l'introduction d'un troisième partenaire dans les relations canado-américaines, jusque-là relativement harmonieuses. La campagne référen-

³¹ Bob Pines n'était pas un tout jeune homme. Il se plaisait à visiter le Québec et y venait aussi souvent que possible, espérant améliorer sa connaissance du français. Son humour un peu particulier et sa tenue, très peu diplomatique, convenaient à un esprit iconoclaste qui s'était lui-même affublé du titre de «vieux bonhomme». Je ne manquai pas de continuer de le fréquenter, ainsi que son épouse, même après qu'il eut quitté ses fonctions, car sa vision de la souveraineté du Québec me servit de point de repère pour saisir les positions de la droite américaine dans mes tentatives d'influencer d'autres observateurs.

daire de 1995 a été pour les États-Unis l'occasion de consolider une complicité déjà étroite avec le Canada et de mettre à bonne et froide distance les représentants du Québec. L'ouvrage signé par l'ambassadeur américain d'alors, James Blanchard³², témoigne éloquentement de cette attitude, qui s'est traduite, depuis 1994-1995, par une approche dissuasive de la souveraineté qui [43] évite cependant d'être manifeste ou directe et d'indisposer les Québécois.

Devant la création d'un nouvel État après l'obtention d'une majorité favorable des Québécois, les États-Unis et le Canada n'auraient d'autre choix que de s'adapter. Plutôt que d'adopter la neutralité et la passivité souhaitées, les États-Unis ont donc choisi d'empêcher par des procédés formels et informels ou par des déclarations officielles, volontairement nuancées, la réussite des objectifs souverainistes en vue de sauvegarder le statu quo. C'est la voie douce, mais qui n'est pas moins efficace, qui a été privilégiée jusqu'à aujourd'hui. Les États-Unis ont donc accordé une attention particulière à leur manière d'intervenir dans les débats constitutionnels canadiens, en évitant de rendre trop manifeste leur position et en tenant compte de la perception de leurs interventions au Québec. Dans la perspective où de telles tentatives de dissuasion échoueraient et dans le cas où le projet de souveraineté obtiendrait un appui majoritaire, comme on le verra au chapitre suivant, c'est alors le climat sociopolitique au Québec qui dicterait l'attitude américaine et les formes d'intervention adaptées. Mais tant que l'objectif de souveraineté ne sera pas atteint, c'est un mode d'intervention dissimulé que favoriseront les Américains. Au stade de la dissuasion, ils veulent apparaître rationnels, modérés et amicaux.

Un porte-parole de la Maison Blanche exprime cette prévention à l'endroit du projet souverainiste. Dwight Mason, ancien ministre auprès de l'ambassade américaine au Canada, nommé par Bill Clinton en juillet 1994 président de la section américaine de la Commission permanente bilatérale de défense (*Permanent Joint Board on Defense*) réunissant le Canada et les États-Unis, déclarait dès 1995 : « Les États-Unis ne favorisent pas le séparatisme québécois parce qu'une telle

³² James J. Blanchard, *Behind the Embassy Door : Canada, Clinton, and Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1998.

fragmentation du Canada rendrait dans le meilleur des cas les relations nord-américaines plus difficiles à gérer ³³. »

Considérant que le statu quo canadien sert leurs intérêts, les États-Unis veillent à éviter une situation qu'ils [44] jugent incertaine. Un autre conseiller du président Clinton, Peter Morici, agissant entre 1993 et 1995 comme directeur des affaires économiques à la Commission du commerce international des États-Unis (*director of economics at the United States International Trade Commission*), rappelait que « les États-Unis et le Canada ont l'une des plus intenses relations politiques et économiques qu'on puisse trouver entre deux pays du monde, ce dont les Américains ont grandement bénéficié ³⁴ ». Et il ajoutait : « Un Québec souverain aurait le potentiel de perturber radicalement cette relation ; mais quoi qu'il en soit, le risque de dégradation que représente la souveraineté du Québec tient en partie aux actions que les États-Unis prendront *avant un référendum sur la souveraineté* et *durant les négociations* entre le Canada et le Québec pour conclure un nouvel arrangement constitutionnel ³⁵. »

Si, pour les souverainistes, les États-Unis ont tout intérêt à ce que le Québec soit signataire à titre d'État successeur des traités et accords qui lient le Canada, pour les Américains, il vaut mieux éviter d'en arriver là. À moins d'y être forcé par ce qu'il appelle « une majorité forte », le pays le plus puissant au monde considère qu'une attitude passive ou véritablement tolérante à l'égard du projet de souveraineté du Québec protégerait mal ses intérêts. Même si l'action en faveur du statu quo canadien exige la mise en oeuvre de tactiques subtiles pour en masquer les intentions véritables, les États-Unis interviendront chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire.

³³ «The U.S. does not favor Quebec separatism because such a fragmentation of Canada would at best make these North American relationships more difficult to manage.» Dwight Mason, «Possible U.S. Responses to the Quebec Referendum», Washington, Storch & Brennes, 1993, p. 2.

³⁴ «The United States and Canada have one of the most intense political and economic relationship of any two nations in the world, and Americans have benefited greatly from it » Peter Morici, «A Sovereign Quebec and US National Interests», *The American Review of Canadian Studies*, vol. 27, n° 1 (printemps 1997), p. 143.

³⁵ «A sovereign Quebec has the potential to radically disrupt this order ; however, whether Quebec sovereignty would fundamentally damage it depends in part on U.S. actions prior to a sovereign referendum and during the negotiations between Ottawa and Quebec to establish a new constitutional arrangement. - Ibid. C'est moi qui souligne.

Les intérêts américains à l'endroit du Québec

Quoiqu'on connaisse bien les intérêts stratégiques des États-Unis à l'échelle du continent nord-américain, de l'hémisphère américain et du monde, il est utile tout d'abord de les rappeler. Les États-Unis visent prioritairement l'expansion d'un marché mondial, susceptible non seulement de favoriser leur prospérité, mais encore de consolider leur hégémonie. [45] Le président Clinton avait ainsi formulé cette position : « Nous ne pouvons pas avoir un système de marché global sans politique économique globale, sans politique de santé globale, sans politique d'éducation globale, sans politique de l'environnement globale et sans politique de sécurité globale ³⁶. » C'est ce qui explique que, comme le conclut Dorval Brunelle, « la mondialisation des intérêts américains passe, de façon inconditionnelle, par l'établissement d'un contrôle économique et une influence régionale à dimension hémisphérique ³⁷ ». Une association étroite avec le Canada à l'échelle du continent nord-américain constitue pour les États-Unis une pièce maîtresse de leur dispositif sur l'échiquier mondial. C'est ce que ce chercheur appelle « la double stratégie » des États-Unis qui recherchent des gains du côté de l'Organisation mondiale du commerce et, parallèlement, du côté de l'hémisphère américain. Le projet de souveraineté du Québec leur apparaît susceptible d'affaiblir cette stratégie.

Bien entendu, les États-Unis n'ont pas fait connaître à l'avance, de façon officielle, quelle serait leur position ni à quelles tactiques ils auraient recours afin d'empêcher la réussite d'un référendum sur la souveraineté. Cependant, les experts des prestigieux *think tanks* qui agissent comme conseillers de la Maison Blanche, du Département d'État ou du Département du commerce fournissent de précieux indices de ce que seraient ces positions. Les souverainistes ont parfois tendance à rejeter du revers de la main de telles analyses, parce qu'elles remettent en cause

³⁶ William J. Clinton, « Donner une âme au XXI^e siècle », *Le Monde*, 15 janvier 2002, Cité in Kostas Vergopoulos, *Mondialisation, la fin d'un cycle*, Paris, Séguier, 2002, p. 232.

³⁷ Dorval Brunelle, *Démocratie et privatisation dans les Amériques : de l'ALENA à la ZLEA, en passant par l'ACI*, Commission sur les institutions de l'Assemblée nationale, Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, 22 août 2000, p. 9.

leur vision des choses ou parce qu'ils considèrent qu'elles sont le produit d'esprits fanatiques, obsédés par le souci de dénigrer leur projet. S'il est indéniable que certains extrémistes ont pour principal objectif de nuire au Québec et qu'ils participent, de cette manière, à l'orchestration de la dissuasion, il importe toutefois de ne pas mettre tous ces experts sur le même pied et de prêter attention à ceux qui agissent comme conseillers et porte-parole, officiels ou non, de la Présidence des États-Unis. Si leurs propos provenaient officiellement du gouvernement [46] américain, de telles déclarations offenseraient sûrement beaucoup de Québécois et mettraient sans doute le feu aux poudres, surtout au Québec.

Charles Doran, un politologue spécialiste des relations canado-américaines à l'École des hautes études internationales (School of Advanced International Studies) de l'université Johns Hopkins à Washington, fait partie de ceux qui sont incontestablement les porte-parole de la position officieuse de leur pays vis-à-vis de l'option souverainiste, durant la présente phase de dissuasion. Dans un ouvrage récent, son chapitre intitulé « *A U.S. Perspective on Canadian Unity* » (« Une perspective américaine sur l'unité canadienne ») constitue plus qu'un simple plaidoyer en faveur de l'unité canadienne, il permet d'appréhender les obstacles que pourraient créer les Américains face à un Québec souverain, en s'opposant, par exemple, à la reconduction des accords bilatéraux et multilatéraux dont le Canada est signataire. Mais, avant toute chose, il permet de saisir la position stratégique qui fonde la volonté américaine de maintien du statu quo.

Charles Doran étend à l'Amérique du Nord la métaphore classique de la « cité sur la colline » qui exprime pour les Américains le côté exemplaire de leur organisation politique³⁸. Cette image vise à montrer de façon forte *l'ethos*, la culture politique, que les États-Unis partagent avec le Canada, malgré leurs différences (et sans voir de rapport, semble-t-il, avec leur communauté de langue), dans un mélange spécifique d'idéalisme et de réalisme³⁹. De cette manière, Doran fonde d'abord les liens entre les États-Unis et le Canada sur des enjeux de sécurité. Ainsi, l'Amérique du Nord, bordée par trois océans, combine les aspects géostratégiques à la fois d'une puissance maritime et d'une puissance continentale, sans que

³⁸ C'est John Winthrop, dans un sermon de 1630, qui a le premier utilisé cette métaphore : « Nous serons comme une cité sur une colline, les yeux du monde entier sont tournés vers nous. » (« *We shall be as a city upon a hill, the eyes of all people are upon us.* »)

³⁹ Charles F. Doran, *Why Canadian Unity Matters and Why Americans Care : Democratic Pluralism at Risk*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, p. 39-40.

cela en fasse pour autant une forteresse. Mais ce sont le commerce international et la diplomatie qui ont fait des gouvernements canadien et américain des associés dans les affaires mondiales, et des associés de plus en plus proches du fait de relations économiques [47] marquées par la dépendance du Canada. Un autre analyste de la scène canado-américaine souligne d'ailleurs qu'« après l'économie, l'on est maintenant rendu à l'intégration complète de la défense nord-américaine... La période post-11 septembre [...] devrait conduire la relation de sécurité canado-américaine à une nouvelle phase de son évolution : l'intégration continentale ⁴⁰ ».

Si, du temps de la guerre froide, la métaphore de la « cité sur la colline » a été surtout associée à la défense stratégique, depuis, elle reflète pour Doran une renaissance des valeurs démocratiques et de l'économie de marché : « La métaphore de la cité sur la colline fait appel à une communauté d'aspirations et de valeurs nord-américaines, sans égard au pays d'origine ou à la période historique. Dans une ère d'unions douanières et d'intégration régionale, cette métaphore s'avère peut-être encore plus pertinente ⁴¹. »

Avant de poursuivre l'analyse, il importe de préciser qu'on peut très bien ne pas partager cette lecture. Le Québec, malgré son caractère francophone, en devenant un État souverain, pourrait adhérer dans la plus grande harmonie aux valeurs et aux objectifs de « la cité sur la colline ». Il est donc légitime et nécessaire de se demander pourquoi le projet québécois suscite ces objections. Sans faire abstraction des intérêts américains, le Québec n'a pas à s'incliner et à abandonner ses objectifs de souveraineté. Il lui faut plutôt être sensible aux difficultés du contexte continental et adopter une attitude vigilante.

Aux yeux des stratèges américains, la « cité sur la colline » repose sur trois *pilliers* fondamentaux : l'Accord de libre-échange nord-américain, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Je traiterai d'abord de la dimension politico-économique de cette communauté d'intérêts.

⁴⁰ David Grondin, « Le Canada à la croisée des chemins : l'après-11 septembre comme présage d'une intégration militaire nord-américaine », *Canadian Issues/Thèmes canadiens*, septembre 2002, p. 14.

⁴¹ Charles F. Doran, *op. cit.*, p. 40 : « *The city on the hill metaphor conveys a mutual set of North American aspirations and values regardless of country origin or period of history. In an age of regional trade areas and customs unions, the metaphor perhaps obtains added relevance.* »

[48]

Une communauté politico-économique : L'ALENA

Du point de vue des États-Unis, l'ALENA permet l'émergence d'une communauté objective d'intérêts, accompagnée d'un sentiment d'appartenance à une communauté politico-économique nord-américaine. Comme le dit Christian Deblock, « c'est la dimension tout compte fait unique de la relation canado-américaine que l'on mésestimait, une relation caractérisée par une intégration à sens unique qui affecte non plus seulement l'économie, mais également la politique, la société et la culture ⁴² ». Lors de la création de la ZLEA ou de l'Accord de libre-commerce des Amériques (ALCA), selon l'appellation européenne, cette communauté devrait s'élargir à tout l'hémisphère. L'intégration du Canada à l'économie nord-américaine et sa dépendance n'ont fait que s'accroître depuis la signature de l'ALENA, comme le soulignent de nombreux experts ⁴³. La position du Canada consiste en effet à souscrire aux initiatives américaines en matière de libéralisation des échanges et de privatisation des services publics, dans une perspective qui risque d'impliquer également les politiques culturelles et sociales. Le projet d'institution de la ZLEA, faisant suite à l'ALENA, annonce l'élargissement de cette dynamique canado-américaine.

Comme ce fut le cas au moment de la préparation et de la ratification de l'ALENA, le Québec a déjà annoncé son appui à ce processus d'élargissement. Il est certain que, sur le plan strictement commercial, on ne peut, sans risquer gros, dissocier les intérêts économiques du Québec des tendances fortes de son environnement immédiat. C'est pourquoi tant les dirigeants des deux principaux partis politiques que la plupart des élites du Québec avaient manifesté activement leur appui à cette promesse de prospérité qui portait le nom d'ALENA.

⁴² Dorval Brunelle, Rachel Sarrasin et Christian Deblock, « Libre-échange et gouvernance : le Canada et la politique de continentalisation », *Continentalisation. Cahier de recherche* 01-01 [En ligne], Montréal, UQAM, centre Études internationales et mondialisation, janvier 2001, p. 6.

⁴³ *Ibid.*

L'institutionnalisation de la ZLEA ne se pose pas dans les mêmes termes. Ce projet contient en germe la réduction du rôle des États et, par conséquent, la possibilité d'un affaiblissement des forces nationales du Québec. L'élargissement de l'ALENA à l'ensemble des Amériques pourrait [49] donc constituer un obstacle supplémentaire à la souveraineté du Québec, si celle-ci n'est pas acquise au moment de la signature du nouveau traité, prévue pour 2005, dans la mesure où cet élargissement aurait pour effet de dissoudre les conditions sociales et politiques de renforcement d'une élite nationale au Québec.

Même si le Québec s'est montré prêt à souscrire à une intégration économique continentale et même si le gouvernement souverainiste a défendu ses intentions à cet égard, le projet de souveraineté introduit un élément d'incertitude dans le plan américain et dans ses modalités de réalisation pour les deux alliés que sont le Canada et les États-Unis. La souveraineté du Québec, si elle devait se réaliser, affaiblirait le Canada et, par conséquent, l'alliance canado-américaine. Les obstacles que le Québec rencontre dans la poursuite de la souveraineté découlent en partie de la nature des liens privilégiés qui existent entre les États-Unis et le Canada. Ces liens méritent d'être scrutés à la loupe car ils constituent autant d'obstacles au succès de l'option souverainiste.

C'est la préservation, depuis le XVIII^e siècle, de normes communes aux États-Unis et au Canada qui sous-tend, selon Doran, la position américaine ⁴⁴. Chez beaucoup d'Américains, la création d'un nouvel État québécois fait craindre des mesures de protectionnisme économique et de soutien de l'État aux entreprises, incompatibles avec les règles en vigueur depuis l'ALENA. C'est cette perspective qu'un journaliste canadien appelle « un nouvel État imprévisible par définition » (« *an axiomatically unpredictable new state* ⁴⁵ »). Les auteurs concèdent en général que les intérêts des États-Unis pourraient justifier l'adhésion du Québec à l'ALENA, mais l'inquiétude américaine tient plutôt à la volonté et à la capacité réelles du Québec de modifier ses politiques économiques dans le sens d'une plus grande libéralisation. « Alors qu'un Québec indépendant n'obtiendrait sûrement

⁴⁴ Stéphane Roussel nuance cette interprétation. Selon lui, on voit poindre un long processus, surtout depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui n'est pas encore tout à fait accompli. Stéphane Roussel, «L'ordre libéral nord-américain : l'impact des valeurs, des normes et des institutions démocratiques sur les relations canado-américaines en matière de sécurité de 1867 à 1958», thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1999.

⁴⁵ Boodan Kipling, *The Chronicle Herald*, Halifax, 3 avril 2002.

pas automatiquement son admission dans l'ALENA, on peut présumer qu'après s'être engagé à faire les adaptations qui s'imposent, un Québec indépendant pourrait joindre l'ALENA. [50] Du point de vue des États-Unis, l'intégration du Québec à l'ALENA est fort souhaitable. [...] Ces adaptations, même graduelles et appliquées progressivement, ne seront pas faciles à faire pour un système politique petit et vulnérable ⁴⁶ » précise Doran. « La fragmentation politique de l'Amérique du Nord [...] pourrait bien ne pas s'accommoder facilement des règles de l'intégration économique ⁴⁷. » Dans cet esprit, l'Amérique du Nord serait à la croisée des chemins. Deux perspectives s'esquissent qui consisteraient soit à approfondir l'intégration économique entre les membres actuels de l'ALENA, soit à étendre cette intégration à de nouveaux membres. L'une comme l'autre de ces options paraissent en contradiction avec les aspirations à la souveraineté du Québec.

Une autre donnée est au cœur de l'analyse américaine. Actuellement, le Québec ne peut agir comme un acteur diplomatique au même titre que le Canada, en ce qui concerne la libéralisation des échanges économiques. Il est tout au plus un acteur protodiplomatique ⁴⁸. Ainsi, en ce qui a trait à l'ALENA, même si le Québec a été la province qui a le plus fermement soutenu le traité de libre-échange et qui en a le mieux fait la promotion, il n'a pas comme tel participé aux négociations. « Ainsi, non seulement les provinces n'ont-elles pris aucune part à cet accord, mais, à la fin, elles se sont vu imposer les nouvelles conditions créées par l'ALENA [...] En d'autres mots, les provinces sont des objets et non des sujets de droit. Elles ne jouent aucun rôle dans les organes de l'ALENA pas plus qu'elles ne

⁴⁶ «While an independent Quebec would certainly not enjoy automatic admission to NAFTA, the presumption is that after making a commitment to the necessary adjustments, an independent Quebec would accede to NAFTA. From the U.S. perspective, this inclusion of Quebec in NAFTA is strongly desirable.[...] Adjustments, even if phased in and graduated, will not be easy for a small, vulnerable polity to accept.» Ch. Doran, *op. cit.*, p. 50-51.

⁴⁷ «Political fragmentation of North America does not guarantee a loss of economic integration. Much depends upon how routinized and how vital NAFTA is. But as the same time, political fragmentation may not readily accommodate the rules of economic integration. From the U.S. perspective, the proof of what will actually happen will come not in prior promise but in very careful subsequent observance of both the letter and the spirit of the NAFTA codes and of the problems of integration». *Ibid.*, p. 51.

⁴⁸ Louis Bélanger, «The Changing World Order and Quebec's International Relations : An Analysis of Two Salient Environments», in Michael J. Tucker, Raymond B. Blake et P.E. Bryden (dir.), *Canada and the New World Order : Facing the New Millennium*, Toronto, Irwin Publishing, 2000, p. 163-184.

participent aux mécanismes de règlement des litiges ⁴⁹. » C'est aussi ce qu'affirme plus largement Stephen Clarkson lorsqu'il dit : « Les conséquences pour les citoyens sont qu'il leur est pratiquement impossible de modifier un accord continental, dont les règles ont été établies sans participation significative de leur part, dans la mesure du moins où ils tentent de se plier à des règles pensées précisément pour les exclure ⁵⁰. » Enfin, suivant les avis exprimés dans les mois précédant le référendum de 1995 par les gouvernements des deux autres membres de l'accord, les [51] États-Unis et le Mexique, un éventuel Québec souverain ne pourrait succéder automatiquement au Canada en tant que province ayant déjà participé à l'ALENA. Le Québec devrait, selon ces avis, suivre les procédures d'adhésion prévues par l'article 2204.

Citant l'exemple du Chili, Doran avance que l'admission de nouveaux membres est une entreprise difficile, même si elle n'est pas impossible. La structure industrielle du Chili s'apparente déjà à celle des États membres de l'ALENA et l'adhésion de ce pays comme quatrième partenaire ne devrait pas nuire au mouvement d'intégration. Pourtant, cette adhésion n'a pas été cautionnée par la *trade promotion authority* - anciennement *fast-track authority* -, notamment parce que la communauté d'affaires américaine n'a pas cru bon de l'appuyer. Un éventuel Québec souverain devrait ainsi soumettre sa candidature au Congrès américain. Compte tenu du fait que le Québec participe déjà à l'ALENA en tant que province canadienne, cette adhésion s'en trouverait facilitée et les experts reconnaissent que la candidature du Québec pourrait sans doute obtenir l'approbation d'une majorité au Congrès, à condition que cela se fasse sans amendement de l'accord. Le Québec, selon ces experts, devrait cependant accepter de nombreuses concessions politiques, culturelles et sociales. Les États-Unis soutiennent, comme on l'a déjà dit, que l'absence de clause d'État successeur dans l'accord actuel interdirait l'admission automatique du Québec. Ils pourraient donc être tentés de profiter de la

⁴⁹ «So not only did the provinces have no part in the agreement, they also ended up being directly governed by the new law created by NAFTA [...] In other words, they are the object and not the subject of this law. They play no official role in NAFTA institutions or dispute resolution mechanisms.» *Ibid.*, p. 177.

⁵⁰ «The implication for citizens is that there is virtually nothing they can do to alter a continental regime whose norms were established without their meaningful participation, at least if they can play by the rules that they have been written so as effectively to exclude them.» Stephen Clarkson, «Democratic Deficit or Democratic Vacuum ? The North American Variant of the New Regionalism» *International Political Science Association*, Québec, août 2000, p. 19.

candidature du Québec pour obtenir de telles concessions et revoir le traité à leur avantage.

Peu importe que l'Amérique du Nord choisisse une intégration économique accrue au sein de l'actuel traité ou son élargissement par la création de la ZLEA, dans les deux cas, les velléités de souveraineté du Québec apparaissent aux Américains contraires à la tendance à une intégration économique accrue ou élargie. « Du point de vue des Américains, la séparation du Québec s'oppose à la tendance à une plus grande intégration et à une meilleure cohésion ⁵¹. » Une [52] telle affirmation est bien entendu contraire aux positions soutenues par Jacques Parizeau et par Bernard Landry ainsi que par le Parti Québécois. Cette forme d'opposition illustre bien le fait que, même si les dirigeants souverainistes s'efforcent de démontrer qu'ils adhèrent aux principes définis par l'ALENA, la crainte des Américains à l'endroit d'un éventuel protectionnisme économique québécois est récurrente. Le rôle économique d'institutions financières comme la Caisse de dépôt ou la Société générale de financement contreviendrait alors aux règles de l'ALENA. On sait combien cet esprit ultra-libéral guide les récentes politiques du gouvernement libéral, élu au Québec en avril 2003, qui s'apprête à modifier le rôle de ces institutions dans un sens convenant à la vague de libéralisation qui déferle à l'échelle des Amériques. Un Québec souverain pourrait, de multiples façons, selon les analyses des Américains, vouloir continuer de soutenir le développement de ses entreprises et poursuivre des objectifs économiques interventionnistes. Ne pouvant anticiper sur la direction qu'emprunteraient ses dirigeants après l'accession du Québec au statut d'État indépendant, les analystes américains considèrent que la revendication de souveraineté ne peut signifier en même temps une augmentation du pouvoir de l'État québécois par la souveraineté et sa limitation par l'intégration économique. Ainsi, le nouvel État souverain devrait accepter une restriction de sa souveraineté, tout comme le Canada dans l'ALENA et comme les États européens dans l'Union européenne ⁵². L'objectif de souveraineté paraît alors comme une contradiction dans les termes. Pour les États-Unis, cet objectif semble coïncé entre un projet visant à la fois une différenciation politique et l'in-

⁵¹ «From the U.S. perspective, Quebec separation is fragmenting the trend to wards increased integration and greater cohesion.» Ch. Doran, *op. cit.*, p. 54.

⁵² *Ibid.*, p. 54-55.

tégration à un processus de libéralisation économique qui tend à dissoudre le rôle de l'État et à diluer la spécificité des identités nationales.

Doran craint que le Québec, une fois la souveraineté acquise, cherche davantage à défendre ses intérêts nationaux, alors qu'actuellement le nationalisme économique peut difficilement s'affirmer au sein de l'ALENA. Si le Canada a [53] déjà fourni des preuves suffisantes de son adhésion à ces principes, le Québec, n'étant pas un État, n'aurait pas convaincu les États-Unis de sa volonté de libéralisation. C'est pourquoi les sociétés d'État, déjà perçues aux États-Unis comme des embryons de socialisme, (j'ai souvent entendu ce type de commentaire), les avantages fiscaux consentis pour le développement de certains secteurs économiques comme le multimédia, les contrats d'électricité qui favorisent les alumineries, etc., toutes ces politiques nourrissent les appréhensions des Américains à l'égard du Québec. Pourtant, tout comme le Canada dont il fait partie, le Québec a déjà perdu une certaine part de souveraineté économique depuis les signatures de l'ALE et de l'ALENA. La suppression des subventions au secteur agricole en est un exemple.

Par ailleurs, l'option souverainiste s'est présentée avant toute chose comme une volonté de distanciation économique par rapport au Canada et non par rapport aux États-Unis. La signification politique de ce double trajet, allant vers l'un (les États-Unis) tout en s'éloignant de l'autre (le Canada), ne semble pas claire aux yeux des Américains. C'est pourtant dans cet esprit qu'au cours des dernières années, l'américanité de l'identité québécoise a été soulignée avec vigueur et continuité par le gouvernement du Québec, qui évoque sa compatibilité avec la donne continentale. Cette logique n'a pourtant pas réussi à atténuer les inquiétudes américaines à l'endroit d'un deuxième pilier de la « cité sur la colline », la communauté de sécurité et le NORAD.

La communauté de sécurité de l'Amérique du Nord : le NORAD

Pour les Américains, c'est la capacité du Canada dans son ensemble de participer à la défense de l'Amérique du Nord qui s'avère le facteur le plus important de leur position en faveur de l'unité canadienne. Alors qu'il n'y a pas si longtemps, la sécurité paraissait acquise et les questions de budget militaire et de défense étaient considérées comme futiles ou [54] de moindre importance, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Après les attentats du 11 septembre 2001, cette brève période d'insouciance est bel et bien révolue. Jamais le territoire continental des États-Unis n'avait été la cible d'une attaque militaire, depuis la guerre américano-britannique de 1812. Or, bien que les attaques contre les tours du World Trade Center et le Pentagone soient des actes de terrorisme, les Américains les ont ressenties comme une agression militaire. Cette tragédie a mis en relief combien la défense du Canada est étroitement associée à celle des États-Unis, à l'intérieur du NORAD, et à celle des puissances occidentales par l'OTAN. La stratégie des États-Unis à l'endroit de la défense continentale et son poids sur le Canada interfèrent avec l'affirmation des intérêts politiques du Québec.

Dans cet esprit, Charles Doran explique que les États-Unis ont tout à perdre avec une éventuelle souveraineté du Québec. En comparant l'Union européenne et l'Amérique du Nord, il souligne combien cette dernière bénéficie, grâce au NORAD, d'une vision stratégique commune et d'une cohésion incomparable. La position canadienne s'aligne étroitement sur celle de la superpuissance américaine. C'est pourquoi la souveraineté du Québec est perçue comme un risque d'effritement de cette cohésion. « Que l'Europe atteigne un jour ce que l'Amérique du Nord connaît déjà demeure matière à spéculation. L'Amérique du Nord ne doit en revanche s'engager d'aucune façon sur la voie qui mène à la situation dont l'Europe cherche à se dégager. Pourquoi l'Amérique du Nord qui connaît déjà l'unité, l'harmonie et la confiance en soi mettrait-elle en gage à une loterie l'un ou l'autre de ces précieux avantages ? C'est l'attitude qui fonde le point de vue des États-Unis à l'égard de *l'ethos* nord-américain et qui détermine son opposition à toute

fragmentation politique ⁵³ » proclame Doran. L'introduction éventuelle du Québec comme partenaire dans les traités de défense est perçue comme un risque inutile. La diversité culturelle et politique qui caractérise les relations entre les États [55] au sein de l'Union européenne ne saurait être encouragée à l'échelle nord-américaine, précise-t-il.

Du fait de cette intégration continentale, l'Amérique du Nord serait donc devenue cette cité exemplaire dans laquelle deux États voisins coexistent dans une symbiose exceptionnelle. « L'Amérique du Nord est une cité sur la colline inexpugnable. Elle est à l'abri des tiraillements intérieurs, d'une domination extérieure ou d'un début de déclin. Que l'Amérique du Nord soit inattaquable est la clé de sa prudence, car elle n'a jamais à réagir avec précipitation ou sous le coup de la colère ⁵⁴. » Le partenariat stratégique canado-américain devrait donc rester inchangé. Et les conditions introduites depuis le 11 septembre 2001 ont encore accentué cette vision des choses. « La nécessité de trouver un équilibre entre les impératifs de sécurité, de souveraineté et de prospérité [...] démontre que les mesures destinées à renforcer l'une de ces priorités se font généralement au détriment des deux autres. Dans le contexte actuel, le dilemme se pose de façon particulièrement aiguë ⁵⁵ », affirme un expert.

De plus, d'autres éléments de leur politique de défense sous-tendent la méfiance des Américains. Le premier a trait aux ressources militaires du Canada qui seraient réduites par la séparation du Québec.

⁵³ «Whether Europe will ever achieve what North America already possesses is open to speculation. But what North America dares not chance is slippage towards the condition from which Europe is trying to escape. In other words, why would North America place the unity, harmony, and self-confidence it currently enjoys in a lottery in which any of these precious attributes were more at risk? This tends to be the United States perspective regarding the North American ethos and its own attitude towards political fragmentation.» Ibid., p. 64.

⁵⁴ «[T]he North American city on the hill is impregnable. It is safe from internal disharmony, secure from external domination or incipient erosion. That the North American city on the hill is unassailable is the key to its prudence, since it never is obliged to act in haste or anger.» Ibid., p. 63.

⁵⁵ Stéphane Roussel, «Le Canada et le périmètre de sécurité nord-américain : sécurité, souveraineté ou prospérité? », *Policy Options*, Montréal, avril 2002, p. 17.

Rien n'illustre mieux l'harmonie de la cité sur la colline que la coopération en matière de défense des États-Unis et du Canada dans le cadre du NORAD. La sécession du Québec viendrait sûrement saper cette coopération, non pas que les Québécois seraient de moins bons partenaires, mais parce que ce qu'il resterait du Canada serait par trop anémique pour remplir ses obligations dans le cadre du NORAD. La fragmentation du Canada mettrait à mal ses forces armées puisque la masse critique économique nécessaire pour soutenir un effort militaire appréciable disparaîtrait avec la sécession. Non pas tant à cause des frictions entre une armée anglophone canadienne et une armée francophone québécoise, mais du fait de problèmes de taille des effectifs militaires qui [56] laisseraient chacune des parties restantes en deçà du seuil d'efficacité. Plus que tout autre allié du Canada, les États-Unis pâtiraient de cette perte de coordination, y compris pour les opérations de maintien de la paix ⁵⁶.

Cette affirmation appelle cependant quelques nuances. Comme on le sait, le NORAD est une organisation militaire binationale, créée par le Canada et les États-Unis en 1958 pour surveiller et défendre l'espace aérien de l'Amérique du Nord. Le NORAD donne l'alerte en cas d'attaque aérienne contre l'Amérique du Nord par des avions, des missiles ou des véhicules spatiaux. Le NORAD est commandé par un général américain et par un adjoint canadien. L'accord lui-même n'impose pas que le commandant en chef soit un Américain, bien que ce soit la coutume. Dans l'état actuel des choses, le commandant en chef du NORAD est responsable devant les autorités des États-Unis et son adjoint est responsable devant celles du Canada. Cependant, sur le plan opérationnel, le commandement est intégré et les forces aériennes du Canada fonctionneraient, le cas échéant, sous commandement américain.

⁵⁶ «Nothing exemplifies the harmony of the city on the hill in military terms like the cooperation between the United States and Canada in NORAD. Quebec secession would surely undercut this cooperation, not because Quebecers would be less talented than their partners but because the Canadian remnants would now be too anaemic to fulfill the responsibilities of NORAD partnership. Likewise, Canadian fragmentation would destroy the armed forces since the economies of scale necessary to mount an appreciable military effort would dissolve with secession. Not because of friction between a Canadian anglophone military outfit and a Quebec francophone unit, but because of size difficulties that leave each polity beneath a feasible start-up threshold, the respective remnants would lose all military effectiveness. More than any other ally, the United States would lament this loss of military coordination, including contributions to peacekeeping.» Ch. Doran, *op. cit.*, p. 62.

La structure du NORAD se décompose en un quartier général à Colorado Springs et trois commandements régionaux au plan opérationnel. Le premier de ces commandements est celui d'Elmendorf pour la région Alaska, celui de Winnipeg pour la région Canada et celui de Tyndall, en Floride, pour le territoire continental des États-Unis.

Compte tenu de l'évolution des questions de défense, il n'est pas sûr que les États-Unis seraient aussi gravement affectés par la fragmentation du Canada que le laisse entendre Doran. Déjà, avec le nouveau Commandement Nordique (Northern Command) des forces armées américaines pour le continent nord-américain (appelé Homeland Defense), il y a lieu de se demander ce qu'il adviendra du NORAD à long terme, puisque ses activités relèvent aujourd'hui du Northern Command et que la plupart de ses fonctions sont de plus en plus attribuées à la Homeland Defense. Le projet de bouclier antimissile risque aussi d'être déterminant à ce propos.

[57]

Cependant, en réduisant des ressources militaires déjà faibles, la fragmentation du Canada aurait aussi pour effet de placer la capacité militaire du Canada tout comme celle du Québec, à cause de la taille réduite de chacun des nouveaux États, sous un seuil d'efficacité. Ainsi, la fragmentation du Canada entamerait la capacité d'assurer une coordination militaire effective.

Un problème essentiel sur lequel plusieurs experts en études stratégiques se sont penchés au cours de la dernière décennie concerne l'admission éventuelle d'un Québec souverain dans les partenariats de défense stratégique que sont le NORAD et l'OTAN. Plusieurs pistes de réflexion et plusieurs propositions ont été esquissées quant à la politique de défense d'un Québec souverain. Les contributions de Jocelyn Coulon, de Charles-Philippe David et d'Albert Legault ont été particulièrement éclairantes. Une des questions soulevées (qui n'est pas du ressort de la présente étude) est celle, en effet, des capacités et de la volonté d'un éventuel État du Québec de se doter d'une force armée. Les études sollicitées par le gouvernement du Québec en 1992, à l'intérieur de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, et mises à jour en mars 2002 ont exploré plusieurs scénarios. Ces études exploratoires font en général état de la volonté québécoise de se doter d'une armée. Mais la question essentielle

reste de savoir si cette volonté politique persisterait lorsque viendrait le temps d'en assumer les coûts. Cette incertitude inquiète les États-Unis. Préoccupé de préserver un sens à la souveraineté de l'État, le Bloc Québécois affirme dans son rapport de l'automne 2002 sur l'intégration militaire nord-américaine que « tout en étant sensibles au besoin de sécurité de nos voisins, il ne faut pas perdre de vue nos valeurs et nos intérêts. C'est ainsi que certains aspects de la coopération avec les États-Unis au chapitre de la sécurité nous inquiètent ⁵⁷ ». Les positions des souverainistes sont légitimes et elles traduisent une réelle différence culturelle entre les sociétés québécoise et américaine. Cette différence n'échappe pas aux États-Unis.

[58]

Dans les faits, la fragmentation du Canada n'affaiblirait pas la défense continentale en tant que telle. Le Canada et les États-Unis continueraient d'être membres de l'OTAN et le Québec continuerait sans doute de manifester sa volonté d'y adhérer jusqu'au jour où il serait admis. Mais la pierre d'achoppement est le NORAD et, advenant une fragmentation du Canada, tout porte à croire que l'architecture du NORAD devrait être revue, si elle ne l'a pas encore été à ce moment-là ⁵⁸. La participation du Canada à ce traité est tout à son intérêt, car elle lui permet de profiter d'une défense aérospatiale à moindre coût. S'il devait l'assumer seul, le Canada en serait sûrement incapable. La contribution américaine au NORAD favorise le Canada et revêt un intérêt d'importance.

Il est hors de doute, de plus, que les conditions initiales ayant mené à la création du NORAD ne prévalent plus. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont demandé au Canada de se joindre à eux pour la défense aérienne du continent nord-américain parce qu'en 1945, le Canada était la quatrième puissance aérienne mondiale. Aujourd'hui, les besoins des États-Unis ne sont plus les mêmes.

⁵⁷ «L'intégration nord-américaine : opinion dissidente du Bloc Québécois», bureau de Francine Lalonde, députée de Mercier, 6 décembre 2002, p. 3.

⁵⁸ Charles-Philippe David, « La défense d'un Québec souverain : ses pièges et ses possibilités » in Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, *Les implications de la mise en œuvre de la souveraineté : les aspects juridiques et les services gouvernementaux*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, *Exposés et études*, vol. 2, 1992, p. 395.

Puisqu'il s'agit d'un commandement stratégique qui requiert un très haut niveau de confiance et de compétence, la fragmentation du Canada en deux États fait craindre aux États-Unis que la relation de coopération qui prévaut actuellement serait affectée. Les perspectives soulevées par Doran évoquent l'avenir de la relation bilatérale de sécurité et de défense entre le Canada et les États-Unis aussi bien que la relation trilatérale qui pourrait découler de la souveraineté. Car les véritables enjeux sont politiques, ils renvoient à une question de puissance pour les États-Unis ⁵⁹.

Avant le 11 septembre 2001, la sécurité nationale n'était pas une préoccupation pour l'ensemble des Canadiens et des Québécois. Les budgets accordés à la défense et à la sécurité paraissaient trop lourds et de nombreux citoyens voyaient mal quel rôle jouaient les Forces armées canadiennes. Cependant, [59] en septembre 2002, l'ambassadeur des États-Unis au Canada, Paul Cellucci, a incité le Canada à consacrer une plus grande part de son produit intérieur brut au budget de la défense. Car, dit-il, « nous croyons que c'est important pour le Canada [...] pour l'Amérique du Nord [...] pour le monde ⁶⁰ ».

Déjà, les coupures de l'ordre de 23% dans le budget de la défense canadienne faites durant la période des compressions budgétaires des années 1990 ⁶¹ ont concouru à l'affaiblissement du rôle du Canada. Devant les incertitudes liées à la capacité d'un *Canada sans le Québec* à bien remplir son rôle dans les opérations militaires au sein de l'OTAN et de l'ONU, les États-Unis pourraient préférer faire cavalier seul dans la défense de l'espace aérien nord-américain. La nouvelle architecture stratégique aboutirait à un centre décisionnel unilatéral plutôt que bilatéral (encore moins trilatéral), ce qui mettrait fin au partenariat stratégique entre les États-Unis et le Canada.

S'y ajoutent enfin les effets de l'actuelle révolution technologique dans les armements de défense, compte tenu des énormes investissements en ressources matérielles, financières et humaines qu'ils exigent. Les États-Unis pourraient désor-

⁵⁹ Voir aussi à ce sujet David Grondin, «Vers une intégration militaire nord-américaine», in Charles-Philippe David (dir.), *Repenser la sécurité*, Montréal, Fides, 2002, p. 207-233.

⁶⁰ Bruce Cheadle, « Les États-Unis souhaitent une hausse du budget militaire... canadien », *Le Devoir*, 4 septembre 2002, p. A3.

⁶¹ Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale, «Le Budget 2000 et le ministère de la Défense nationale», [en ligne], 2000.

mais assumer seuls la défense du continent nord-américain dans un contexte technologique qui a pour effet de centraliser encore davantage le processus décisionnel dans les affaires stratégiques ⁶². Par conséquent, on peut penser que la fragmentation du Canada affaiblirait peu la défense stratégique du continent nord-américain en tant que telle car elle resterait sous la responsabilité des États-Unis. Mais il demeure certain qu'elle accentuerait la tendance déjà amorcée à la centralisation du processus décisionnel et à la satellisation du Canada. Cette tendance pourrait favoriser certains intérêts économiques mais elle verrait beaucoup d'opposition chez ceux qui veulent encore prétendre à la souveraineté du Canada par rapport à laquelle, pour des raisons de maquillage, les États-Unis trouvent aussi leur compte.

[60]

La position du Canada sur la scène mondiale : l'OTAN

Doran avance que si la souveraineté du Québec advenait, c'est la « participation effective » et non « titulaire » du Canada à l'OTAN qui serait menacée. Dans cette hypothèse, l'état de ses forces armées et de ses armements ne permettrait plus au Canada - certains disent que c'est déjà le cas - d'assumer au sein de l'OTAN le rôle que les États-Unis attendent de lui en cas d'intervention militaire. La dépendance du Canada quant à ses capacités logistiques en ferait un allié encore plus faible. Selon Doran, le Canada ne pourrait plus soutenir ses prétentions diplomatiques et politiques : « Une diplomatie brillante ne suffit pas. Si la substance militaire qui pourrait étayer son action diplomatique fait défaut, il en ira de même pour sa représentation à la table de l'alliance ⁶³. »

La participation canadienne aux missions de paix, telle qu'elle se fait actuellement, serait également amoindrie. Il faut noter cependant que le Canada se situe

⁶² Voir à ce sujet de Philippe Barbet, «Les nouvelles technologiques au service de la guerre commerciale. Les États-Unis et l'"hégémonie" numérique», *La Revue Internationale et stratégique*, Paris, PUF, n° 42, été 2001, p. 59-67.

⁶³ «Brilliance of diplomacy is not enough. If all the military substance to back up that diplomacy seeps away, so goes an effective seat at the table as well», Ch. Doran, *op. cit.*, p. 58-59.

déjà au 29^e rang à l'ONU en matière de participation aux forces de maintien au sein de l'OTAN (Bosnie-Herzégovine) ou d'ententes bilatérales avec les États-Unis (Afghanistan et golfe Arabo-Persique). La capacité de participation aux missions de paix serait sans doute revue en fonction de la politique extérieure de ce futur Canada.

Le Canada a été l'un des pionniers des opérations de maintien de la paix et, avec des militaires en provenance du Québec, il a participé à de nombreuses missions onusiennes. Dans l'éventualité d'un Québec souverain et d'un affaiblissement du Canada, les experts américains affirment qu'il serait douteux que ce nouveau pays soit encore en mesure de remplir ses obligations. Un autre spécialiste des études stratégiques, Neil MacFarlane, exprime également la crainte que le Canada sans le Québec n'ait pas les bases militaires suffisantes pour entraîner, équiper et déployer des forces armées spécialisées dans les opérations de maintien de la paix ⁶⁴. Plusieurs experts soutiennent qu'un Canada fragmenté et affaibli serait obligé de restreindre sa participation [61] à de telles missions ⁶⁵. Le recours de plus en plus fréquent à ce type d'intervention et la dépendance croissante à l'endroit d'un commandement centralisé et de capacités logistiques et numériques sophistiquées conduiraient le Canada à se cantonner plutôt dans un rôle d'allié aligné et dépendant que dans celui d'un acteur qui semble relativement indépendant. La crainte de cette éventuelle perte de statut du Canada renforce aussi la présente cohésion entre les deux alliés qui, en dernière analyse, demeure déterminante.

Doran illustre encore cet état de fait. Dans l'éventualité d'une absence de coopération entre le Québec, le Canada et les États-Unis au cours des négociations qui suivraient une sécession, le prestige international du Canada en matière militaire serait affecté. Certains pourront penser que cet affaiblissement représenterait un atout pour le Québec qui pourrait l'utiliser pour faire plier le Canada. Mais, dit Doran, rien ne saurait être aussi simple, car les États-Unis s'inquiètent grandement d'une telle éventualité : « Non seulement la chose constituerait une triste perte de statut et d'image de soi pour le Canada, mais elle signifierait aussi une grave perte

⁶⁴ S. Neil MacFarlane, *Sovereignty and Stability.- The Domestic and Regional Security Implications of Québec Separation. A Report of a Seminar*, Hanover, New Hampshire, The Dickey Center, Dartmouth College, 1997, 63 p.

⁶⁵ Ch. Doran, *op. cit.*, p. 59-60.

dans la sphère diplomatique et pour le maintien de l'ordre international. Les États-Unis, dans leur effort pour maintenir l'ordre, seraient les premiers à ressentir la perte de ce soutien et de cette expérience ⁶⁶. » Un éminent spécialiste de la Fletcher School of Diplomacy de Harvard, Alan Henrikson, rappelle le rôle du Canada dans la création de l'OTAN et les marques qu'y a laissées sa participation dès l'origine : « La participation des diplomates et des dirigeants canadiens à la fondation de l'OTAN a aidé à constituer un esprit de coopération, un sentiment de pleine confiance réciproque à l'intérieur de l'Alliance *qui est demeuré jusqu'à ce jour un élément vital de l'éthos de la communauté atlantique* ⁶⁷. »

[62]

Une alliance indissoluble : la continuité des traités

Sur le plan tactique, afin de justifier la nécessité du maintien du statu quo canadien par un argumentaire solide, les États-Unis évoquent aussi la déstabilisation qu'entraînerait une rupture dans les traités à la suite d'une déclaration de souveraineté, que celle-ci soit formulée avant ou après une négociation avec le Canada. Certains experts juridiques énumèrent jusqu'à 272 traités en vigueur entre le Canada et les États-Unis. En droit international public et selon la Convention de Vienne, la succession d'États en matière de traités signifie « la substitution d'un État à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire ⁶⁸ ». La « théorie de l'État successeur » stipule en effet qu'en cas de scission entre deux États, les traités continuent de s'appliquer tant et aussi longtemps que

⁶⁶ «Not only would this be a pity in terms of the loss of Canadian status and self-image, it would also be an even greater loss to the world of diplomacy and order maintenance. The United States, in its effort to promote order-maintenance, would be among the first of the members of the central system to feel this loss of support and experienced counsel. - Ibid., p. 60.

⁶⁷ «The participation of Canadian leaders, diplomats and officials in the founding of NATO helped to establish a comity, or feeling of full and reciprocated confidence, within the Alliance that has remained a vital element in the ethos of the Alliance community to this day.» Alan K. Henrikson, «Ottawa, Washington, and the Founding of NATO», in Joel J. Sokolsky et Joseph T. Jockel (dir.), *Fifty Years of Canada-United States Defense Cooperation*, Queenstone, Ontario, The Edwin Mellen Press, 1992, p. 114. C'est moi qui souligne.

⁶⁸ Convention de Vienne, 23 août 1978, al. 2 (1) b. Voir note suivante.

de nouveaux accords n'ont pas été signés. L'État successeur hérite automatiquement des droits et obligations qui liaient l'État dont il faisait auparavant partie. Quand le nouvel État sécessionniste ne bénéficie pas de la continuité des traités, la règle qui s'applique est celle de la *tabula rasa*, qui met les partenaires devant l'obligation de négocier à nouveau les traités ⁶⁹.

Afin d'éviter cette situation, les dirigeants souverainistes, ayant anticipé les arguments des Américains, ont fait valoir avec raison que les garanties juridiques de la « continuité » des traités et des accords existant entre le Canada et les États-Unis devraient s'appliquer automatiquement au Québec (selon la théorie de l'État successeur), qui serait alors un troisième partenaire, signataire *de facto* des mêmes accords. Or, cette solution, qui a fait l'objet de plusieurs expertises, ne peut, selon les spécialistes, s'envisager *de facto* et *de jure* sans que surgissent de nombreuses difficultés. Une étude sur le sujet commandée par le gouvernement souverainiste à des juristes américains en 1995 apporte aussi quelques nuances importantes ⁷⁰. Les engagements souverainistes à l'endroit de la continuité des accords bilatéraux et multilatéraux ne suffisent pas aux Américains. Selon eux, la [63] volonté québécoise de reconduire ces accords et traités devra se confronter à la nécessité de les réévaluer au cas par cas. Les parties pourraient profiter de cette situation de transition pour réouvrir et renégocier certains traités afin d'améliorer chacun leur position ; d'autres traités devraient être modifiés pour convenir à la nouvelle configuration tripartite. S'agit-il là de simples spéculations pour faire peur aux souverainistes et les dissuader ? Il est clair avant toute chose que cet enjeu est surtout politique et que le principe de continuité des traités pourrait s'appliquer si

⁶⁹ On pourra aussi consulter à ce sujet, de James Crawford, *La pratique des États et le droit international relativement à la sécurité unilatérale. Rapport*, Université de Cambridge, 1997, et Nations Unies, Recueil des traités, vol. 1946, n° 33356, «Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités», 23 août 1978.

⁷⁰ Voir Rogers et Wells, «Advisory Memorandum Regarding the Effect of Independance of Quebec upon Treaties and Agreements with the United States of America», 7 mars 1995. Cette étude, sollicitée par le gouvernement du Québec, tente de donner un avis nuancé sur cet enjeu. Cependant, un des auteurs interrogé sur la politique américaine en cas de refus du Canada de négocier après une majorité favorable à la souveraineté est réservé. Il précise : «[S]i le Canada refusait de négocier [...] je ne peux vraiment pas prédire ce que ferait alors le gouvernement des États-Unis» («If Canada refuses [...] I really could not predict what the United States government would do with that point»). *The Toronto Star*, 14 mars 1995, p. A8). L'application de la théorie de l'État successeur est une question politique plutôt qu'une règle de droit ayant pour fonction de baliser le terrain et qui s'appliquerait *de facto*.

les États-Unis le souhaitent. On peut donc y voir une forme habile d'intervention.

Les États-Unis invoqueront encore que cette période de négociations créerait une instabilité qui pourrait durer tant et aussi longtemps que chacun des partenaires juge y avoir trouvé son compte. Chacun devrait faire des compromis. L'application du principe de continuité recouvrirait des enjeux trop diversifiés, disséminés à travers un trop grand nombre de traités pour que ce principe soit universellement applicable. Un ancien conseiller de la Maison Blanche, un célèbre juriste américain, Charles N. Brower, s'est également prononcé sur cette question. Brower a agi comme conseiller juridique en chef chargé des relations internationales auprès du président Clinton et principal procureur du Département d'État. Il s'est appliqué à dénombrer et à évaluer les effets des quelque 272 traités bilatéraux et accords internationaux qui lient le Canada et les États-Unis ⁷¹. Après son évaluation, il vaudrait mieux, disent les Américains, éviter d'avoir à toucher à ces traités. « *It works, don't fix it !* » (« Ça fonctionne, n'y touchez pas » !)

Bien entendu, ces accords n'ont pas tous la même importance et certains pourraient faire l'objet de négociations étalées dans le temps, alors que d'autres, portant moins à conséquence, pourraient bénéficier du principe de continuité. Mais l'argument reste le même : ces traités sont tous nécessaires au bon fonctionnement des relations canado-américaines, car ils établissent les responsabilités et les obligations de chaque partenaire. Les plus importants assurent la défense et la sécurité du territoire.

[64]

La non-universalité de l'application du principe de continuité nourrit la crainte d'instabilité, car la plupart de ces traités ont une teneur politique. En ce sens, c'est la sécurité nationale, collective et individuelle qui en constitue un axe transversal majeur. Même lorsque la finalité des traités ou accords est de veiller à la protection d'intérêts économiques et commerciaux, cette protection est nécessaire pour assurer l'équilibre et la stabilité entre les États. La non-continuité est donc anticipée comme une menace à la sécurité. Charles-Philippe David précise que « c'est

⁷¹ Charles N. Brower et Abby Cohen Smutny, «The Effect of the Independence of Quebec Upon Treaties and Agreements with the United States of America», *The American Review of Canadian Studies*, vol. 27, n° 1 (printemps 1997), p. 51.

sa dimension subjective qui provoque les débats sur "la nature de la menace" [...]. La mesure de l'absence [de menace à la sécurité] ne peut être fondée que sur des perceptions, et là réside tout le problème de la sécurité : au-delà des composantes matérielles et physiques, la menace est surtout appréhendée et la sécurité obtenue lorsque disparaît la peur ⁷² ».

Un partenariat pour la défense ?

La sécurité et la liberté du commerce, en tant qu'éléments stratégiques de la cohésion canado-américaine, sont garanties par les trois grands traités les plus connus qui associent les États-Unis et le Canada, à savoir : 1) tout d'abord l'ALENA, qui définit une communauté politico-économique d'intérêts ; 2) ensuite le NORAD, qui fournit une structure de défense continentale ; 3) enfin l'OTAN, l'alliance multilatérale de défense transatlantique. Les adversaires des souverainistes ne peuvent certes pas, sur le plan des principes, mettre en doute que le Québec partage la communauté des valeurs nord-américaines. C'est sur le plan des questions pratiques soulevées par l'éventuelle demande de participation du Québec à l'OTAN, au NORAD et même à l'ALENA que les intérêts américains s'opposeraient à ceux des souverainistes. Alors que le partage de valeurs communes apparaît aux souverainistes comme allant de soi, c'est la faisabilité de [65] cette adhésion qui est perçue par les Américains comme problématique.

C'est dans cette perspective, où un Québec souverain se verrait empêché pendant quelque temps d'accéder à l'OTAN à titre de membre en règle, que des experts ont admis que la participation du Québec au Partenariat pour la paix (PpP) pourrait s'avérer une avenue à considérer. Cette formule est moins contraignante qu'une alliance formelle et, dans les faits, le Québec ferait ainsi partie de la communauté de sécurité atlantique chapeautée par l'OTAN. Les adhérents à ce partenariat partagent des valeurs, des normes et des intérêts communs, et ils cherchent à les protéger ensemble. Cette formule de partenariat tire ses origines de la fin du pacte de Varsovie, alors que les anciens États satellites d'Europe centrale et orientale ont voulu, au milieu des années 1990, adhérer à l'OTAN. Le PpP constitue,

⁷² Charles-Philippe David, *La guerre et la paix*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 32.

dans les faits, la première étape à laquelle les États désirant devenir membres de l'OTAN doivent s'astreindre. Ils y font en quelque sorte leurs preuves.

Le PpP n'offre cependant pas que des avantages, car il contribue à faire de ces partenaires de véritables serviteurs des opérations américaines. Il transforme les pays associés en « casques bleus » chargés de ramasser les pots cassés une fois les opérations terminées. Le Québec devrait y penser à deux fois avant d'opter pour cet arrangement. Mais, sur un autre plan, s'il est clair que les membres du PpP ne disposent pas des mêmes garanties de sécurité qu'un État membre de l'OTAN à part entière, ils ont toutefois accès à certaines ressources telles que l'entraînement conjoint, l'aide à la planification des budgets militaires et la mise en place de mesures de protection civile. Bien évidemment, ils ne participent pas aux décisions de l'OTAN.

Illustration de l'opposition américaine

Les États-Unis ont donc de multiples raisons, du point de vue de la défense de leurs intérêts, de craindre un effritement [66] de la cohésion qui les unit au Canada. On peut voir un exemple supplémentaire de cette opposition à la souveraineté dans l'incident qui a opposé un *senior foreign service officer* du Département d'État qui s'était risqué dans un article à normaliser les conséquences du projet souverainiste. Après une mission de quatre ans à l'ambassade des États-Unis à Ottawa à titre de chargé des questions politiques, mission qui avait été précédée d'une autre au consulat général de Montréal, David T. Jones signe un article dans le *Washington Quarterly*, au printemps 1997, à propos du Québec. Il ne soumet pas cet article aux autorités du Département d'État avant sa publication.

Jones, après de nombreux échanges avec des représentants souverainistes au cours de sa mission au Québec et du fait de sa connaissance des dossiers, y avance des affirmations qui ne plaisent pas aux décideurs américains. Il donne d'abord du Québec une image positive :

Cela ne demande pas un long examen pour voir que le Québec se qualifie comme État-nation [...]. Un Québec indépendant ressemblerait politiquement, socialement et économiquement à l'Autriche, à la Belgique ou à

la République tchèque, dans ses difficultés comme dans ses ambitions. C'est-à-dire que le Québec serait un petit État « occidental », une démocratie parlementaire de tendance social-démocrate, avec une économie viable, de haute technologie, orientée vers l'exportation, cherchant à tirer parti de ses avantages (la proximité du marché américain et la capacité à produire une technologie nord-américaine en français), mais dépendant des cycles économiques de ses partenaires commerciaux plus gros que lui ⁷³.

Jones se risque ensuite à exposer les raisons qui lui permettent de conclure que « s'il est clair qu'un Canada uni correspond à l'intérêt des États-Unis, il est également clair que les États-Unis pourraient vivre avec un Canada désuni ⁷⁴ ». Il se démarque de tous les autres experts et résume ainsi sa pensée : « 1) Le Québec ne représente pas une [67] menace à la sécurité [...] 2) Le Québec est une démocratie [...] 3) Le Québec a une économie solide [...] 4) Les risques de violence sont surfaits ⁷⁵. »

Le 13 mars, au moment de la parution de l'article, Jones était désavoué. « *U.S. Disavows Diplomat's Report on Quebec* », titrait la revue *Maclean's* ⁷⁶. Un porte-parole du Département d'État, Nicholas Burns, tenait un point de presse sur le sujet : « Je n'ai pas rencontré un seul officiel américain de haut niveau, depuis le Président en descendant, qui croie ce qui est écrit dans cet article [...] Je représente le Département d'État. Je parle ici au nom de ce Département. M. Jones, en publiant cet article, ne s'exprimait pas au nom du Département d'État. Il exprimait des vues personnelles. Ce ne sont pas les vues du gouvernement des États-

⁷³ «It does not take much examination to recognize that Quebec qualifies as a nation-state... An independant Quebec politically, socially and economically would look more like Austria, Belgium, or the Czech Republic in its problems and prospects. That is, Quebec would be a small "western", social democratic-oriented parliamentary democracy with a viable, high-tech-oriented, export-directed economy seeking to exploit its advantage (such as proximity to the U.S. market and ability to deliver North American technology in French), but also vulnerable to the economic cycles of larger trading partners.» David T Jones, «An Independant Quebec : Looking Into the Abyss», *Washington Quarterly*, printemps 1997, vol. 20, n° 2, p. 5.

⁷⁴ «[T]hus, although it is clear that a united Canada is in the U.S. interest, it is equally clear that the United States could live with a disunited Canada.» *Ibid.*, p. 10.

⁷⁵ «1) Quebec is not a security threat [...] 2) Quebec is democratic 3) Quebec has a solid economy[...] 4) Prospects for violence are overblown [...]» *Ibid.*, p. 9- 10.

⁷⁶ *Maclean's*, vol. 110, n° 12, 24 mars 1997, p. 31.

Unis ⁷⁷. » Et le Département d'État voulant se démarquer du texte de Jones qualifie la parution de cet article de « manquement outrageux au devoir de réserve » (*outrageous act and an undisciplined act*) et rassure le gouvernement canadien : « Nous pouvons certainement assurer le gouvernement canadien et la population du Canada que telle n'est pas la politique du gouvernement des États-Unis. Nous sommes les meilleurs amis du Canada et nous croyons en un Canada fort et uni ⁷⁸. » Cet incident n'est pas banal, car il permet de révéler une chose : si davantage de représentants de l'administration américaine et de membres du Congrès pouvaient disposer dans la capitale américaine d'une information directe, et exposée par des souverainistes, sur le projet de souveraineté du Québec, on peut penser que d'autres décideurs américains pourraient adopter des positions plus mesurées et moins intransigeantes.

* * *

Les conséquences de la souveraineté du Québec pour le Canada interpellent directement les Américains. Ils doivent veiller à protéger leurs intérêts aussi bien au Québec qu'au Canada. C'est dans cette perspective que leurs interventions officielles ou moins visibles afin d'assurer le statu quo et le [68] maintien de l'unité canadienne prennent leur signification. Il faut chercher à comprendre le soin attentif apporté par les États-Unis à la conduite de leur politique extérieure et de leur diplomatie au Canada. La question qu'ils se posent est de savoir dans quel état se trouverait le Canada, leur allié principal, au lendemain d'une sécession du Québec. Là se trouvent les fondements de l'interventionnisme américain. On verra maintenant les formes que pourraient prendre ces interventions selon les différents scénarios anticipés par les États-Unis dans l'éventualité d'un résultat favorable à la souveraineté.

⁷⁷ «I have not met a Senior American Official from the President on down who believes what has been written in this article... I represent the State Department. I am speaking on behalf of the Department here. Mr. Jones in publishing this article does not speak for the Secretary of State or for the rest of us in the State Department. These are is personal views. These are not the views of the United States Government.» Public Diplomacy Query (PDQ), «Transcript : State Dept. Noon Briefings, march 13», 13 mars 1997. Text : State Department Spokesman Nicholas Burns briefed, p. 1-3.

⁷⁸ «We can certainly assure the Canadian government and the Canadian people that this is not the policy of the United States government. We are Canada's best friend, and we believe in a strong and united Canada.» Ibid.

[69]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre II

Les formes appréhendées de l'interventionnisme américain

[Retour à la table des matières](#)

À plusieurs lecteurs, cette présentation des positions américaines pourra sembler exagérée ou alarmiste, résignée ou défaitiste. La bonne foi des souverainistes et surtout les précautions de leurs dirigeants pour fonder leurs positions sur des bases compatibles avec les intérêts des États-Unis leur semblent suffisantes pour obtenir en retour la confiance des Américains. Cet effort et cette volonté des souverainistes font l'impasse sur les intérêts qui sous-tendent la vision et les politiques de leurs voisins. C'est parce que les intérêts des États-Unis diffèrent de ceux du Québec que les Américains veulent se prémunir contre la phase d'incertitude qu'entraînerait un nouveau référendum. La modification du statut juridique et de l'importance politique du Québec et du Canada compliquerait la tâche des États-Unis. L'équilibre nord-américain, malgré les déclarations rassurantes du Québec, s'en trouverait objectivement menacé. La position officielle américaine - appelée

familièrement « mantra » parce qu'elle est reprise inlassablement - s'exprime comme suit : « Nous bénéficions d'excellentes relations avec un Canada fort et uni. L'avenir politique du Canada [est une affaire intérieure qui] concerne naturellement les Canadiens qui en décideront [seuls]. » (« *We enjoy excellent relations with a strong and united Canada. [70] Canada's political future naturally is for Canadians to decide.* ») Le 23 septembre 1994, avant de quitter Montréal pour aller occuper un poste à New York et Washington, j'avais eu, au consulat général des États-Unis à Montréal, un entretien officiel avec David T. Jones, ancien représentant du Département d'État au Canada, celui-là même qui sera désavoué en 1997 pour son analyse de la situation du Québec dans le *Washington Quarterly*. Il m'avait fait part de la position officielle de son pays, en insistant sur le fait qu'il ne fallait pas joindre les deux phrases par un « mais », ce qui serait faire une mauvaise interprétation du « mantra ». Ajouter le mot « mais » pourrait être perçu comme une ouverture à l'option souverainiste. Joe Jockel, directeur des affaires canadiennes au Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington, venait d'être rappelé à l'ordre par le Département d'État, me dit-il, pour avoir ignoré cette nuance. La position américaine est claire, à un « mais » près. C'est ainsi que s'exprime la « neutralité » des États-Unis.

Au sein du camp souverainiste, on s'est surtout appliqué ces dernières années à démonter l'argumentaire américain et canadien, en répétant, par exemple, que la tradition démocratique du Québec représente une garantie de stabilité. Cela peut sembler évident, et les souverainistes ont raison de le rappeler, car le respect des règles démocratiques est une affaire de droit qui concerne non seulement les souverainistes, mais aussi les États-Unis et le Canada. Les garanties souverainistes, appuyées sur les institutions démocratiques du Québec, ne semblent toutefois pas suffire. Et les États-Unis prennent bien garde de laisser toutes les apparences de voie ouverte à la poursuite de l'objectif souverainiste.

Une *conscience lucide* du peu de marge de manoeuvre dont disposent les souverainistes pour garantir la stabilité politique en cas de faible majorité référendaire est un préalable nécessaire à un combat efficace. En période de conflit, il faut anticiper sur les tactiques de l'adversaire, et le chantage à la déstabilisation sera sûrement utilisé pour son effet dissuasif. Les souverainistes auraient seuls l'obligation d'assumer les [71] conséquences de cette incertitude, sans que leurs oppo-

sants ne soient astreints à une obligation équivalente, ce qui montre bien le caractère exigeant de la poursuite de cet objectif

Selon les Américains, la phase d'incertitude liée au déroulement des négociations entre le Canada et le Québec, et entre ces deux partenaires et les États-Unis, pourrait aller jusqu'à des tensions graves et des perturbations. Cette menace d'instabilité est un des motifs fondamentaux de l'opposition américaine à la souveraineté. Prétendre que les États-Unis sont neutres ou indifférents vis-à-vis de cet objectif ne facilite en rien la compréhension de la situation dans laquelle le Québec se retrouverait face à ses partenaires ni la formulation de stratégies à adopter en conséquence. Il faut donc, en toute lucidité, tenter de saisir les formes que prendrait l'interventionnisme américain. C'est à l'examen des quatre scénarios d'intervention anticipés par les experts américains que je vais maintenant m'appliquer.

Je rappellerai d'abord qu'en tenant compte des préoccupations américaines, le mouvement souverainiste a été amené, au fur et à mesure de son évolution, à s'engager clairement à l'endroit du principe de la continuité des accords, alliances et traités, qui lient actuellement le Canada aux États-Unis ainsi qu'à d'autres États. Cet engagement vise à garantir la paix, la sécurité et la prospérité en Amérique du Nord, dans le cas où adviendrait l'accession du Québec à la souveraineté. Cependant, même s'il constitue une condition indispensable à la poursuite des objectifs souverainistes, cet argument ne garantit pas l'élimination définitive de toute instabilité sociale et politique, surtout celle qui pourrait être suscitée par des adversaires aguerris. L'instabilité appréhendée est au cœur des spéculations interventionnistes.

La dissuasion préventive

La crainte de l'instabilité ouvre donc la porte à une possibilité d'intervention des États-Unis au cours d'une nouvelle [72] période référendaire. Cette intervention poursuivrait un double objectif : refroidir les ardeurs souverainistes par l'usage d'une forme de dissuasion rationnelle et préserver en même temps toutes les avenues possibles de façon à maintenir de bonnes relations, autant avec le Québec

qu'avec le Canada, peu importe l'issue de ce référendum. Ainsi, pour Peter Morici, un conseiller du gouvernement américain, les États-Unis devraient d'abord masquer le sens de leurs interventions : « Par exemple, si, pendant la campagne, les Québécois percevaient les États-Unis comme cherchant à les intimider ou à saper leurs aspirations souverainistes, les sentiments de la population pourraient obliger ses leaders à restreindre leur coopération avec les États-Unis sur divers enjeux diplomatiques pendant plusieurs années ⁷⁹. » En d'autres mots, les États-Unis admettent qu'ils doivent ménager l'opinion publique québécoise. Cet aveu n'est pas négligeable et il appelle quelques commentaires.

En effet, même si les États-Unis cherchent à tenir un juste milieu entre leur volonté de faire obstacle au mouvement souverainiste et leur besoin de se ménager de bonnes relations avec le Québec, ils seront, disent les experts, forcés d'intervenir, probablement de façon non officielle, pour refroidir l'ardeur souverainiste. Ces méthodes d'intervention sont connues et j'illustrerai quelques-unes de leurs formes concrètes dans les deux chapitres suivants. On pensera, par exemple, à la diffusion d'une position officielle apparemment neutre, ambiguë et pouvant varier subtilement selon les circonstances, les interlocuteurs ou les porte-parole. On pensera encore à des pressions diplomatiques de toutes sortes, à une concertation marquée avec Ottawa, à une froideur officieuse ou à une hostilité à peine voilée à l'endroit des représentants du Québec, à l'usage direct et indirect des médias, au recours à des experts apparemment autonomes ou relevant d'organismes privés pour distiller leur message ou pour brouiller l'action, etc. La position américaine ne devra pas être manifeste ni perçue comme une intervention dans les affaires intérieures d'un pays voisin. Inavouables de la [73] part d'un État démocratique, surtout quand ce voisin est aussi un allié. Ces interventions ne doivent pas non plus sembler aller clairement à l'encontre des positions de l'un ou l'autre des deux camps, au risque d'indisposer l'éventuel partenaire d'une relation future. Afin de contribuer au maintien du statu quo canadien et de satisfaire en même temps à

⁷⁹ «For example, if the United States was perceived as trying to intimidate or undermine sovereignist aspirations during the campaign, popular sentiments might constrain Quebec leaders in their cooperation with the United States in a variety of diplomatic venues for many years.» Peter Morici, «A Sovereign Quebec and U.S. National Interests», *The American Review of Canadian Studies*, Vol. 27, n° 1, printemps 1997, p. 146. Je rappelle ici que Morici agissait comme conseiller du gouvernement américain, plus précisément comme «Director of Economics at the United States International Trade Commission», pendant la période référendaire de 1993 -1995.

leur obligation de réserve, les États-Unis feront donc appel à des tactiques subtiles et modérées, mais efficaces. Il n'est pas sans intérêt d'en esquisser la trame.

La dissuasion est certainement la première forme que prendront les interventions américaines par rapport à la souveraineté du Québec. L'ambassadeur américain James Blanchard révèle dans ses mémoires que cette approche a commandé toute son action avant le référendum de 1995 : « Depuis le discours du président Clinton à Ottawa [...], je m'étais demandé comment les États-Unis pouvaient aider la cause de l'unité canadienne sans provoquer un retour de bâton contre nous ou contre Ottawa ⁸⁰. » Avant d'intervenir lui-même en 1995 et de recommander au président Clinton d'intervenir, l'ambassadeur avait consulté un politologue de McGill, conseiller en sondages du Parti libéral fédéral, Maurice Pinard. Ce dernier l'avait rassuré : « Pinard confirma les renseignements que me donnaient les sondages, Clinton était apprécié et respecté au Québec, avec un taux de satisfaction plus élevé que celui de Parizeau ou de Chrétien. "Si [le président] le fait correctement, me dit Pinard, cela ne nuira pas d'obtenir de sa part une déclaration favorable au Canada ⁸¹." »

Pour être efficace, la provenance de la dissuasion n'a pas besoin d'être identifiée. Ce qui compte, c'est qu'elle atteigne ses objectifs. Dans la mesure où les intérêts américains coïncident largement avec les intérêts canadiens, les États-Unis peuvent souvent adopter une attitude formelle de non-intervention, en sachant que leurs intérêts et leur vision seront pris en considération dans la définition des stratégies et tactiques que mettra de l'avant le Canada. L'analyse des *liens informels*, étroits et constants, entre les deux alliés (la [74] notion de liens informels est très importante en diplomatie) peut éclairer plusieurs des choix du gouvernement canadien. Ainsi, il serait illusoire de croire que le « plan B » et sa créature, la Loi donnant effet à l'exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada dans son avis sur le Renvoi sur la sécession du Québec (la loi C-20), sont des produits exclusivement *made in Canada* ! L'activisme canadien sert aussi les intérêts des

⁸⁰ « Ever since President Clinton's speech in Ottawa [...], I had been wondering how the United States could help the cause of Canadian unity in a way that wouldn't backfire against either us or Ottawa. » James Blanchard, *Behind the Embassy Door : Canada, Clinton, and Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1998, p. 226.

⁸¹ « Pinard confirmed my own polling information, that Clinton was well-liked and well-respected in Quebec, with a favorability higher than either Parizeau or Chrétien. "If [the President] did it right", Pinard said, "it couldn't hurt to have him say something nice about Canada." » Ibid., p. 227.

États-Unis, tout en leur évitant des coûts diplomatiques trop élevés avec le Québec.

La Loi sur la clarté ou la dissuasion orchestrée

En accord avec les suggestions américaines, le gouvernement fédéral a d'abord choisi la voie juridique pour contrecarrer les velléités souverainistes des Québécois. Le gouvernement a sollicité un avis de la Cour suprême, qui a renvoyé les acteurs politiques à l'obligation de s'entendre sur la clarté de la question et sur la notion de majorité claire. Prétendant agir « en toute bonne foi », le gouvernement fédéral a alors compris qu'il était un des « acteurs politiques » auxquels la Cour renvoyait. *La loi C-20 est ainsi devenue la stratégie fédérale définissant les conditions de l'obligation de négocier avec le Québec*. En formulant des restrictions et en insistant sur la nécessité d'une question « claire » et d'une majorité « claire », le gouvernement fédéral est allé plus loin que l'avis de la Cour suprême. Et ce n'est pas une coïncidence : C-20 n'est qu'une adaptation canadienne de la stratégie américaine de dissuasion.

On trouve en effet une formulation des attentes américaines dans les analyses des professeurs Peter Morici et Neil MacFarlane⁸² publiées en 1997. Il est frappant d'observer les coïncidences entre ces analyses et d'autres parues aux États-Unis entre 1995 et 1998, et la rédaction, quelques mois plus tard, de la loi C-20, qui a reçu la sanction royale le 29 juin 2000. Au lendemain d'un référendum qui avait failli déclencher le processus d'accession à la souveraineté du Québec, [75] les experts américains ont clairement esquissé les mesures préventives qu'il faudrait mettre en œuvre la prochaine fois. Ils ont cerné les facteurs d'instabilité pouvant faire suite à un référendum gagnant et élaboré divers scénarios d'interven-

⁸² L'analyse de S. Neil MacFarlane est le résultat d'un séminaire d'experts en études stratégiques qui a porté sur les enjeux de la souveraineté et qui a eu lieu en avril 1996 au Dickey Center for International Understanding du Collège Dartmouth, à Hanover, au New Hampshire. S. Neil MacFarlane agissait à titre de rapporteur. S. Neil MacFarlane, *Sovereignty and Stability : The Domestic and Regional Security Implications of Quebec Separation. A Report of a Seminar*, Hanover (New Hampshire), The Dickey Center, Dartmouth College, 1997, 63 p.

tion. Les deux principales incertitudes que pourrait susciter une victoire souverainiste, à leurs yeux, sont les suivantes. D'un côté, selon que la majorité obtenue par le projet souverainiste soit faible ou forte, les Américains adopteraient des stratégies différentes. D'un autre côté, l'attitude du gouvernement fédéral devant la nécessité de négocier est aussi susceptible de créer un climat d'incertitude.

Deux scénarios post-référendaires pouvant engendrer une incertitude susceptible de nuire aux intérêts américains avaient donc été clairement établis dès 1996 et 1997. Par la suite, ces deux principaux enjeux se sont retrouvés dans la loi C-20 sur la clarté. La majorité susceptible de résulter d'un référendum québécois portant sur la souveraineté a d'abord fait l'objet de mesures législatives fédérales. Quant au deuxième point, les conditions qui devraient définir l'obligation du gouvernement fédéral de négocier avec le Québec dans le cas d'une majorité (mais pas n'importe laquelle) ont été largement étudiées par la Cour suprême et ensuite élaborées par la loi C-20.

La Loi sur « la clarté de la question référendaire » est ainsi devenue l'instrument d'Ottawa pour justifier telle ou telle décision d'intervention de la part des États-Unis, selon la tournure prise par le débat politique au Québec. Les États-Unis ont désormais l'assurance que la législation canadienne a prévu les différents cas de figure susceptibles de nuire à leurs intérêts. Le plan établi a un double effet. Il vise, d'une part, à contraindre le Québec à se soumettre à des règles réduisant l'incertitude par un effet dissuasif et préventif. La loi C-20 place en effet la barre suffisamment haut pour assurer le caractère irrévocable du résultat, c'est-à-dire en exigeant une majorité dite élargie et en imposant les conditions de la négociation. Michel Seymour souligne que, dans les attendus de la loi C-20, le gouvernement fédéral reconnaît [76] « qu'une majorité claire en faveur de la sécession serait nécessaire pour que naisse l'obligation de négocier la sécession et que c'est une majorité claire au sens qualitatif, dans les circonstances, dont il faut déterminer l'existence ⁸³ ». La coïncidence dans le temps entre les analyses prévisionnelles américaines et les options législatives fédérales laisse ouvertes plusieurs hypothèses. Mais il importe moins de savoir quand, comment et par qui s'établit une telle convergence que d'en saisir la logique et de constater qu'elle existe. Le résultat obtenu est d'encadrer le processus référendaire de la façon souhaitée par les

⁸³ Michel Seymour, *Le pari de la démesure : l'intransigeance canadienne face au Québec*, Montréal, l'Hexagone, 2001, p. 203.

États-Unis et de dissuader l'électeur de manifester sa sympathie à la cause souverainiste, tout en sauvegardant les apparences de neutralité de la part du voisin américain.

Dans deux articles parus dans le *National Post* le 30 octobre et le 9 novembre 2001, un journaliste rapportait le contenu de mémorandums adressés au Département d'État en janvier 1996 par l'ancien ambassadeur des États-Unis au Canada, James G. Blanchard ; il y affirmait qu'au référendum de 1995, le premier ministre Jean Chrétien avait commis des erreurs stratégiques qui ont failli entraîner la désintégration du Canada. Selon ces mémos - récemment rendus publics grâce à la loi américaine sur l'accès à l'information (*U.S. Freedom of Information Act*) -, les États-Unis ont suivi avec grand intérêt la démarche référendaire. Bien que le mémo mentionné par Jim Bronskill n'ait pas été rédigé par Blanchard lui-même - en fait, ces mémos sont des télégrammes écrits par le personnel diplomatique de l'ambassade et des consulats américains au Canada -, son contenu et les mémoires de l'ambassadeur parus en 1998 concernant son expérience canadienne confirment mon analyse et montrent les liens très étroits entre les États-Unis et le Canada face à la question de la souveraineté québécoise. Blanchard était, selon l'article de Bronskill, « un ami du président américain d'alors, Bill Clinton, [et il était] généralement vu comme un allié des libéraux fédéraux et de Jean Chrétien ⁸⁴ ». Bronskill montre aussi que les libéraux de Jean Chrétien ont, avec [77] la loi C-20, suivi les recommandations américaines : « M. Blanchard estimait que les fédéralistes ne devraient pas, la prochaine fois, "céder du terrain aussi facilement" sur la formulation de la question. De fait, les libéraux fédéraux ont opté pour une approche plus combative après le référendum. Ils ont adopté la Loi sur la clarté, qui exige une question claire et une marge victorieuse décisive comme conditions pour négocier la sécession ⁸⁵. »

⁸⁴ «A friend of then U.S. president Bill Clinton, he was widely seen as an ally of the federal Liberals and of Jean Chrétien.» Jim Bronskill, «PM Made Strategic Errors on 1995 Referendum», *The National Post*, 30 octobre 2001.

⁸⁵ «Mr. Blanchard felt the federalists would not "cede the field as easily" on the question's phrasing the next time. Indeed, the federal Liberals adopted a tougher approach after the referendum. They passed the Clarity Act, which requires a clear question and a decisive margin of victory as conditions for negotiations on secession.» *Ibid.* C'est moi qui souligne.

Le cadre des interventions américaines

Morici écrivait en 1997 (donc avant la loi C-20) que, pour être considérée comme légitime par les États-Unis, la *majorité* obtenue à un nouveau référendum sur une question semblable à celle de 1995 devrait être *suffisamment importante* pour obliger Ottawa à négocier avec le Québec : « Suffisamment importante pour qu'Ottawa s'estime obligé de négocier un arrangement constitutionnel radicalement modifié ; et si Ottawa rechignait à négocier, le Québec aurait alors une majorité suffisante pour faire une déclaration unilatérale d'indépendance qui soit acceptée comme légitime par la communauté internationale ⁸⁶. »

La situation qui serait créée par une majorité faible et par le refus subséquent d'Ottawa de négocier avec le Québec alimente les craintes américaines. La *barre au-dessus* de laquelle devrait se situer une *majorité souverainiste* dite *suffisante* pour éliminer l'incertitude fixe les premières conditions justifiant que le Canada s'engage dans une négociation avec le Québec. Cette position est solidement étayée par plusieurs textes des experts et conseillers américains ⁸⁷. Le commentateur de Chris Sands, chargé des affaires canadiennes au Center for Strategic and International Studies de Washington, à la suite de l'avis de la Cour suprême est éloquent : « Nous avons besoin d'une transition stable et *prévisible*. Le pire pour nous, c'était une déclaration unilatérale d'indépendance et le chaos. Cette décision [d'adopter la loi C-20] [78] assure une transition stable vers l'indépendance, dans le cas où celle-ci se réaliserait ⁸⁸. »

La Loi sur la clarté adoptée par le gouvernement fédéral traite de trois préoccupations, toutes anticipées par Morici : tout d'abord, la formulation et le contenu

⁸⁶ «Enough that Ottawa feels compelled to negotiate a radically altered constitutional arrangement, dit le conseiller américain ; or if Ottawa balks, then Quebec has enough of a majority to issue a unilateral declaration of independence (UDI) that is accepted as legitimate by the international community.» Peter Morici, *loc. cit.*, p. 144. C'est moi qui souligne.

⁸⁷ Voir aussi Louis Balthazar, «Les États-Unis face à un Québec souverain», in *Mise à jour de l'étude intitulée «Les États-Unis face à un Québec souverain» produite dans le cadre des travaux de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté* [en ligne], Québec, 4 décembre 2001, p. 5. Balthazar reconnaît que la loi C-20 répond aux attentes américaines.

⁸⁸ «Le jugement de la Cour suprême : les États-Unis rassérénés», *Le Soleil*, 27 août 1998, p. A12.

de la question ; ensuite, la majorité obtenue à un référendum gagnant sur la souveraineté du Québec ; enfin, la remise en question des frontières territoriales du Québec après une éventuelle sécession.

Tout comme le prévoit Morici, le gouvernement fédéral exige une majorité qui soit plus que la majorité absolue : « Le gouvernement fédéral affirme en effet explicitement, au paragraphe 2 de l'article 2 de la loi, qu'il prendra en considération "l'importance de la majorité des voix validement exprimées en faveur de la proposition de sécession" ⁸⁹. »

Comment expliquer que la Cour ait employé la notion de majorité claire ? Seymour renvoie là-dessus aux constitutionnalistes Henri Brun et Alain Pellet :

La question de la clarté référendaire renvoie à la question de savoir si la majorité absolue est réelle ou apparente. [...] En parlant d'une majorité claire, les juges n'iraient pas à l'encontre du principe de la majorité absolue ; ils feraient plutôt référence à une *majorité absolue réelle*. S'il y avait, par exemple, un très grand nombre de bulletins rejetés dans quelques circonscriptions spécifiques, la majorité absolue serait douteuse. Ou encore, si le taux de participation populaire était très faible, on pourrait là aussi remettre en question l'existence d'une majorité absolue ⁹⁰.

En cas de majorité favorable à la souveraineté, le gouvernement fédéral tentera toujours de se soustraire à l'obligation de négocier avec le Québec. La loi C-20 prétend que la question posée lors d'un référendum sur la souveraineté ne peut contenir, dans sa formulation, une offre de partenariat avec le reste du Canada. En se montrant intransigeant avec les souverainistes de façon à dissuader encore davantage les [79] Québécois, le gouvernement fédéral insiste pour que la question porte sur l'indépendance et non sur un éventuel partenariat. Comme l'écrit Seymour : « L'offre de partenariat traduit une politique de main tendue qui prouverait l'ouverture d'esprit des Québécois. La stratégie fédérale consiste donc à tenter de bloquer cette avenue pour forcer le Québec à adopter une attitude de dépit et d'intransigeance ⁹¹. »

⁸⁹ Michel Seymour, *op. cit.*, p. 200.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 201-202.

⁹¹ *Ibid.*, p. 211.

La question de l'intégrité des frontières, enfin, intéresse aussi les États-Unis. Deux préoccupations alimentent cet intérêt : premièrement, le respect des droits des minorités, en l'occurrence, les nations autochtones et les anglophones du Québec, et, finalement, la stabilité et la capacité économiques du Québec de maintenir l'intégrité de son territoire, notamment le corridor laurentien, Montréal, les Cantons de l'Est et l'Outaouais.

Les Américains veillent avant tout à préserver le statu quo, mais ils se préparent aussi à défendre leurs intérêts dans le cas où la souveraineté recueillerait une majorité. Voici maintenant les scénarios envisagés en 1997 et 1998, avant l'adoption de la loi C-20, à partir de quatre hypothèses possibles. L'attitude américaine doit être prévisible : 1) face à un oui faible ; 2) devant les différentes mesures de rétorsion consécutives à un oui faible ; 3) devant un oui significatif, entraînant la nécessité de convaincre le Québec d'accepter une « souveraineté limitée » ; 4) enfin, devant un oui significatif et un refus fédéral de négocier. Dans chaque cas, selon plusieurs experts, les États-Unis devront intervenir de manière adaptée afin de préserver la stabilité de l'Amérique du Nord, figure même de leurs intérêts stratégiques à l'échelle du monde.

L'hypothèse d'une courte victoire du OUI

Le premier scénario américain repose sur une situation dans laquelle le oui à une question semblable à celle de 1995 ne récolterait qu'une faible majorité, soit entre 51 et 52% des [80] voix. Ce scénario amènerait les États-Unis à intervenir de façon plus ou moins manifeste dans la mesure où, selon eux, un oui faible ouvrirait la voie à une véritable situation d'incertitude. Cette logique les amène à rejeter toute majorité qui tournerait autour de 50 %. Dans ce cas, selon ces experts, les États-Unis ne seraient pas disposés à faire pression sur Ottawa pour l'inciter à négocier.

Comme le disait Dwight Mason, ancien président de la section américaine de la Commission permanente canado-américaine de défense du NORAD, au moment du référendum de 1995. « [S]i les séparatistes devaient l'emporter dans un référendum par une très petite marge - si petite que la légitimité de leurs préten-

tions semblerait douteuse -, les États-Unis se trouveraient dans une situation difficile. Dans les circonstances, les États-Unis attendraient probablement avant d'agir, dans l'espoir que le gouvernement du Québec décide de lui-même que le mandat obtenu est insuffisant ⁹². » Un oui faible représenterait pour les intérêts américains la pire des situations. Cela provoquerait l'intransigeance d'Ottawa et entraînerait en conséquence une escalade de représailles de part et d'autre. De plus, une majorité de 50,1% en faveur de la souveraineté signerait l'échec de la stratégie américaine de dissuasion.

Ayant été précédée de tentatives de dissuasion de toutes sortes adressées à l'opinion publique québécoise, canadienne, américaine et même internationale, une majorité faible provoquerait une véritable situation d'incertitude et de fragilisation des intérêts américains. Dans le cas d'un oui faible, plusieurs experts américains sont d'avis qu'on devrait empêcher les dirigeants souverainistes, malgré leur projet politique et un vote favorable à leur cause, d'aller de l'avant et de proclamer la souveraineté du Québec, au sens du droit international. Sur ce point précis et dans la foulée des réflexions américaines, la loi C-20 prévoit donc toutes les conditions permettant de contester la légitimité d'une majorité faible.

L'opinion légitime du Québec et des souverainistes à l'effet qu'une majorité absolue puisse prévaloir à l'échelle [81] internationale ne compte pas aux yeux des Américains. Michel Seymour écrit, par exemple : « Si l'on considère les acteurs politiques sur la scène nationale, fédérale ou internationale, c'est la règle de la majorité absolue qui, s'applique. Les acteurs politiques ont donc fait leur choix et ceux qui agissent dans le sens contraire sont engagés dans des démarches anti-démocratiques. ⁹³ » S'il est vrai que la règle démocratique stipule qu'une majorité légitime est de 50%+1, dans le cas de la souveraineté du Québec, les États-Unis admettent sans détour que leur opposition à ce principe pourrait quand même prévaloir.

⁹² « [I]f the separatists were to prevail in the referendum by a very small margin - so small that the legitimacy of the outcome seemed questionable - the U.S. would face a difficult situation. In such circumstances, the U.S. would probably delay any action in the hope that the Government of Quebec itself would decide that its mandate was insufficient. » Dwight Mason, « Possible U.S. Response to the Quebec Referendum », Washington, Storch & Brennes, p. 3.

⁹³ Michel Seymour, *op. cit.*, p. 206.

Les risques justifiant une intervention américaine

Un résultat référendaire mitigé ferait craindre une phase d'instabilité et pourrait justifier - second scénario, corollaire du premier - diverses formes d'intervention des États-Unis devant quatre risques de perturbation majeurs : 1) le premier risque d'instabilité concerne les *droits des minorités* et les *droits humains* ; 2) le deuxième concerne *l'usage de la violence* ou de la force, quelle que soit sa provenance, et le désordre qui pourrait en découler ; 3) un risque de vulnérabilité du Québec face à des revendications de *modification de son territoire*, en cas de majorité faible, fait également l'objet de spéculations de la part des intérêts américains ; 4) enfin, les risques d'une prolifération de *barrières commerciales* et de mesures non tarifaires entre le Québec et le Canada apparaissent comme de véritables menaces pour les intérêts économiques américains.

Le scénario selon lequel l'option souverainiste l'emporterait par une faible majorité justifierait une intervention des États-Unis, comme l'a écrit Dwight Mason. Les Américains concèdent cependant qu'ils devraient attendre l'émergence des problèmes avant de s'impliquer de façon manifeste, afin d'éviter d'accroître les tensions par des prises de position hâtives. Les cas possibles d'intervention seraient les suivants.

[82]

Parmi les tensions susceptibles d'être provoquées par une faible majorité du oui, le respect des droits des minorités constitue la première préoccupation des Américains. La protection des droits de trois groupes culturels minoritaires pourrait, selon eux, justifier une intervention ; ces groupes sont les autochtones, les anglophones résidant au Québec et les Canadiens français résidant dans le reste du Canada.

La situation des nations autochtones est la première source de litige pressentie. Les autorités américaines prévoient que certaines nations autochtones contesteront le résultat du référendum, surtout s'il est très serré. Je montrerai dans le chapitre suivant comment Washington s'y est pris en 1994 pour susciter, dès le lendemain

de l'élection du Parti Québécois, la diffusion de cette menace par certains leaders autochtones. Dans la mesure où ces minorités jouiraient d'un appui dans le reste du Canada, les négociations entre Ottawa et Québec pourraient entraîner des conflits avec - ou entre - les nations autochtones, selon plusieurs cas de figure. Dans le cas, par exemple, où Ottawa tenterait de faire valoir des droits pour les autochtones du Québec qu'il ne reconnaîtrait pas à ceux du reste du Canada, les États-Unis se verraient contraints d'intervenir et, malgré leur penchant pour Ottawa, ils devraient alors agir comme médiateurs ⁹⁴.

La minorité anglophone du Québec représente la deuxième cause de préoccupation des Américains en matière de droits des minorités. Dans ce cas, les États-Unis prévoient, par exemple, qu'ils pourraient intervenir de façon limitée, compte tenu de l'opposition de ces groupes, en niant toute légitimité à la majorité obtenue. Dans cet esprit, Dwight Mason affirme : « L'action des États-Unis pourrait aussi être affectée par l'attitude des autochtones et des non-francophones du Québec. Si ces groupes devaient s'opposer fortement au projet d'indépendance et que ces objections soulèvent des questions de droits humains ou de frontières, les États-Unis devraient retarder leur reconnaissance officielle en attendant le règlement des questions soulevées ⁹⁵. » Cette position anticipe aussi une situation où des citoyens [83] seraient tentés, par des moyens plus ou moins violents, de mettre en cause l'intégrité du territoire québécois, ouvrant ainsi la voie aux interventions américaines. Cette éventualité a été évoquée dans les débats qui ont entouré l'adoption de la loi C-20.

Un dernier point de préoccupation soulevé par les Américains en matière de droits a trait aux Canadiens français vivant à l'extérieur du Québec. Chaque groupe minoritaire doit trouver son compte dans cette stratégie... Compte tenu de la concentration et du poids politique et démographique des francophones au Québec, la possibilité que les francophones résidant dans le nouveau Canada voient leurs droits réduits par Ottawa à la suite d'une majorité favorable à la souveraineté pourrait encore inciter les États-Unis à intervenir ⁹⁶. Les États-Unis voudraient

⁹⁴ C'est là une des thèses, entre autres, de S. Neil MacFarlane, *op. cit.*, p. 13-24.

⁹⁵ «U.S. action could also be affected by the attitude of native peoples and non-francophones in Quebec. If such groups were to object strongly to the prospect of independence and if such objections raised human rights or boundary issues, the U.S. might delay formal recognition pending some sorting out of the issues raised.» Dwight Mason, *loc. cit.*, p. 2.

⁹⁶ S. Neil MacFarlane, *op. cit.*, p. 41-42.

alors s'assurer que les droits de la minorité nationale francophone hors Québec sont respectés.

Selon le spécialiste en études stratégiques Neil MacFarlane, deux facteurs pourraient contribuer à prévenir une explosion de violence à la suite d'un vote faiblement majoritaire en faveur de la souveraineté du Québec. D'abord, le principe qui veut que les démocraties ne se battent pas entre elles. Pour cette raison, MacFarlane pense que le Canada ne devrait pas avoir recours à la force militaire à l'endroit du Québec. Il favorise plutôt le rôle que les États-Unis pourraient jouer en agissant comme médiateur entre Ottawa et le Québec.

À l'image de la crise d'Oka de 1990, un conflit pourrait survenir face à des minorités autochtones, par exemple, qui revendiqueraient de se séparer d'un Québec souverain pour rester au Canada ou pour devenir elles-mêmes indépendantes. Les Cris, notamment, dont le territoire est divisé entre le Québec et l'Ontario, pourraient entrer en conflit avec les autorités québécoises : « [L]es sentiments des Cris sont clairs : ils s'opposeront à l'inclusion de leur territoire ancestral (*homeland*) dans un Québec indépendant. Pour résoudre ces tensions, le Québec devra peut-être faire des concessions [84] territoriales ⁹⁷. » Selon MacFarlane, le territoire du Québec est un enjeu susceptible de susciter un débat vigoureux entre Ottawa, Québec et les nations autochtones. Selon les Américains, si les Québécois peuvent se séparer du Canada, les nations autochtones du Québec revendiqueront leur droit à la sécession du Québec, en mettant à profit les mêmes arguments. Il est vrai que les prévisions de MacFarlane sont antérieures à la signature de la Paix des Braves entre les autochtones et le gouvernement du Québec sous la gouverne de Bernard Landry. Des divisions à ce sujet perdurent encore au sein des deux communautés crie et le grand chef des Cris du Canada, Matthew Coon Come, s'est refusé à saluer cette entente. Les efforts du gouvernement souverainiste pour atténuer les sources d'irritation dans ses relations avec les communautés autochtones permettront-ils d'empêcher les adversaires de la souveraineté de tenter de manipuler ces communautés ? Il est sans doute trop tôt pour le dire.

Mais les revendications de partition risquent de ne pas s'arrêter là, ce qui ne va pas sans inquiéter les Américains, car il n'est pas dans leur intérêt de voir le Qué-

⁹⁷ «The sentiment of the Cree are clear : they would resist the inclusion of their homeland in an independent Quebec. Resolving these tensions might require territorial concessions on Quebec's part.» *Ibid.*, p. 57.

bec privé de certaines régions et de certaines forces économiques : « Du point de vue des États-Unis, un Québec indépendant sans ses régions nordiques est une éventualité tolérable, qui créerait peu de perturbations dans l'économie régionale. Un Québec sans le corridor laurentien [c'est-à-dire sans la vallée du Saint-Laurent et la voie maritime] serait un désastre, non pas pour le reste du Canada ni pour le corridor lui-même, mais pour l'État croupion du Québec qui en resterait. La partition de Montréal laisserait le Québec mutilé, avec comme principale industrie une administration gouvernementale trop grosse pour le territoire qu'elle dirige ⁹⁸. » On le voit, certains analystes semblent juger recevables à peu près toutes les propositions de partition, qu'ils brandissent à des fins de dissuasion.

Dans le cas où une faible majorité en faveur de la souveraineté inciterait Ottawa à adopter la ligne dure à l'égard du Québec, les États-Unis envisagent également d'intervenir [85] pour protéger leurs intérêts commerciaux. Ils craignent en effet, si les négociations entre Québec et Ottawa devaient traîner en longueur, que cela ait des conséquences économiques désastreuses pour l'Amérique du Nord. C'est pourquoi ils devraient voir à régler la situation au plus vite. Dans un contexte où leurs intérêts économiques seraient menacés, les États-Unis sortiraient de leur réserve : « Si Ottawa refusait de négocier et qu'une déclaration unilatérale d'indépendance devenait inévitable, ce ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis que Washington reste sur la touche alors qu'on assisterait à l'éclatement du Canada. La possibilité de prolifération de barrières commerciales, particulièrement des barrières non tarifaires entre les provinces, aurait un effet dévastateur sur les relations commerciales, et la coopération sur les questions de sécurité et d'autres enjeux de politique étrangère pourrait devenir extrêmement difficile avec le reste du Canada et face à un Québec insatisfait ⁹⁹. » J'étudierai maintenant les options américaines face à une majorité claire en faveur de la souveraineté.

⁹⁸ «From the U.S. perspective, dit MacFarlane, an independent Quebec without the North was a tolerable outcome, with little disruption of the regional economy. A Quebec without the Laurentian Corridor would be a disaster, not for the rest of Canada or for the corridor itself, but for the rump Quebec left over. The partition of Montreal from Quebec would leave Quebec to be an economic basket case, the largest industry of which would be a government too large for the territory it would govern.» Ibid.

⁹⁹ «[S]hould Ottawa refuse to negotiate and a UDI become inevitable, it would not serve U.S. interests for Washington to stand on the sidelines while Canada fractured. The Potential for the proliferation of trade barriers, specially provincial nontariff measures, would be devastating for commercial relations, and cooperation on security and other foreign-policy mat-

La négociation d'une souveraineté limitée

Une majorité claire à un référendum imposerait d'abord aux États-Unis un réajustement de leurs intérêts et de leurs objectifs. Dwight Mason écrit : « Si les forces séparatistes devaient l'emporter de façon convaincante, les États-Unis accepteraient sans doute ce résultat et prendraient des mesures pour adapter leurs relations à la nouvelle situation ¹⁰⁰. » Morici précise quant à lui : « Si les souverainistes obtenaient un vote convaincant pour le oui, les intérêts des États-Unis changeraient radicalement. Les États-Unis auraient alors tout avantage à appuyer une séparation à l'amiable qui maintiendrait l'ensemble constitué du Québec et du reste du Canada aussi viable économiquement et stable politiquement que le Canada d'aujourd'hui. [...] Du point de vue des Américains, une souveraineté limitée (*soft sovereignty*) serait [86] préférable au début, car elle limiterait la difficulté de la gestion des relations à trois en évitant les questions de sécurité et en se limitant aux questions économiques et environnementales ¹⁰¹. » Une majorité claire introduirait donc les conditions d'une nouvelle relation entre le Québec et les États-Unis sans signifier pour autant, selon ces experts, la reconnaissance d'une souveraineté pleine et entière. Ce scénario esquisse ce qui serait la situation optimale pour les États-Unis, leur permettant en tant que puissance de jouer le rôle d'arbitre dans une nouvelle configuration tripartite portant sur des partenariats limités.

Dans l'hypothèse d'un oui clair au référendum, des interventions visant à convaincre le Québec d'accepter un modèle de « souveraineté limitée » font partie des projets américains. La plupart des analystes considèrent que le rôle des États-

ters could become torturously difficult with ROC and Quebec estranged.» Peter Morici, loc. cit., p. 149.

¹⁰⁰ «If the separatist forces were to prevail convincingly, the U.S. would undoubtedly accept the result and take steps to adjust its relationship to the new situation.» Dwight Mason, *op. cit.*, p. 2. C'est moi qui souligne.

¹⁰¹ «Should the sovereigntists win a convincing Yes vote, then U.S. interests would change radically. The United States then would have a legitimate interest in supporting an amicable separation that leaves the combination of ROC and Quebec as economically viable and politically stable as Canada today. [...] From a U.S. perspective, soft sovereignty would be preferable initially, it would limit the problem of trilateralizing the relationship to non-security, mostly economic and environmental issues.» Peter Morici, *loc. cit.*, p. 148. C'est moi qui souligne.

Unis serait d'encourager le compromis et la recherche de solutions à l'amiable. Les États-Unis prévoient ainsi proposer formellement, dès le début des négociations, de nouveaux arrangements concernant les accords et les traités en vigueur, afin que les offres d'aménagement constitutionnel qui viendraient d'Ottawa évitent, dans un premier temps, d'accorder au Québec un statut d'État souverain en matière de relations internationales. Si toutefois les négociations entre Ottawa et Québec aboutissaient à une formule de ce type, l'intérêt des États-Unis consisterait à faire en sorte que ces accords se transforment en relations trilatérales, ce qui leur assurerait une emprise plus évidente sur la future architecture politique de l'Amérique du Nord.

L'hypothèse d'un refus du Canada de négocier

Le risque qu'Ottawa refuse de négocier avec le Québec malgré une majorité importante lors d'un référendum a aussi été envisagé par Washington - comme d'ailleurs par la loi C-20. Peter Morici suggère que les États-Unis se préparent, dans un tel cas, à intervenir directement auprès du Québec, en [87] semblant reconnaître la légitimité du vote souverainiste. Cette démarche viserait, d'une part, à encourager Ottawa à s'engager dans la recherche d'une solution négociée avec le Québec tout en persuadant ce dernier, d'autre part, de baisser le niveau de ses exigences.

La puissance et l'indépendance des États-Unis par rapport au Canada pourraient être évoquées pour débloquer une situation défavorable à la fois à la sécurité continentale et au développement économique. C'est dans ce contexte que de vraies discussions pourraient s'enclencher, d'abord sur l'accession du Québec à l'ALENA, puis, ensuite, à l'OMC. Morici précise à ce sujet : « Les États-Unis n'ont pas plus besoin de l'approbation du Canada ou du Mexique pour étendre les bénéfices de l'ALENA au Québec que le Canada n'a eu besoin de la permission des États-Unis pour négocier un traité de libre-échange avec le Chili en 1996 ¹⁰². » C'est le Congrès américain, comme le veut le traité, qui se prononce-

¹⁰² «The United States does not need Canadian or Mexican approval to extend the benefits of NAFTA to Quebec any more than Canada needed U.S. permission to negotiate its free-trade pact with Chile in 1996.» *Ibid.*, p. 149. On se rappellera que Peter Morici a été direc-

rait dans un tel cas. Un accord commercial bilatéral entre les États-Unis et le Québec pourrait représenter une option envisageable pour Washington et une façon de faire pression sur le Canada.

Enfin, ce dernier scénario peut aussi se présenter dans le cas où, devant un refus fédéral de négocier et un recours abusif aux exigences prévues dans la loi C-20, le Québec se verrait forcé de faire une déclaration unilatérale d'indépendance, un scénario qu'on désigne comme celui du recours à « la souveraineté pleine et entière ». « Dans le scénario de la souveraineté pleine et entière, Ottawa tient la ligne dure, les négociations échouent et le Québec fait une déclaration unilatérale d'indépendance [...] [Le Québec] a la tâche pénible d'établir toutes ses relations internationales - y compris avec les États-Unis - à partir de zéro et sans grand soutien du Canada ¹⁰³. » Cette éventualité est la pire qu'on puisse envisager pour le Québec, selon Joseph T. Jockel, ancien président de l'Association américaine des études canadiennes. Les États-Unis bénéficieraient, dans ce cas, d'un avantage majeur sur ses deux partenaires : « À un moment [88] des pourparlers [entre Ottawa et Québec], le gouvernement américain pourrait décider de s'introduire dans les négociations avec l'idée d'imposer des modifications aux accords canado-américains qui prendraient effet au moment de l'indépendance du Québec ¹⁰⁴. »

Charles Doran, dans son ouvrage largement cité ici, vise aussi à influencer l'opinion américaine, canadienne-anglaise et québécoise en consolidant un argumentaire sur ce thème. Il convient d'en prendre acte. Doran envisage, lui aussi, le cas où le gouvernement fédéral refuserait de négocier avec le Québec. Il rappelle que les dirigeants souverainistes ont estimé que, devant la réticence des États-Unis à reconnaître la souveraineté du Québec, il leur serait légitime de rechercher l'appui d'autres gouvernements, comme celui de la France :

teur des affaires économiques à la Commission du commerce international des États-Unis entre 1993 et 1995.

¹⁰³ «Under the hard sovereignty scenario, Ottawa takes a hard line, negotiations fail and Quebec issues a UDI [...] [Quebec] is left with the daunting task of establishing all of its international relationships - including its ties with the United States - from scratch and with little support from Canada pretend.» Ibid., p. 144.

¹⁰⁴ «At some point fairly in the talks, the US government could enter into them, especially with a view towards putting into place the adjustments to arrangements between Canada and the US that would take effect at the moment of Quebec's independence.» Joseph T. Jockel, «Canada and the Quebec Referendum : Implications for U.S. -Canada Relations», in *America's Quest for a New Contract with the World*, CEPES, UQAM, n°4, octobre 1995, p. 99.

Plutôt que d'agiter la menace de faire jouer l'équilibre des puissances dans une éventualité très hypothétique, peut-être le Québec devrait-il faire de son mieux pour rassurer les États-Unis sur leur communauté de vues dans toutes les circonstances futures. En l'absence de telles assurances, les États-Unis perdront toute confiance dans les intentions des séparatistes. De fait, une tentative du Québec de faire jouer l'équilibre des puissances conduirait les États-Unis à adopter un point de vue en accord avec n'importe quelle position que pourra adopter ce qui restera du Canada. Du point de vue américain, [préserver] l'harmonie est souhaitable, peu importe le résultat d'un autre référendum sur la séparation, si jamais un tel référendum avait lieu ¹⁰⁵.

Les États-Unis, selon Doran, s'aligneraient sur toute position émanant de ce qu'il resterait d'un Canada anglais, plutôt que de prendre en considération les apaisements internationaux que le Québec pourrait obtenir! En d'autres mots, les États-Unis ne veulent surtout pas voir la France intervenir dans le dossier du Québec. Depuis la publication des mises en garde de Doran, on peut penser que l'état des [89] relations entre les États-Unis et la France à l'occasion de la guerre contre l'Irak rendrait encore plus vive l'opposition américaine à un tel recours de la part du Québec.

Comme il a été dit plus haut, « tant que les États-Unis croiront qu'il est possible de maintenir l'unité [canadienne], ils appuieront Ottawa ¹⁰⁶ ». Autrement dit, tant et aussi longtemps que les États-Unis croiront que leur action peut contribuer à empêcher qu'une majorité de Québécois ne favorisent la souveraineté et tant qu'une souveraineté pleine et entière ne sera pas un fait acquis, envers et contre tout, ils n'hésiteront pas à agir en conséquence, c'est-à-dire à mettre en œuvre tous

¹⁰⁵ «Instead of threatening the balance of power tactics based on a hypothetical future contingency, perhaps Quebec would do better to reassure the United States of the commonality of viewpoints under all future circumstances. In the absence of such assurances, the United States is likely to lose further confidence in separatist intentions. Indeed, an effort to maintain the balance of power would merely drive the United States into a frame of mind that more supported whatever position an English Canadian remnant was likely to hold. From the U.S. perspective, harmony is desirable whatever the outcome of another referendum on separation, should that referendum ever to be called.» Charles E Doran, *Why Canadian Unity Matters and Why Americans Care : Democratic Pluralism at Risk*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, p. 61.

¹⁰⁶ «To the extent that the U.S. believes a continuation of confederation is possible, it will support Ottawa.» S. Neil MacFarlane, *op. cit.*, p. 52.

les moyens légaux possibles et la persuasion nécessaire afin de freiner l'essor du mouvement souverainiste.

Dans le cas où, malgré tous ces obstacles, la souveraineté deviendrait inéluctable, du fait d'une majorité claire et du refus fédéral de négocier, les intérêts des États-Unis pourraient les amener à tenter d'infléchir les positions d'Ottawa en faveur d'une nouvelle association avec le Québec : « Si Washington en vient à conclure que l'indépendance est irrévocable, alors les intérêts des États-Unis pourraient s'inverser et faire porter la pression sur le Canada pour qu'il négocie une association ¹⁰⁷ », dit Neil MacFarlane.

Enfin, dans le cas où les États-Unis, par la voix du Conseil national de sécurité (National Security Council - NSC), reconnaîtraient que la situation exige la participation de l'État du Québec aux accords et traités qui lient déjà le Canada, la décision en reviendrait, sur le plan procédural, au Congrès puis finalement au président : « La décision ultime sur la façon de répondre à un Québec indépendant réside dans les pouvoirs du président, sur recommandation du Conseil national de sécurité, à la suite des avis importants du Secrétariat américain au commerce ¹⁰⁸. » La position américaine sera alors le fruit de considérations circonspectes sur l'équilibre des forces entre le Canada et le Québec.

Pour les États-Unis, les relations canado-américaines actuelles seront toujours préférables à de véritables relations trilatérales Québec-Canada-États-Unis, peu importe la [90] communauté d'intérêts entre ces trois partenaires. Il faut donc garder à l'esprit que la position américaine à l'égard du Québec, dans les discours officiels du moins, est toujours inscrite à l'intérieur des rapports canado-américains. C'est pourquoi, comme on l'a vu, toute analyse américaine du conflit Québec-Canada a pour fond une position favorable à l'unité canadienne. Ce préjugé, seule solution favorable aux intérêts des États-Unis, entraîne que chaque question soit abordée et analysée en privilégiant d'abord le statu quo. Les arguments sont construits de façon à montrer que, du point de vue des États-Unis, la situation actuelle restera toujours préférable à toute nouvelle donne au sein de la

¹⁰⁷ «If Washington concludes that independence is irrevocable, then the U.S. interest could shift towards pressuring Canada to negotiate on association.» *Ibid.*

¹⁰⁸ «The ultimate decision on how to respond to an independent Quebec», conclut l'étude menée par Neil MacFarlane, «rests with the president on recommendation from the National Security Council, with heavy involvement by the U. S Trade Representative.» *Ibid.*, p.54.

politique canadienne. Le radicalisme de cette position mérite un bref et dernier retour sur ses principales prémisses.

Les facteurs culturels à la base de la position américaine

La pensée des stratèges américains tient compte de trois paramètres qui éclairent leur position et, plus généralement, celle des États-Unis, en faveur du statu quo canado-américain. Tout d'abord, ce qui sous-tend cette position, c'est une conception unilatérale et étroite du libéralisme démocratique. Il faut ensuite tenir compte du rapport des Américains à leur propre mouvement de sécession, une expérience historique qui fait paraître difficilement acceptables les aspirations québécoises. Enfin, une vision euphorique de la grandeur, qui prendrait la forme de vastes communautés libre-échangistes, inspirerait les réticences de l'opinion publique américaine à l'endroit du projet québécois, confortant les décisions des plus hautes instances des États-Unis.

Charles Doran, dans une perspective libérale classique, avance la thèse que la souveraineté du Québec mettrait en danger la conception américaine du pluralisme démocratique, c'est-à-dire de la démocratie libérale, pierre angulaire des modèles américain et canadien. Dans un but ouvertement dissuasif, il fait appel à l'image de « la boîte de [91] Pandore », souvent évoquée lorsqu'il est question de mouvements nationalistes et d'indépendance des peuples. Si le Québec venait à se séparer du Canada, les États-Unis craignent qu'un mouvement d'affirmation et d'indépendance d'autres peuples s'ensuive ailleurs dans le monde et vienne briser l'harmonie que le pluralisme démocratique aurait réussi à instaurer : « La peur que la fragmentation du Canada ne crée un précédent pour d'autres pays n'est pas déraisonnable, malgré la solidité éprouvée de l'unité nationale d'un pays comme les États-Unis. On ne peut blâmer les Américains si leur propre *ethos* social, indépendamment de leur origine culturelle ou linguistique, suscite leur prévention contre un éclatement du Canada qui signifierait des conflits inépuisables pour d'autres pays industrialisés avancés, aussi différents en apparence que ceux-ci

puissent paraître ¹⁰⁹. » Pour Doran, le Canada et les États-Unis seraient le symbole même du respect des droits et libertés individuelles. La revendication de souveraineté du Québec, expression d'un droit collectif, serait contraire à la philosophie et au fonctionnement du pluralisme démocratique ainsi entendu.

Doran définit le pluralisme démocratique comme « la considération et l'encouragement de groupes communautaires individuels pour qu'ils développent leurs propres culture et valeurs *au sein de la grande entité politique démocratique dans laquelle ils se trouvent* ¹¹⁰ ». Selon cette lecture, les forces souverainistes québécoises viseraient à protéger et à promouvoir leur culture, leur langue ou leur ethnicité, de même que la création d'un État francophone « homogène » (sic), en provoquant la scission d'une entité plus large et déjà diversifiée. Deux grandes raisons pourraient justifier le démembrement d'un État : soit le cas où l'une des parties opprimerait l'autre, soit celui où des préférences culturelles créeraient une incompatibilité de valeurs avec un État libéral démocratique. Selon Doran, la première raison serait légitime, la seconde ne le serait pas. Et comme le nationalisme québécois est identifié dans ce cas à un nationalisme ethnique, il est jugé illégitime, alors qu'une analyse neutre reconnaîtrait que le Québec est [92] aussi une société libérale ouverte ayant dépassé depuis longtemps les marges de l'ethnicité. Mais la singularité du Québec, où une culture politique particulière s'exprime dans une langue différente, fait qu'elle est perçue comme dissociée de la conception américaine de la démocratie. Cette vision américano-centriste colore toutes les relations des États-Unis avec le Québec. Elle doit donc être prise en compte dans les stratégies internationales du Québec.

L'opposition de principe des Américains à toute sécession s'explique, d'une part, par la tradition issue de la pensée du président George Washington et, d'autre part, par la mémoire collective héritée de la guerre de Sécession. Doran rappelle les paroles du premier président lorsqu'il s'adressait à ses compatriotes : « Il est de

¹⁰⁹ «The fear that fragmentation of Canada would set a precedent for other countries is not unreasoned, despite the continuing strength of unity in a country like the United States. Americans, of whatever culture or linguistic orientation, cannot be blamed if their own social ethos warns them that a breakup of Canada could mean extenuating dangers for other advanced industrial countries, however different in cultural make-up they may appear to be.» Ch. Doran, *op. cit.*, p. 46.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 8 : « [...] the allowance and encouragement of individual communal groups to develop their own culture and value preference inside the larger democratic polity ». C'est moi qui souligne.

toute première importance que vous estimiez à leur immense valeur votre unité nationale [...] et que vous manifestiez votre indignation devant tout début de tentative de soustraire quelque partie du reste de votre pays ou d'affaiblir les liens sacrés qui en font tenir ensemble les diverses parties ¹¹¹. » Évoquant ensuite l'épisode dramatique de la guerre civile, Doran met en relief les déchirements internes qui ont marqué les générations suivantes et y rattache le rejet qu'éprouverait d'emblée le peuple américain pour toute situation pouvant mener à l'instabilité politique : « Du dégoût de la guerre civile [...] découle notre croyance fervente en l'unité nationale ¹¹². » Le poids de leur propre histoire expliquerait en partie que les Américains favorisent l'unité canadienne.

Doran évoque enfin un dernier aspect de la culture politique américaine qui ferait que l'opinion publique aux États-Unis se range plus spontanément derrière le Canada que derrière le Québec. Les Américains, influencés par des considérations commerciales qui ont joué dans la formation de leur pays, ont toujours vu dans l'étendue géographique un signe de puissance majeur. À l'instar des libéraux du XIX^e siècle, les Américains d'aujourd'hui auraient tendance à préférer le vaste marché canadien actuel à un marché canadien amputé du Québec : « Plus gros est le centre commercial, [93] plus les Nord-Américains sont contents, comme le savent bien les Canadiens qui ont construit les plus gros centres commerciaux au monde. La dimension est facteur d'efficacité, et l'efficacité signifie des prix plus bas, une meilleure qualité, une offre plus importante et un choix plus large. [...] Les Américains ne se préoccupent pas de savoir si l'unité nationale est une valeur partagée ou contestée au Canada. Mais ils savent quels avantages ils tirent de la taille du marché américain et pourquoi cette valeur occupe une si grande place au rayon de leurs préférences ¹¹³. »

* * *

¹¹¹ «It is of infinite moment that you should properly estimate the immense value of your national union [...] indignantly frowning upon the first dawning of every attempt to alienate any portion of our country from the rest, or to enfeeble the sacred ties which now link together the various parts. » Ibid., p. 43.

¹¹² «Indeed, out of rejection of the Civil War [...] came fervour for unity.» Ibid., p. 44.

¹¹³ «The bigger the shopping mall, the more North Americans approve, as the Canadian builders of the world's largest malls fully understand. Size is efficiency, and efficiency is lower price, higher quality, greater availability, and wider choice. [...] Most Americans are not concerned with whether Canadian unity is a value shared or challenged in Canada. But these same Americans know what they believe about size and why it holds such a towering place in their library of preference.» Ibid., p. 45.

Même si la position américaine dans le différend Québec-Ottawa prétend traditionnellement à la neutralité, en précisant qu'il s'agit d'affaires intérieures qui concernent les Canadiens eux-mêmes, c'est une évidence aussi que les États-Unis, compte tenu de leurs intérêts, de la culture et de la langue qu'ils partagent avec le Canada, privilégient l'unité canadienne. Aussi, peu avant le référendum de 1995, le secrétaire d'État Warren Christopher n'avait pas craint de déroger à cette neutralité, provoquant des protestations justifiées de la part du Québec. Je rappelle ces propos : « je pense qu'il est probablement utile de ma part de dire que nous avons toujours très prudemment cultivé nos relations avec le Canada, et que les Canadiens ont toujours bien réagi à cet égard, et je pense qu'il ne faudrait pas tenir pour acquis qu'un type d'arrangement différent [après la souveraineté] permettrait évidemment de maintenir des relations du même ordre ¹¹⁴. »

Il semble donc utopique d'entretenir l'idée que le Québec pourra bénéficier, sans avoir à négocier quoi que ce soit, de la continuité de tous les traités et accords dont le Canada est signataire, même s'il agit déjà comme un bon partenaire et même si cette aspiration se fonde sur des valeurs communes. Plusieurs obstacles se dresseront devant un Québec souverain avant qu'il puisse être reconnu et intégré à l'ALENA, au NORAD et à l'OTAN.

[94]

Les spécialistes des études stratégiques qui se sont penchés sur la question concluent malgré tout que les États-Unis auraient intérêt à normaliser rapidement leurs relations avec le Québec dans le cas où une majorité en faveur de la souveraineté serait importante. Une réponse probablement plus juste à cette situation voudrait que les États-Unis tiennent compte à tout le moins de la réaction du reste du Canada avant de se prononcer ou de s'opposer aux revendications du Québec. Les analystes québécois ont été plus optimistes quant aux possibilités d'un Québec souverain de participer au NORAD et à l'OTAN. On peut soupçonner que le souci

¹¹⁴ « *I think it's probably useful for me to say that we have very carefully cultivated our ties with Canada, and they have been very responsive in relation with all those ties and I think we shouldn't take for granted that a different kind of organization would just obviously have the same kind of ties.* » Warren Christopher, «Remarks by Secretary of State Warren Christopher and Canadian Foreign Minister André Ouellet Prior to Their Meeting», Bureau du porte-parole du Département d'État des États-Unis d'Amérique, Washington, D. C., 18 octobre 1995, p.3, n° d'identification du document d'archive : 199700380.

de gagner des adeptes à la souveraineté sous-tend une telle confiance. De leur côté, les adversaires de la souveraineté du Québec, selon une stratégie de dissuasion symétrique, semblent vouloir lui refuser le statut d'État successeur ¹¹⁵. Quoiqu'il en soit, la route sera encore longue avant que le Québec n'atteigne cet objectif, car les obstacles mis en place par les États-Unis à l'endroit de l'affirmation internationale du Québec sont nombreux.

¹¹⁵ Voir encore, à ce propos, John S. Makulaninec, «*Some thoughts on a U.S.-Quebec Defense Relationship*», *The American Review of Canadian Studies*, vol. 27, n° 1, printemps 1997, p. 124.

[95]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre III

L'interventionnisme américain : le quadrillage de l'action

[Retour à la table des matières](#)

C'est par des modes d'intervention multiples que les États-Unis tentent d'influer sur le parcours difficile de la cause souverainiste. J'esquisserai, dans les deux chapitres qui suivent, la forme qu'ont prise certaines de ces interventions au cours de la période référendaire de 1994-1995. Ces chapitres, qui constituent à la fois un témoignage tiré de mes observations en terre américaine et une analyse plus large, visent à dégager les assises du travail de représentation du Québec aux États-Unis. Les intérêts du Québec à long terme exigent une lucidité sans faille de la part des Québécois afin que ce projet d'affirmation politique puisse atteindre ses objectifs.

Les intérêts des États-Unis et les interventions que le gouvernement envisage dans le but de contenir le projet souverainiste ne s'expriment pas à travers des gestes d'éclat. La véritable position américaine se distille dans les officines ou les antichambres de l'administration, dans les colloques ou les publications savantes et à travers les règles apparemment évidentes et consensuelles de la diplomatie.

La persuasion est par nature un processus subtil qui peut avoir recours à des procédés indirects.

Les positions américaines peuvent être perçues, par exemple, en observant comment les États-Unis appliquent [96] au cas du Québec les règles qui régissent les relations internationales. L'application de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques constitue un cas instructif et une illustration de la position américaine. Chaque État décide en ces matières selon ce que lui dictent ses intérêts. Alors que la France accorde un statut diplomatique à la représentation du Québec depuis 1964, c'est-à-dire les droits, privilèges et obligations d'une ambassade, le refus américain de permettre au Québec d'être représenté à Washington montre bien que les intérêts des États-Unis s'opposent ici à ceux du Québec. Le contrôle de l'action diplomatique par des voies réglementaires, officielles et officieuses, ou par un usage restrictif du protocole constitue autant de moyens d'affirmer cette opposition. J'y consacrerai d'abord quelques pages avant d'aborder d'autres types d'intervention et, en premier lieu, certaines mesures comme la désinformation à propos du Québec.

On aura souvent tendance à expliquer que l'action du Québec aux États-Unis a été détournée de ses objectifs par les circonstances ou par l'action d'Ottawa et de son plan B. Cette confusion est fréquente dans la mesure où le Canada emploie précisément des stratégies et des tactiques qui servent les intérêts qu'il partage avec les États-Unis. De même, les intérêts américains peuvent se masquer aussi bien derrière les manœuvres canadiennes que se formuler indirectement par la voix d'experts privés... Il faut admettre aussi que l'influence des positions américaines n'est pas toujours manifeste chez ceux qui lui servent de relais. À chacun d'effectuer sa lecture. Mais une chose est certaine, et j'espère qu'on le verra à travers les exemples des deux prochains chapitres : il importe de décoder et de mettre en perspective les diverses formes de quadrillage, de blocage puis de brouillage de l'action diplomatique du Québec aux États-Unis. En effet, les États-Unis s'opposent à la souveraineté du Québec et leur action, manifeste ou pas, perceptible ou pas, directe ou pas, est conforme à cette position. L'observation des diverses conditions effectives mises en place en vue de contrôler l'action [97] dite diplomatique du Québec aux États-Unis pendant la période de 1994-1995 qui a précédé le référendum est révélatrice. Elle permet de mieux comprendre par la suite

l'usage qui est fait aux États-Unis de la désinformation comme outil de blocage et de dissuasion à l'endroit de l'objectif souverainiste.

Avant de camper le contexte de l'action diplomatique du Québec à Washington, il me paraît utile de rappeler quels étaient ses objectifs. Un Américain ami du Québec disait avec justesse : « Un objectif réaliste [à se donner] pour la période qui va de l'élection de 1994 au référendum devrait être d'obtenir une véritable neutralité [des États-Unis] ¹¹⁶. » En effet recommandait-il : « Le Québec ne peut se permettre de voir la position des États-Unis se transformer en opposition déclarée, pas plus qu'il ne peut réussir si les États-Unis font un effort souterrain pour saper la campagne référendaire ou l'avenir d'un Québec indépendant ¹¹⁷. » La prétendue neutralité des Américains n'étant qu'un masque, le Québec avait beaucoup à faire pour contrer des manœuvres adverses. Obtenir le respect d'une véritable neutralité constituait un objectif élevé.

Plusieurs obstacles de fond se dressaient devant lui. Le premier, selon l'expression de cet Américain, pourrait se dire ainsi : « Le problème du Québec n'est pas un problème de méconnaissance, mais un problème de préjugé ¹¹⁸. » Gouvernement interventionniste, politiques à tendance social-démocrate, ethnocentrisme, tels sont les principaux préjugés que nourrissent les Américains à l'égard du Québec. On rappellera ensuite avec insistance que le Québec est une province. « Le Québec n'est pas une entité autodéterminée ¹¹⁹. »

Le travail de représentation du Québec aux États-Unis pendant la période pré-référendaire visait donc à favoriser une meilleure compréhension du Québec en tant qu'éventuel futur allié et proche voisin. La position officielle des États-Unis prétend à la neutralité mais il faut comprendre, comme l'indique le « mantra », que la plus grande puissance du monde ne peut être vraiment neutre et que la diplomatie [98] est souvent une façon polie d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays. Un émissaire du Département d'État aurait formulé les choses ainsi : « Les États-Unis vont demeurer neutres si un changement [constitutionnel] n'ap-

¹¹⁶ «The realistic objective between the '94 election and the time of the referendum should be to achieve genuine neutrality.»

¹¹⁷ «Quebec cannot afford to have the U.S. position change publicly into opposition, nor can it prosper with a subterrean U.S. effort to undermine the referendum or the independant future of Quebec.»

¹¹⁸ «The Quebec problem is not a problem of ignorance but a problem of prejudice.»

¹¹⁹ « Québec is not a self-determined unit. »

paraît que probable ou imminent [...] [mais] les États-Unis ne vont pas laisser faire ou rester neutres s'il y a de forts risques de désintégration du Canada ¹²⁰. » Le Québec devait affronter une machine rodée et gigantesque. Les moyens nécessaires pour obtenir une compréhension juste des objectifs du Québec lui feront défaut, compte tenu de l'intransigeance américaine.

Les moyens habituels dont usent les diplomates pour faire valoir les intérêts de leur pays étaient interdits au Québec. Charles-Philippe David écrit : « Les instruments au service de la diplomatie sont variés, efforts de persuasion, promesses de récompense, offres de concessions, démarches formelles ou informelles (voire secrètes), discussions publiques, entretiens bilatéraux ou multilatéraux. Dans tous les cas, la négociation vise à convaincre du bien-fondé des positions, des attentes et des propositions respectives des parties ¹²¹. » Boutros Boutros Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU, avait défini en 1992, dans l'Agenda pour la paix, la diplomatie préventive. Elle a pour objet « d'éviter que des différends ne surgissent entre les parties, d'empêcher qu'un différend existant ne se transforme en conflit ouvert et, si un conflit éclate, de faire en sorte qu'il s'étende le moins possible ¹²² ». Or, le Québec, alors qu'il souhaitait atténuer les risques de dérapage de la prétendue neutralité des États-Unis, n'a jamais obtenu les conditions pour mener à bien le travail de fond correspondant à un embryon de diplomatie préventive.

Un premier moyen, l'application de la Convention de Vienne

C'est la Convention de Vienne, adoptée le 18 avril 1961 par les représentants étatiques de la communauté internationale, [99] qui édicte les règles à respecter en matière de relations diplomatiques. Le Canada a signé cette convention le 5 fé-

¹²⁰ «U.S. would remain neutral if change becomes likely or imminent [...] [but] the U.S. would not stand by or remain neutral if there were strong prospects of Canadian disintegration. »

¹²¹ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p.348.

¹²² Cité, *ibid.*, p. 351.

vrier 1962 et l'a ratifiée le 26 mai 1966. Cette convention est entrée en vigueur le 25 juin 1966 ¹²³.

L'application de cette convention, comme de tout accord, est laissée à la discrétion de chaque État et elle repose sur le consentement des parties. Ainsi, lorsque la France a décidé d'accorder un statut quasi diplomatique à la délégation générale du Québec à Paris en 1961, elle a dû le faire dans le respect des règles, en sollicitant d'abord l'approbation du Canada. On le sait, l'obtention de cette approbation n'a pas été facile. Dans le but de préserver de bonnes relations avec la France qui y tenait, le Canada a fini par consentir à autoriser le statut diplomatique actuel de cette délégation ¹²⁴. Aujourd'hui encore, le Québec jouit en France de ce statut qui lui a été confirmé à l'occasion de la dernière visite au Québec du premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, et d'une relation directe et privilégiée qui donne au délégué général du Québec en France et au consul général de France au Québec l'autorité suffisante pour être en contact direct avec l'Élysée et avec le ministère français des Affaires étrangères sans avoir à agir par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs. C'est ainsi que se définit cette relation directe et privilégiée.

Aux États-Unis, il en va tout autrement. Le Québec n'y a pas de statut diplomatique et c'est sous l'égide du gouvernement du Canada qu'il doit mener son action en sol américain. Ainsi, toute négociation pour ouvrir une nouvelle mission aux États-Unis doit d'abord être présentée à Ottawa avant d'être approuvée par Washington, en vertu de l'article 12 de la Convention de Vienne : « l'État accréditant [le Canada] ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès de l'État accréditaire, établir des bureaux faisant partie de la mission dans d'autres localités que celles où la mission elle-même est établie. » Cet article signifie en pratique que le Canada et les États-Unis doivent être d'accord pour autoriser le Québec à ouvrir des délégations et des bureaux aux États-Unis et à y exercer des fonctions [I00] précises et exclusives qui seront assignées à des représentants désignés spécifiquement pour ces fonctions. L'ouverture de chacune des représentations du Québec a été soumise à l'approbation d'Ottawa, qui a ainsi au-

¹²³ Voir Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, Industrie Canada, Direction générale de la Réglementation, Ottawa : gestion du spectre, Circulaire des lois et règlements, 1^{re} édition, 1^{er}, octobre 1994.

¹²⁴ Voir le récit de ces négociations par Frédéric Bastien, *Relations particulières, la France face au Québec après de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1999.

torisé celle de la délégation générale du Québec à New York, des délégations à Boston, à Chicago et à Los Angeles, ainsi que celle du bureau de tourisme à Washington et du bureau à Miami, sans oublier l'ouverture de l'antenne d'Atlanta.

La délégation de New York, dirigée par un délégué général nommé par le gouvernement, représente officiellement le Québec dans tous les secteurs d'activités qui sont de sa compétence constitutionnelle. C'est à New York, et non à Washington, que le Québec a été autorisé à fixer son point d'ancrage principal aux États-Unis. L'objectif de cette action, tel qu'il a été défini par Québec, puis approuvé par Ottawa, est de « promouvoir la coopération et la bonne entente entre le Québec et les grandes institutions des États-Unis, et de fournir aux Américains la possibilité d'en savoir un peu plus au sujet de cette société unique que constitue le Québec contemporain ¹²⁵ ». Le conseiller aux affaires nationales américaines, un poste relié à la délégation générale du Québec à New York, affecté à des activités se réalisant à l'aide du bureau de Washington, agit à titre de représentant du ministre des Relations internationales dans le cadre d'un mandat dont j'exposerai les termes plus loin.

Les autres délégations (Chicago, Boston et Los Angeles) représentent le Québec dans des secteurs bien déterminés, agréés par Ottawa sur demande de Québec. Elles sont dirigées par un délégué également nommé par le gouvernement. Les bureaux du Québec relèvent d'un directeur, nommé par le ministre des Relations internationales avec l'accord du gouvernement fédéral, qui gère dans la ville désignée certains dossiers limités. L'antenne d'Atlanta (également appelée « bureau commercial ») fournit sur place des services spécifiques et est dirigée par un Américain.

L'application stricte, rigoureuse et limitée de la Convention de Vienne de 1961 par les États-Unis a pour effet de [101] maintenir l'action diplomatique du Québec sous l'autorité du gouvernement canadien. Elle met le Québec à la merci d'Ottawa dans son action en territoire américain. L'article 9.1 de la Convention de Vienne est d'importance capitale pour les représentants du Québec qui effectuent leur travail en particulier à Washington : « L'État accréditaire [ici, les États-Unis] peut, à tout moment et sans avoir à motiver sa décision, informer l'État accréditant

¹²⁵ Site de la Délégation générale du Québec à New York :
http://www.mri.gouv.qc.ca/ny/quebec_offices/delegation_fr.html

[le Canada] que le chef ou tout autre membre du personnel diplomatique de la mission est persona non grata ou que tout autre membre du personnel de la mission n'est pas acceptable. L'État accréditant rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions auprès de la mission, selon le cas. Une personne peut même être déclarée non grata ou non acceptable avant d'arriver sur le territoire de l'État accréditaire. » On verra plus loin comment cette règle a servi à mettre fin à l'action diplomatique du Québec à Washington en 1995.

Si les décideurs du gouvernement canadien jugent qu'un représentant du Québec risque d'indisposer Ottawa pendant l'exécution de son mandat aux États-Unis, le Canada peut s'opposer à sa nomination, demander au gouvernement américain de refuser de l'accréditer ou le faire rappeler. Les pressions politiques que pourrait tenter d'exercer le Québec pour renverser une telle décision seraient sans effet. Seule la crainte de mécontenter l'opinion publique au Québec pourrait freiner ce geste de la part d'Ottawa mais, d'un autre côté, on comprendra que le Québec considère qu'il n'a pas intérêt à utiliser un rapport de force qui lui serait favorable mais qui déplairait aux États-Unis. Selon les règles internationales en vigueur, le gouvernement du Québec n'aura d'autre choix que de se conformer aux volontés du Canada. Le gouvernement américain pourrait aussi tout simplement refuser que tel représentant du Québec agisse comme représentant du Canada, sans avoir à fournir de justification. L'article 4 permet une telle position : « I. L'État accréditant [le Canada] doit s'assurer que la personne qu'il envisage d'accréditer comme chef de la mission auprès de [102] l'État accréditaire [les États-Unis] a reçu l'agrément de cet État. 2. L'État accréditaire n'est pas tenu de donner à l'État accréditant les raisons d'un refus d'agrément. » On peut aussi invoquer l'article II.2 qui stipule que « [l']État accréditaire [les États-Unis] peut également, dans les mêmes limites et sans discrimination, refuser d'admettre des fonctionnaires d'une certaine catégorie ».

En période référendaire comme en tout autre temps, la présence d'un représentant du Québec dans la capitale américaine est considérée comme gênante par Ottawa, mais aussi par Washington. Les conseillers du gouvernement du Québec vivent ainsi dans la crainte que le Canada ne demande aux autorités américaines de mettre fin à leurs fonctions, en vertu de l'article 43.1 : « [l]es fonctions d'un agent diplomatique prennent fin notamment : a) par la notification de l'État accréditant à l'État accréditaire que les fonctions de l'agent diplomatique ont pris fin ;

[...]. » L'accréditation prend la forme d'un visa autorisant l'agent étranger à travailler. L'obtention de ce permis de travail en territoire américain, appelé communément *green card*, deviendra un moyen de chantage de la part du Canada et aussi, dans certains cas, de la part de divers réseaux d'influence agissant auprès de Québec. Cet état de fait rend tout travail de représentation des intérêts du Québec auprès des responsables américains précaire et incertain.

Si, dans un esprit de véritable neutralité, les États-Unis avaient voulu faciliter une meilleure compréhension des objectifs du Québec en terre américaine, ils auraient très bien pu interpréter la Convention de Vienne de façon plus souple. Dans les faits, leur application stricte de la Convention constitue une forme d'acquiescement aux visées canadiennes et l'expression de leurs intérêts véritables. D'autres mesures ont, en outre, été imposées au Québec lorsqu'il a voulu mener à Washington une action d'information sur ses objectifs avant le référendum de 1995.

[103]

Le cadrage de l'action

Le gouvernement du Québec m'attribua dans un premier temps, en octobre 1994, le statut de « conseillère spéciale » auprès du délégué général à New York, Reed Scowen, jusqu'au départ de celui-ci en janvier 1995. La définition des fonctions de conseillère spéciale était claire : « Conseiller le délégué général à New York sur les orientations particulières à prioriser pour adapter ses interventions auprès des différents intervenants américains. » Au lendemain de l'élection de 1994 qui venait de porter le Parti Québécois au pouvoir, ce mandat avait besoin d'être bien balisé. « La conseillère spéciale n'est pas la cinquième roue d'un véhicule qui continue à circuler comme si rien ne s'était produit depuis deux mois [c'est-à-dire depuis l'élection d'un gouvernement du Parti Québécois]. Elle est l'équivalent d'un numéro un pour certaines fins... En cas de divergence de vue, la décision de la conseillère spéciale prévaudra », précisait une note du 31 octobre 1994. Mon mandat avait un autre volet, à partir de janvier 1995, celui de « conseillère aux affaires nationales américaines ayant pour objet les enjeux qui

concernent l'Administration et le Congrès à Washington dans leurs relations avec le Québec ». Le pouvoir *administratif* utilisé par Québec pour définir le statut de conseillère spéciale était le seul pouvoir dont il pouvait user pour s'opposer sur le terrain aux manoeuvres d'Ottawa.

Pour pouvoir s'effectuer, ce mandat reposait de plus sur l'obtention de la fameuse *green card*. Dans l'attente du visa qui me serait accordé par les États-Unis après approbation du Canada, tout contact avec les médias m'était proscrit afin de ne pas heurter Ottawa. Malgré cela, le gouvernement fédéral tenta pendant plusieurs semaines de ne pas agréer à la demande d'accréditation de Québec me concernant. Le ministère des Affaires extérieures d'Ottawa exigea une description détaillée des fonctions de la nouvelle conseillère, ce qui permit de prolonger la période pendant laquelle mes activités et mes déclarations publiques devaient rester limitées. Cette situation d'incertitude entretenait la panique des cadres [104] administratifs de Québec et provoqua de nombreuses querelles internes entre fonctionnaires rigides et flexibles, entre craintifs et audacieux, bref, entre ceux qui freinaient le changement et ceux qui le souhaitaient. Pendant ces querelles, aucun travail ne pouvait s'effectuer. L'objectif de cadrage et de frein de l'action du Québec était atteint.

Le mandat de conseillère aux affaires nationales américaines, rattachée à la délégation de New York, fixait de plus à sa détentrice la responsabilité « d'assurer une visibilité accrue du Québec lors de visites et de missions officielles dans la capitale fédérale américaine », ce qui impliquait, bien entendu, de séjourner à Washington. L'accomplissement de cette partie du mandat devait s'effectuer au « bureau de tourisme » du Québec à Washington, seul lieu de présence québécoise dans la capitale fédérale américaine toléré par Ottawa. Un arrêté en conseil du gouvernement de René Lévesque adopté en 1977 avait défini le champ d'action de ce « bureau de tourisme » à Washington de façon à permettre son ouverture :

ARRÊTÉ EN CONSEIL ¹²⁶
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
 17 août 1977

CONCERNANT l'ouverture d'un bureau québécois du
 tourisme à Washington D.C.,

CONSIDÉRANT qu'une partie importante des investissements québé-
 cois en matière de promotion touristique est orientée vers les États-Unis ;

CONSIDÉRANT que la région de l'Atlantique Sud
 comprenant les États de :

Delaware	Virginie de l'Ouest	Caroline du Sud
Maryland	Virginie	Georgie
Washington D.C.	Caroline du Nord	Floride

constitue une région cible de promotion touristique québécoise dans ce
 pays ;

CONSIDÉRANT que dans l'état actuel des choses, la promotion tou-
 ristique québécoise s'effectue principalement [105] à partir des délégations
 de New York, Boston et Chicago ;

CONSIDÉRANT que le conseiller en tourisme responsable de la ré-
 gion de l'Atlantique Sud opère présentement à partir de la Délégation gé-
 nérale du Québec à New York ;

CONSIDÉRANT l'étendue et la densité du territoire à couvrir par ce
 conseiller en tourisme ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la Loi des Affaires intergou-
 vernementales, le ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-
 gouverneur en conseil, nommer un délégué du Québec dans tout pays qu'il
 désigne pour y représenter le Québec dans le secteur d'activité qu'il déter-
 mine ;

IL EST EN CONSEQUENCE ORDONNÉ, sur la proposition du mi-
 nistre des Affaires intergouvernementales :

QUE soit ouvert, en 1977, un bureau du tourisme québécois à Was-
 hington D.C. et qu'un conseiller en tourisme y soit affecté dès que possi-
 ble.

le Greffier du Conseil exécutif
 Louis BERNARD

¹²⁶ Shiro Noda, *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980. La décennie marquante des relations internationales du Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, appendice K.

Le politicologue Shiro Noda, qui a consacré une étude importante à l'évolution de la politique internationale du Québec entre 1970 et 1980, estime plutôt que la vocation touristique de ce bureau était douteuse : « En réalité, le gouvernement Lévesque voulait placer un interlocuteur dans la capitale américaine afin d'établir des contacts directs avec des dirigeants politiques américains ¹²⁷. » Pour que la conseillère spéciale aux affaires nationales américaines puisse exercer ses fonctions au « bureau de tourisme » de Washington, Ottawa mit la condition que ses séjours ne soient que transitoires, ce qui aurait dû m'astreindre à des aller-retour quasi quotidiens entre New York et Washington ou à y résider à l'hôtel. C'est ce que voulait rappeler le ministre des Affaires extérieures du Canada à l'époque, André Ouellet, lorsqu'il déclara publiquement en précisant mon nom que la représentante du Québec n'était qu'un « agent de tourisme » !

[106]

Le Québec, un « agent étranger » en sol américain

Comme si les barrières mises en place par les représentants canadiens à Washington ne suffisaient pas, une loi américaine allait encore restreindre l'action du Québec en donnant à son représentant le statut d'« agent étranger » au service d'une sous-division du Canada. En effet, tous les individus ou groupes d'individus qui ne sont pas citoyens américains et qui travaillent aux États-Unis pour le compte d'un autre gouvernement ou d'un organisme n'ayant pas de bases juridiques aux États-Unis doivent se conformer au Foreign Agents Registration Act, communément appelé le FARA, la Loi d'enregistrement des agents de l'étranger, qui régit ce type d'action ¹²⁸. Cette loi a été adoptée en 1938 pour contrer la propagande allemande aux États-Unis dans la période précédant la Deuxième Guerre mondiale. L'objectif actuel du FARA est de s'assurer que la population américaine et ses dirigeants maîtrisent de façon transparente les sources d'information qui servent à influencer l'opinion, la politique et la législation américaines.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 18.

¹²⁸ « Foreign Agents Registration Act of 1938 », (Pub. L. 89-486), Title 18, Part I, Chapter II, sec. 219.

En travaillant aux États-Unis, tout représentant du gouvernement du Québec est défini comme un agent d'un acteur étranger (agent of a foreign principal), donc comme un agent du Canada. Pourtant, selon la section 6 11. (e) de la loi, le Québec pourrait se qualifier aussi en tant que gouvernement d'un pays étranger, puisque ce terme inclut « tout individu ou groupe d'individus exerçant de facto ou de jure l'autorité politique souveraine sur un pays, ou sur une partie de ce pays, [...] et cela inclut toute sous-division d'un tel groupe d'individus ou d'une agence ayant une autorité souveraine ou qui y assume directement ou indirectement ces fonctions ». Sur le plan juridique, cette clause pourrait donc s'appliquer au gouvernement du Québec, qui assume l'autorité politique sur le territoire québécois à titre de province. Mais, en réalité, le gouvernement du Québec est défini, selon l'interprétation qui est faite par le FARA, comme un « parti politique étranger » (foreign political party), c'est-à-dire [107] « une unité ou un palier d'un gouvernement étranger ayant pour objectif ou étant engagé en partie ou totalement à l'établissement, à l'administration, au contrôle ou à l'acquisition de l'administration et du contrôle du gouvernement d'un pays étranger [ici, le Canada] ou d'une sous-division de celui-ci [ici, le Québec], ou à faire avancer ou influencer les intérêts publics et politiques, les politiques et les relations du gouvernement d'un pays étranger [le Canada] ou d'une sous-division de celui-ci [le Québec] ». Dans les faits, les fonctions de conseillère aux affaires nationales américaines visaient la promotion des intérêts du Québec en tant que « sous-division du gouvernement d'un pays étranger », et non les intérêts de l'ensemble canadien. Malgré cet objectif clair, les actions du Québec étaient considérées comme relevant du Canada et devaient au préalable obtenir l'aval de l'ambassade du Canada, seul interlocuteur reconnu compétent et légitime par les États-Unis.

Pour respecter le FARA, tout « agent étranger » doit s'enregistrer, dans les dix jours suivant son entrée en fonction, auprès du département de la Justice des États-Unis. Cette déclaration d'enregistrement (registration statement) doit, entre autres informations, contenir une description détaillée des activités quotidiennes de l'agent et du groupe ou de l'organisation qu'il représente, la liste des personnes qu'il rencontre, etc., en précisant les activités considérées comme des activités politiques. Cette déclaration doit être renouvelée tous les six mois afin que le Procureur général des États-Unis (Attorney General) puisse faire rapport au Congrès des modalités et des résultats de l'administration de cette loi, ainsi que de la natu-

re, des sources et du contenu de la « propagande politique » (selon l'expression même de la section 621 de la loi) diffusée ou distribuée en territoire américain. En vertu encore une fois des dispositions de cette loi, toute documentation qui fait la promotion des intérêts du Québec doit comporter une déclaration stipulant qu'elle est distribuée au nom du gouvernement du Québec. Les différentes délégations du Québec aux États-Unis se voient donc [108] dans l'obligation de rapporter au département de la justice les activités de leurs représentants, leurs rendez-vous, leurs rencontres, etc. Enfin, le refus de se conformer à cette loi et à ses exigences, ou la violation de celles-ci, pourrait les conduire devant les tribunaux.

Comme les renseignements obtenus grâce à l'application de cette loi sont rendus publics, l'ambassade du Canada bénéficie donc d'une source d'information supplémentaire sur les activités des représentants du Québec. Bénéficiant de l'intérêt que portent les États-Unis au maintien de l'unité canadienne, les représentants du gouvernement canadien ont toute latitude pour exercer leur surveillance, baliser et mieux contrôler l'action du Québec. Mais encore, celle-ci est soumise à bien d'autres modes de contrôle qui prennent la forme directe d'interdits.

La surveillance de l'action

En pleine période référendaire, le gouvernement du Québec, malgré des mesures d'obstruction innombrables, avait quand même décidé d'accentuer sa présence à Washington. Ainsi, sans ignorer l'exigence d'Ottawa de rattacher les fonctions de conseillère aux affaires nationales à la délégation de New York, le gouvernement du Québec décidait d'installer en son nom propre une résidence officielle dans la capitale fédérale, ce qui allait à l'encontre du point de vue d'Ottawa qui se considère comme le seul gouvernement du Canada à avoir droit de résidence à Washington.

À l'hiver 1995, le gouvernement du Québec avait décidé que l'agenda souverainiste exigeait que la conseillère aux affaires nationales américaines exerce ses fonctions à Washington et dispose d'une résidence qui aurait les attributions d'une représentation diplomatique. Le subterfuge utilisé par Québec était simple : le bail de location serait signé par le gouvernement et l'adresse civique de la conseillère,

tel que le voulait Ottawa, continuerait d'être celle de [109] New York, où, à partir de janvier 1995, j'étais priée par Québec de séjourner de temps en temps, chaque fois que je sentirais peser sur mes activités dans la capitale le regard trop lourd du Canada!

Le reste du temps, ma résidence serait celle du gouvernement du Québec à Washington, située dans le Kennedy Warren, immeuble victorien de la Connecticut Avenue. Cet appartement de fonction était situé au dernier étage ; son immense *bay window* surplombait les boisés du Rock Creek Park qui longeait le Potomac. Sa terrasse donnait au-dessus du parc et favorisait les conversations à l'occasion d'un dîner ou d'une réception. L'appartement disposait d'une entrée de service et d'une sortie de secours savamment dissimulées pour permettre au personnel, cuisinier, maître d'hôtel, etc. d'apparaître et de disparaître discrètement.

Mais l'appartement se caractérisait aussi par de nombreuses fenêtres et portes, ouvertures facilement accessibles par le toit, qui pouvaient tenter tous les intrus, voleurs de biens ou voleurs d'information! Les activités de représentation du Québec étant contestées par le Canada et mal vues par les États-Unis, les informations qui s'y rapportaient pouvaient faire l'objet de convoitises. Conscient de cette réalité, Québec dépêcha à Washington une équipe de techniciens en protection et en sécurité appartenant à un service spécialisé de la Sûreté du Québec. De l'alarme sous l'oreiller à l'avertisseur qui se déclencherait au moindre mouvement nocturne sur la terrasse, rien ne fut épargné pour protéger ces lieux. Toutes ces précautions ne faisaient qu'accentuer l'absurdité de l'écart entre des activités légitimes et les interdits politiques qui pesaient sur elles. Les multiples formes d'intimidation et de contrôle qui compliquaient ces activités étaient sans commune mesure avec les moyens mis en oeuvre pour les exercer. Je rappellerai seulement, parmi tant d'autres tentatives de déstabilisation, ce coup de téléphone reçu à la résidence toutes les trente minutes au cours de la journée et de la soirée pendant des semaines, une voix répétant la même demande de rendez-vous avec un mystérieux personnage, [110] message dont aucun décodeur n'a jamais pu établir l'origine... La représentante du Québec n'était pas autorisée à habiter à Washington, sa résidence était surveillée et sa tranquillité, proscrite. Le mystérieux message avait sans doute pour but de perturber ma confiance.

« Québec Office of Tourism, bonjour! »

La décision du ministre des Relations internationales de l'époque, Bernard Landry, d'utiliser le bureau de tourisme de Washington comme occasion d'une action de représentation du Québec semble avoir été connue d'Ottawa, bien avant qu'elle ne soit mise en œuvre. Les murs ont des oreilles et on peut constater qu'Ottawa était informé des intentions du Québec dès leur première élaboration. Ce travail devait donc s'effectuer à partir du petit « bureau de tourisme » dans des locaux loués depuis plusieurs années à une firme d'avocats qui avait reçu le mandat de défendre les intérêts commerciaux du gouvernement. Ce locateur américain, intéressé de près aux affaires canadiennes et québécoises, était bien placé pour flairer les changements politiques qui risquaient d'affecter le bureau de tourisme du Québec à Washington. Coïncidence : peu de temps avant l'élection du gouvernement du Parti Québécois en 1994, le locateur invoqua la nécessité de déplacer les locaux du Québec ailleurs à l'intérieur de l'immeuble et de refaire les divisions, ce qui impliquait d'ouvrir les murs afin d'installer de nouveaux circuits électriques. Quoi qu'on en pense, le bureau du Québec à Washington était installé dans une cage de verre !

La responsable de l'accueil avait reçu depuis longtemps la directive de Québec de répondre au téléphone en disant « Québec Office of Tourism », à quoi elle ajoutait un « bonjour » marqué d'un joli accent anglais qui voulait souligner le trait francophone de cette représentation. Quelques mois après mon arrivée, j'obtins du sous-ministre en titre, Robert Normand, l'autorisation de répondre tout simplement : [111] « Bureau du Québec, bonjour » et de laisser tomber la référence au tourisme! Une semaine plus tard, je reçus un appel d'un adjoint du sous-ministre chargé des relations avec les États-Unis qui ne cachait pas sa colère. Selon lui, cette nouvelle formule d'accueil ne pouvait que déplaire à l'ambassade canadienne et indisposer les États-Unis. Il fallait sans tarder revenir à la formule antérieure! La crainte des réactions fédérales et les divisions internes du ministère des Relations internationales conditionnaient toute l'activité de représentation.

Officiellement, ce Bureau n'était pas autorisé à servir à des activités politiques. Lieu d'accueil sporadique de la conseillère lors de rencontres tolérées par

l'ambassade, ces locaux de la 19th Street, non loin de Dupont Circle, hébergeaient, outre la conseillère aux affaires nationales américaines lors de ses passages dans la capitale, un conseiller en tourisme détaché de la délégation de New York, une secrétaire administrative et un technicien en information, titre qui avait paru acceptable à Ottawa pour autoriser l'ouverture d'un poste supplémentaire destiné à une personne recrutée localement mais en provenance du Québec. En réalité, ce technicien jouait sous ma direction un rôle d'attaché politique.

L'observation de cette petite équipe occupait à temps plein plusieurs Américains et Canadiens, qui devaient contrôler les activités du Québec et filtrer l'information qui les accompagnait. Dans un premier temps cependant, tout juste après une élection à la légitimité incontestable, il était trop tôt pour que se manifeste l'arsenal de mesures auxquelles on fera appel plus tard. Les procédures d'intimidation, l'effectif chantage au retrait du « visa vert », la manipulation des médias pour faire déraiser l'action, bref, la série de tactiques utilisées par les États-Unis et par le Canada pour servir leurs intérêts. La désinformation portait sur quatre cibles : la situation politique du Québec, les intentions des souverainistes, les activités de la représentante et celles du bureau du Québec. Cette désinformation était orchestrée aussi bien par des consultants américains que par des agents fédéraux, à [112] l'adresse de différents milieux québécois ainsi qu'aux autorités des trois gouvernements concernés, et elle allait en effet faire partie des principaux moyens de quadrillage ou de contrôle de cette action, dans un plan plus général de dissuasion et d'intervention des États-Unis pour freiner le projet québécois.

Dans l'œil du State Department

Afin de ne pas heurter directement le gouvernement du Québec ni d'envenimer une relation qu'ils voulaient préserver au moins en apparence, les autorités américaines ont assigné le contrôle officiel des activités de la représentante du Québec à une personne de commerce agréable, bavarde et de style fort peu diplomatique, Lynne Lambert, une fonctionnaire d'une quarantaine d'années, qui était titulaire du Canada Desk à Foggy Bottom (surnom donné au Département d'État dans l'argot politique de Washington). Sans oublier certaines des réserves que lui imposaient ses fonctions, elle les exerçait en jouant à la « bonne copine ». Elle ne

s'encomrait pas de scrupules quand elle laissait couler des rumeurs concernant le Québec, entendues, me disait-elle, du côté de l'ambassade. Elle laissait toujours percer une pointe de sympathie à l'endroit du sort injuste qui m'était fait.

Les risques calculés que prenait cette interlocutrice ne pouvaient être mis au compte de l'incompétence, comme certains conseillers du gouvernement étaient tentés de le faire. Bien au contraire, Lynne Lambert disposait de tous les atouts qu'il fallait en de pareilles circonstances. Sa désinvolture laissait croire à la neutralité bienveillante du gouvernement qu'elle représentait. En brouillant les pistes, comme surent si bien le faire la plupart des consuls généraux américains nommés à Québec depuis René Lévesque, Lynne Lambert tentait de faire illusion et de me faire oublier les positions véritables arrêtées par le noyau dur du gouvernement américain, le Conseil national de sécurité (National [113] Security Council). Mais son statut laisse supposer qu'elle était bien informée...

Ainsi, un jour où sa sympathie était particulièrement en mal d'épanchement, elle me confia avec la plus grande compassion qu'elle craignait que je me lasse du « petit chien qui courait sans cesse à mes trousses ». Quelques situations pour le moins surprenantes avaient pu en effet me laisser soupçonner que l'un ou plusieurs des services secrets canadiens et américains suivaient mes déplacements. À Québec, cette révélation n'étonna guère ceux qui avaient fait protéger la résidence et le bureau de tourisme. Ainsi, sans que j'aie à le demander, cette « bonne copine » me confirma que les conseils qu'étaient venus me dispenser à Washington pour ma protection les envoyés de la Sûreté du Québec étaient bel et bien justifiés.

Lynne Lambert a incarné, pendant cette période, l'amitié que nous portent les États-Unis, affable dans ses dispositions et apparemment neutre. Ses confidences lui permirent de se rapprocher du Québec, juste assez pour masquer ses intentions véritables, mais déjà trop pour ne pas inquiéter l'ambassade. C'est ce qu'elle se plaisait à raconter après avoir assisté à un dîner officiel que j'avais offert à la résidence du Québec à l'occasion de la visite à Washington du vice-premier ministre, Bernard Landry, en l'absence de tout représentant de l'ambassade. Mais elle avait vite rassuré ses interlocuteurs canadiens en leur rappelant que la présence à ce dîner de la « représentante du Département d'État » compensait bien l'absence d'un diplomate de l'ambassade canadienne!

Le contrôle de « l'État accréditaire »!

L'application de la Convention de Vienne, comme on l'a vu plus haut, servait à contenir l'action du Québec. « La représentante du Québec est priée de se faire accompagner d'un conseiller de l'ambassade dans ses démarches auprès de l'Administration américaine » me précisait l'ambassadeur [114] canadien, Raymond Chrétien, lors d'un premier entretien à son bureau, en novembre 1994. Cet entretien semblait improvisé, mais il n'en était rien. Avant mon départ du Québec au mois d'octobre précédent, Jean-François Lisée m'avait indiqué que, pour des raisons protocolaires, l'ambassadeur canadien ne me recevrait pas. Afin d'officialiser ma présence, je devrais me présenter auprès d'un responsable des affaires politiques. En début de mandat, j'avais donc demandé une rencontre avec le représentant du fédéral aux affaires publiques, le ministre John Higgsbottom. C'est l'ambassadeur qui me reçut. Il avait des directives importantes à me communiquer. La liberté de circulation de la représentante du Québec n'était tolérée qu'au Congrès. Elle était astreinte à une interdiction de résidence à Washington où le gouvernement fédéral l'autorisait seulement à transiter, à l'occasion, pour des rendez-vous planifiés à l'avance et surveillés. Le Bureau du Québec à Washington avait une mission exclusivement touristique. La représentante du Québec se voyait interdire toute activité diplomatique et tout contact avec l'administration américaine sans être accompagnée d'un représentant de l'ambassade. Pour veiller aux intérêts du Québec à Washington, l'ambassade du Canada faisait l'affaire! Et, parmi le personnel de l'ambassade, Barbara Uteck, chargée par Ottawa des relations avec le Québec, serait mon ange gardien.

Mon rôle, devant l'ambassadeur, n'était pas d'approuver ou de contester ces mises en garde formulées sous la menace implicite du retrait de mon accréditation. Je pris bonne note des volontés de mon interlocuteur et je lui dis que j'en référerais au gouvernement que je représentais. La rencontre avec Raymond Chrétien avait eu lieu sans témoin et, alors qu'elle semblait improvisée, elle avait tout d'une mise en scène. Le simple fait que j'avais accepté de l'entendre formuler ses mises en garde serait présenté aux médias comme un acquiescement de la repré-

sentante du Québec aux exigences d'Ottawa. Les premières mailles du filet étaient tissées.

En effet, le jour même, lors d'une réception offerte par l'ambassade à l'occasion du congrès de l'American Council [115] for Québec Studies, Raymond Chré-tien déclarait, devant les caméras de Radio-Canada, que les relations entre le Québec et le Canada dans la capitale américaine devraient se dérouler en toute harmonie, puisque la représentante du Québec l'avait assuré de sa collaboration! Après cette déclaration, les médias télévisés tentèrent de m'arracher un commentaire, ce qui m'était interdit par Québec. Devant mon refus de répondre à la reporter de Radio-Canada, Julie Miville-Dechéne, l'ambassadeur s'approcha de moi pour fournir aux caméras les images susceptibles d'illustrer ses déclarations de bonne entente. Non seulement Ottawa souhaitait-il contrôler les activités du Québec, mais il tentait en plus de faire croire publiquement au consentement de celui-ci à ses exigences. Compte tenu du statut d'agent du Canada qui avait été attribué au Québec, celui-ci se voyait dans l'impossibilité devant cette manoeuvre de manifester ouvertement son opposition, de peur de provoquer un affrontement qui déplairait aux États-Unis. La situation créée par le Canada faisait l'effet d'un double verrou pour le Québec. Elle limitait son action à la fois dans l'intérêt du Canada, mais aussi dans celui des États-Unis. Rien n'avait été laissé au hasard. L'invitation à rencontrer l'ambassadeur à son bureau avait été planifiée pour donner, le jour même, quelques heures plus tard, par une manipulation orchestrée avec les médias, un caractère officiel au contrôle du gouvernement fédéral. Les responsables de l'action du Québec étaient paralysés par l'attente du visa vert ou par la crainte d'un refus d'accréditation de la part d'Ottawa, comme ils resteront tétanisés, plus tard, dans la crainte perpétuelle de son retrait.

Mais cette série d'interdictions ne réussit pas complètement à empêcher l'action du Québec. 'équipe que je formais avec Étienne Laurent, un ancien étudiant de science politique de l'Université du Québec à Montréal, s'activait pour compenser par l'intensité de ses efforts l'absence d'une véritable délégation. Notre agenda était chargé, nous multiplions les rencontres officielles avec des membres du Congrès. Des contacts s'établissaient petit à petit avec les [116] milieux américains concernés par l'hypothèse référendaire. Ces succès contrariaient au plus haut point les adversaires du projet québécois. Il leur fallait donc utiliser d'autres moyens pour contrôler notre action. Ils choisirent d'y mettre fin.

Le Canada fit appel à une méthode qui lui permettrait d'éviter de susciter des éclats de l'opinion publique et de favoriser par contre-coup la souveraineté. C'est à l'occasion de la visite officielle du vice-premier ministre et ministre des Relations internationales du Québec, Bernard Landry, à Washington, en mai 1995, qu'Ottawa réussit à se faire persuasif. Le dernier jour, une visite de courtoisie à l'ambassade avait été prévue dans le plus bel esprit protocolaire entre le représentant d'une province et le représentant du gouvernement fédéral du même pays. Bernard Landry avait accepté de bonne grâce cette invitation de Raymond Chrétien, dans la place forte de celui-ci, à l'ambassade, face à la Maison Blanche, au 501 Pennsylvania Avenue.

Quelques jours auparavant, l'ambassadeur canadien m'avait fait savoir par Barbara Uteck qu'il souhaitait rencontrer Bernard Landry en tête-à-tête, sans témoin, c'est-à-dire sans la présence de la conseillère aux affaires nationales. Cette demande rompait avec la convention qui veut que le diplomate en poste accompagne les officiels de son gouvernement dans toute rencontre qui se déroule sur le territoire auquel il est affecté. Cette pratique a pour but de légitimer la présence du diplomate dans le pays où il est affecté et de faciliter ses relations par la suite avec les personnalités rencontrées. Bernard Landry se rendit à la demande de Raymond Chrétien, car lui aussi avait quelques commentaires à formuler à l'ambassadeur et ce tête-à-tête lui permettrait de le faire en toute franchise et discrétion. À la sortie de l'entretien, les deux hommes se joignirent à une rencontre avec leurs conseillers au cours de laquelle on rappela dans la plus grande cordialité les intérêts commerciaux partagés entre le Canada et le Québec.

Peu de temps après cette visite, Bernard Landry me demandait d'accepter le poste de déléguée du Québec en [117] Nouvelle-Angleterre, qui serait sous peu laissé vacant par le départ inattendu de Pierre Nadeau. Et c'est ainsi que le Québec a été amené, quelques mois avant le référendum de 1995, à mettre fin à sa représentation diplomatique à Washington. Le Bureau du Québec redevenait le bureau de tourisme toléré par Ottawa. Le Canada et les États-Unis avaient atteint leur but : éliminer la présence du Québec dans la capitale américaine. Le départ impromptu de Pierre Nadeau comme délégué à Boston offrait une occasion propice au ministre des Relations internationales qui n'avait pas d'autre choix, dans ces circonstances préréférendaires, que d'apaiser Washington. Sans souveraineté et sans rapport de force suffisant, le Québec devait se soumettre à l'application de la

Convention de Vienne telle que l'interprétaient les États-Unis. Le poste de conseiller aux affaires nationales américaines redevint une fonction de veille et d'observation de la scène politique américaine. Le fonctionnaire affecté à ce poste fut chargé du *monitoring* et de la préparation de dossiers d'information pour le ministère et il dut s'interdire toute visibilité.

Par quel moyen le Canada avait-il réussi à obtenir ce résultat? Les explications provenant de sources aussi bien fédérales que québécoises confirment la même analyse. Ottawa a obtenu que le Québec mette fin de lui-même à sa présence politique à Washington, en lui faisant comprendre qu'il valait mieux *ne pas contrarier l'allié américain*.

Les États-Unis et le Canada avaient mis en place ensemble un filet efficace pour quadriller la présence du Québec dans la capitale nationale américaine. L'application de la Convention de Vienne et du FARA, l'interdit de résidence dans la capitale, la limitation des activités du bureau à la promotion du tourisme, la surveillance des activités politiques, la complicité orchestrée avec certains médias, le blocage des initiatives, le brouillage des pistes concernant les gains du Québec par l'usage amplifié de fausses rumeurs, le dénigrement des personnes, le filtrage de l'information, toutes ces mesures de cadrage de l'action du Québec servaient à limiter son efficacité et à masquer sa légitimité. [118] Comme on le verra plus loin, elles furent habilement accompagnées d'activités servant à « brouiller » le sens des objectifs du Québec et ses résultats.

[119]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre IV

D'autres formes effectives de l'interventionnisme américain : le brouillage de l'action.

[Retour à la table des matières](#)

Tout en essayant d'empêcher la représentation du Québec à Washington, les États-Unis tentaient, avec le Canada, de *brouiller* plus largement le sens des objectifs que poursuivait le gouvernement québécois et des actions qu'il entreprenait. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts, dès la victoire péquiste de 1994, en utilisant, entre autres, des forums semi-privés. Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington, un prestigieux *think tank* et lieu privilégié de diffusion de la position canadienne, fut mis à contribution comme il l'avait été à maintes reprises auparavant. Même s'il lui est arrivé d'accueillir des représentants du gouvernement du Parti Québécois, comme la ministre Louise Beaudoin, le CSIS n'a cessé de fournir une information déformée et ambiguë sur le Québec et qui allait dans le sens des intérêts américains et canadiens. J'avais été invitée à ce forum en 1992, à l'occasion d'un débat qui avait précédé le référendum pancanadien sur l'accord de Charlottetown ¹²⁹. Au lendemain de l'élection du Parti Qué-

¹²⁹ *Le Devoir* avait titré, au lendemain de mon intervention, «Le PQ accuse l'ambassadeur canadien de manquer de respect envers le Québec», 6 octobre 1992, p. A7.

bécois, en 1994, les circonstances étaient plus graves encore. Les sondages avaient annoncé cette victoire et, par conséquent, on prévoyait la tenue d'un référendum sur la souveraineté. Les États-Unis et le Canada [120] risquaient gros si jamais les résultats de ce référendum étaient favorables à la souveraineté. C'est pourquoi les cercles familiers des affaires canado-américaines s'étaient préparés à devenir de toute urgence le foyer d'interventions concertées.

La campagne de désinformation et de dissuasion jugée nécessaire par les *public opinion makers* fut lancée dans la capitale américaine le 19 septembre 1994, soit seulement sept jours après l'élection du gouvernement du Parti Québécois. L'événement qui devait tenir lieu de lancement avait été planifié bien avant. Les perspectives annoncées par les sondages avaient incité les stratèges américains à envoyer leurs invitations avant l'élection. Ils frappèrent fort.

Les cartons d'invitation distribués par le CSIS portaient l'inscription suivante : « Vous êtes cordialement invité à assister à une conférence publique du Grand Chef Matthew Coon Come du Grand Conseil des Cris du Québec sur "La sécession du Québec du Canada et les statuts et droits des peuples autochtones" qui aura lieu le lundi 19 septembre 1994 ¹³⁰. » La question autochtone avait été choisie comme premier thème d'une campagne qui viserait à ternir la réputation du Québec aux États-Unis et, par ses retombées dans les médias québécois, à tenter de dissuader les Québécois d'approuver le projet de la souveraineté.

Un spécialiste en études stratégiques, Hervé Couteau-Bégarie, définit ainsi la dissuasion : « La dissuasion est la prévention de l'action par peur des conséquences [...], un état d'esprit résultant de l'existence d'une menace crédible de réaction inacceptable. Elle a pour but d'amener l'adversaire à renoncer à agir [...]. [L]e résultat recherché est négatif : il n'a pas de contrainte positive, mais simplement une incitation à ne pas agir ¹³¹. » Cette définition s'applique tout à fait à la tactique choisie par les Américains durant cette période préréférendaire. La dissuasion constitue une forme d'intervention.

Lors de l'événement, Matthew Coon Come, accompagné de ses conseillers fédéraux, utilisa deux thèmes chers [121] aux Américains pour discréditer le projet

¹³⁰ «You are cordially invited to attend "Quebec's Secession from Canada and the Status and Rights of Aboriginal Peoples", a public address by Grand Chief Matthew Coon Come of the Grand Council of the Crees of Québec to take place on Monday, September 19, 1994.»

¹³¹ Hervé Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*, 2^e édition, Paris, Economica, 1999, p. 426-427.

de souveraineté. Il aborda d'abord la question délicate de l'intégrité du territoire québécois. On se rappellera, comme plusieurs études l'ont montré que, selon les conseillers américains, les États-Unis auraient un prétexte idéal pour intervenir dans le débat constitutionnel canadien dans le cas d'une *menace à l'intégrité du territoire québécois*. On sait aussi que des groupes des deux principales communautés opposées à la souveraineté, certains groupes autochtones et certains regroupements anglophones, ont menacé le Québec en 1995 de revendiquer des portions de son territoire, projet appelé « partition ». Or, le droit international exige qu'en cas de sécession, un État soit capable d'assurer le plein contrôle et la protection de son territoire pour obtenir la reconnaissance internationale. Le grand chef cri utilisa donc cette tribune américaine pour annoncer que son peuple revendiquerait de conserver son territoire à la suite d'une majorité favorable à la souveraineté. Il alla même plus loin. « Coon Come réclame pour les autochtones du Québec la protection des États-Unis », titrait *Le Devoir* au lendemain de cette conférence, le 20 septembre 1994.

Coon Come brandit ensuite un autre argument qui suivait la même logique de dissuasion. Justifiant à nouveau l'intervention éventuelle des Américains, il évoqua la violence possible que pourrait susciter le refus des autochtones d'accepter la souveraineté. « Coon Come dit craindre que les souverainistes n'emploient la force contre les autochtones si ceux-ci refusent de faire partie d'un Québec indépendant », rapportait *Le Devoir*. Au lendemain de la conférence du grand chef cri, le *Financial Post*, plus explicite, titrait ainsi son compte rendu : « Le chef des Cris décrie le PQ aux USA » (« *Cree chief decries PQ in US* »)! Et, invoquant un dernier motif d'intervention des États-Unis, le quotidien citait Coon Come : « La fondation même d'un Québec indépendant à travers le processus que décrit le PQ entraînera la violation de nos *droits humains élémentaires et de nos libertés fondamentales* ¹³². » Les trois arguments préventifs justifiant [122] l'intervention des États-Unis se retrouvaient dans le discours de Coon Come. la défense de l'intégrité du territoire, les risques de violence et la protection des droits des minorités. Non seulement ces arguments avaient-ils été invoqués, mais cette intervention

¹³² «The very establishment of an independent Quebec through the process the PQ describes will entail violations of our basic human rights and fundamental freedoms.» The *Financial Post*, 20 septembre 1994, p. 8. C'est moi qui souligne.

anticipée des États-Unis était déjà présentée comme légitime par des représentants de la minorité autochtone qui déclaraient se sentir menacés.

La thèse de l'ethnisme québécois

Le 18 novembre suivant, c'est au cours d'une réunion de l'American Council for Quebec Studies, à Washington, que Matthew Coon Come fut invité à s'exprimer devant un auditoire de deux cent cinquante universitaires américains. Cette fois, son point de vue ne fut pas le seul exposé, quoique les arguments nuancés de la ministre du Tourisme représentant le gouvernement du Québec, Rita Dionne-Marsolais, eurent peu d'effet à côté des pleurs du chef autochtone qui qualifiait les souverainistes de racistes : « Qu'est-ce qui constitue la plus grande menace pour le monde aujourd'hui : les insurrections présumées des peuples indigènes, ou le nationalisme ethnique et les luttes sécessionnistes? » demanda-t-il. Le mot était lancé : le nationalisme québécois était un nationalisme *ethnique*, c'est-à-dire fermé et réservé à un seul groupe défini par sa langue et sa culture et excluant tous les autres. Ce postulat permettait à Coon Come d'ajouter : « Le plus grand obstacle à la souveraineté du Québec, ce sont les droits des peuples autochtones ¹³³. »

Au cours de l'année 2002, le gouvernement du Québec, démontrant l'inanité de ce chantage, signait avec le chef des Cris du Québec la Paix des Braves, une entente susceptible d'effacer toute crainte de non-respect des droits ancestraux des autochtones en territoire québécois. Sous double juridiction, le gouvernement fédéral continue de refuser la reconnaissance des droits ancestraux accordés par le Québec et interdits par la tutelle fédérale. Le spécialiste en questions [123] autochtones Rémi Savard a commenté la reconnaissance de ces droits en disant : « Le Québec a rompu avec la politique d'extinction de quelque droit ancestral que ce soit, incluant le titre foncier indien. Si tel est le cas, on pourra vraiment parler de traités modernes ¹³⁴. » L'image du Québec aux États-Unis sera-t-elle désormais corrigée par les divers *think tanks* qui s'intéressent à l'avenir du Québec?

¹³³ *Le Devoir*, 18 novembre 1994, p. A1.

¹³⁴ Rémi Savard, *Spirale*, janvier-février 2003, n° 188, p. 10 et 11.

La thèse de *l'ethnicisme* du mouvement national du Québec, évoquée par Coon Come, est au fondement des argumentaires américain et canadien-anglais. Comme on l'a vu plus haut, Charles Doran reprenait ce thème en opposant l'« ethnicisme » du projet souverainiste au pluralisme démocratique qui caractériserait les rapports sociopolitiques en Amérique du Nord, cette « cité sur la colline ».

Un reportage présenté en 2002 à la chaîne de télévision Historia, intitulé « Nettoyage ethnique », démontre comment l'utilisation de ce thème par une firme de relations publiques de Washington a donné d'excellents résultats dans la promotion de la cause des Bosniaques contre les Serbes. Point nécessaire que l'argument soit fondé, ce qui compte c'est que l'image utilisée frappe fort et qu'elle ait un écho prolongé (dans ce cas d'ailleurs, comme l'ont montré plus tard les poursuites de la Cour pénale internationale, ceux qui utilisèrent cette accusation étaient, eux aussi, coupables d'exactions à l'endroit de ceux qu'ils accusaient). *Le Devoir* a rapporté que cette expression, utilisée contre les Serbes et en faveur des Bosniaques, « a fait son chemin, dans les médias, au Département d'État, et finalement dans la bouche du président Bush père ». L'expression « nettoyage ethnique » avait déjà eu un impact important sur l'opinion publique américaine au début de la Deuxième Guerre mondiale. Le lobbyiste américain Harff n'a fait que l'actualiser. En favorisant l'usage de cette expression, son auteur « a aidé les Bosniaques à défendre leur cause dans l'opinion publique et il a fortement contribué à définir le caractère tranché du conflit, l'image des Serbes étant définitivement fixée comme étant celle du méchant ». Selon l'habile artisan de cette campagne [124] médiatique, il fallait entamer l'image des Serbes car il était « impératif que les Bosniaques gagnent la guerre des relations publiques ¹³⁵ ».

Sur une autre scène, Alain Finkielkraut témoigne de l'usage déformant du thème de l'ethnicité du Québec dans les médias allemands. « "Un parfum de Sarajevo flotte au dessus de la ville cosmopolite de Montréal" pouvait-on lire dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* », rapporte l'écrivain français. « Même son de cloche dans la *Suddeutsche Zeitung*. La presse de gauche et celle de droite sont

¹³⁵ *Le Devoir*, 8 avril 2002, p. B 7.

d'accord pour dire qu'il se déroule au Canada une guerre des Balkans feutrée, avec, dans le rôle des Serbes, les souverainistes québécois ¹³⁶. »

L'accusation d'ethnisme à l'endroit du mouvement souverainiste lui enlève d'emblée tout crédit. Les Québécois sont présentés comme les « méchants » qui ne respectent pas les droits des minorités, qu'il s'agisse des autochtones ou des anglophones. Dans la mesure, de plus, où ce sont les États-Unis qui servent de lieu de diffusion de cette désinformation, ces positions prennent une dimension plus grande par l'écho qu'elles reçoivent, non seulement auprès de l'opinion publique américaine, mais aussi, à l'aide des agences internationales, auprès de l'opinion mondiale. La thèse de l'ethnisme du mouvement souverainiste s'inscrit dans un contexte idéologique plus large, dans cette volonté des États-Unis d'étendre un pouvoir qui incarne une conception exclusive de la démocratie libérale, en laissant seules jouer les forces d'un marché de plus en plus large face auquel les différences nationales et le rôle de l'État apparaissent comme des entraves.

Un mois plus tard, le 12 décembre 1994, le Council on Foreign Relations de New York, en collaboration avec le Council of the Americas, organisait un déjeuner-causerie où l'orateur était le premier ministre Jacques Parizeau. L'événement promettait, il pourrait permettre aux Américains de mieux comprendre les orientations politiques du Québec en annonçant « Un dialogue avec le nouveau premier ministre du Québec sur le présent et sur l'avenir » (« *A Dialogue with the [125] New Quebec Prime Minister about the Present and the Future* »). La télévision canadienne jouerait aussi un rôle majeur dans la diffusion, le soir même, d'un reportage sur l'événement et sur l'écho qu'il aurait auprès de l'auditoire new-yorkais. Près de 150 personnes accordèrent une oreille attentive aux propos du premier ministre qui portèrent très largement sur l'économie. C'est au beau milieu de ce que René Lévesque avait qualifié en 1977 de « cinquième colonne anglo-canadienne à New York » que se déroulait la scène ¹³⁷.

¹³⁶ Alain Finkielkraut, *L'ingratitude. Conversation sur notre temps*, Paris, Gallimard, 1999, p. 107-108.

¹³⁷ René Lévesque avait désigné comme « cinquième colonne » « de très nombreux Canadiens anglophones de Montréal, d'Ottawa ou de Toronto qui font carrière là-bas [à New York] [...] ce qui ne les empêche pas de garder aussi bien leurs idées que leurs préjugés les plus solides sur le Québec et le Canada ». (Transcription intégrale de la conférence de presse de M. René Lévesque, le 27 janvier 1977, p. 8 et 9, citée par Shiro Noda, *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980. La décennie marquante des relations internationales du Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 18 et 3.) Shiro Noda rapporte que, « au

À la fin du déjeuner, au moment où les convives s'apprêtaient à quitter la salle, le scénario préparé par la télévision de Radio-Canada était mis en oeuvre. La journaliste Julie Miville-Dechéne entra en scène immédiatement, elle se trouvait comme par hasard près de l'interlocuteur américain qui allait distiller, à l'intention des téléspectateurs canadiens et québécois, le commentaire que l'on voulait faire passer. Le personnage en question, l'ex-ambassadeur des États-Unis Leonard, ne s'embarrassa d'aucune nuance : il qualifia le projet québécois de *tribalisme*. Devant des auditoires d'élite, Matthew Coon Come n'avait pas osé aller aussi loin. Mais à l'intention des spectateurs de la télévision canadienne, le message devait frapper plus fort. Personne ne pourrait l'oublier.

Il m'a semblé important de faire enquête, au lendemain de l'événement, sur l'identité de cet étrange porte-parole américain. Certes, l'ambassadeur avait parlé comme un observateur parmi d'autres, si l'on peut dire. Mais dans le contexte pré-référendaire, l'avis d'un personnage officiel comme un ambassadeur américain avait plus d'effet que celui d'un commentateur ordinaire. Alors, qui était donc l'ambassadeur Leonard ?

Première découverte, en remontant jusqu'à la liste des participants à ce déjeuner, j'appris que cet ex-ambassadeur s'était déplacé de Washington pour assister à la conférence de Jacques Parizeau. Mais à la suggestion de qui ? Son commentaire avait-il été préparé ? Se trouvait-il par hasard non loin de la journaliste au moment de son reportage ou l'avait-il [126] rencontrée ailleurs auparavant ? Était-il déjà prêt à lui donner sa réponse ? Le fait que l'ambassadeur Leonard appartenait à une ONG américaine, appelée LAWS, dont le champ d'action concernait les questions de sécurité, donne à penser qu'il ne s'agit pas ici d'un pur hasard.

LAWS, Lawyers Alliance for World Security, est une ONG de réputation internationale. Depuis 1992, LAWS s'est associée au Committee for National Security (CNS), une autre prestigieuse ONG américaine, ce qui lui vaut un statut élevé au sein des organisations préoccupées par le contrôle des armements (*arms control*). Le programme de ces deux organisations est ainsi décrit : « Aider les États-Unis à venir à bout des nouvelles menaces de l'après-guerre froide comme

cours de sa conférence, Lévesque décrit une image déformée du Québec, propagée auprès du public américain par des Canadiens anglais postés aux États-Unis» (*Ibid.*). Si les choses ont quelque peu évolué et si le public réuni par l'Americas Society comprenait une majorité d'Américains d'origine, la présence canadienne était notable.

le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive [...]. Le CNS s'occupe en priorité à *modeler l'opinion nationale* en faveur d'une politique de contrôle des armements qui améliorerait la sécurité des États-Unis et la sécurité internationale ¹³⁸. »

Affectée à la couverture des relations canado-américaines, Julie Miville-Dechêne occupait à Washington un poste clé au service de l'information télévisée de Radio-Canada. Ses messages ont joué un grand rôle dans le bras de fer entre le gouvernement fédéral et celui du Québec à propos de la représentation du Québec à Washington. J'avais goûté à sa médecine dès mes premiers pas à Washington, en novembre 1994, lorsqu'elle avait servi la cause de l'ambassadeur Raymond Chrétien, qui tentait, grâce à une mise en scène orchestrée avec la journaliste, de faire passer pour un acquiescement le silence que m'imposait le manque de la *green card*.

Aucun de ses reportages sur la présence du Québec à Washington, diffusés aux nouvelles du soir, n'échappait à la grille tendancieuse qui brouillait ses propos. Son rôle ne consistait pas seulement à informer l'auditoire canadien de la situation controversée qui entourait la présence québécoise dans la capitale américaine. À la fin de son reportage, elle rappelait les anciennes sympathies marxistes de la représentante [127] du Québec, comme si cette révélation éclairait les faits qu'elle rapportait. Plus tard, au moment où je dus relever le défi de remplacer Pierre Nadeau, elle s'arrangea, dans la même veine, pour détourner l'attention des démarches de l'ambassadeur Chrétien pour mettre fin à mon activité à Washington, en laissant planer l'idée qu'un manque de compétence expliquerait mon remplacement par un fonctionnaire au Bureau du tourisme de Washington. « Marxiste et incompetente », tels étaient les attributs de la représentante du Québec, susceptibles d'affaiblir la perception de son action et de justifier le retrait souhaité par Ottawa. La Société Radio-Canada a ainsi joué pleinement son rôle de désinformation, au service des intérêts politiques canadiens et américains, et non pas de saine information à laquelle les citoyens auraient été en droit de s'attendre de la part d'un service public.

¹³⁸ « *Helping the United States to cope with the new post-Cold war threats such as international terrorism and proliferation of weapons of mass destruction [...] the Committee for National Security is focused primarily on building a domestic constituency to influence arms control policy to enhance US and international security* ». LAWS, «History», Washington, D.C., <http://www.lawscns.org/about/history.html>. C'est moi qui souligne.

J'ai eu confirmation des affinités politiques de la journaliste peu de temps avant de quitter Washington. Alors que Raymond Chrétien refusait de participer, le 24 juin, à la célébration de la fête nationale à la résidence officielle du Québec, en présence d'autres ambassadeurs, comme celui de France, Jacques Andréani, c'est chez la journaliste Julie Miville-Dechéne qu'il célébra la Saint-Jean, à la réception qu'elle offrit pour l'occasion!

L'action de l'ambassadeur Blanchard

Après les événements organisés par le Center for Strategic and International Studies, par l'American Council for Quebec Studies, par le Council on Foreign Relations et par tant d'autres organisations à travers le territoire américain, l'action de l'ambassadeur des États-Unis au Canada, James Blanchard, vient mettre en lumière le souci d'intervention habile et à peine visible des États-Unis. Dans son ouvrage *Behind the Embassy Door*, il expose ses propres démarches d'octobre 1995 pour obtenir du secrétaire d'État américain, [128] Warren Christopher, une déclaration favorable à l'unité canadienne qui aurait pour effet d'influencer l'opinion publique du Québec et de contribuer au rejet de l'option souverainiste. Les démarches de la représentante du Québec à Washington auprès des membres du Congrès représentant des États voisins lui faisaient craindre que le Québec n'obtienne un appui public à sa cause ¹³⁹.

L'insistance de l'ambassadeur auprès du Conseil national de sécurité n'a pas été vaine. Le 18 octobre 1995, le secrétaire d'État américain exprima clairement ses réserves devant la presse : « je pense qu'il ne faudrait pas tenir pour acquis qu'un type d'arrangement différent [dans l'hypothèse de la souveraineté du Québec] permettrait de façon aussi évidente de maintenir des relations du même ordre [avec les États-Unis] ¹⁴⁰. »

James Blanchard suivait, lui aussi, un plan très clairement interventionniste. Fin octobre 1995, il avait rendu visite à l'équipe éditoriale du *Boston Globe* pour

¹³⁹ James Blanchard, *Behind the Embassy Door : Canada, Clinton, and Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart Inc., 1998, p. 239.

¹⁴⁰ «I think we shouldn't take for granted that a different kind of organization would just obviously have the same kind of ties.» *Ibid.*, p. 238. Voir aussi la note 36 du chapitre II.

s'assurer de la diffusion du point de vue de Washington. Après cette rencontre, les propos de Christopher étaient en effet rapportés le 27 octobre, dans un texte substantiel. Ils étaient soutenus par la nouvelle déclaration de Clinton, inspirée par les craintes que suscitaient à Washington de nouveaux sondages favorables à la souveraineté ¹⁴¹ : « Un Canada divisé, instable et peut-être même susceptible d'explosion (*volatile*) serait un sujet de préoccupation majeur pour les États-Unis ¹⁴² », avait déclaré Clinton. Le *Boston Globe* attirait donc l'attention de l'opinion en mettant l'accent sur un glissement dans la position du président : « La remarque du président présente de façon évidente le revers de la médaille ¹⁴³ », concluait le quotidien.

Blanchard rapporte que, le lendemain, Jean Pelletier, le directeur de cabinet de Jean Chrétien, ne lui cacha pas sa satisfaction : « Eh bien, vous êtes allé aussi loin que vous pouviez. C'était parfait. Je pense que ça va avoir un effet positif. Dites au président que nous sommes très heureux et que nous apprécions [sa déclaration] ¹⁴⁴. » Et l'ambassadeur du Canada [129] à Washington, Raymond Chrétien, prit contact à son tour avec Blanchard : « Les Québécois adorent les États-Unis. Ils aiment Clinton. Ça a donc aidé ¹⁴⁵ », lui dit-il.

Blanchard avait effectué sa démarche auprès de la Maison Blanche par l'intermédiaire de Nancy Soderberg, adjointe au président pour les affaires de sécurité nationale (*deputy assistant to the President for National Security Affairs*), au Conseil national de sécurité ¹⁴⁶. Inutile de préciser que ce palier de l'administra-

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 242.

¹⁴² «A divided, unstable and perhaps even volatile Canada would be a major concern to the United States.» *Boston Globe*, 27 octobre 1995, p. I.

¹⁴³ «The flip side of the president's remark was obvious. »Colin Nickerson, «As election nears, US is pulling for a unified Canada. » *Ibid.*

¹⁴⁴ « Well, you went as far as you could go. That was really nice. I think it will have a positive effect. Tell the president we're very happy and we appreciate it. » James Blanchard, *op. cit.*, p. 249.

¹⁴⁵ «Quebeckers love the U.S. They like Clinton. So it has helped...» *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 243. Le Conseil national de sécurité se réunit sous la présidence du chef de l'État américain ; il comprend le vice-président, le ministre de la Défense et le secrétaire d'État, ainsi que le directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA) et le conseiller pour la sécurité nationale. C'est ce dernier qui est chargé de préparer l'ordre du jour des réunions. Le Conseil s'appuie aussi sur l'expertise de nombreux conseillers et collaborateurs. Les interventions du président Clinton n'allaient pas s'arrêter là. Le 8 octobre 1999, il affirmait, au mont Tremblant, «qu'une nation indépendante [...] est une affirmation contestable» (*La Presse*, 9 octobre 1999, p. A1).

tion américaine était inaccessible à tout représentant du Québec, fût-il premier ministre et même présent à Washington...

L'importance donnée par l'ambassadeur Blanchard à ses propres interventions n'a pas pu échapper à ses mandants, son gouvernement, et, plus particulièrement, au premier cercle du pouvoir américain, le Conseil national de sécurité, auquel il se rapportait. L'action de cet ami du président Clinton, ancien gouverneur de l'État du Michigan, ne constitue en rien un cas isolé, attribuable au seul tempérament excessif du personnage et qui aurait été hors du contrôle des autorités politiques de son pays! Blanchard ne faisait que ce qu'il avait à faire en période référendaire face à la perspective de souveraineté du Québec. Ses initiatives pour accentuer l'intervention des médias aussi bien que pour obtenir une déclaration du président américain étaient l'expression des intérêts de l'État qu'il représentait, les États-Unis. Compte tenu des nuances normales de personnalité et de tempérament qu'on peut observer d'un ambassadeur à l'autre, l'actuel représentant américain, Paul Cellucci, ne s'est pas tellement démarqué de son prédécesseur quand il est intervenu en avril 2003 pour commenter l'élection de Jean Charest : « Nous apprécions beaucoup notre relation avec un Canada fort et uni. C'est la position américaine depuis longtemps et [la position du PLQ] aura probablement un effet sur la portion "uni" de notre position ¹⁴⁷. »

Un article du *Boston Globe* du 27 octobre 1995, signé par Colin Nickerson, correspondant à Montréal, apportait d'autres arguments qui venaient donner plus de poids aux [130] déclarations officielles. Cet article rend bien l'état d'esprit de la presse américaine à propos du Québec. Il citait, quelques jours avant le référendum, les propos du directeur des études canadiennes de la St. Lawrence University de l'État de New York, Robert Thacker : « Si vous brisez un pays, presque tout peut arriver. Rien ne marcherait plus comme avant. Il y aurait presque certainement une perturbation majeure des accords commerciaux, alors que les États-Unis et le Canada, les États-Unis et le Québec, le Québec et le Canada feraient face au défi d'établir de nouvelles relations ¹⁴⁸. » Nickerson ajoutait. « Un Québec indépendant, disent les analystes, devrait se mettre sur les rangs derrière le Chili et

¹⁴⁷ Paul Cellucci, «Les Québécois demeurent des alliés sûrs», *Le Devoir*, 25 avril 2003, p. 10.

¹⁴⁸ «When you break up a country, almost anything can happen. There would be no business as usual. There would almost certainly be a major disruption of trading patterns as the US and Canada, the US and Quebec, and Canada and Quebec scramble to sort out new relationships.» Propos rapportés par Colin Nickerson, *loc. cit.*

d'autres pays pour joindre l'Accord de libre-échange nord-américain ¹⁴⁹. » Cette affirmation reprenait une position élaborée par les experts américains afin de perturber l'opinion américaine et de décourager les appuis à la souveraineté. L'article, placé en une, portait bien son titre : « À l'approche de l'élection, les États-Unis poussent à sauvegarder un Canada uni » (« *As election nears, US is pulling for a unified Canada* ¹⁵⁰ »). L'opinion fut efficacement conditionnée, ce qui m'a amenée souvent à être confrontée à des citoyens américains qui répétaient que les États-Unis refuseraient d'intégrer le Québec à l'ALENA comme État successeur, puisque les journaux américains l'affirmaient!

L' « affaire Warren Christopher »

Le gouvernement du Québec avait tout à fait raison de s'inquiéter d'une éventuelle déclaration du président Clinton à quelques semaines du référendum. Québec tâchait de convaincre l'opinion québécoise de la neutralité des États-Unis. C'est dans ce climat d'anxiété préréférendaire que la déclaration de Christopher eut pour conséquence d'amener Québec à réagir excessivement. Toute cette agitation, qui allait devenir dans certains milieux l'« affaire Warren Christopher », montre que le gouvernement misait sur la possibilité [131] que les États-Unis se laissent influencer et adoptent une approche ouverte ou même neutre à l'endroit de la souveraineté du Québec. La rumeur rapporte que le vice-premier ministre et ministre des Relations internationales, Bernard Landry, alors en tournée en Gaspésie, fut pressé de signer, à la demande de Jean-François Lisée, alors conseiller diplomatique du premier ministre Parizeau, une lettre destinée au secrétaire d'État, visant à faire valoir des considérations qui tempéreraient les interventions américaines et éviteraient une déclaration du président. Comme si les États-Unis pouvaient s'accommoder passivement d'un changement politique majeur chez leur voisin. Cet incident révèle combien le Québec a parfois la mémoire courte et ne tire pas toujours les leçons qu'il devrait en ce qui concerne ses relations avec les États-Unis.

¹⁴⁹ «An independant Quebec, say analysts, would have to wait on line behind Chile and other nations to join the North American Free Trade Agreement.» *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

On rappelle en effet dans cette lettre aux autorités américaines qu'une déclaration officielle d'un de leurs dirigeants dans les deux semaines qui précèdent le référendum pourrait avoir des conséquences à long terme sur les relations entre le Québec et les États-Unis. La lettre adressée à Christopher repose à la fois sur une bonne intention et sur un faux calcul. Cette analyse, manifestant une vision conforme à l'esprit des relations que le Québec avait raison de vouloir préserver avec son voisin, était doublée d'une croyance naïve en la bonne foi des Américains et faisait l'impasse sur les intérêts politiques des États-Unis et donc sur les rapports de force. Comme si, dans les faits, les États-Unis pouvaient ignorer qu'une intervention trop manifeste ou trop appuyée à ce moment-là pourrait nuire à leurs intérêts.

Or, ne reculant devant aucune démesure, cette lettre utilise en dernier recours un chantage à peine déguisé à l'antiaméricanisme virtuel des Québécois : « Si le oui l'emporte, comme il est maintenant probable, les électeurs québécois et les historiens retiendront que la souveraineté du Québec a été acquise en dépit ou malgré la volonté des États-Unis ¹⁵¹. » Même si le Québec des souverainistes donne aux Américains toutes les garanties de continuité des traités et les [132] assure d'un soutien inconditionnel au libre-échange, il n'est pas faux de penser que la souveraineté ne pourra probablement se faire qu'« en dépit ou malgré la volonté des États-Unis » (comme le dit la lettre), ce qui revient tout simplement à souligner le fait indéniable que les peuples sont souverains en dernière instance. Il demeure cependant que le Québec était mal placé, même à la veille du référendum de 1995, malgré tous les efforts des souverainistes, pour s'appuyer sur ce principe. Le chef du gouvernement du Québec, tant que le peuple québécois n'appuiera pas majoritairement la souveraineté, ne peut fonder ses revendications ou ses mises en garde, si justifiées soient-elles, sur l'autorité et la légitimité d'un véritable pouvoir d'État.

¹⁵¹ «If the Yes side wins, as is now probable, Quebec voter and the historians will remember that the sovereignty of Quebec was achieved despite or against the American will.» Cette lettre, datée du 19 octobre 1995, a été reproduite intégralement dans *La Presse* ; cet extrait était également cité dans le *Boston Globe*, le 27 octobre 1995. Le *Globe* ajoutait ce commentaire : « Cette mise en garde au secrétariat d'État était étonnamment arrogante, étant donné que l'un des articles clés de la plateforme séparatiste, c'est qu'un Québec indépendant chercherait constamment à étendre ses liens commerciaux et autres avec les États-Unis. » (« This warning to the State Department was surprisingly blunt given that one of the key planks in the separatist platform is that a sovereign Quebec will assiduously seek to expand trade and other ties with the United States. »)

Cette tactique avait en effet déjà été utilisée et avait démontré son inefficacité. Lisée lui-même rapporte dans *L'œil de l'aigle* un comportement semblable du gouvernement de René Lévesque qui craignait une intervention du secrétaire d'État Cyrus Vance, lors du référendum de 1980. Le ministre des Affaires intergouvernementales de l'époque, Claude Morin, avait brandi cette menace, en s'adressant au consul des États-Unis, Jaeger, pour tenter d'empêcher une intervention américaine : « Toute intervention à ce moment-ci du débat provoquera un raz-de-marée antiaméricain chez les Québécois comme on en n'a jamais vu... » Et Lisée rappelle : « L'épouvantail antiaméricain a déjà été utilisé. Lévesque avertissait le *New York Times* un an plus tôt que si "les Américains devenaient stupidement négatifs", cela "créerait un antiaméricanisme virulent, qui pour l'instant n'existe pas au Québec" [...]. Le sentiment antiaméricain serait donc le prix à payer [par les États-Unis], pour réussir à "retarder" l'indépendance, avertissait aussi Lévesque ¹⁵². » Nous en étions donc, en 1995, au moins à la troisième prise de ce scénario infructueux. Depuis la fin des années 1970 et malgré la lecture avertie de Jacques Parizeau et de Bernard Landry, la compréhension québécoise de la position américaine semblait ne pas s'être encore saisie des véritables intérêts des États-Unis.

[133]

C'est ainsi que la lettre à Christopher fut reléguée au fond d'un tiroir sans même qu'un porte-parole du Département d'État se donne la peine d'envoyer un accusé de réception au ministre, car, commente Blanchard : « Ce n'est pas comme si c'était un chef d'État étranger, je veux dire : est-ce que le ministre canadien des Affaires extérieures se sentirait tenu de répondre à un membre du cabinet d'un des États [américains] ¹⁵³ ? » C'est ainsi qu'un ministre du Québec est comparé à un membre de cabinet d'un État américain ! Ma récente affectation à Boston m'avait épargné d'être associée à cet incident. Mais la fameuse lettre, comme un bon coup dont on serait fier, avait été distribuée à une trentaine de membres du Congrès par l'intermédiaire du « Bureau de tourisme » à Washington, sans même que soient sollicités les avis d'autres représentants du Québec en poste aux États-Unis ou des

¹⁵² Jean-François Lisée, *Dans L'œil de l'aigle*, Montréal, Boréal, 1990, p. 383.

¹⁵³ «It's not like he's some foreign leader, I mean would the Canadian minister of Foreign Affairs feel required to answer a cabinet member from one of the states ?» James Blanchard, *op. cit.*, p. 241.

lobbyistes américains payés pourtant chèrement pour conseiller le Québec et supposés être près des cercles du pouvoir. Peu de temps après, Lucien Bouchard s'installait à Québec et les événements prirent une autre direction.

Le rôle que s'étaient fixé les États-Unis vis-à-vis de l'option souverainiste pendant la campagne préréférendaire de 1995 se voulait donc à la fois efficace et imperceptible pour l'opinion publique québécoise. Ne pouvant empêcher directement ni officiellement les activités légitimes d'un gouvernement démocratiquement élu, les États-Unis ont consacré leurs efforts à mettre en place des conditions qui rendraient l'action du Québec de plus en plus difficile, avec l'accord et l'aide de l'ambassade du Canada.

Des actions de dissuasion destinées à l'opinion publique - américaine, canadienne et québécoise - ont aussi été savamment orchestrées en ayant recours à des organismes semi-privés, opposés à la souveraineté. Les événements qui se sont déroulés en territoire américain au cours desquels les obstacles au projet souverainiste ont été proclamés furent nombreux, quoiqu'ils n'ont pas tous été rapportés ici.

[134]

Brouiller l'action

Après avoir quadrillé la présence du Québec par des filets légaux et procéduraux, après avoir semé le doute et l'inquiétude autour de questions liées à la sécurité ou au respect de la démocratie, les États-Unis devaient encore agir pour rendre les activités du Québec à Washington inopérables, peu rentables et aussi peu crédibles que possible. C'est ce que j'appelle les interventions de *brouillage* de l'action. Ces formes d'intervention sont plus difficilement détectables dans la mesure où elles ne sont pas menées ouvertement au nom d'un État et qu'elles se camouflent derrière l'intervention d'un tiers. Je donnerai quelques exemples d'interventions de ce type en les regroupant sous deux périodes, avant et après le référendum.

On le sait, l'idée d'une représentation du Québec à Washington suscitait l'opposition. Au plus haut niveau, ce projet, naturel en soi pour un gouvernement qui

travaillait à construire un État, contrariait les États-Unis. Ils ne voulaient donner aucune chance au Québec d'expliquer son point de vue de façon indépendante, c'est-à-dire, sans le Canada, en s'adressant aux milieux politiques et diplomatiques de Washington. Pourquoi ? D'abord pour ne pas contribuer à « défaire le Canada, même sur le plan symbolique, en accordant des apparences de légitimation au projet de formation d'un État indépendant du Québec. Aussi, pour ne pas se trouver un jour face à un troisième partenaire au sein de la « cité sur la colline ». Enfin, pour ne pas permettre au Québec de s'implanter à Washington et d'y constituer ses propres réseaux. Du côté canadien, les positions étaient claires. Se sachant appuyé par les États-Unis, le Canada avait beau jeu de se montrer intraitable en prétendant représenter lui-même le Québec.

La décision du ministre des Relations internationales, Bernard Landry, de déployer l'action du Québec à Washington en période référendaire était pleinement justifiée. Pourtant, elle fut parsemée d'embûches tout au long de sa [135] réalisation. Avant que les conditions d'exercice du poste de conseillère à Washington ne soient arrêtées, un des proches conseillers de l'ancien ministre des Relations internationales, un ancien haut fonctionnaire fédéral rallié à la cause souverainiste, tenta de me convaincre qu'il était inopportun de dépêcher quelqu'un sur place. Ce projet était « voué à l'échec », disait-il. Selon lui, le territoire de la capitale fédérale américaine ne devait pas être le lieu d'une présence, d'un regard et d'une parole souverainistes continus. Seules des visites sporadiques effectuées à partir de Montréal pourraient être tolérées. Le Québec ne devrait pas tenter d'approcher lui-même l'administration américaine. Il devait plutôt faire appel à des experts privés, recruter des gens sur place et y mettre les sommes nécessaires. Le seul discours acceptable était celui d'Ottawa afin de ne pas déplaire aux autorités américaines. Nombreux furent les fonctionnaires, consultants, experts, conseillers, québécois aussi bien qu'américains, qui se firent, tout au long de cette action, les défenseurs de ce point de vue. Une fois en poste, installée dans une maison de verre, la représentation du Québec s'effectuait au milieu des avis contradictoires qui partageaient les défenseurs de la cause québécoise en vrais et faux amis! Ces derniers utilisèrent deux méthodes bien orchestrées pour tenter de bloquer le travail de représentation.

Durant la longue période pendant laquelle Ottawa fit traîner la demande d'accréditation que les États-Unis devaient ensuite officialiser, une méthode facile

pour empêcher le démarrage du plan d'action consistait à brandir la menace du refus de la *green card*... Cette méthode était très efficace. Elle permettait de dissuader Québec d'entreprendre toute initiative trop visible. Que restait-il à faire ? Attendre simplement que la série des interdits cesse ? Cette option, en pleine contradiction avec nos objectifs et avec le programme, répondait cependant très bien aux souhaits des adversaires de la souveraineté. En attendant que se règle le problème juridico-diplomatique, les tiraillements entre partisans de l'un et de l'autre point de vue occupaient une [136] bonne partie du temps ! Toute action était littéralement bloquée.

Cette méthode de chantage eut aussi ses effets pervers quand elle fut utilisée après l'obtention du visa. Cette fois, il fallait éviter toute parole, tout geste qui pourrait inciter les États-Unis à retirer le permis de travail, que ce soit ou non à la demande du Canada ! La menace de retrait du précieux document, obtenu en tant qu'« agent étranger » d'une « sous-division du gouvernement du Canada », rendait toute action effective presque impossible, sinon indéfiniment compliquée. Cette situation d'incertitude créée par le chantage au retrait de la *green card* et entretenue dans les rouages de la prise de décision à Québec obligeait à mesurer tout risque de déplaire à Washington, même en levant le petit doigt. Toute initiative était paralysée par des débats sans fin, à moins d'être carrément interdite ou rendue impossible. Des réflexes de méfiance et de conflits ouverts s'installaient au sein des équipes chargées de faire avancer le plan d'action. Les divisions entre des partenaires censément liés par la poursuite d'un objectif commun - la souveraineté - laissaient un goût amer. Pour vaincre ces tensions et surmonter ces intrigues, le ministère ne disposait pas de la cohésion nécessaire entre les cadres de sa direction.

Devant la ferme volonté du ministre qui soutenait ma détermination, une deuxième arme fut mise à contribution pour *brouiller* mes chances de réussir. Puisque les tentatives pour contrer la représentation du Québec à Washington n'avaient pas fonctionné, puisque les efforts pour freiner ses initiatives avaient été vains, il fallait tenter autre chose, empêcher sur place tout accès aux autorités américaines. La diplomatie suppose la volonté des parties d'arriver à une meilleure compréhension mutuelle. Un expert la définit comme « un processus de com-

munication qui est central au fonctionnement du système international ¹⁵⁴ ». Tel était mon but à Washington : expliquer aux autorités américaines les objectifs du gouvernement souverainiste. Il ne fallait pas compter sur Ottawa pour remplir cette mission d'information, [137] car le travail diplomatique ne peut être effectué efficacement que par ceux qui se sentent engagés dans la défense des intérêts en cause. En principe, il est donc mieux effectué par les représentants du pays concerné. Mais pour le Québec à Washington, il ne pouvait en aller ainsi. Comme le pensait un stratège américain et comme les faits allaient le démontrer, pour les Américains, « le Québec n'était pas bien placé pour se défendre à Washington » (« *Quebec is not his own best advocate in Washington* »)...

L'autre méthode utilisée pour brouiller ce travail diplomatique consistait donc à empêcher l'accès direct du Québec à l'administration américaine. Seule Lynne Lambert, du Département d'État, « la bonne copine », avait un contact direct avec la représentation québécoise. Même les rencontres du vice-premier ministre, Bernard Landry, lors de sa visite officielle de mai 1996, seraient limitées à des membres du Congrès, à l'exception d'un représentant du commerce et de quelques staffers (membres subalternes) du Département d'État. Les interventions de blocage de l'action du Québec, accomplies par de multiples intervenants, visaient deux objectifs. Premièrement, la cause défendue par les souverainistes était mal connue par les Américains et cette méconnaissance devait être entretenue, car elle allait dans le sens de la désinformation et simplifiait le travail de ceux qui devaient s'opposer aux souverainistes. L'ambassadeur Blanchard rapporte, dans ses mémoires, que les autorités américaines craignaient, pendant cette période, qu'un membre du Congrès ne fasse une déclaration de véritable neutralité à l'endroit du débat sur la souveraineté! Il est vrai qu'en peu de temps, mes activités m'avaient amenée à rencontrer une bonne vingtaine de représentants au Congrès et membres de leurs cabinets.

Le blocage de la représentation était dans les intérêts américains pour une deuxième raison. Le contact direct crée des liens. Lorsque les perceptions sont positives, que ce soit grâce à des affinités personnelles, à des goûts partagés sur les plans culturel, artistique, intellectuel, touristique, sportif ou [138] autre, les représentants pourront nouer des liens suivis qui faciliteront à travers le temps une

¹⁵⁴ Brian White, cité par Charles-Philippe David, *La guerre et la paix*, Paris, Presses de Science PO, 2000, p. 347.

meilleure compréhension des intérêts qu'ils défendent. C'est ainsi que se constituent les réseaux à long terme. Le Québec était dépourvu à Washington d'un véritable réseau. À peine une dizaine d'Américains, toujours les mêmes depuis des années, pouvaient être abordés « en toute amitié », un cercle que je m'étais d'abord appliquée à fréquenter. Pour les autorités américaines, les choses devaient en rester là. Si le Québec avait eu tout loisir de mener son action à Washington, il aurait pu, avec le temps, multiplier ses amitiés, pénétrer divers cercles du pouvoir et réussir à faire comprendre la légitimité de ses objectifs politiques et leur conformité avec les valeurs et les institutions partagées par les États-Unis et le Canada.

La ronde des lobbyistes

Sans véritable cabinet politique, sans tradition, sans continuité, le Québec à Washington pouvait difficilement élargir et consolider ses relations puis faire progresser sa cause. Pour accéder à tout membre du Congrès, il est clair que le démarchage par un intermédiaire s'avère indispensable. Le Congrès américain reflète la société qu'il représente. Ses rouages et ses mécanismes fonctionnent comme un grand marché où s'affrontent des milliers de négociateurs d'intérêts, petits et grands. Le parquet de cette Bourse a perdu son caractère public, mais personne n'est dupe de ses transactions. Les lobbyistes sont les maîtres en ces lieux où ils viennent monnayer leurs relations. Taïwan ou les Cris, comme des États parmi les plus importants, ont leurs lobbyistes à Washington.

La préparation de la visite de Jacques Parizeau à New York en décembre 1994 fournit la première occasion de mesurer le besoin du Québec de ce type de service. Le premier ministre souhaitait rencontrer le gouverneur de l'État de New York, George Pataki. Le gouvernement libéral avait [139] supprimé le poste de conseiller politique auprès de la Délégation générale et personne n'avait de contact avec le cabinet de ce gouverneur républicain. L'aide amicale de l'ancien représentant du Département d'État, Bob Pines, pourrait-elle être obtenue? Républicain de la première heure, important souscripteur du parti, Bob Pines que j'avais connu à Montréal pourrait peut-être m'introduire auprès du cabinet du gouverneur. Je lui transmis ma demande : obtenir un rendez-vous pour le premier

ministre du Québec avec George Pataki. Pines me répondit de sa voix nasillarde, sans aucun scrupule : « Eh bien, Anne, cela va vous coûter quelque chose » (*Well, Anne, this might cost you some money...*) « Quoi ? Le premier ministre du Québec devrait payer pour rencontrer le gouverneur de l'État de New York ? Mais ça ne va pas », avais-je répondu, sans cacher ma surprise et mon indignation. Cette proposition heurtait ma vision des obligations de rencontres entre femmes et hommes publics. Je ne savais pas encore qu'aux États-Unis toute relation politique se monnaye au prix fort. Je savais que les lobbyistes constituent un levier important du pouvoir, mais pas au point de devoir payer pour que le premier ministre du Québec rencontre le gouverneur d'un État voisin ! À mes yeux, il n'en était pas question.

Ma surprise fit son effet. La rencontre eut bien lieu le 12 décembre, tel que nous l'avions prévu, à 10h30 le matin, sans qu'il en coûte un sou aux contribuables du Québec. Mais ce cas ferait exception. L'ancien haut fonctionnaire jouait ses coups à l'avance. Au moment de finaliser le rendez-vous, il fit valoir auprès du gouvernement qu'en tant qu'ancien senior official du Département d'État et financier respectable du Parti républicain, il pourrait mettre à profit pour le Québec ses relations avec les *freshmen* républicains, c'est-à-dire les nouveaux élus de droite au Congrès. Il enveloppa le tout dans l'offre de service d'une firme de lobbyistes de Washington auprès de laquelle il se déclara consultant. Je compris que ce genre de pratique est fréquent aux États-Unis et qu'il ne fallait pas s'en formaliser.

[140]

C'est ainsi que, grâce aux interventions de plusieurs des lobbyistes, obtenues à gros prix, de nombreux représentants et sénateurs des États situés aux frontières du Québec et de l'Ontario ont accepté de me rencontrer pendant les quelques mois où je me suis consacrée à expliquer le projet québécois. Au cours d'entretiens d'assez longue durée, les représentants et des membres de leur cabinet exposaient leurs questions ou leurs objections. Ces rencontres étaient productives. Elles facilitaient pour le Québec une meilleure connaissance de nos voisins, de leurs préoccupations mais, surtout, elles permettaient de repérer ceux et celles qui se montraient les plus ouverts et de désamorcer bon nombre de préjugés. Mais même ce travail, effectué en toute liberté, allait être entravé.

A quelques reprises, des membres du Congrès me firent part de leur surprise de recevoir les visites synchronisées de Raymond Chrétien. L'ambassadeur du Canada sollicitait à peu près en même temps des rencontres auprès des congressistes avec qui j'obtenais des rendez-vous. En général, il se présentait quelques jours avant moi pour baliser le terrain. Son agenda recoupait le mien. Et il racontait, me révéla un congressiste plutôt surpris, que les prévisions des souverainistes sur les résultats serrés du prochain référendum, contrairement à ce que j'allais exposer, n'avaient rien de fondé!

Ces contacts auprès du Congrès portaient quand même leurs fruits. Le représentant démocrate du Minnesota, James Oberstar, un francophile, s'offrit pour aider le Québec dans toute démarche auprès de l'administration. Une rencontre avec la direction du United States Trade Representative (USTR), une haute instance de décision économique, était sollicitée à l'occasion de la visite du vice-premier ministre, rencontre qui devait, selon les recommandations de certains conseillers du gouvernement du Québec, ne pas déborder des questions commerciales (*trade talks*). C'est ce qui fut fait. Une délégation fut formée qui comprenait un représentant de l'ambassade. Les démarches amicales de James L. Oberstar permirent à Bernard Landry d'être reçu par Ira Shapiro, à la [141] tête du USTR. Acceptant de jouer le jeu imposé par Ottawa, le ministère des Relations internationales s'était tout d'abord adressé à l'ambassade par mon intermédiaire pour obtenir ce rendez-vous. Cette démarche était restée vaine, l'ambassade prétextant, comme d'habitude, le manque de disponibilité de Shapiro. Du même coup, plusieurs lobbyistes revendiquaient le mérite du résultat obtenu!

Les affaires courantes du gouvernement québécois en pleine période référendaire occupaient temps plein le ministre et le sous-ministre aux Relations internationales. Pendant ce temps, les visions opposées qui régnaient entre les différents paliers du ministère paralysaient son action. Cette implosion ouvrait la voie aux intérêts individuels ou politiques de ceux qui n'avaient rien à faire des objectifs gouvernementaux. C'est dans ce contexte qu'une firme de lobbyistes obtint le mandat d'effectuer un sondage qualitatif sur les dispositions des représentants du Congrès à l'endroit du Québec, enquête effectuée par des Américains auprès d'autres Américains, qui ne laissait aucune possibilité de vérification ou de suivi de ses résultats, sauf à commander une enquête sur l'enquête! D'autres avaient été embauchés parce qu'ils se disaient capables d'ouvrir les portes qui donnaient accès

à l'administration, mais en en gardant pour eux les clés et sans qu'il soit possible, encore une fois, d'assurer nous-mêmes un suivi, de juger des résultats de ces démarches ou d'amorcer la constitution d'un réseau à partir de ces contacts. D'autres lobbyistes, plus convaincus du bon droit du Québec de faire entendre lui-même sa voix à Washington, proposaient, dans le cas où le gouvernement fédéral demanderait le retrait de la *green card*, de m'embaucher comme lobbyiste pour représenter le Québec au sein de leur firme. Les rivalités politiques qui régnaient au sein de l'appareil gouvernemental se répercutaient directement dans l'action du Québec à Washington.

C'est ainsi que l'embauche de toutes ces équipes qui, par leur nombre, leur concurrence et les intérêts politiques divers qu'elles représentaient, les uns au Congrès, les autres [142] auprès de l'administration, les uns démocrates, les autres républicains, servit à embrouiller une action dont la cible ne cessait d'être dispersée. Chaque firme de lobbyistes poursuivait ses propres objectifs. Trois firmes revendiquèrent en même temps le mérite de certains rendez-vous fixés à l'agenda. Les uns et les autres rivalisaient pour s'arracher le mandat de rédiger les discours, prétextant mieux connaître la sensibilité des auditoires. Malgré l'extrême vigilance du ministre Bernard Landry qui avait par ailleurs d'autres chats à fouetter et dont les fonctions débordaient de loin le cadre des relations avec la capitale américaine, les activités du gouvernement du Québec à Washington étaient progressivement transformées en un foyer d'intrigues qui se jouaient au gré des intérêts des uns et des autres, les uns conscients des manoeuvres en cours, les autres inconscients et eux-mêmes l'objet de ces manipulations. Ce méli-mélo servait une fin évidente : la destruction des ambitions politiques du Québec!

La préparation de la visite officielle de Bernard Landry à Washington, en mai 1995, justifiait de tenter d'obtenir des rencontres officielles, par exemple, avec des responsables au plus haut niveau du Conseil national de sécurité. Par l'intermédiaire d'un consultant prétendument compétent en ces matières, des démarches devaient être entreprises à cette fin. Mais il était hors de question, aux yeux de cet intermédiaire américain payé par le Québec, que la représentante du gouvernement ait un accès personnel et direct auprès de cette administration. La véritable fonction de cet intermédiaire était de faire respecter les liens d'État à État, de compliquer et de paralyser le travail de représentation du Québec en prétextant vouloir le faciliter. Les exemples de ce genre étaient innombrables.

Toujours dans le même esprit, un consultant payé par le Québec, au nom des mêmes arguments, se prit d'une rage sans mesure lorsqu'il apprit que j'avais joint directement par téléphone, sans passer par lui, un responsable de programme d'une prestigieuse fondation de Washington, le Carnegie Endowment for International Peace, afin d'organiser la conférence [143] que Bernard Landry devait y prononcer. La règle politique, édictée par les États-Unis en accord avec le Canada, et qui interdisait la représentation du Québec à Washington, s'appliquait encore une fois : interdire tout simplement au Québec d'exister de façon libre et autonome. Le consultant était payé pour contrôler mon action... Avec le recul, la cohérence absolue des points de vue américain et canadien et la concertation de leurs représentants paraissent impressionnantes, alors que l'action du Québec était dispersée. Si l'action du Québec avait bénéficié de la même cohésion, au lieu d'être écartelée entre fédéralistes, avoués et non avoués, et souverainistes, malgré le peu de moyens dont elle disposait, d'autres résultats auraient pu être obtenus ! Mais l'appareil gouvernemental ne cessait d'être celui d'une province même si le Québec était en campagne pour devenir un pays !

Un autre incident vint marquer l'organisation de la visite du vice-premier ministre. La commande du ministère, formulée environ deux semaines avant cette visite, avait été d'organiser un *trade dinner*. Un des lobbyistes embauché par le Québec provenait de la direction d'une succursale commerciale du gouvernement américain. Grâce à ses contacts, nous pourrions réunir quelques têtes d'affiche parmi les *policy makers* du département du Commerce. Comme cette proposition était venue trop tard, les invités pressentis étaient déjà occupés ailleurs. Bernard Landry accepta de bonne grâce de consacrer cette soirée à débattre avec des experts américains des affaires canadiennes, au lieu de présider un *trade dinner*.

Un mois plus tard, une fois la visite officielle passée, nous aurions tout le temps d'organiser ce *trade dinner*. Le consultant issu du département du Commerce serait mis à contribution et personne cette fois n'aurait l'excuse d'un trop court délai pour se défilier. Mais la tactique américano-canadienne d'obstruction fonctionnait à nouveau. Jour après jour, des tiraillements internes à propos de la tenue de ce dîner occupaient le ministère. Un autre consultant américain auprès du gouvernement du Québec, plus influent que les autres, avait carrément avoué ses intentions : « je vais [144] empêcher que ce dîner ait lieu », avait-il dit à l'un de ses associés qui me le rapporta (« *I will kill this dinner* »). Alors que les préparatifs du

dîner avançaient, des invités prestigieux qui avaient déjà accepté notre invitation se désistaient. Un sabotage était en cours. Au ministère, ne sachant plus comment faire avorter ce projet, on invoquait la crainte que nos invités ne profitent de ce dîner pour discuter de l'ALENA ! Comme il était à prévoir, il ne fut pas question de commerce mais de politique, ces invités exprimant sans trop de retenue leurs véritables questions concernant le projet de souveraineté du Québec. Le cercle des relations du Québec s'élargissait et les tentatives pour bloquer la réalisation de cette rencontre avaient pour une fois échoué !

Contre l'appui de la France

Dans cette jungle infernale, toutes les appréhensions que j'avais eues concernant les difficultés de ce poste se révélaient fondées. J'avais fait valoir à Bernard Landry lorsqu'il m'avait proposé le poste de Washington en septembre 1994, que, sans statut diplomatique, il me serait difficile de pénétrer des milieux politiques importants. Il me dit que je pourrais compter sur l'aide de la France à Washington. Il ne s'était pas trompé.

L'ambassadeur de France, Jacques Andréani, en poste à Washington depuis de nombreuses années, comprit aisément la difficulté pour le Québec d'exercer un travail décent dans la capitale. Ses fonctions l'avaient amené à fréquenter l'ambassadeur du Canada qui l'avait informé des réticences fédérales à l'endroit de la représentation du Québec. L'ambassadeur de France, pour des raisons que j'expliquerai plus loin, opta pour une approche qui se démarquait des attentes du Canada. Son choix allait déplaire au Canada aussi bien qu'aux États-Unis ¹⁵⁵.

¹⁵⁵ Frédéric Bastien, dans *Relations particulières, la France face au Québec après de Gaulle* (Montréal, Boréal, 1999, p. 331), écrit : « Il se trouve que l'ambassadeur français à Washington, François Bujon, est un ami personnel de Jacques Parizeau. Motivé par cette amitié et par ses propres convictions, le diplomate français explique lui-même au Département d'État la démarche des souverainistes, de façon à rassurer les Américains. » Bastien était ici mal informé. L'ambassadeur de France en poste à Washington entre 1989 et 1995 était Jacques Andréani. Pour des raisons que j'explique plus bas, Jacques Andréani avait une lecture des États-Unis qui le rapprochait du Québec. J'ai rencontré l'ambassadeur François Bujon chez le consul général de France à Boston en 1996, alors qu'il avait succédé à Jacques Andréani. Il s'appliqua, au contraire de son prédécesseur, à m'expliquer longuement les motifs pour lesquels la France avait de véritables intérêts dans un Canada uni.

C'est en me présentant à Antoine Blanca, observateur permanent de la France auprès de l'Organisation des États [145] américains (OEA) à Washington, qu'Andréani put faciliter mon travail. Ce contact me donna accès au réseau des ambassadeurs des pays membres de cette organisation. Les relations diplomatiques en contexte multilatéral ont l'avantage d'être plus flexibles. J'amorçai des contacts auprès de deux femmes diplomates, Beatriz Ramacciotti, ambassadrice du Pérou à l'OEA, et Carmen Moreno, ambassadrice du Mexique, qui m'accueillirent une première fois avec sympathie. Ces relations ne purent avoir de suite, car le Canada fit immédiatement connaître son opposition à ces deux pays. Michel Vastel avait-il eu vent de cette histoire ? Dans une enquête consacrée à la présence du Québec à Washington parue dans *Le Soleil*, il évoquait l'appui de l'ambassade de France qui contrastait avec le travail des lobbyistes en disant que, l'aide de la France, « au moins c'est gratuit ¹⁵⁶ ».

Aucune action diplomatique ne peut être entreprise sans réseau. Le Canada faisait pression sur les pays qui auraient été tentés de prêter attention au Québec pour qu'ils l'ignorent, car, faisait-il valoir, ce serait dans l'intérêt de leurs relations réciproques. Or, le représentant officiel de la France, l'ambassadeur Andréani, préféra plutôt user de la marge de manoeuvre qui était la sienne pour faciliter les contacts du Québec. C'est ainsi que, grâce à cet appui, a commencé à s'élargir le petit cercle des interlocuteurs du Québec.

En plus de traduire l'amitié d'un allié du Québec, cette attitude, qui contrastait avec l'hostilité officielle canado-américaine, a su éclairer ma lanterne. Elle me permit d'évaluer certains points de vue des Américains concernant le référendum qu'ils n'osaient m'exprimer directement. La sympathie de la France pour le Québec irritait les Américains. On évoque souvent aujourd'hui la diabolisation qui est faite de la France aux États-Unis. J'avais constaté que ce processus était déjà nettement enclenché en 1994-1996. On comprend mieux, en effet, la profondeur du ressentiment à l'endroit du projet de souveraineté du Québec quand on prend en considération le sentiment antifrançais qui traverse de nombreux milieux politiques et médiatiques américains. [146] Raymond Chrétien reprocha ouvertement à l'ambassadeur Andréani l'intérêt et la bienveillance qu'il manifestait à l'endroit du

¹⁵⁶ Michel Vastel, «Diplomatie douce à Washington : la présence du Québec est d'une civilité exemplaire», *Le Soleil*, 11 avril 1995, p. A9.

Québec. En me le rapportant, l'ambassadeur témoignait de la relation privilégiée que la France entretient à l'endroit du Québec.

À titre d'ancien ambassadeur de France auprès des États-Unis de 1989 à 1995, Jacques Andréani a signé, en 2001, un article sous le titre « Les Européens auront les Américains qu'ils méritent ¹⁵⁷ ». Cet article manifeste une connaissance, une estime et une appréciation indéniables des États-Unis. Ce texte éclaire aussi rétrospectivement l'appui qu'il accorda au Québec. Reflet de la volonté française de préserver une « capacité d'initiative » face à une hégémonie au demeurant indiscutable (selon l'expression de l'ancien ministre des Affaires étrangères de la France, Hubert Védrine), cet appui était l'expression de sa compréhension du caractère spécifique du Québec et des intérêts partagés par la France et le Québec. Sans s'ingérer ni engager la France dans les débats internes du Canada, le geste de l'ambassadeur était ce qu'il devait être, l'expression de la solidarité de la France à l'endroit de la légitime représentation d'une identité francophone distincte en Amérique du Nord.

Dans son texte, Andréani expliquait déjà pourquoi, pendant la seconde moitié du siècle dernier, une « distance océanique » s'était creusée entre l'Europe et les États-Unis. Les tensions et l'écart qui séparaient les visions de la France et des États-Unis lors de la crise irakienne ne s'étaient pas encore manifestés, mais le fin observateur qu'il était avait mesuré la distance entre les deux puissances.

« Sur les rôles respectifs de l'État et de l'individu, la place de la religion, les rapports de la politique avec l'idéologie, la conception du droit, la confiance à mettre dans les progrès de la science, soulignait Andréani, les différences entre l'Amérique et l'Europe n'ont cessé de se creuser ¹⁵⁸. » Le diplomate ajoute : « Il n'est pas douteux qu'ils [les États-Unis] se sont acquittés de leur mission de "leader du monde libre" en faisant comme si leur façon de percevoir le monde était partagée par tous les [147] alliés et donc en ignorant bien des aspects de leurs sensibilités spécifiques ¹⁵⁹. » C'est un constat semblable qui domine l'ouvrage d'Andréani intitulé *L'Amérique et nous* ¹⁶⁰ paru en 2000, et qui fournit le sens du

¹⁵⁷ Jacques Andréani, « Les Européens auront les Américains qu'ils méritent », *Commentaire*, n° 94, été 2001, p. 295-303.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 296.

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Jacques Andréani, *L'Amérique et nous*, Paris, Odile Jacob, 2000.

seul véritable soutien dont le Québec ait bénéficié à Washington, celui de la France. « Par sa sensibilité spécifique », la France était et reste encore en mesure de comprendre le Québec dans sa quête d'identité. Mais cette compréhension était sur le point de ne plus pouvoir se manifester. Peu de temps après avoir obtenu cet ultime appui, le Québec serait amené à mettre fin à son action diplomatique à Washington. Le poste de Washington reprendrait son caractère de veille de la politique américaine et je devrais faire mien le territoire des six États de la Nouvelle-Angleterre.

Le Québec en Nouvelle-Angleterre

Pierre Nadeau explique dans son « autobiographie » pourquoi il prit la décision, quelques mois avant le référendum, de quitter le poste de délégué du Québec en Nouvelle-Angleterre, après huit mois à peine d'exercice :

« Je croyais avoir fait le tour du jardin dans mon métier de journaliste. Disons que le jardin dont j'avais à m'occuper à Boston me semblait plus petit encore. Je me suis vite lassé de l'arpenter, d'autant qu'il ne poussait pas grand-chose de ce que j'avais semé [...] au bout de quelques mois, je réalise que je m'ennuie sérieusement ¹⁶¹. » En juin 1995, lorsque j'ai accepté le poste de Boston, Pierre Nadeau ne m'a rien caché des désagréments de cette fonction, incompatibles pour lui avec les réflexes de l'« impatient » qu'il décrit dans ses mémoires...

Peut-être qu'une carrière universitaire m'avait mieux préparée aux lenteurs politico-administratives d'une organisation gouvernementale aux processus décisionnels opaques et faisant face à des restrictions budgétaires paralysantes ? Je le croyais en tout cas et je pensais aussi que mes convictions politiques faciliteraient l'accomplissement d'une mission [148] qui, pour moi, devait s'inscrire dans la durée. Après ce que je venais d'expérimenter à Washington, que pouvais-je craindre de pire ? Je signai un contrat de trois ans dans l'espoir de donner au Québec en Nouvelle-Angleterre un outil de représentation économique, politique et culturel à

¹⁶¹ Pierre Nadeau, *L'impatient*, Montréal, Flammarion, 2001, p. 306.

la hauteur de ses ambitions. Avant moi, douze chefs de poste s'étaient succédé à la tête de cette délégation en quelques années ¹⁶².

Pierre Nadeau, réfléchissant sur les difficultés de son action en Nouvelle-Angleterre, révèle les *blocages* qu'il avait perçus : « Serais-je devenu parano? J'ai le sentiment que c'est à Ottawa que l'on sabote mon travail. Quand Bernard Landry annonce sa visite à Boston, je cherche à lui faire rencontrer le gouverneur Weld. Impossible, agenda trop chargé, me répond-on. Même topo chez Paul Cellucci, le lieutenant-gouverneur qui deviendra par la suite gouverneur de l'État [du Massachusetts], puis ambassadeur des États-Unis à Ottawa [...]. Il y a du consulat canadien là-dessous. » Et Nadeau d'ajouter : « Dans toutes les capitales de la Nouvelle-Angleterre, on a invité les gouverneurs à nous tenir à distance ¹⁶³. » En Nouvelle-Angleterre, la fonction de délégué, soutenue par une équipe de près de vingt personnes dont la mission avait été définie pour servir surtout des objectifs économiques, avait été entérinée par Washington...

Dans son plan d'action pour la Nouvelle-Angleterre, le ministère avait opté pour une célébration en 1995 des vingt-cinq ans de relations du Québec avec les six États américains que comprenait ce territoire. À titre de nouvelle déléguée, cette tournée « régionale » devait me permettre d'évaluer la chaleureuse amitié des gouverneurs et de tous ceux qui se déplaçaient pour saluer le Québec, mais aussi de noter l'absence dans ces rencontres, la plupart du temps, des véritables agents multiplicateurs des milieux économiques, politiques et culturels. Le ronron tranquille des années 1980 avait mal préparé aux urgences du travail référendaire. Malgré les millions de dollars qu'avait coûté au Québec la délégation avec ses professionnels et ses quelques dizaines de personnes recrutées [149] aux États-Unis et vouées aux intérêts du Québec, les locaux du vingt-troisième étage du siège social de la Fleet Bank étaient une splendide coquille vide. La concertation entre les différents postes du Québec aux États-Unis ne faisait pas partie à ce moment-là des préoccupations du ministère. Ce désordre organisationnel permettait à l'action des adversaires fédéraux de porter ses fruits. Une tension perpétuelle expliquait le caractère souvent contradictoire des directives que le personnel en poste à Boston recevait de la part de ses interlocuteurs sectoriels des ministères.

¹⁶² Presse canadienne, «La chaise musicale à la délégation du Québec à Boston a coûté 250 000 \$», *La Presse*, 6 novembre 1995, p. A13.

¹⁶³ Pierre Nadeau, *op. cit.*, p. 305.

Une fébrilité incontrôlée laissait transparaître le caractère improvisé des orientations et laissait se développer les conflits entre les diverses directions sectorielles chargées de l'action. Pierre Nadeau avait constaté que ces incertitudes rendaient son travail impossible. J'ai compris que son départ n'était pas l'expression du caprice d'un impatient comme on a pu le croire, mais le constat lucide d'un idéaliste déçu.

Le fief canadien de Harvard

Dans ce contexte, Bernard Landry avait confiance que les antécédents universitaires de la nouvelle déléguée faciliteraient la reprise des liens du Québec avec Harvard et avec de nombreuses institutions de prestige du grand Boston. La préparation de la soirée référendaire qui, par tradition, devait se dérouler à Harvard, à la *Kennedy School of Government*, fut l'occasion de mesurer le rôle du consulat canadien dans le rayonnement d'un *think tank* financé par Ottawa, le *Center for International Affairs* (CFIA). En bousculant toutes les traditions, après de nombreuses palabres, on convint que les frais de cette soirée incomberaient au Québec au lieu d'être assumés par le consulat canadien. La possibilité que se dégage une majorité souverainiste était réelle. Célébrer ce résultat aux frais du Canada aurait été une imposture, en plus de laisser l'organisation de la soirée aux mains des représentants canadiens. Or, ce n'est pas le Canada mais plutôt les [150] dirigeants américains de ce centre qui décidèrent unilatéralement du déroulement de cet événement.

La soirée du référendum réunit à Harvard, devant un écran géant, les habitués des relations américano-canadiennes, mais surtout quelques centaines d'étudiants canadiens et américains. La colère de cette foule se manifesta fortement lorsqu'en début de soirée, les résultats s'annoncèrent favorables à la souveraineté. Le ressentiment à l'endroit du Québec qui avait été répandu par les défenseurs du statu quo trouva son expression de jubilation au moment de la victoire fédérale, en laissant de douloureuses traces chez ceux qui auraient espéré que leur défaite soit accueillie avec un peu plus de considération.

Le lendemain matin, une chaîne radiophonique de Boston diffusait en direct une émission au cours de laquelle, comme déléguée, je devais répondre aux questions des auditeurs. Les déclarations de Jacques Parizeau le soir du référendum étaient au centre de tous les appels. Des auditeurs exprimaient leurs craintes que leurs parents anglophones résidant au Québec soient menacés. D'autres, qui se disaient juifs, invoquaient la peur du nazisme. La vaste campagne de désinformation qui avait sévi aux États-Unis portait ses fruits. On accusait ceux qui tentaient de rétablir les faits de faire preuve d'étroite partisanerie. J'éprouve cependant un sentiment de reconnaissance à l'endroit du personnel de la délégation, des Américains pour la plupart, qui, à mon retour dans nos bureaux, m'applaudirent pour les réponses que j'avais formulées face à des auditeurs et un journaliste agressifs.

On ne pouvait attribuer les difficultés de l'action du Québec en Nouvelle-Angleterre aux seules influences fédérales. L'absence de volonté politique du gouvernement libéral du Québec, entre 1985 et 1994, de soutenir un véritable travail de compréhension réciproque en Nouvelle-Angleterre avait aussi accompli ses méfaits. Avec le roulement constant des chefs, sans direction stable, sans valorisation de leur action, sans orientation claire, une bonne partie du personnel [151] de la délégation de Boston avait perdu le sens de son action depuis longtemps. Les réseaux du Québec dans les différents États restaient encore en friche. Les relations culturelles avec les milieux d'élite de Boston étaient mollement contenues dans des perceptions folkloriques. Dans les milieux universitaires, des fréquentations usées servaient de substitut à une action renouvelée et continue entre les centres de recherche américains et québécois. Les relations avec les Franco-Américains étaient teintées de considérations méprisantes. Aucune relation n'avait été établie avec les autorités de la Ville de Boston. Enfin, la promotion des nouvelles technologies, domaine d'excellence du Québec, n'avait pas encore été entreprise. Les services commerciaux naviguaient au plus pressé, entre la routine et l'absence de véritable stratégie économique.

Jusqu'au référendum, ce *brouillage* avait laissé au Canada la quasi-exclusivité du terrain diplomatique. Alors que le Canada faisait preuve en Nouvelle-Angleterre d'objectifs politiques clairs et constants, le Québec était partagé et veléitaire. Les relations commerciales servaient de substitut aux relations politiques et culturelles que le Québec aurait également dû rechercher et entretenir. Encore une fois, une vision des relations internationales du Québec, fortement dominée

par la priorité accordée à l'économie, avait empêché le Québec de tisser des liens de longue durée dans les domaines de l'éducation, des arts et de la culture en général.

Lendemain de référendum

Au lendemain du référendum, mon rôle fut de continuer de tout mettre en oeuvre pour neutraliser l'antipathie et l'incompréhension accumulées à propos du Québec. Une première percée avait consisté à convaincre les dirigeants du CFIA de l'importance d'ouvrir ce centre universitaire à des intellectuels du Québec. Après beaucoup d'acharnement, au nom du respect de la diversité des points de vue, ils adressèrent [152] une invitation à Josée Legault. Malgré le ton modéré et la clarté de sa conférence, un climat d'hostilité à l'opposé d'une saine délibération marqua la période des débats. L'accueil que le Center for European Studies accorda un peu plus tard au philosophe Charles Taylor mit en lumière encore une fois les préjugés favorables à la cause canadienne qui caractérisaient Harvard. Charles Taylor tenta d'expliquer que les propos de Jacques Parizeau le soir du référendum ne devaient pas être mis au compte d'une vision ethnociste de la société québécoise de la part du dirigeant souverainiste. Le débat démontra que, malgré son prestige, le philosophe ne réussit pas à convaincre son auditoire. Les préjugés anti-Québec, longuement entretenus, étaient tenaces.

Le Québec ne ménageait pas ses efforts en Nouvelle-Angleterre pour contrer la propagande de ses adversaires. L'ancien premier ministre Pierre Marc Johnson accepta l'invitation du New England-Canada Business Council et vint à Boston donner une conférence sur les questions environnementales dans le cadre de l'ALENA. Par la même occasion, il accepta de rencontrer l'équipe éditoriale du *Boston Globe* dans un échange qui devait demeurer *off the record*. Il expliqua avec une efficacité exemplaire les fondements des aspirations du Québec à disposer des pouvoirs nécessaires pour décider de sa destinée. Ses anciennes fonctions et son expérience lui valurent une écoute attentive. Mais, comme d'autres positions exposées par des souverainistes, le contenu de cette rencontre se perdit dans un fatras indifférencié d'informations erronées sur le Québec, car les médias américains, surtout les plus influents, avaient déjà opté pour une vision unilatérale qui

consistait à n'évoquer que les dangers de la souveraineté, au lieu de présenter en toute neutralité les deux points de vue. La dissuasion fonctionnait à fond.

Robert Bourassa fut invité lui aussi par le CFIA à l'hiver 1996. Contre toute attente, les propos de l'ancien premier ministre eurent un effet pédagogique qui favorisa la compréhension des objectifs souverainistes. Exposées par un fédéraliste, les politiques linguistiques québécoises, incomprises [153] des Américains, furent mises au compte de la *Realpolitik*. Robert Bourassa savait sans doute à ce moment-là que ses jours étaient comptés et ses interventions, teintées de sérénité, à propos de l'option souverainiste, contrastaient avec ce que le public américain avait coutume d'entendre de la part d'un fédéraliste. Dans une rencontre *off the record* avec un journaliste du *Boston Globe* qui affirmait que les États-Unis ne laisseraient pas la souveraineté du Québec s'installer à leurs frontières sans intervenir militairement s'il le fallait, Robert Bourassa protesta au nom du caractère démocratique et légitime des aspirations des Québécois. Cette fois, les intentions fédérales avaient été détournées.

Le New England-Canada Business Council et le CFIA de Havard n'étaient pas les seuls lieux de l'emprise fédérale à Boston. Les échanges commerciaux fournissaient l'occasion au consulat de nourrir d'étonnantes rivalités avec le Québec, et même la promotion de l'excellence du Québec dans les domaines technologiques suscitait la jalousie du consulat canadien qui voulait qu'elle s'effectue sous son aile ombrageuse. Le Québec avait sous-estimé depuis longtemps l'importance des milieux culturels bostoniens. La French Library, une importante fondation américaine soutenue par des intérêts américains et par la France, se donnait pour mandat de favoriser le rayonnement de la culture française. Le conseil d'administration de cet organisme prestigieux, qui réunissait les élites financières et culturelles de Boston, avait été ignoré par la succession des représentants québécois, intéressés uniquement par des objectifs commerciaux.

C'est à nouveau un représentant de la France, son consul général à Boston, Maurice Portiche, devenu par la suite ambassadeur, qui se comporta comme un allié et un ami du Québec. Grâce à son soutien, le réseau de la French Library devint accessible. De plus, son action auprès des communautés franco-américaines servit de levier pour redonner vie à un milieu francophone qui, aux yeux de Québec, ne présentait pas d'intérêt politique. Il était un peu tard en effet pour rattraper des années d'indifférence. Pourtant, nombre [154] de ces anciens

Québécois s'étaient acquis une influence non négligeable dans leurs milieux. Il fallait rétablir ces liens qui pouvaient conduire à d'autres solidarités. Mais des craintes multiples en empêchaient Québec. L'une d'elles était de déplaire aux autorités américaines en ayant l'air de mobiliser des citoyens américains, fussent-ils francophones, à la cause du Québec.

C'est ainsi, dans l'esprit général de méfiance qui régnait à Québec, qu'une fonctionnaire, devenue un an plus tard sous-ministre adjointe, m'avisa dans une note de me méfier de l'appui du consul de France car, disait cette drôle de conseillère, la France était avant tout un concurrent du Québec dans les affaires francophones! Cet avertissement revenait à inviter les représentants du Québec en poste à l'étranger à se tenir à distance des diplomates français, ce qui aurait sans doute fait l'affaire d'Ottawa et arrangé les États-Unis. C'était en tout cas bien mal comprendre l'isolement dans lequel s'effectue la représentation diplomatique du Québec, à l'étranger en général et aux États-Unis en particulier. C'était aussi une tentative de freiner mon action, tentative qui avorta.

On ferme !

La délégation du Québec en Nouvelle-Angleterre avait besoin d'un sérieux coup de barre. Une fois la poussière du référendum retombée, l'heure était venue de nouer des relations de longue durée. Mais le 28 mars 1996, le nouveau ministre des Relations internationales, Sylvain Simard, annonçait la décision du premier ministre de fermer la délégation du Québec en Nouvelle-Angleterre. Le jour même, j'annonçais la nouvelle de leur mise à pied à la vingtaine de membres de la délégation, employés recrutés sur place et conseillers québécois. La réaction du personnel américain fut saisissante. Un grand nombre d'entre eux n'avaient jamais mis les pieds au Québec mais, malgré les soubresauts qu'avait [155] subis la délégation, ils s'étaient identifiés à l'avenir de la société qu'ils représentaient. La fermeture de la délégation leur paraissait incompréhensible. Le Québec s'était acquis auprès de ces professionnels un capital de sympathie que Lucien Bouchard, inspiré par la logique populiste qui a présidé aux restrictions de son « bon gouvernement », avait décidé de bazarder pour donner l'image d'une saine gestion.

Sur le plan politique, la fermeture de la représentation du Québec en Nouvelle-Angleterre lançait un message contre-productif aux gouverneurs de ces six États amis. Parmi les nombreuses missions qui incombent au délégué en Nouvelle-Angleterre, les relations avec les gouverneurs de ces États et avec leur cabinet viennent au premier rang. Ces gouverneurs sont des relais de la politique bipartisan américaine, mais ils sont surtout des acteurs économiques décisifs. Les relations avec la Nouvelle-Angleterre complètent celles qui devraient être entretenues à Washington auprès des élus de l'est des États-Unis, à la Chambre des représentants et au Sénat. C'est dans cet esprit que Bernard Landry, en juin 1995, avait rencontré à Washington le pittoresque Jim Jeffords, sénateur du Vermont, devenu indépendant par la suite.

Une politique régionale

Le Québec doit, en effet, faire tout en son pouvoir, dans le cadre de ses intérêts régionaux, pour s'assurer d'être le mieux compris possible de ses différents partenaires américains, en multipliant son action dans les domaines éducatif, culturel et politique, parallèlement à ses échanges commerciaux. Évidemment, une meilleure connaissance du Québec au nord-est des États-Unis ne pourra jamais compenser une position défavorable de Washington. L'action du Québec dans le Nord-Est américain est strictement régionale. Le véritable pouvoir est à Washington et il ne se laisse pas intimider par les humeurs des régions. Alors que le travail d'information et [156] l'établissement de liens auprès du Congrès devraient être continus, c'est au cœur du pouvoir de l'État, au Conseil national de sécurité et au Pentagone que sont définies les positions concernant les aspirations du Québec. Les processus d'arrimage de certaines politiques d'intégration et de rapprochement symbolique entre la Nouvelle-Angleterre et le Québec ne servent, aux yeux de Washington, qu'à consolider la « cité sur la colline ».

Les médias québécois ont parfois soutenu dans l'opinion publique l'illusion de l'ouverture de l'un ou l'autre des gouverneurs du Nord-Est à l'option souverainiste. Ces derniers, tel un Cellucci, aujourd'hui ambassadeur à Ottawa, ou un Howard Dean, gouverneur démocrate du Vermont et candidat démocrate à la présidence des États-Unis, ont pu déclarer que l'hypothèque souverainiste n'interférait pas

avec leur vision des relations commerciales régionales. Ces déclarations tactiques, plus ou moins élaborées, ne visent pas à guider la main de Washington, elles traduisent surtout le souci de maintenir un climat de bonne entente, favorable aux échanges commerciaux. Elles ne représentent pas un appui politique virtuel à la souveraineté, contrairement à ce que sont souvent tentés de conclure des commentateurs pressés. Les gouverneurs laissent aux médias le soin d'annoncer, comme l'ont fait le *Boston Globe* ou le *Christian Science Monitor*, le « chaos économique » que provoquerait la souveraineté et la nécessité qui en résulterait de renégocier l'ALENA ¹⁶⁴.

Certains se demandent si ces amitiés limitrophes peuvent véritablement peser sur les positions de Washington. Quelques stratèges québécois vont l'affirmer. Cette vision occulte à mon avis la rationalité véritable qui sous-tend les intérêts des États-Unis. Quoique non négligeable pour le Québec, l'apparente neutralité d'un gouverneur peut jouer un rôle favorable aux intérêts des États-Unis en les occultant tout en ménageant l'opinion des Québécois. Car les États-Unis doivent faire croire à leur neutralité. Mais, vis-à-vis de leurs intérêts nationaux, de leurs intérêts comme puissance, [157] quel poids aurait une telle neutralité apparente ? En dernière analyse, une opinion publique américaine sympathique au destin du Québec, dans l'hypothèse difficilement vraisemblable où elle puisse être acquise, et même l'intervention d'un gouverneur, fût-il de l'État américain le plus important, compteraient moins, dans le calcul des intérêts des États-Unis, que la perspective que son premier allié, le Canada, soit affaibli et que les conséquences de cette fragmentation sur des partenaires qui pourraient en tirer parti, comme la France, des pays d'Europe ou certains pays du Sud.

¹⁶⁴ Voir Colin Nickerson, «Quebec Separatists Seek International Support », *Boston Globe*, 11 février 1995, p.1, section «National/Foreign». Il cite un rapport qui affirme qu'«[u]ne déclaration d'indépendance du Québec "provoquerait une crise constitutionnelle, politique et économique comme les Canadiens n'en ont jamais vue"». («A Quebec declaration of independence would "provoke a constitutional, political and economic crisis the likes of which Canadians have never seen"».) Voir également The Boston Globe Editorialists, «Pourquoi, Québécois ?», *Boston Globe*, 29 octobre 1995, p. 62, page éditoriale. Il y est dit que «l'indépendance plongerait le Canada dans une crise inutile et forcerait les États-Unis à des choix désagréables dans une partie. du monde qui a été libre, stable et prospère depuis 150 ans». («Independence would plunge Canada into a needless crisis and leave the United States with unpalatable choices in a part of the world that has been free, stable and prosperous for 150 years.») Voir également les articles suivants du *Christian Science Monitor* : James Reed, «Will Americans Finally Train Lenses on Canada ?» 15 décembre 1995 ; Hillel, Neuer, «What Could Lie Ahead in a Disunited Canada ?», 27 octobre 1995 [en ligne], <http://www.csmonitor.com/>.

Agir à long terme

Non seulement le gouvernement du Québec fermait-il en mars 1996 sa représentation à Boston, en laissant derrière lui les archives de ses relations avec les communautés franco-américaines (prétextant que l'insuffisance de locaux à Québec interdisait de les rapatrier), mais encore affichait-il sa nouvelle prédilection pour les consulats canadiens, soudainement susceptibles de bien servir ses intérêts. Aucune véritable analyse des intérêts du Québec à moyen et à long terme n'avait présidé à pareille décision. Une argumentation économique impérative servit à justifier cette fermeture comme elle servit à tant d'autres causes.

À peine deux ou trois semaines après avoir mis la clé sur la porte des bureaux du prestigieux immeuble de la Fleet Bank, Lucien Bouchard rendait une visite officielle à Boston au gouverneur Weld. Le premier ministre voulait démontrer aux Québécois qu'il n'avait pas besoin de délégué(e) ni de délégation pour rendre visite au gouverneur du Massachusetts, l'État le plus important de la Nouvelle-Angleterre. La leçon, si jamais elle fut reçue par l'opinion québécoise, avait de quoi surprendre. Après une fermeture discutable, ce geste improvisé et sans continuité avec les résultats du travail des derniers mois revenait à gaspiller les centaines de milliers de dollars qui avaient été dépensés par cette délégation et ignorait les [158] nouveaux réseaux du Québec à Boston. On préférait désormais célébrer la diplomatie canadienne.

Une des nombreuses interprétations qui ont couru pour justifier cette fermeture mérite d'être évoquée. Pour certains stratèges des relations Québec-États-Unis, la Conférence des gouverneurs du nord-est des États-Unis et des premiers ministres des provinces de l'est du Canada représenterait un nouveau forum, susceptible d'agir comme instance de concertation et de codécision entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre. Une étude des retombées de ces conférences annuelles aurait tout lieu cependant d'être entreprise. Cette conférence présente d'abord un intérêt symbolique. Comme d'autres activités typiques de la

« démocratie du spectacle », cet événement tire son intérêt des rapprochements qu'il permet et de la visibilité qu'il peut leur donner. Il sert aussi de tribune

pour le Québec. Mais on voit mal comment ce forum pourrait devenir une véritable instance de concertation politique et démocratique à moins d'y trouver les formes anticipées d'un gouvernement régional.

Pour bien mesurer les effets négatifs de la fermeture de la délégation du Québec en Nouvelle-Angleterre, il faut la situer dans l'ensemble des relations avec les États-Unis. Une mise en contexte par rapport à la *période postréférendaire* devient alors nécessaire. Trois grands traits caractérisent cette conjoncture difficile. Le premier rappelle qu'une nouvelle garde était en train de s'affirmer à Québec au lendemain de cet échec. Le second reflète la nouvelle légitimité que voulait se donner ce gouvernement à la recherche de sa cohérence et guidé par la nouvelle vision que voulait implanter son chef, le premier ministre Lucien Bouchard. Le troisième trahit un déficit d'analyse politique à long terme.

Aux lendemains du référendum de 1995, le gouvernement Bouchard devait se démarquer du gouvernement précédent, celui de Jacques Parizeau. L'heure était au « bon gouvernement », à la projection d'une image de flexibilité et d'accommodement avec Ottawa. Ceux qui avaient voté NON devaient, eux aussi, trouver satisfaction dans la main tendue [159] en direction d'Ottawa et se réjouir des nouvelles relations internationales du Québec qui s'inscrivaient désormais à l'intérieur de celles du Canada! Lucien Bouchard, ancien ambassadeur canadien, en visite officielle à New York, louangeait la diplomatie canadienne et, dès son arrivée à Québec, se disait satisfait de l'action canadienne sur la scène internationale.

On peut tenter de voir dans cette volte-face un compromis cohérent, commandé par la nouvelle précarité fiscale, institutionnelle et politique, dans laquelle se trouvait le Québec aux lendemains de la défaite référendaire. Mais cette cohérence n'était qu'apparente. Gouverner est difficile et ce qui paraît impératif à court terme vient souvent ruiner ce qui serait indispensable à moyen et à long terme. En optant pour des solutions inspirées par une conjoncture des plus transitoires, le Québec choisissait de faire un retour « dans la gueule du loup ». Les véritables motifs de la présence du Québec aux États-Unis ne sont pas la préparation des référendums. Souverain ou pas, le Québec a des intérêts commerciaux, mais aussi politiques et culturels que lui seul peut défendre dans la continuité, quel que soit le gouvernement en poste à Québec. L'acharnement fédéral mis à l'empêcher de représenter librement ces intérêts indique bien qu'ils sont l'expression d'une identité spécifique à laquelle on veut refuser toute forme de reconnaissance. Le gouver-

nement de Jean Charest devra démontrer la conscience qu'il a de la nécessité de faire la promotion de ces intérêts et de cette identité spécifique.

Le comportement officiel des États-Unis à l'endroit du Québec ne relève ni d'un complot personnalisé, ni d'une malveillance particulière, ni d'une méconnaissance. Car si les autorités américaines semblent sous-estimer la détermination des souverainistes, elles savent très bien ce qu'est le Québec. Elles ne le comprennent que trop. Et c'est cette différence, cette expression de la diversité, marquée par l'histoire et par un devenir différent dont elles ne veulent pas, si ce n'est comme spécificité d'une sous-division d'un ensemble [160] dominé par un pouvoir qui leur est acquis. L'optimisme sans bornes de nombreux souverainistes à l'endroit de la puissance américaine les porte à croire que seul le gouvernement fédéral peut faire preuve de malveillance dans la gestion des dossiers diplomatiques du Québec aux États-Unis et ailleurs. Certes, cette malveillance est réelle. Ses manifestations sont innombrables et il faut les dénoncer. Mais cette malveillance est également la forme que prennent les intérêts politiques des États-Unis. La réussite de l'action diplomatique du Québec ne peut reposer que sur une *reconnaissance lucide* de ces obstacles, sur une stratégie qui prend en considération leur *dimension critique* et qui saura ainsi situer le Québec, à travers le temps, dans un *nouveau rapport de force*, tant sur le plan interne que dans ses relations avec les États-Unis.

Dans cet esprit, la définition de la politique internationale du Québec devient une part essentielle du projet de société. Elle peut osciller entre accepter l'intégration aux États-Unis et au Canada et, tout en préservant un esprit de coopération avec son environnement, se renforcer et aller encore plus loin dans la définition de sa spécificité. Les derniers chapitres seront consacrés à cet enjeu. Les orientations générales du gouvernement du Québec sur le plan international, ses rapports avec l'Europe, la France et la Francophonie constituent les bases sur lesquelles doit davantage s'appuyer cette redéfinition. Un regard critique sur la nouvelle « américanité » du Québec servira maintenant à montrer jusqu'à quel point la politique internationale du Québec est ancrée dans une logique nord-américaine qui dépouille le Québec de ses principaux leviers et de ses véritables forces.

[161

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre V

L'américanité du Québec : la fonction d'un mythe dans la politique internationale du Québec. *

[Retour à la table des matières](#)

L'américanité du Québec est associée la plupart du temps à une caractéristique identitaire. Ce thème exprime une forte préoccupation continentaliste et, en tant que tel, et même à son insu, il est sous-tendu par une idéologie de l'intégration. Pour ma part, je conviens sans difficulté que le Québec est traversé par les marques de son appartenance à l'Amérique du Nord et que ce lien a des conséquences objectives et de nombreux avantages dont il importe de prendre acte. Cependant, là où je diverge d'opinion avec les analyses qui tiennent à mettre au premier plan de l'identité québécoise son caractère nord-américain, c'est que cette approche fait ainsi l'économie de ce qui caractérise le Québec. En effet, l'idée d'américanité

* Ce chapitre reprend quelques extraits d'un article paru dans la revue *Argument*, vol. 4, n° 1, hiver 2001.

évacue le lien intime entre langue et culture. Dans ce lien, quoique les éléments qui s'entrecroisent pour former la culture prennent les faces multiples de l'américanité, ils devraient aussi rendre compte de tous les processus d'appropriation par lesquels la langue française se fait nôtre. Une langue qui est propre, distincte, ne peut être associée à une culture indifférenciée. Tous sont d'accord pour reconnaître, par exemple, que ce qui a, jusqu'à maintenant, caractérisé le Québec, c'est aussi son rapport à l'État, dans [162] une recherche de solidarité basée sur une identité distincte, et donc sur une langue particulière, etc. L'erreur est souvent de ne voir dans la langue qu'un véhicule neutre pour la communication. Il convient donc de rappeler le lien indissociable qu'il y a entre langue et culture.

Or, certains disent depuis quelque temps que les Québécois seraient des « Nord-Américains parlant français ». Je crois fermement qu'il faut reconsidérer cette définition, selon laquelle la culture du Québec ne serait que celle de l'américanité qui se parlerait ou, plus justement, qui se traduirait en français. Cette nouvelle tendance, si répandue soit-elle, apparaît, si on la scrute de plus près, au sein de dynamiques beaucoup plus larges que celles d'un enjeu proprement québécois, d'autant d'ailleurs qu'elle veut souvent fonder sa cohérence ou sa légitimité sur des projets d'alliances autochtones ou sud-américaines. Pour effectuer un constat des multiples appropriations de ce terme, on peut se référer à l'étude de Louis Dupont qui confirme qu'« [a]u Québec, l'américanité n'a cessé d'être une référence depuis les années 1980, un phénomène qui semble continuer de se répandre dans la présente décennie [les années 1990] dans les cercles intellectuels et artistiques tout autant que dans la culture populaire ¹⁶⁵ ».

L'américanité, dans sa présente phase, se donne, selon moi, comme le discours de consentement des Québécois à l'intégration du Québec dans l'ensemble nord-américain ¹⁶⁶. C'est pourquoi je chercherai à approfondir les implications de ce thème dans la perspective des relations internationales du Québec. Une hypothèse sous-tend cette réflexion : l'américanité du Québec sert de caution à une

¹⁶⁵ «*In Quebec, l'américanité (Americanness, in the sense of the continent) was a constant reference throughout the 1980s, and the phenomenon seems to have continued into the present decade within intellectual and artistic circles, as well as in popular culture.*» Louis Dupont, «*L'américanité in Quebec in the 1980s : Political and Cultural Considerations of an Emerging Discourse*», *The American Review of Canadian Studies*, printemps 1995, p. 27.

¹⁶⁶ Il me semblerait prématuré d'étendre dans cet esprit cette représentation à l'ensemble des Amériques.

politique d'alignement sur les États-Unis, en opposition aux visions critiques du monde qui caractérisent les sociétés européennes, plus favorables à un ordre multipolaire, positions plus nettement affirmées par la France et l'Allemagne. Je ne prétends pas que le recours à l'américanité pour décrire le Québec signifie *de facto* l'acquiescement à toutes les politiques des États-Unis, par exemple, à l'intervention militaire en Irak. Le [163] simple fait que je doive apporter cette précision révèle bien cependant que ce thème à la mode porte en lui-même de multiples ambiguïtés qu'il faut détecter, sans quoi, compte tenu du poids des processus d'intégration déjà évoqués, l'américanité ne sera plus seulement un consentement à une appartenance géographique, mais aussi à une logique géopolitique. L'opposition évoquée entre les États-Unis et la « vieille Europe » ne renvoie pas non plus à la seule crise récente des relations atlantiques. Les paramètres culturels de ce conflit étaient nettement repérables tout au long des décennies qui l'ont précédé. Le présent ouvrage, rédigé pour l'essentiel bien avant la crise irakienne, a trouvé dans ce conflit l'illustration de ses prémisses.

« Par définition, depuis le pacte canado-américain de 1940, le Canada a été continentaliste. [...] La "relation particulière" de sécurité et de défense liant les deux États cousins d'Amérique du Nord semble aujourd'hui en passe d'atteindre une nouvelle phase de son évolution : l'intégration continentale militaire et sécuritaire ¹⁶⁷. » Après l'ALENA, le Canada et les États-Unis - avec ou sans le Mexique -, envisagent l'institutionnalisation d'une nouvelle forme d'intégration de défense et de sécurité. C'est dans ce contexte, qui associe les grands enjeux politico-stratégiques aux représentations sociales qui les sous-tendent, que peut se comprendre la tendance accrue à invoquer l'américanité du Québec. Les représentations continentalistes de l'identité sont instrumentalisées par ce rapport de force et par ces processus d'intégration. Elles peuvent être à la fois l'expression volontaire d'un choix, aussi bien que le produit involontaire des nouvelles forces sociales ou politiques. Si ce concept de l'américanité est plus prégnant pour l'identité québécoise que pour l'identité canadienne ¹⁶⁸, c'est qu'il traduit la porosité du tissu so-

¹⁶⁷ David Grondin, «Vers une intégration militaire continentale nord-américaine», in Charles-Philippe David et la chaire Raoul-Dandurand, *Repenser la sécurité : nouvelles menaces, nouvelles politiques*, Montréal, Fides-La Presse, 2002, p. 212 et 229.

¹⁶⁸ À la vérité, le Canada anglais a ses raisons d'ignorer son américanité : une raison idéologique d'abord, car, compte tenu de la langue commune, une telle reconnaissance reviendrait en pratique à nier la spécificité canadienne-anglaise par rapport à la culture étatsunienne ; une raison historique ensuite, car, contrairement aux républiques américaine et latino-

cial du Québec, ensemble culturel chapeauté par un État tronqué, blessé à vif par l'échec de ses tentatives d'obtenir une reconnaissance constitutionnelle de son caractère distinct. Louis Dupont ajoute à ce propos. « On pourrait soutenir que le discours sur l'américanité révèle le quasi-échec [164] - ou l'impossibilité - du modèle et de la vision du Canada comme vaste réussite, appuyée sur le bilinguisme, le multiculturalisme et la Charte des droits et libertés auxquels le Québec (et les Québécois) s'identifierait avec ferveur. Échec dans la mesure où [...] le Canada et la majorité canadienne-anglaise n'ont pas réussi à réconcilier leur vision nationale avec l'identité québécoise et avec la volonté des Québécois d'être reconnus comme nation ¹⁶⁹. » Le renforcement du thème de l'américanité du Québec se donne donc comme signe dans une conjoncture d'incertitude où rien n'est encore définitivement joué. Et il renvoie aussi, je le répète, à une option privilégiée dans les relations internationales du Québec. Favoriser l'américanité devient par le fait même un choix de société, porteur soi-disant de multiples gains. Il s'inscrit comme charnière entre la *réalité* de la relation politique du Québec avec les États-Unis et le *devenir* des liens politiques et culturels qu'il entretient avec la France et l'Europe.

Le choix d'attribuer à un thème lié à l'identité un rôle charnière entre les deux aspects principaux de la politique internationale du Québec ne revient pas à tenter de départager par ce crible le bon grain de l'ivraie. Une telle interprétation manichéenne des choix du Québec, même si la méthode utilisée pourrait y conduire des lecteurs inattentifs, est éloignée de mes intentions. L'ancrage du Québec en Amérique du Nord, sa fréquentation des cultures européennes et la spécificité de sa langue s'intègrent en une identité complexe dont chaque composante contribue *également* à sa richesse. L'identité ne se laisse pas décomposer en éléments disparates, elle opère une synthèse en perpétuelle transformation.

américaines, qui ont vécu avec leur métropole européenne une rupture violente qui les a recentrées sur leur appartenance au continent, le Canada ne s'est jamais tout à fait détaché de son identité britannique : même le « rapatriement » de la Constitution en 1982 a dû se faire avec l'approbation du Parlement de Londres.

¹⁶⁹ *It could be argued that the discours of l'américanité points out at the quasi-failure - or of the impossibility - Canada's model and vision as a larger human endeavour, based on bilingualism, multiculturalism, and the Charter of Rights, with which Quebec (and Québécois/es) would enthusiastically identify. Failure [...] Canada or the English-Canadian majority, has not been able to reconcile its national vision with Québécois' identity and with their will to be recognized as a nation», Louis Dupont, loc. cit., p. 43.*

Cependant, à cause précisément de sa configuration complexe, le Québec se trouve dans la position de devoir choisir les marqueurs de son devenir, surtout en cette ère où les transformations de son environnement pèsent plus que jamais sur lui. Sa localisation géopolitique et son appartenance à l'Amérique mettent le Québec devant un destin qui [165] pourrait de plus en plus lui échapper. On a tout lieu de s'en inquiéter quand on prend acte de la croyance naïve qui porte les Québécois à penser que l'intégration économique est sans conséquence pour la diversité culturelle ¹⁷⁰.

L'affaiblissement de la souveraineté et de l'autonomie de l'État canadien face à la force d'attraction des États-Unis, l'importance prise par les échanges économiques qui contribuent à éroder les fonctions du politique et, donc, à diminuer l'autonomie des gouvernements des provinces, tous ces facteurs doivent être pris en considération dans l'analyse du thème de l'américanité ¹⁷¹. Prendre en considération tous ces faits et toutes ces tendances, c'est aussi accorder au thème de l'américanité identitaire du Québec une importance *relative*, selon que l'on voit ces mutations comme fatales et que l'on s'en tient simplement alors à décrire une évolution, ou selon que l'on choisit de donner à l'approfondissement de l'identité québécoise une signification qui l'inscrive à plus long terme dans la diversité et dans l'originalité qui lui sont propres. On doit examiner ces facteurs de façon critique, lorsqu'il s'agit de décider de nos choix de société, y compris ceux de politique internationale.

Le terrain de toute politique internationale est fait de sables mouvants. Les situations d'incertitude permettent de réajuster le tir, de rétablir le cap ou simplement de poser des jalons qui peut-être pourront d'abord passer inaperçus, mais qui deviendront plus tard décisifs. Le destin de l'identité du Québec est loin d'être assuré. Rien ne nous oblige maintenant à prendre parti définitivement pour une ou pour des Amériques. Tout nous oblige cependant à développer davantage la conscience critique de notre singularité. Ne pas le faire affaiblirait les chances que

¹⁷⁰ En 1997, 62 % des Québécois considéraient que «la mondialisation de l'économie ne constitue nullement une menace à la diversité culturelle». Voir une étude effectuée par Guy La-chapelle et rapportée dans *Le Devoir*, 21-22 novembre 1998. En 1998, cette proportion était de 65%.

¹⁷¹ Voir le *Journal de Montréal*, 21 août 2001 : «Le Canada risque de devenir dépendant du commerce avec les États-Unis.» Le Canada est dans le peloton des pays «les plus mondialisés» d'après *Foreign Policy*, cité dans *Le Devoir*, 12-13 janvier 2002.

nous avons aujourd'hui de déterminer ce qui définit le champ d'une différenciation ou d'une identité qui mérite d'être reconnue sur le plan politique.

En ce sens, l'américanité ne se donnerait plus comme un décrochage symbolique par rapport à la France, mais tout simplement comme une des dimensions d'une identité [166] complexe et spécifique. J'amorcerai d'abord cet approfondissement par la mise en relief des liens entre langue et culture en tant que fondements d'une singularité que l'intégration nord-américaine vécue dans sa seule positivité pourrait éroder.

Langue et culture

Mes fonctions de déléguée m'ont amenée à côtoyer des Américains de tous les milieux. Toute personne qui se trouve en situation d'expliquer le Québec aux Américains comprend vite qu'elle doit subordonner la question culturelle à toutes les autres, si elle veut être comprise. Il n'est pas simple de faire admettre à un citoyen des États-Unis l'importance que revêt pour une communauté, pour une culture, le fait de marquer son histoire et son destin par des repères politiques. L'insensibilité de nos voisins à une réalité pourtant répandue partout dans le monde, la diversité culturelle, force à s'interroger.

Une piste de réflexion m'a été donnée un jour par un interlocuteur américain qui, comme tant d'autres, manifestait son incompréhension des revendications du Québec : « Vous êtes Canadiens, me dit-il, alors pourquoi ne parlez-vous pas anglais comme le reste du Canada? »

(« *You're Canadians, so why don't you speak English like the rest of Canada?* ») Cette question contenait toutes les explications. Parler une langue ou en parler une autre était indifférent à cet interlocuteur car, dans sa conception des choses, la langue n'était pas constitutive d'une culture spécifique ou d'une façon de voir le monde. Si l'on suit cette logique, les citoyens du Royaume-Uni seraient alors semblables à ceux des États-Unis, du fait qu'ils parlent la même langue. Puisque cette affirmation ne s'applique pas aux peuples anglo-saxons, il n'y a pas de raison qu'elle vaille pour les francophones et, par exemple, qu'on assimile les Québécois aux Français ou inversement... Aux yeux de cet Américain, les diffé-

rences [167] linguistiques entre le Québec et le reste du Canada n'ont pas d'implication culturelle et ne justifient pas des institutions politiques distinctes. On ne s'étonnera pas de trouver cette même conception chez un grand nombre de Canadiens.

À la limite, selon cette vision des choses, la culture spécifique du Québec serait sans lien avec la langue qui y est parlée. La culture des Québécois et des Canadiens serait la même, seule la langue serait différente. On aurait ainsi, d'un côté, une vaste culture de l'américanité, semblable pour tous les peuples des Amériques, et, de l'autre, comme un épiphénomène, comme un accident de l'histoire ou une contrariété, l'entêtement de certains à parler une langue, qu'il suffirait d'inviter à passer à l'anglais, langue de cette culture commune de l'américanité. Cette conception trahit en fait un désir d'assimilation partagé par bon nombre de nos interlocuteurs américains et peut-être, reprise de façon inconsciente, par bon nombre de Québécois. L'appartenance au Canada et bientôt à l'Amérique du Nord imposerait en toute logique de parler anglais, et la culture québécoise devrait accepter de se dissoudre dans un particularisme superficiel et éphémère, avant d'être absorbée dans une totalité parfaitement intégrée.

L'incompréhension de cet interlocuteur américain illustre le caractère éminemment subversif et dissonant du fait de parler français en Amérique du Nord. Par définition, par nature, comme un cadeau de l'histoire, le fait de parler une autre langue que l'anglais entame différemment les mêmes faits et sculpte les abords d'une réalité qui ne peut être saisie à travers la seule catégorie de la nationalité, encore moins de la continentalité ou de l'américanité. Or, l'insistance de nos voisins du Sud et de nos « co-nationaux » de l'Ouest canadien à vouloir contenir la différence culturelle du Québec dans les limites d'un attrait touristique ne s'explique pas seulement par un penchant pour l'anglais favorisé par l'uniformisation marchande du monde.

La nécessité d'unifier les représentations correspond à une phase nouvelle dans laquelle est entrée la région [168] nord-américaine depuis la signature de l'ALENA. Cette conscience culturelle continentaliste est la dernière transformation des rapports sociaux requise par la libéralisation élargie des espaces politiques, comme expression du libre-échange et du marché.

Aux yeux des experts américains, l'idée de communauté économique ne suffit pas. Alan K. Henrikson, un spécialiste des relations canado -américaines, propose :

« On doit produire un sens d'appartenance à la communauté nord-américaine. Sans cela, le marché nord-américain, peu importe qu'il ait été bien négocié, ne pourra pas vraiment réussir ¹⁷². »

D'après cet expert de la Fletcher School of Diplomacy de Harvard, c'est Ronald Reagan qui a posé les bases de l'intégration culturelle au cours de la campagne présidentielle de 1979, en exprimant sa volonté de rapprocher les États-Unis, le Canada et le Mexique. « Il est temps de ne plus considérer nos voisins les plus proches comme des étrangers » (« *It is time we stopped thinking of our nearest neighbours as foreigners* »), disait le président américain. Puis, quelques mois plus tard, son successeur comme gouverneur de la Californie, Edmund G. Brown, poursuivait : « Je vois une sorte de marché commun ou de communauté économique, qui va nous rapprocher de nos frères et soeurs avec lesquels nous partageons cette terre d'Amérique du Nord. Mexicains, Canadiens, autochtones américains - du Nord et du Sud -, tous participent à notre destin et il est temps que nous reconnaissons que nous participons au leur ¹⁷³. »

L'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski, reconnaissait que « la domination culturelle des États-Unis a été jusqu'à présent un aspect sous-estimé de sa puissance ¹⁷⁴ ». Or, la conscience de l'américanité contribue à renforcer la puissance des États-Unis dans la mesure où elle avalise leur domination culturelle. Cette domination ne signifie pas seulement l'« américanisation » du monde, mais aussi l'élaboration et la diffusion des formes multiples d'un consen-

¹⁷² «A sense of North American community must be engendered. Without it, a North American market, no matter how well negotiated, cannot truly thrive.» Alan K. Henrikson, «North-American community : from the Yukon to the Yucatan », *The Diplomatic Record*, 1991-1992, Boulder (Colorado), Westview Press, Institute for the Study of Diplomacy, 1993, p. 77.

¹⁷³ «I see a type of common market or economic community that will bring along with us our brothers and sisters who share this land of North America. Mexicans, Canadians, Native American - North and South - all are a part of our destiny and it is time that we recognize that we are part of theirs.» *Ibid.*, p. 90.

¹⁷⁴ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette, coll. «Littératures», 1997, p. 51.

sus et d'un acquiescement à une culture. La valorisation de l'américanité du Québec fait partie des processus [169] symboliques d'unification qui accompagnent le libre-échange, qui induisent le consentement tacite des populations aux écarts sociaux qui divisent les sociétés entre elles et au sein de chacune d'elles, en introduisant peu à peu, dans les imaginaires, la relativisation et la dilution des cultures politiques distinctes. Au contraire des identités culturelles de l'Europe, profondément ancrées dans l'histoire, les identités des peuples des deux Amériques sont infiniment plus poreuses et plus réceptives vis-à-vis de son centre fort, les États-Unis. Il est légitime de se demander si la conscience de l'appartenance à l'américanité ne constituerait pas le ciment nécessaire à une refondation du politique, favorable à la nouvelle logique de puissance des États-Unis à l'échelle des Amériques. C'est ainsi que cette libéralisation s'accomplit.

Les fausses évidences de l'identité

Certes, il faut évaluer cet enjeu par rapport aux modestes moyens de distanciation symbolique qu'autorise un voisinage dont il ne serait pas dans l'intérêt du Québec d'ignorer l'importance ¹⁷⁵. Le libre-échange est un fait acquis. Appuyé par la très grande majorité des Québécois, malgré certaines retombées discutables, l'ALENA correspond aux intérêts du Québec ¹⁷⁶, sur le plan économique, à l'intérieur d'une stratégie d'indépendance relative par rapport au Canada, et comme manifestation d'une culture d'ouverture à des échanges internationaux de toutes sortes. L'adhésion implicite à une communauté d'intérêts économiques et à une communauté de sécurité nord-américaine est indéniablement la toile de fond sur laquelle s'esquisse la politique internationale du Québec. Mais cette architecture

¹⁷⁵ Dans un article paru dans *La Presse* le 31 mai 2002, Charles-Philippe David et Louis Balthazar rappellent que «nous vivons à l'intérieur du système [américain]»...

¹⁷⁶ Les travaux du Groupe de recherche sur l'intégration continentale fournissent des analyses des multiples retombées de l'ALENA. Voir en particulier Christian Deblock et Gérald Cadet, «Les États-Unis et le régionalisme économique dans les Amériques», *Études internationales*, vol. 32, n° 4, décembre 2001, p. 653-692, et Christian Deblock, Dorval Brunelle et Michèle Rioux, «Mondialisation, concurrence et gouvernance : émergence d'un espace juridique transnational dans les Amériques», *Continentalisation. Cahier de recherche 02-03* [en ligne], Montréal, UQAM, CEIM, GRIC (mars 2002), 32 p. Adresse URL : http://www.unites.uqam.ca/gric/pdf/MCG-le_cas_des_ameriques.pdf.

doit être *renforcée* par quelques options critiques qui lui évitent de prendre pour axe essentiel les seules forces du marché.

L'identité supranationale est une identité postulée par les États pour faciliter les flux économiques, sans qu'on sache (à moins d'une véritable volonté politique comme elle se [170] manifeste dans le cas européen) comment elle peut signifier pour les peuples autre chose qu'une proclamation minimale des droits et un espace de coopération restreint à l'économie. L'américanité est une étape dans la mise en place d'un ordre symbolique nouveau pour lequel la diversité des identités culturelles sera subsumée dans un ensemble imaginaire plus vaste. Il est impératif d'opposer en contrepoint de cette mouvance consensuelle la reconnaissance d'une nécessaire tension critique, comme l'a proposé Joseph-Yvon Thériault dans son ouvrage *Critique de l'américanité* ¹⁷⁷. C'est sur la nécessité de renforcer la conscience subjective par rapport aux processus socioéconomiques qui accompagnent le thème de l'américanité que je voudrais également insister.

Le philosophe Rémi Bague note les effets pervers de la perte de référence aux classiques qu'ont entraînés les mouvements de rupture avec les mères patries. Cette perte s'est faite au profit, dit-il, « de l'objectivité, réelle ou prétendue, d'un regard purement historique ¹⁷⁸ », c'est-à-dire, dans la foulée du positivisme ambiant, au profit d'un regard localisé et autoréférentiel. On peut reconnaître ici certains usages abusivement empiristes de l'américanité, qui la présentent comme le fruit de l'évidence et d'une histoire sélective. Cette vision de l'identité débouche sur l'apologie d'une culture de l'appartenance au lieu, au détriment de la reconnaissance d'une langue et d'une pensée héritées de cultures exogènes. L'apologie de l'américanité et son envers, « le décrochage culturel » ou « la rupture symbolique » par rapport à la France, incitent au contraire à ramener à la conscience des appartenances qu'aucune dénégaration ne parviendra à gommer.

Rémi Bague, qui s'est beaucoup penché sur ces questions, rappelle que l'identité européenne ne correspond pas à un territoire. Posant d'emblée les liens culturels fondateurs entre l'Amérique et l'Europe, il souligne que « l'espace européen, à la différence de l'Amérique, n'a pas de frontières naturelles... Car les frontières de

¹⁷⁷ Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité*, Montréal, Québec Amérique, 2002.

¹⁷⁸ Rémi Bague, *Europe, la voie romaine*, Paris, Gallimard, «Folio», 1992. Bague dira encore : «jamais un peuple n'est une origine absolue.» (p. 18.)

l'Europe sont exclusivement culturelles ¹⁷⁹ ». « L'expérience américaine est romaine [171] en ce qu'elle se fonde sur une transplantation et sur le désir d'instaurer un *novus ordo seclorum*, désir qui témoigne de la profonde légitimité européenne des États-Unis ¹⁸⁰ », ajoute-t-il. Actualiser la conscience européenne, c'est « faire l'expérience de l'ancien comme nouveau et comme ce qui se renouvelle par sa transplantation dans un nouveau sol, transplantation qui fait de ce qui était ancien le principe de nouveaux développements ¹⁸¹ ». Le déracinement et l'arrachement à l'évidence sont donc les traits de cette culture européenne qui, parce qu'elle est raison et conscience, se donne comme le fruit d'une interminable conquête. C'est aussi pourquoi, comme dit Brague, « on ne peut pas naître européen, mais on peut travailler à le devenir ¹⁸² ». Dans la mesure où le Québec, tout comme les États-Unis d'ailleurs mais à une tout autre échelle, s'est construit une identité propre qui n'est pas exclusivement caractérisée par son appartenance continentale, on peut affirmer qu'il appartient aussi à la culture européenne. Inversement, si le Québec devait se fondre dans l'américanité, même en français, il aurait perdu toute capacité à faire « l'expérience de ce qui se renouvelle par sa transplantation dans un nouveau sol ». Il perdrait sa singularité et deviendrait alors américain.

Le consentement à une américanité radicale, c'est-à-dire à une rupture avec ses racines européennes, place le Québec devant un néant identitaire que l'américanité prétend suffire à combler ¹⁸³. Selon des historiens, à la sujétion française, britannique ou romaine, on serait justifié d'opposer l'idée d'américanité, porteuse de liberté et signe d'affranchissement. Or, le paradigme de la « culture de la rupture » ne devrait-il pas, en bonne logique, mener à « rompre » aussi avec l'américanité ? Ou faut-il comprendre que l'américanité constitue une rupture absolue, indépassable ? Est-ce une véritable alternative que celle qui oppose une rupture radicale par rapport à nos influences européennes à une reconquête spécifique et inépuisable de ces sources ? La politique internationale, qui projette le devenir du Québec par rapport aux deux principales sources de sa culture, l'européenne et [172] l'améri-

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 15.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 50.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 49.

¹⁸² *Ibid.*, p. 188.

¹⁸³ Voir encore à ce sujet l'étude de Joseph-Yvon Thériault, *op. cit.*

caine, représente donc un de ces foyers où il est nécessaire de préciser quel projet de société on souhaite développer.

Il n'est pas inutile d'observer comment opère la légitimation actuelle de l'américanité. Car cette notion identitaire, tout en s'appuyant sur l'économique, est renforcée par des discours savants. Dans une interview accordée à la revue *Argument*, Yvan Lamonde affirmait : « La position libre-échangiste des élites québécoises est un atout pour envoyer un signal clair ; elle dit aux Américains : quand, à propos du Québec, vous pensez à un Cuba du Nord, revoyez votre copie ¹⁸⁴. » Ce constat politique est exact. Les déclarations d'« américanité » sont considérées par de nombreux dirigeants comme un atout pour la séduction politique de notre très puissant voisin, au risque même que ce message soit reçu comme le signe d'une disposition favorable à la subordination attendue par les États-Unis.

Dans la même logique, certains espèrent qu'en cas de victoire souverainiste, ces retombées de la promotion de l'américanité faciliteront la reconnaissance du Québec comme « État successeur » au sein de l'ALENA. On peut comprendre cette tentation politique, mais on est en droit de s'étonner que la sociologie ou l'histoire puissent abdiquer si facilement devant l'économique quand il s'agit de rendre compte de la trajectoire d'une subjectivité historique. Car la démocratie n'est pensable que si le culturel et le politique jouissent d'une autonomie relative par rapport aux forces économiques, c'est-à-dire de la capacité d'un sujet historique de façonner sa propre histoire. Confronté demain à la ZLEA, tout l'imaginaire du sujet politique devra-t-il se réduire à l'américanité ?

L'empressement à défendre *par l'évidence* l'américanité trahit une pensée déterministe et économiciste, selon laquelle le symbolique doit s'inspirer de l'économique et le refléter. Ainsi, le sens de l'histoire serait déterminé par le mouvement des choses au lieu d'être l'expression de la volonté des hommes. La liberté des citoyens serait confinée à [173] l'espace de négociation des préférences et des intérêts. Cette vision libérale ne correspond pas à la conception républicaine de la démocratie selon laquelle la liberté des choix à l'endroit des valeurs, des institutions et des solidarités s'exprime aussi bien collectivement, au nom d'une commu-

¹⁸⁴ Yvan Lamonde, « Rien ne peut venir que de nous-mêmes - Entretien », *Argument*, vol. 1, n° 1, hiver 1999, p. 62.

nauté, qu'individuellement. C'est d'ailleurs une telle conception républicaine de la liberté qui caractérise le projet de souveraineté du Québec.

Americanité et liberté républicaine

Les liens de causalité qu'impose l'approche déterministe ont des effets multiples. Ils affectent l'autonomie du politique, ils modifient la signification de la souveraineté, réduisent sa dimension républicaine à une vision ultra-libérale et ils forcent les choix de la politique internationale du Québec. L'économie en vient à dominer le politique. Or, c'est l'autonomie relative de chacun de ces deux aspects de l'activité humaine qui, créant un véritable espace pour le politique, devrait sous-tendre une conception de la démocratie véritable. Il importe donc de considérer l'intégration continentale du Québec pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un choix économique des plus rationnels, effectué dans un monde caractérisé par la formation de blocs économiques régionaux et par un mouvement généralisé de libéralisation des échanges, un choix qui traduit l'autonomie de la volonté politique et de la délibération qui l'a précédé.

L'économie a ses raisons, la souveraineté de l'État a les siennes. Ce sont celles de l'institution d'un sujet de droit, reconnu comme tel par les autres sujets de droit, c'est-à-dire susceptible d'autonomie. Même si l'État qui exerce cette autonomie voit ses attributs de plus en plus érodés par des mouvements transnationaux et par de nouvelles formes de coopération supranationales, c'est la souveraineté qui demeure le relais, par le haut et par le bas, de l'expression des volontés d'une société démocratique. Par le haut, la [174] souveraineté consacre la légitimité nécessaire à l'État pour convenir de ses alliances avec d'autres États. Par le bas, elle permet au peuple d'agir en première et en dernière instance dans l'élaboration et la sanction de ces choix. Le projet de souveraineté deviendrait un non-sens si le libre-échange commandait non seulement la restructuration de l'économie mais aussi la *continentalisation de la culture*, c'est-à-dire la fin de la *diversité comme valeur démocratique*, au profit d'une conception de la *diversité comme valeur marchande*, telle qu'elle est conçue et démultipliée par la puissance américaine. En fait, ces deux conceptions doivent être concomitantes dans la mesure où l'effet intégrateur du marché est une donnée indépassable, et la démocratie, une création

nécessaire de la liberté. Il appartient aux citoyens de ne pas se laisser aveugler par la seule logique du libre-échange.

Lorsque le Parti Québécois proclame sa volonté de contribuer à une « mondialisation équitable », il s'inscrit d'ailleurs en faux contre cette conception dominante de l'américanité ¹⁸⁵. Il serait utile de savoir si cet objectif est un mot d'ordre magique ou s'il peut être compatible avec une politique internationale centrée sur les États-Unis. Bien entendu, il est difficile de répondre que « mondialisation équitable » et « alliance prioritaire avec les États-Unis » sont compatibles. Le projet de favoriser « la mondialisation autrement » ne peut être dissocié d'une politique d'ensemble. Seuls, en fait, les objectifs de sécurité et les valeurs partagées qu'ils sous-tendent peuvent être véritablement traités à part et laissés pour l'essentiel au partenariat canado-américain, dans la mesure où ces enjeux renvoient globalement à des questions interdépendantes. Par contre, si certaines élites croient que la continentalisation de l'identité québécoise est inévitable, si d'autres pensent qu'il ne nous est pas possible de renforcer l'identité du Québec par une certaine mise à distance symbolique de l'américanité au profit de la valorisation du lien qui associe intimement langue et culture spécifiques, il est inutile de vouloir former un pays. Si la force d'attraction des États-Unis est si grande que les souverainistes [175] n'ont pas d'autre choix que d'y consentir, qu'est-ce qui pourrait en effet justifier un objectif de souveraineté ?

Toutes les identités culturelles nationales sont aujourd'hui confrontées à ce risque, même celles qui ont déjà un État. Il suffit de penser aux débats qui agitent les pays de l'Union européenne. Le spécialiste des relations Québec-États-Unis, Louis Balthazar, ne pouvait être plus clair ni plus juste à ce sujet. Évoquant les liens entre le Canada et les États-Unis, il va jusqu'à dire :

La relation entre les États-Unis et le Canada n'est pas une relation entre deux pays, c'est une symbiose, une relation existentielle. Les États-Unis, on est quasiment dedans. Le Canada est un sous-produit des États-Unis. Cela est moins vrai toutefois du Québec. Mais il nous reste encore à

¹⁸⁵ Thème d'un colloque du Parti Québécois tenu à Montréal le 5 octobre 2002.

trouver la meilleure façon de préserver notre identité culturelle devant la forme irrépressible de cette intégration continentale ¹⁸⁶.

L'américanité n'est pas seulement la reconnaissance de l'appartenance du Québec aux Amériques. C'est aussi une idéologie qui se donne comme représentation de ce qui est bien et vrai ; qui assigne une place et un sens à ce qui pourrait être représenté autrement ; c'est aussi un mythe qui fournit les conditions symboliques d'une *représentation unificatrice* de la diversité culturelle. Au-delà de quelques constats empiriques et de la projection d'un lien, important certes, l'américanité ne fournit pas à la société québécoise les moyens de comprendre toute sa différence, sa singularité, l'ensemble des particularités de son histoire et, surtout, de consolider son autonomie à l'échelle des continents ¹⁸⁷.

La promotion de l'américanité de l'identité québécoise n'est donc pas une proposition naïve. Même si ceux qui la valorisent se défendent de poursuivre un objectif politique, l'efficacité de cette représentation est réelle, même indépendamment de la volonté de ses promoteurs. Le consentement à l'américanité n'est pas seulement le résultat d'une observation empirique, comme ce consentement veut se donner, [176] en fondant son argumentation sur des faits. L'américanité de l'identité québécoise n'est pas réductible à un discours anthropologique, sociologique ou littéraire, ces discours savants fussent-ils tous admirablement construits, étayés et se tenant dans un rapport critique avec la vérité. La promotion de l'américanité du Québec s'inscrit plutôt dans une vague favorable aux maîtres d'œuvre de l'élargissement d'un espace économique libéral, fondé sur une communauté de sécurité et soutenu par une vaste cohésion consensuelle.

Le souci actuel de valoriser l'américanité est donc pour une part un effet de structure, aussi involontaire soit-il. Il est cette sorte de « procès sans sujet », le produit symbolique nécessaire à l'intégration entre des États voisins dans l'ALENA, traité qui a inspiré l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI)

¹⁸⁶ Louis Balthazar, cité dans *Forces, la voix internationale du Québec*, n° 132, octobre 2001, p. 16.

¹⁸⁷ Voir à ce sujet les articles «Le sommet de l'identité culturelle américaine», *Le Devoir*, 2 avril 2001, et «Vers une citoyenneté des Amériques», *Le Devoir*, 5 avril 2001, qui traduisent au mieux cette tendance. Notons au passage que les Mexicains ne se définissent pas par leur américanité, mais bien par leur «hispanité».

conçu par l'OCDE, qui doit servir de modèle aux blocs régionaux en vue d'élargir sans cesse la libéralisation de l'économie ¹⁸⁸.

Le discours sur l'américanité remplit donc la fonction d'un mythe dont la pertinence doit être évaluée par rapport à des choix de société. Car ce discours, à la fois utile et lénifiant sur les bienfaits de l'appartenance à une vaste communauté et sur l'intégration économique-politique continentale des Amériques, contribue à rétrécir et à limiter, et *non pas* à élargir, le champ des options libres des citoyens québécois face à leur avenir et à la politique internationale du Québec. La seule perspective qui convient à la réalisation de ce mythe, c'est en effet la consolidation de la « cité sur la colline », évoquée par Charles Doran.

L'américanité et la France

Pour l'instant, je soulignerai, sur un autre plan, que l'américanité entraînera quelques effets dans la relation du Québec à la France (effets souhaités par quelques intellectuels québécois), à moins qu'ils ne soient corrigés. Bien évidemment, ces effets apparaîtront à long terme et les tensions qui se sont [177] manifestées autour de la guerre contre l'Irak peuvent être considérées comme un indicateur de l'importance qu'il faut accorder au traitement de ces tensions et à l'ensemble des alliances susceptibles d'atténuer l'emprise unilatérale d'un seul partenaire.

Il n'est pas étonnant que les signes du virage suscité par la promotion de l'américanité dans le positionnement diplomatique du Québec soient apparus aussi en France. Le « Printemps du Québec », en 1999, a représenté un moment choisi pour que le Québec, par la voix de ses représentants, mette en exergue cet aspect de son identité. Dans certains discours officiels, le Québec tournait ainsi le dos à sa parenté avec la France pour insister plutôt sur son américanité. C'est à Paris que mon attention a été alertée par cette volte-face dans le discours officiel du Québec. En 1997, à l'occasion de la célébration des résultats annuels de la coopération interuniversitaire franco-québécoise, le représentant du gouvernement français avait salué ces échanges dans le domaine de l'éducation comme étant les fruits de

¹⁸⁸ Voir à ce sujet l'article d'Éric Pineault, « L'AMI, constitution pour une économie globalisée ? Un rappel des faits et une interprétation de leur signification sociale », in Michel Freitag et Éric Pineault, *Le monde enchaîné*, Québec, Nota Bene, 1999.

deux branches d'un même arbre. Les racines européennes du Québec venaient d'être évoquées. La riposte de la sous-ministre représentant officiellement le gouvernement du Québec ne se fit pas attendre. Elle s'empessa de corriger la métaphore française en précisant que le Québec et la France constituaient plutôt deux arbres dans deux sols distincts... Cette nuance ne me semblait pas anodine. En interrogeant l'intéressée sur les raisons de sa remarque, j'appris le véritable agacement du gouvernement du Québec devant la vision française des deux sociétés rattachées à un même arbre.

À Paris, en ce mois de mars 1997, deux ans avant le Printemps du Québec, la métaphore de la branche opposée à celle des deux arbres dans des sols distincts venait d'illustrer les traces d'un doute identitaire non résolu. Le Québec, par l'intermédiaire de cette représentante du gouvernement, exprimait encore ses doutes sur son affranchissement d'une pensée post-coloniale qui prétend par ailleurs être déjà dépassée. Au contraire, le doute des Québécois sur leur [178] véritable autonomie par rapport à la France trouve encore à s'exprimer. S'ils se considéraient eux-mêmes affranchis, ces Québécois ne croiraient pas utile d'en chercher encore la reconnaissance. Le terrain de ce doute, largement exploré par Yvan Lamonde, serait devenu une des fondations actuelles de la quête d'un « décrochage » par rapport à la France, décrochage qui cherche à se réaliser par un surinvestissement dans le fantasme des Amériques. Et la conception européenne de l'héritage de la romanité dont parle Rémi Brague, en tant que culture de la critique sans territoire propre, venait d'être ramenée à son aire géographique.

Le « Printemps du Québec » en France, célébré en 1999, devait fournir l'occasion de pousser plus loin cette occurrence symbolique. Plusieurs discours officiels traduisirent cette convergence entre, d'un côté, une volonté gouvernementale de rappeler en France et en Europe l'insertion du Québec dans le projet nord-américain, ce qui revenait à souligner son rattachement à la puissance américaine et, d'un autre côté, un certain discours savant sur l'américanité du Québec. Un débat organisé à la Sorbonne se chargerait d'exprimer la nouvelle volonté québécoise de prendre ses distances vis-à-vis de la France.

Sous la responsabilité de l'ancienne ministre des Affaires culturelles, Agnès Maltais, un colloque intitulé « Des accents d'Amérique » réunissait deux tables rondes sur les thèmes « Littérature québécoise et américanité » et « D'où vient notre américanité ? » Une introduction au contexte historique à l'intérieur duquel

les Français devraient désormais comprendre le Québec fut esquissée. « Toucher à l'américanité, c'est faire basculer les dominos des influences politico-culturelles étrangères sur le Québec - le domino France, le domino Angleterre, le domino Rome ; penser son appartenance à l'hémisphère américain, c'est repenser son rapport à l'Europe et plus particulièrement à la France, décrocher d'une vision européenne et française du Québec ¹⁸⁹ », dit Yvan Lamonde aux Français. Et il ajoutait : « La pensée de la rupture des liens post-coloniaux est d'abord politique, mais elle n'est [179] pas que politique. Elle passe aussi par la conception d'actes fondateurs, y compris celui d'une affirmation d'indépendance intellectuelle ¹⁹⁰. » « Qu'on le veuille ou non, avait déjà écrit Lamonde, on ne peut court-circuiter la réflexion sur *la rupture politique et symbolique avec les métropoles*, sur l'état d'achèvement ou d'inachèvement de cette rupture ¹⁹¹. » Tout un programme pour les relations du Québec avec la France venait d'être tracé ! D'une part, la nécessité de rupture des liens politiques avec la France et, ensuite, l'affirmation d'une indépendance intellectuelle qui invitait à tempérer ou même à mettre fin à la coopération culturelle que le gouvernement du Québec entretient, même si c'est sous la forme d'une portion congrue, avec la France. Deux remarques me semblent nécessaires : 1) l'indépendance intellectuelle et culturelle du Québec par rapport à la France est accomplie depuis longtemps et elle semble profonde et générale ; 2) consentir sans regard critique à l'américanité du Québec, c'est prendre le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Avant de conclure sur ce thème de l'américanité, j'esquisserai quelques propositions devant le climat « post-colonial » qui souffle sur le Québec actuel. Je ne crois pas pour ma part que le Québec souffre encore aujourd'hui, comme le suggère Gérard Bouchard, des « distorsions que peut entraîner un rapport culturel à la mère patrie lorsqu'il se drape dans une éthique inconditionnelle de la filiation et de la fidélité ¹⁹² ». Bouchard attribue pourtant la prédominance de ce type de rapport négatif à la France à une époque qui serait terminée, selon lui, depuis le

¹⁸⁹ Yvan Lamonde, in Hubert Reeves (dir.), *Actes du colloque «Québec un accent d'Amérique»*, Paris, Syndicat national de l'édition, 1994, p. 12-13.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Yvan Lamonde, *Ni avec eux ni sans eux, le Québec et les États-Unis*, Montréal, Nuit blanche, 1996, p. 92.

¹⁹² Gérard Bouchard, «L'américanité : un débat mal engagé», *Argument*, vol. 4, n° 2, printemps 2002, p. 167.

milieu du XXe siècle. Cependant, inspiré par le même souci qu'Yvan Lamonde, mais en étant toutefois plus circonspect et plus nuancé, Gérard Bouchard donne son avis sur ce que devraient être les rapports culturels France-Québec. J'en retiendrai quelques indices qui me paraissent traduire, bien au contraire, une pensée incertaine de l'affranchissement post-colonial.

Dans une sorte de vade-mecum de la coopération franco-québécoise, Bouchard suppose que le travail de « décrochage » d'une position de subordination par rapport à la [180] France ne serait pas achevé. Parmi ces critères qui devraient guider le rapport actuel à la France, il retient surtout ceux qui traduiraient des rapports de pouvoir négatifs et défavorables au Québec, comme le seraient l'absence de parité, un éclairage normatif à sens unique en faveur de la France, une structure qui inférioriserait le Québec, bref, la non-réciprocité et des avantages comparatifs défavorables ¹⁹³. Disons d'abord qu'il appartiendrait aussi aux responsables de ces relations établies dans la durée de se pencher sur ces critères et d'effectuer à leur lumière une évaluation de leur évolution. Pour ma part, après trois années de pratique de la coopération universitaire franco-québécoise alors que j'étais responsable à Paris de la codirection du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, après plus d'une vingtaine d'années de coopération avec des universitaires français à titre d'étudiante puis de professeure associée (pendant deux ans) et d'auteure, et sans prétendre que mon expérience a valeur scientifique, j'avancerai un point de vue bien différent de ceux de Bouchard et de Lamonde.

Séparons d'abord les relations institutionnelles et paragouvernementales des relations individuelles. Quant aux premières, le manque d'affirmation égalitaire du Québec, si un tel manque existe, proviendrait plus de pratiques isolées que des milieux institutionnels eux-mêmes. À l'intérieur du milieu institutionnel, il est vrai que, sur une base individuelle, certains Français, fort heureusement assez rares, considèrent parfois que les Québécois doivent se plier à leur vision qu'ils jugent bien entendu supérieure! Dans le cas de telles pratiques, il appartiendrait au gouvernement du Québec de soutenir fermement ses représentants en refusant les situations d'inégalité ou de non-parité. J'ai été témoin de situations semblables, même si elles me semblent exceptionnelles, et il est vrai que le gouvernement québécois a plutôt tendance à s'effacer qu'à se rebiffer. Cette attitude timide est

¹⁹³ *Ibid.*, p. 176-178.

politique et elle doit être expliquée par rapport au contexte général dans lequel s'élabore l'ensemble de la politique internationale du Québec, et vis-à-vis de l'absence d'équilibre [181] entre les deux partenaires dits privilégiés, les États-Unis et la France. Pour faire vite, je dirai que d'un côté, le Québec cherche à plaire aux États-Unis, et que de l'autre, face à la France, il est tenté d'afficher son indépendance.

On peut dire, à la décharge de ceux qui la mettent en oeuvre, que la politique internationale du Québec évolue dans la complexité et nourrit de nombreuses ambiguïtés. Cette politique a mis en place progressivement les conditions d'une nouvelle forme de sujétion, tournée vers le mythe des Amériques. On y trouve en conséquence la source d'un rapport secondaire et souvent tordu à la France. Les expériences individuelles peuvent varier, au gré des individus et des circonstances et il est impossible d'en tirer des conclusions générales qui iraient dans le sens d'une attitude de domination culturelle de la part de la France.

Au contraire des inquiétudes de Bouchard et de Lamonde, il m'apparaît que si le Québec et les Québécois faisaient le calcul de leurs intérêts, ils choisiraient d'affirmer davantage leurs liens politiques avec la France, en entité adulte et affranchie. Ils seraient alors mieux en mesure de négocier face aux Français la valeur et la profondeur de leur identité. Que de fois ai-je entendu des responsables français constater au cours des dernières années de mon séjour professionnel en France que les Québécois ne manifestaient pas un très grand « désir de France » !...

Comme le démontrera le prochain chapitre, le Québec a été ces dernières années minorisé et mis au second plan par rapport aux relations qu'entretient la France avec le Canada. Le Québec est devenu, comme me le dira un diplomate français, « un sujet indirect » de la politique étrangère française. La véritable cause de la sujétion du Québec à l'endroit de la France, s'il en est une, serait à chercher dans l'équilibre ingrat des rapports politico-diplomatiques entre les États-Unis, la France et le Canada, plutôt que dans une attitude de subordination des Québécois ou du Québec dans son ensemble. Briser le paradigme actuel de la relation Québec-États-Unis est la seule véritable voie d'une affirmation [182] politique à la fois d'indépendance et de solidarité par rapport à la France.

Enfin, sur le plan des individus, même si cela est moins spectaculaire que dans le domaine de la chanson, il y a longtemps que les universitaires français traitent sur un pied d'égalité avec les Québécois. On peut nommer quelques milliers de chercheurs qui coopèrent dans la durée en dehors des limites de la Commission intergouvernementale de coopération ¹⁹⁴. Au moins 2000 chercheurs français, inscrits dans tous les domaines de la vie scientifique, viennent au Québec chaque année, sur une base individuelle et à l'occasion de séjours universitaires financés par des projets de recherche, des colloques entre autres pour s'y former, pour y apprendre, pour discuter. Séminaires, enseignement, articles, missions, coédition témoignent d'une expérience d'égalité et de l'admiration de nombreux Français à l'endroit des réalisations des Québécois. Dans le domaine des sciences humaines seulement, qu'on pense au succès de plusieurs auteurs québécois, aux publications chez des éditeurs français de renom (même si l'on peut souhaiter qu'elles soient plus nombreuses), à l'occupation de postes d'enseignement suffisamment prestigieux pour ne pas être mis au compte de l'arrogance colonial ¹⁹⁵. Dans les sciences humaines, que l'on pense au rayonnement des Gérard Bergeron, Jean-Louis Sabourin, Jacques-Yvan Morin, Andrée Lajoie, Claudette Houde, Gilles Dostaler, André Dugas, George Leroux, etc. Sans compter ceux qui ont choisi de poursuivre en France de brillantes carrières universitaires, comme le philosophe Luc Brisson, l'économiste Claude Ménard, le géographe Louis Dupont ou l'astrophysicien Hubert Reeves. On peut ajouter encore les 4000 à 5000 étudiants français qui choisissent chaque année de venir étudier dans les universités québécoises. Roch Denis, recteur de l'UQAM, soulignait que « pendant que, dans son bureau à Québec, le ministre de l'Éducation somme les universités québécoises de prouver qu'elles sont performantes, on a l'impression qu'ici, écrivait-il à propos de la France en 2001, les gens savent déjà qu'elles [183] le sont et font des pieds et des mains pour s'y inscrire ¹⁹⁶ ». Sans vouloir embellir une situation qui pourra toujours être améliorée, il me semble urgent de sortir d'une vision complexée de nos

¹⁹⁴ On pourra, à titre indicatif, consulter le site du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ), qui contient déjà quelques centaines de références : www.siou7jussieu.fr/comm/quebec.htm.

¹⁹⁵ Il est vrai que le cas de l'édition et de la diffusion de la littérature québécoise est particulier. De nombreux débats ont eu cours à ce sujet et les causes de cette lente diffusion traduisent plus la concurrence du marché français que le mépris souvent prêté à tort à l'endroit de la littérature québécoise.

¹⁹⁶ Roch Denis, *Le Devoir*, 18 janvier 2001.

rapports avec la France. C'est de cette manière seulement qu'on pourra prétendre à l'égalité et à la parité.

S'il faut parler d'inégalité, elle est plutôt repérable aujourd'hui dans l'intérêt décroissant des jeunes Québécois à l'endroit de la France. Cette attitude nouvelle, qui les porte vers les États-Unis et vers l'Angleterre, n'est pas seulement attribuable aux universités françaises ou au manque de bourses. Elle est aussi le fruit de ce que Bouchard appelle lui-même « un puissant discours de l'authenticité dirigé contre la tutelle européenne ¹⁹⁷ ».

Dans la foulée de la vague américaine qui déferle depuis quelque temps sur nos rives et dans nos esprits, le rapport à la France apparaît donc comme la face cachée de cette question. Certains analystes soulignent la trop grande importance qui aurait été accordée à la France dans nos relations officielles au détriment des États-Unis. D'autres notent encore que TV5 nuit à l'objectivité du regard que nous devrions porter sur le gouvernement Bush et sur les États-Unis! La diabolisation de la France qui sévit depuis quelques années aux États-Unis a rejoint le Québec. Et un soupçon d'antiaméricanisme frappe toute personne qui critique l'américanité. Les amalgames sont faciles. Au moment où j'écris ces lignes, il est encore impossible d'évaluer quelles seront les retombées sur l'identité québécoise de la crise suscitée par l'agression américaine contre l'Irak. Sans l'expression des solidarités contre cette guerre et sans les centaines de milliers de manifestants au Québec, on aurait pu croire que la pensée unique aujourd'hui au Québec était en train de prendre la forme d'une adhésion inconditionnelle à l'Amérique. Comme si, depuis les lendemains d'un tragique jour de septembre 2001, aucune autonomie, aucune distance ne devait plus s'exprimer, se formuler, se concevoir, sans que soit évoqué, au nom des menaces à la sécurité, le paradigme nord-américain.

[184]

Or, le Québec se situe au carrefour de deux cultures. Cette bipolarité fait sa force. Ni la France ni l'Amérique ne peuvent prétendre l'assimiler ni le confondre, tant et aussi longtemps que la langue y sera celle d'une culture *autre* et la source d'une autonomie relative, autonomie linguistique et autonomie culturelle. C'est pourquoi il importe plus que jamais de déterritorialiser nos imaginaires, prison-

¹⁹⁷ Gérard Bouchard, *loc. cit.*, p. 174.

niers d'une logique fonctionnaliste continentale et régionale. C'est là ce qui fonde la nécessité de donner au Québec une capacité de distanciation.

Une histoire ancienne

La métaphore des deux arbres distincts qu'évoquait la sous-ministre à Paris en 1997 n'était pas tout à fait nouvelle. L'écrivain français Étienne Gilson, en 1946, avait déjà donné le ton à cette polémique en publiant un texte dans *Le Monde* qu'avait commenté l'essayiste Robert Charbonneau dans *La Nouvelle Relève*, parue à Montréal en 1947 :

[Le Canada] se souvient d'avoir été une branche de l'arbre français, mais aussi d'en avoir été coupé, puis, laissé sur le sol, d'y avoir tout seul pris racine, d'avoir vécu sans nous, grandi sans nous, conquis par son seul courage, par sa seule perspicacité et par une continuité de vues qui ne nous doit en rien le droit à sa propre langue, à ses propres méthodes d'éducation et à sa propre culture. Si nous sommes l'arbre, jamais arbre ne s'est moins soucié de sa branche. Qu'il s'en soucie aujourd'hui, rien de mieux, mais ce qu'il retrouve, après l'avoir si longtemps négligé, ce n'est plus une branche, c'est un arbre : un arbre de même espèce que lui, mais un autre arbre qui est un arbre comme lui ¹⁹⁸.

Gilson affirmait qu'on peut sortir de la zone d'influence d'une grande puissance littéraire comme la France. L'écrivain canadien-français René Garneau prétendait au contraire que si le Québec échappait à l'influence de la France, [185] il tomberait alors sous l'influence de l'Amérique! Robert Charbonneau fit paraître dans *La Nouvelle Relève* le commentaire suivant :

Mais oui, monsieur Garneau, on en sort. La preuve, c'est que la Russie en est sortie, c'est que les États-Unis en sont sortis, c'est que l'Amérique du Sud en est sortie. Et si les Russes sont sortis de la zone d'influence allemande et française, les États-Unis de la zone anglaise, les pays d'Améri-

¹⁹⁸ Étienne Gilson, cité in Robert Charbonneau, *La France et nous. Journal d'une querelle*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1993, p. 46-47.

que du Sud de la zone espagnole, c'est pour acquérir une autonomie que personne aujourd'hui ne songe à mettre en doute ¹⁹⁹.

La preuve est faite, en effet, que le Québec est sorti de la zone d'influence de la France et sa littérature en est la marque incontestable. Robert Charbonneau ajoutait : « M. Garneau me dira que les pays que j'ai mentionnés ont une population supérieure à la nôtre. Cela est vrai, mais le talent d'un écrivain, son indépendance spirituelle ne dépendent pas, que je sache, du nombre de ses compatriotes. [...] Si nous créons vraiment des oeuvres originales et profondément canadiennes, elles pourront être traduites, leur rayonnement en sera centuplé ²⁰⁰. »

Cependant, la preuve n'est pas encore faite que l'œuvre littéraire de demain ne sera pas le reflet des fascinations d'aujourd'hui. Doit-on s'en inquiéter ? Non, comme le dit Bernard Dorin, à propos de l'américanité, « à condition évidemment de ne pas quitter une influence pour se jeter à corps perdu dans une autre ²⁰¹ ».

* * *

Les préoccupations exposées ici partent du constat qu'à ce sujet, malgré les réussites linguistiques et un certain volontarisme politique, rien n'est encore définitivement joué. Contrairement à la France dont ils se sont affranchis, les Québécois pourraient être en train de s'aligner sur l'influence nord-américaine plutôt que d'approfondir ce qui fait leur [186] singularité. C'est pourquoi, sur le plan de la volonté politique requise par la situation du Québec, il me semble nécessaire de placer la relation à la France dans une logique renouvelée, libérée de toute crainte de sujétion. Les deux chapitres qui suivent accorderont donc une large place à ce qu'il faudrait entendre par « approfondir les relations du Québec avec la France tout en cultivant une relative autonomie », position critique qui devrait guider aussi les relations du Québec avec les États-Unis, en particulier dans le contexte des conditions futures de libéralisation politico-économique envisagées pour les Amériques.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 51.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 51-52.

²⁰¹ Bernard Dorin, in Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, *Le lobby du Québec à Paris*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 131.

[187]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre VI

Les intérêts de la France à l'endroit du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Comme l'admettent de nombreux Français, la relation entre le Québec et la France est complexe et tourmentée. Ce chapitre s'efforce de saisir la position officielle de la France devant les glissements culturels du Québec, plus sensibles depuis l'ALENA. Afin de bien comprendre la vision française du Québec et de mieux mesurer les conséquences pour l'avenir de tout risque d'éloignement réciproque, qu'il soit politique ou culturel, il est utile d'écouter quelques-uns des acteurs qui formulent la position officielle de leur pays. Grâce à l'aide du consul général de France qui était en poste

à Québec en 2001, Dominique Boché, j'ai pu m'entretenir à Paris avec une quinzaine de diplomates, intellectuels et hauts responsables de l'administration ²⁰². Deux préoccupations ont guidé cette recherche : je voulais mesurer la

²⁰² Je remercie ces personnalités de m'avoir accordé, en juin et en juillet 2001, des entretiens marqués par la franchise et l'amitié qu'elles portent au Québec. Au moment de ces entre-

compréhension qu'ont les Français des liens politiques du Canada avec les États-Unis ainsi que des éléments de contrainte continentaux, surtout politiques et culturels, qui pèsent de plus en plus sur le Québec, à l'intérieur d'une dépendance économique presque exclusivement tournée vers les États-Unis. Trois thèmes ressortent de ces entretiens. 1) les caractéristiques qui, aux yeux de la France, la rapprochent du Québec à travers ce qui distingue les deux pays des États-Unis ; 2) la [188] dynamique de l'alliance entre la France et le Canada et ses conséquences pour le Québec ; 3) le statut réel du Québec pour la diplomatie française.

Il m'a été plus facile d'interroger les autorités françaises à propos du Québec qu'il ne l'aurait été d'obtenir des entretiens de même niveau hiérarchique avec des dirigeants américains. On sous-estime les difficultés éprouvées par le Québec à Washington, le Québec étant considéré comme une province canadienne ayant moins de pouvoir qu'un État américain. Dans le cas français, les liens diplomatiques sont étroits et agissent comme une courroie de transmission efficace. Pour le Québec, c'est sa culture francophone qui explique cette proximité et, pour la France, sa stratégie de puissance à l'échelle de l'Europe et du monde. De par sa situation en Amérique du Nord, le Québec pourrait constituer un partenaire privilégié de la politique étrangère de la France. Or, il n'est pas clair qu'il en soit ainsi. C'est plutôt le Canada qui représente pour la France ce partenaire à séduire dans la mesure où les deux pays pourraient s'allier sur des positions communes en vue d'infléchir (avec d'autres États) dans certains cas les seules volontés américaines. La

vues, ces personnalités, associées aussi bien à la droite qu'à la gauche, occupaient les positions suivantes : Dominique Boché, consul général de France à Québec de 1998 à 2001, actuellement ambassadeur de France ; J. Croquette, directeur de cabinet du ministre délégué à la Coopération et à la francophonie ; Régis Debray, écrivain ; Dominique de Combles de Nayves, directeur de cabinet, ministère de la Défense, ancien consul général de France à Québec, actuellement ambassadeur ; Jacques Delgutte, président de l'Association France-Québec ; Bernard Dorin, ambassadeur de France et ancien conseiller auprès de l'ambassade de France au Canada ; Alain Finkielkraut, écrivain ; Jean-Pierre Filliou, conseiller diplomatique du premier ministre ; Jean-François Girault, conseiller diplomatique du président de la République et actuellement ambassadeur ; Roland Goeldner, chef du département des Amériques et des Caraïbes à la direction de la coopération internationale et du développement au ministère des Affaires étrangères ; Loïc Hennekinne, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (Quai d'Orsay) ; Xavier Merlin, conseiller technique au cabinet du ministre de la Culture ; Henri Rhétoré, coprésident de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire et ancien consul général de France au Québec ; Philippe Séguin, ancien président de l'Assemblée nationale ; Yves Saint-Geours, directeur général adjoint à la direction de la coopération internationale et du développement au ministère des Affaires étrangères ; Rémi Van Lede, conseiller à la direction des Relations économiques extérieures du ministère de l'Économie, des Finances, de l'Industrie et du Commerce extérieur.

crise irakienne en a été l'illustration. La France a déployé ses efforts pour obtenir l'appui du Canada et le Canada a tenté de jouer pendant quelque temps les intermédiaires, puis de projeter une image d'indépendance par rapport aux États-Unis. Depuis la défaite souverainiste de 1995, la France mise plus sur le Canada que sur le Québec. L'influence des États-Unis sur le Canada devrait être prise en compte par le Québec dans l'élaboration de sa relation avec la France, car cette influence est précisément un objet important dans les relations que la France entretient avec le Canada. Quant aux relations du Canada avec la France, elles sont animées, pour une bonne part aussi, par un intérêt à faire écran à la relation de la France avec le Québec.

Au début des entretiens que j'ai menés à ce sujet en France, un diplomate m'a immédiatement alertée : « C'est précisément au moment où la France perçoit plus clairement [189] l'émergence de ses intérêts au Québec, me dit-il, que celui-ci se tourne vers l'Amérique et découvre son américanité. »

Si le Québec n'est pas toujours clair avec la France, comme on l'observe de plus en plus, la France ne l'est pas non plus avec le Québec. Le choix des Québécois de ne pas se donner les moyens d'un État cerne en partie l'ambiguïté française. Ainsi, malgré d'innombrables manifestations d'amitié, les relations entre les deux partenaires sont profondément marquées par le fait que le Québec demeure une province du Canada qui est, lui, un allié de la France.

Depuis la volonté du général de Gaulle de fonder officiellement les échanges entre la France et le Québec sur le modèle de relations diplomatiques entre États, volonté concrétisée par l'ouverture de la délégation générale du Québec en France en 1961 et l'attribution du statut diplomatique en 1964, les vents ont soufflé des deux côtés dans toutes les directions, allant, selon les partis au pouvoir et selon les personnalités des dirigeants, d'un éloignement modéré à la recherche d'une complicité avouée et exigeante. L'heure n'est pas aux bilans. Ils ont été nombreux et leur dénominateur commun révèle à long terme ce qu'il est convenu d'appeler « la non-indifférence de la France », un partenaire et un allié qui demeure pourtant circonspect ²⁰³.

²⁰³ Frédéric Bastien a consacré un ouvrage à cette question. Mon expérience en France, les entretiens dont rend compte ce chapitre et mon analyse du comportement *actuel* de la France à l'endroit du Québec me portent à une interprétation moins optimiste que celle de cet ouvrage. L'envergure de cette enquête mérite cependant d'être prise en considération. Voir

Les affinités franco-québécoises et l'américanité

Un ambassadeur de France en poste à Washington pendant six ans, Jacques Andréani, dont j'ai parlé plus haut, a tiré quelques observations sur ce qui distingue les États-Unis et l'Europe. Je les ai évoquées dans les pages qui précèdent et je les citerai à nouveau. Ces valeurs distinctes concernent « les rôles respectifs de l'État et de l'individu, la place de la religion, les rapports de la politique avec l'idéologie, la conception du droit, la confiance à mettre dans les progrès de la science car, dit-il, les différences entre l'Amérique et [190] l'Europe n'ont cessé de se creuser ²⁰⁴ ». C'est en vertu de ces critères que la France perçoit sa parenté avec le Québec.

Alors que dans sa relation avec le Canada, la France feint parfois d'ignorer le poids décisif des liens étroits de celui-ci avec les États-Unis, dans le cas de sa relation avec le Québec, les attentes de la France sont manifestement plus élevées et moins tolérantes. Car à ses yeux et selon une expression entendue couramment chez ses représentants, « le Québec n'est pas une province comme les autres ». C'est pourquoi les glissements du Québec vers le giron américain ne la laissent pas indifférente. Un représentant du Quai d'Orsay m'avouait, lors d'un entretien, que « [l]a France ne se résigne pas à l'évolution du Québec qui le porte vers les États-Unis. C'est pourquoi la France a compris qu'elle ne devait pas tenir le Québec pour acquis ».

L'ancien président de l'Association France-Québec, Jacques Delgutte, utilise une métaphore assez forte pour exprimer la même inquiétude : « Il est important pour la France que le Québec ne devienne pas un porte-avions américain. » Selon un diplomate, « la relation entre la France et le Québec est minée par deux écueils, d'abord par la croyance naïve du Québec à l'endroit de sa relation avec les États-Unis et ensuite par la dollarisation ». Car, dit un stratège français : « Si le

Frédéric Bastien, *Relations particulières, la France face au Québec après de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1999. Voir aussi Dale C. Thomson, *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Trécaré, 1990.

²⁰⁴ Jacques Andréani, «Les Européens auront les Américains qu'ils méritent», *Commentaire*, n° 94, été 2001.

garant de l'identité québécoise devenait la monnaie du Sud, ne pourrait-on pas craindre que le Québec et le Canada se transforment en entités satellites des États-Unis? »

Un diplomate anciennement en poste à Québec ira même jusqu'à parler de « l'américanolâtrie » des Québécois, en dépit des « vaines tentatives du Québec pour se rapprocher des États-Unis ». « La France, ajoute-t-il, a retenu que chacune de ces tentatives a été marquée d'un échec, a commencer par la démarche de Papeau et des Patriotes pour obtenir l'appui des États-Unis en contrepoids aux menaces anglaises. » L'espoir de René Lévesque d'obtenir la sympathie des Américains lors de son discours à l'Economic Club en 1997 n'est pas non plus passé inaperçu ²⁰⁵. Enfin, le flirt avec la dollarisation est vu comme « la dernière aventure québécoise » pour rassurer le [191] voisin du Sud. Philippe Séguin fait remarquer qu'« accepter l'intégration nord-américaine telle que d'autres la conçoivent, la préparent et la mettent en oeuvre, rendrait vite difficile une réelle ambition francophone ²⁰⁶ ». L'appui de diverses autorités politiques québécoises à l'adoption du dollar américain comme devise nord-américaine soulève de nombreuses interrogations de la part des Français, *au-delà de toute considération sur la pertinence économique et monétaire de ce choix éventuel*, et apparaît comme la recherche un peu inconséquente d'une pénétration américaine accrue. « Le Québec veut-il vraiment rester différent? » se demandent les autorités françaises. La France prend aussi acte de l'exaltation de l'américanité qui enveloppe depuis quelque temps le discours du Québec en politique internationale. Le Québec, par l'accentuation de son identité nord-américaine, annonce-t-il un glissement irréversible de son intégration ?

« Si, au Canada ou au Québec, un consensus s'établissait autour du modèle américain, ce serait pour la France un recul considérable », admet un autre représentant français. Car la proximité des valeurs partagées par le Québec et la France et qui les distinguent de la société américaine est claire pour les Français. Un haut responsable du Quai d'Orsay les rappelle ainsi : « La responsabilité sociale de l'État face à la loi de la jungle, le poids central de l'État dans tous les domaines de

²⁰⁵ À ce sujet, voir Pierre Godin, *René Lévesque*, t. 3 : *L'espoir et le chagrin*, Boréal, 1994, p. 129-143.

²⁰⁶ Philippe Séguin, *Plus Français que moi tu meurs ! Des idées fausses à l'espérance partagée*, Paris-Montréal, Albin Michel-VLB éditeur, 2001, p. 187.

la vie publique par opposition à une conception minimale du politique, la laïcité des institutions publiques par opposition au pluralisme religieux des institutions américaines qui sont surtout privées et, enfin, une conception républicaine de la nation par opposition à une vision communautaire, telles sont les valeurs qui distinguent la France des États-Unis. » C'est parce que la France souhaite « transporter ces valeurs à l'échelle européenne, ajoute-t-il, qu'il est important pour elle de continuer de les partager aussi avec le Québec ». L'influence sur le Québec d'une société à l'américaine interpelle la France qui a longtemps tenu pour acquis que le Québec cultiverait les affinités qu'il partage avec elle.

[192]

Car, me disait ce même porte-parole du Quai d'Orsay : « Ce qui distingue encore la France des États-Unis, c'est la capacité française de préserver son libre-arbitre et de cultiver un certain individualisme face à la masse. C'est un refus de l'éthique américaine moulée sur la réussite matérielle et c'est l'opposition au sentiment américain de détenir une vérité révélée. » La France et le Québec doivent faire appel « à cette tradition qui leur est commune et développer leur idiosyncrasie », dit-il, c'est-à-dire une capacité spécifique de réagir chacun à sa manière aux influences extérieures. La France reconnaît que cette capacité de résistance exige une lutte de tous les instants et que la réussite n'en est jamais assurée. À titre d'exemple et pour expliquer les fondements de cette capacité de résistance, un diplomate français attirait mon attention sur le regard critique des jeunes Français qui, comparé à celui des jeunes Américains, est plus développé, « fruit d'un système d'éducation qui donne les ressources intellectuelles nécessaires pour résister au modèle unique ».

Comme l'ambassadeur Bernard Dorin l'a confirmé un peu plus haut, la France voit dans l'américanité un atout de l'identité québécoise à condition que cette caractéristique ne l'entraîne pas dans une dérive continentale qui pourrait lui être fatale. Ainsi, la double culture du Québec, nord-américaine et française, lui a donné une singulière capacité d'autonomie, alliée à un savoir-faire nord-américain envié des Français. Mais ceux-ci insistent sur la conscience d'une différence que la France croit partager avec le Québec. Cette conscience a des fondements communs, grâce, entre autres, à l'ancien enseignement classique. Le Québec s'est également donné des institutions économiques inspirées du modèle français, comme la Caisse de dépôt, créée en 1966. Cependant, depuis une dizaine d'années, à la

faveur de la libéralisation des échanges, un nouvel état d'esprit s'est installé au Québec qui favorise les traits structurels de l'appartenance à l'Amérique et qui atténue la conscience des valeurs partagées avec la France. Entre les États-Unis et la France, le Québec semble faire des choix fonctionnels, à [193] portée de main et sans discussion. Cette passivité relative, ce laisser-faire brouillent les fondements et la conscience d'une autonomie possible et inquiètent plusieurs alliés français.

La politique de la France envers le Québec

La politique officielle de la France à l'endroit du Québec est à trois dimensions. Tout d'abord, elle traduit une sympathie naturelle qui s'appuie sur des affinités sensibles dans les domaines sociologiques et culturels. Ces affinités engendrent des attentes du côté français (aussi bien que québécois). Ensuite, elle s'inscrit à l'intérieur des intérêts spécifiques que poursuit la France dans ses relations avec le Canada. Enfin, cette politique considère le Québec comme « un sujet indirect » de sa diplomatie.

Dans un premier temps, les Français reconnaissent aisément qu'à plusieurs égards, la relation qu'entretient la France avec le Québec « coule de source ». Celle qui se noue avec le Canada serait plutôt « une alliance de raison ». Avec le temps, grâce à la vision du général de Gaulle et aux fréquentations étroites qui ont suivi, la relation avec le Québec s'est muée en une amitié véritable. Cette amitié est aussi le fruit de l'action de quelque 25 regroupements régionaux de l'Association France-Québec. Ces organisations, grâce à l'engagement de milliers de bénévoles et de sympathisants français qui débordent d'enthousiasme à l'endroit du Québec, se transforment en de véritables réseaux d'échanges et d'intérêts partagés. Depuis une bonne vingtaine d'années, la condescendance d'autrefois a donc fait place à une capacité à reconnaître dans le Québec un partenaire distinct et à voir dans les réussites individuelles des Québécois des marques de compétence enviables. La sympathie éprouvée par les autorités françaises est donc plus qu'un accommodement de circonstance ou qu'un simple recours tactique. Elle est la marque de sympathies réelles, parfois même irraisonnées, mais aussi la reconnaissance de valeurs propres au Québec. [194] Cependant, plusieurs Français semblent

avoir pris un certain recul devant les efforts du Québec pour se rapprocher des États-Unis, tout comme devant les ambivalences des citoyens québécois face à leur destin.

Car cette relation est marquée des deux côtés par des difficultés à « choisir clairement le cap ». Les Québécois ont du mal à choisir la France et la France trouve plus de garanties du côté du Canada. Les dirigeants français parleront donc sans hésiter, à propos du Québec, d'une relation privilégiée. Mais que signifie pour eux cette formule ? En voici un premier exemple. Aux yeux des Français, la « Saison de la France » qui a eu lieu au Québec à l'automne 2001 se voulait une preuve de cette amitié exceptionnelle. Aucun événement français en Amérique du Nord, y compris à New York, n'aura bénéficié d'un tel soutien et pris une telle envergure. Un proche du premier ministre Lionel Jospin déclarait à ce propos : « La France n'a pas transigé sur la relation privilégiée qu'elle entretient avec le Québec et n'a pas souhaité que cette saison se tienne ailleurs au Canada, même si les pressions fédérales furent appuyées pour convaincre la France de diluer cette amitié dans un événement culturel pancanadien, qui irait d'est en ouest, et qui se déroulerait sans visibilité exclusive au Québec. »

Le fait culturel est en effet le socle le plus souvent invoqué pour expliquer les affinités qui lient la France et le Québec, mais il n'en est pas le seul fondement. Le rôle de l'État est aux yeux des Français, aussi bien de droite que de gauche, un critère de parenté entre les deux sociétés. Le profil de la société québécoise et le rôle qu'y joue l'État sont perçus par la France comme la marque d'une culture politique interventionniste, plus française que nord-américaine. Avec raison, la France y voit aussi la trace de sa tradition et de son influence. Contrairement aux États-Unis, une « société sans foi ni loi », selon l'expression d'un porte-parole français, « le Québec veille à ce que la puissance publique garde son rôle ». Dans cet esprit, l'économie sociale, par exemple, a fait l'objet de nombreux échanges déclenchés par [195] la visite du premier ministre Jospin au Québec en 1999. Ce qui est appelé « la proximité de vues entre la France et le Québec » n'échappe pas aux autorités françaises et cette proximité sera fréquemment évoquée comme ce qui pourrait fonder une relation plus décisive. Car, selon un conseiller du président Jacques Chirac, « entre Français et Québécois, rien ne nous est étranger ».

Les relations économiques

Les déclarations françaises à propos du Québec doivent cependant être interprétées sous l'angle des relations France-Canada. Les relations économiques sont, dans ce cas, un indice de l'importance des relations politiques. En 2001, l'importance des investissements français (Québec y compris) place la France au deuxième rang (avec 10%) des investisseurs étrangers au Canada, directement après les États-Unis, mais loin derrière eux (64 %). Les acquisitions de Seagram par Vivendi et de New Bridge par Alcatel, par exemple, et le rachat de plusieurs autres grands groupes ont fait passer la France du 5^e au 2^e rang des investisseurs au Canada en 2001 ²⁰⁷. Même si la part de marché de la France a décliné entre janvier et mai 2002 par rapport à ce qu'elle avait été en 2001 ²⁰⁸, les intérêts économiques français au Canada demeurent considérables et nourrissent des intérêts politiques réciproques entre les deux États.

Au Québec, la présence économique française a bénéficié d'une poussée importante. En 2001, le Québec absorbait près de la moitié des exportations de la France vers le Canada. La France est au Québec le quatrième investisseur étranger, avec une part de marché de 4,2%, derrière l'Allemagne, l'Angleterre et les Pays-Bas ²⁰⁹. L'ouverture des marchés américains, provoquée par la signature de l'ALENA, a entraîné l'implantation au Québec de 280 des 450 entreprises françaises qui ont créé une filiale canadienne ²¹⁰. En 1997, 36% des entreprises françaises au Canada s'étaient [196] établies au Québec ; cinq ans plus tard, cette proportion était passée à 46 %. C'est ainsi que, grâce à des politiques fiscales favorables, le Québec est devenu, selon les Français eux-mêmes, « le cœur de la présence française au Canada », huit régions françaises ayant signé en 2001, lors d'une mission présidée par Jean-Pierre Raffarin, le premier ministre actuel, des accords de

²⁰⁷ «Le Canada : investissements directs étrangers et présence française en 2000», Ambassade de France, Service d'expansion économique d'Ottawa, Investissements directs étrangers français au Canada, actualisation octobre 2001.

²⁰⁸ «Les échanges franco-québécois de janvier à mai 2002», Missions économiques, Ambassade de France au Canada, fiche de synthèse, actualisation du 14 août 2002, p. 3.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 3.

²¹⁰ «Les relations économiques entre la France et le Québec», Ambassade de France au Canada, Missions économiques, Les échanges commerciaux, actualisation avril 2002.

coopération économique. La concentration relative au Québec des PME françaises force donc la France à soutenir une politique à double foyer. « La France est obligée de prendre aussi en compte le fait canadien dans sa politique étrangère, observe un diplomate français. C'est aussi pourquoi, en revanche, la relation franco-québécoise doit se positionner à côté de la relation entre la France et le Canada. »

Le Québec, « sujet indirect » de la diplomatie française

Que le Québec soit maintenant considéré comme un « sujet indirect » de la politique étrangère de la France s'appuie sur deux principaux arguments. Le premier tient à un fait juridique et politique. Le Québec n'est pas un État et la France a l'obligation de ménager sa relation avec son allié, le Canada. Le deuxième prend acte de l'importance de ses relations économiques avec le Canada dans la mesure où celles-ci impliquent certains intérêts politiques et stratégiques. Ce facteur est décisif et le Québec devrait l'examiner de près.

En effet, il est important de saisir, à l'aide des relations économiques, quels sont les *axes d'intérêt stratégique* pour la France. J'ai interrogé à ce sujet un conseiller diplomatique du président Chirac en fonction à l'Élysée en 2001. Les intérêts politiques de la France à l'endroit du Canada, compte tenu des variables économiques que je viens de citer, se situent, selon lui, « dans la droite ligne des positions françaises tenues au Sommet de Rio en 1999 et elles se résument en ces mots : selon la vision de la France, l'axe des échanges commerciaux allant du nord au sud dessiné par l'ALENA ne permet pas au [197] Canada et au Mexique de saisir leur place et de développer leur influence par rapport à d'autres axes. C'est pourquoi la France considère qu'une relation forte de ces pays avec des États de l'Union européenne, qui faciliterait la croissance de relations allant plutôt d'est en ouest, correspondrait à une saine logique de construction du monde... Notre démarche française et européenne, souligne ce porte-parole de l'Élysée, est donc de multiplier les liens entre les États plutôt que de les voir se définir autour d'un seul pôle américain. Notre message au Canada est de dire que nous comprenons la logique de construction d'un grand marché américain mais que, pour nous, il ne doit pas être exclusif ». Dans les faits, les États-Unis recueillent plus de 51% des

investissements canadiens à l'étranger et l'Union européenne près de 19% dont près de la moitié sont destinés au Royaume-Uni ²¹¹.

L'Union européenne multiplie donc les accords avec chacun des partenaires des États-Unis dans l'ALENA, le Canada et le Mexique, tout comme avec les membres du Marché commun de l'Amérique du Sud (MERCOSUR), en même temps que la France signe des accords bilatéraux avec de nombreux pays d'Amérique latine. L'ancien premier ministre Lionel Jospin, s'adressant à des interlocuteurs brésiliens, avait donné un sens précis à la multiplication de ces axes d'échange : « A travers l'Union européenne, la France contribue à construire l'unité de son continent. De son côté, le Brésil développe, avec ses partenaires du MERCOSUR, une intégration favorisant le développement et la coopération. Ainsi, nous nous attachons à construire un *monde multipolaire* fondé sur le droit et la souveraineté des États ²¹². »

C'est dans cet objectif de construction d'un nouvel ordre mondial qu'on trouve le sens des actions de la France. L'espoir d'y parvenir fonde le soutien diplomatique qu'elle accorde au Canada, suscite son alliance avec lui dans plusieurs dossiers et explique le potentiel politique qu'elle prête à ces rapprochements économiques. La puissance d'attraction des États-Unis sur le Canada est en partie à la source des objectifs français vis-à-vis du Canada, dans un souci de [198] diversification des pôles de puissance. « Il n'est pas une seule réunion avec le Canada et avec le Mexique sans que ces préoccupations ne soient évoquées, affirme-t-on à l'Élysée. Les dangers que cette attraction fait peser sur les identités sont clairement perçus par la France et ces craintes tentent d'être atténuées. » Ainsi, à propos du Mexique, on croit que la langue espagnole pourrait réussir à « grignoter » l'uniformité américaine de l'intérieur. Quant au Canada, même s'il a « moins de capacité de résistance », observe-t-on, ses représentants auraient convaincu la France de leur « ferme volonté » de préserver la langue française. C'est dans ce contexte que le Québec devient « un sujet indirect » de la diplomatie de la France.

L'emprise des États-Unis sur l'Amérique du Nord peut faire craindre, cependant, qu'il sera difficile pour le Canada d'atténuer sa dépendance, malgré les ef-

²¹¹ « Le Canada : investissements directs », *op. cit.*

²¹² Lionel Jospin, allocution au symposium organisé par le Centre Candido Mendes et le Centre brésilien des relations internationales, « Maîtriser la mondialisation », Rio de Janeiro, 1999, p 2. C'est moi qui souligne.

forts français et européens. Dans cette optique, la France croit que le maintien du Québec dans le giron canadien représente, par sa contribution à la diversité culturelle, une plus grande garantie d'autonomie du Canada ²¹³. Un Canada qui comprend le Québec, une province francophone, devrait être plus susceptible de faire preuve d'indépendance à l'endroit des États-Unis, croient nos amis français! En attendant, tout en reconnaissant que pour des raisons historiques et affectives « le Québec n'est pas une province comme les autres », la France entretient avec le Québec, selon un diplomate averti, « une relation privilégiée sans avoir à son endroit une approche distincte de celle qu'elle a avec le Canada ».

L'amitié étroite que le président Chirac a développée avec le premier ministre Chrétien est symbolique de cette vision. Chacun y poursuit son intérêt. À la faveur des sommets du G7 comme à l'occasion des Conférences des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, les deux chefs d'État ont eu maintes occasions d'approfondir leur sympathie réciproque. Bien entendu, cette amitié porte ombrage au Québec. Le Canada profite des avantages qui reviennent à l'État, véritable interlocuteur diplomatique.

[199]

Peu à peu, favorisée par des affinités habilement cultivées entre le président français et le premier ministre canadien, la politique française à l'égard du Canada s'appuie sur un ensemble de spéculations incertaines. La France fait reposer son intérêt à l'endroit du Canada d'abord sur la langue française en tant que langue officielle alors que ses locuteurs sont concentrés dans une proportion de 86% au Québec qui ne jouit d'aucune reconnaissance par Ottawa de sa spécificité culturelle ²¹⁴. En même temps, la France mise sur un déplacement relatif des intérêts économiques et politiques du Canada vers l'Union européenne, alors que tous les observateurs constatent que l'emprise des États-Unis sur le Canada, sur les plans diplomatique, politique et militaire, continue de s'accroître depuis la tragédie du

²¹³ *Le Monde*, ayant bien saisi cette dynamique, titrait, après la huitième édition de la Conférence de Montréal : « Pour le Canada, l'Europe est un nécessaire contrepoids à l'emprise des États-Unis », 9 juillet 2002. C'est évidemment cette carte que font valoir les fédéralistes dans certains débats publics. La France se montre sensible à cette perspective.

²¹⁴ D'après le recensement fédéral de 1991, 5 556 105 personnes résidant au Québec étaient francophones sur un total de 6 502 865, soit 86%. Source : Conseil pour l'unité canadienne, Statistique Canada, n°, 93-333. C'est volontairement que j'ai choisi, dans un esprit conservateur, d'utiliser les données canadiennes.

11 septembre ²¹⁵. Cette tendance a amené un éditorialiste à conclure que, « à force de lui [aux États-Unis] dire oui par fatalisme, nous ne saurons plus lui dire non bientôt ²¹⁶ ». Cette intégration a conduit le Canada, par exemple, à s'allier aux États-Unis pour contester auprès de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) les obstacles imposés par l'Union européenne à l'importation des OGM alors que le Canada ne contribue qu'à 5% de la production mondiale d'OGM contre 66% pour les États-Unis ²¹⁷.

Au même moment, la Commission européenne annonçait « l'adoption d'une forme de déclaration de principes à l'intention des instances décisionnelles de l'UE visant le renforcement de la coopération avec le Canada notamment en matière de politique étrangère, de sécurité commune et de commerce... ». « Les récents événements qui se sont produits sur la scène internationale ont porté l'attention sur la nécessité pour l'UE et le Canada de renforcer leur coopération dans les affaires internationales » confiait la Commission, dans un communiqué de presse... « L'UE comme le Canada soutiennent des institutions multilatérales fortes et le respect de l'État de droit à l'échelle internationale ²¹⁸. » La position française porte ainsi ses fruits au sein de l'Union européenne : elle réussit dans certains dossiers à tirer parti de [200] la présence du Québec au sein du Canada, à qui elle donne son lustre démocratique, son caractère francophone et son semblant de penchant pour la défense de la diversité culturelle. L'ambivalence de cette position ne saurait être mieux illustrée que par la nomination à Québec de consuls qui sauront se montrer ouverts à toutes les options politiques et, par conséquent, « non indifférents » à la souveraineté et, à Ottawa, d'ambassadeurs qui ont pour mandat d'honorer l'unité canadienne. Cette double diplomatie est familière aux cercles politiques français, diplomatie contrainte de préserver l'amitié avec le Québec en lui accordant, par exemple, un statut diplomatique distinct, tout en étant obligée de ne pas perdre de vue ses intérêts dans la dualité canadienne.

²¹⁵ Voir, entre autres, Charles-Philippe David (dir.), *Repenser la sécurité*, Paris, Presses de Sciences PO, 2000.

²¹⁶ Bernard Descôteaux, « La politique de résignation », *Le Devoir*, 7 mai 2003, p. A6.

²¹⁷ Éric Desrosiers, « OGM : le Canada s'allie aux États-Unis contre l'Union européenne », *Le Devoir*, 14 mai 2003, p. 1.

²¹⁸ Éric Desrosiers, « Le Canada et l'Europe resserrent leurs liens », *Le Devoir*, 14 mai 2003, p.1.

Alors que la politique officielle de la France a développé un tropisme vers une position pancanadienne, le Québec reste pour de nombreux officiels français un « enjeu à part », encore indéterminé. À différents niveaux, dans la classe politique et dans l'appareil de l'État, les sensibilités fluctuent sur une échelle allant d'une position procanadienne à une vision solidement acquise à l'intérêt que pourrait représenter, au cœur d'une région stratégique, un Québec indépendant, allié de la France dans la construction de nouveaux équilibres mondiaux.

Le Canada, un champ d'incertitudes

La position française s'appuie sur des piliers chancelants dans le vaste champ d'incertitudes qu'est le Canada. Il est vrai que ni le Canada ni le Québec n'offrent une lecture politique facile. Ce contexte peut peut-être expliquer la position conservatrice de la diplomatie française, au sujet de laquelle l'ambassadeur Bernard Dorin parle de « la frilosité de la France actuelle à l'endroit du Québec ». C'est peut-être aussi pourquoi, niant ou semblant ignorer, pour une part, la profondeur de l'identité distincte du Québec, un fort courant de la diplomatie française préfère, comme j'ai pu le constater, entretenir [201] une vision passéiste, encore fortement empreinte de la figure du « Canadien français ». Cette vision fondée sur un *prisme canadien* est pourtant révolue depuis plusieurs dizaines d'années pour la grande majorité des Québécois. Ce transfert identitaire est d'ailleurs si profond que 25% de ceux qui se perçoivent d'abord comme Québécois ne sont pas souverainistes pour autant. Ainsi, autour de 65 % des résidents du Québec se définissent comme Québécois plutôt que comme Canadiens français ou Canadiens, alors que la moyenne stable de ceux qui se déclarent favorables à la souveraineté est d'environ 40% ²¹⁹. La France manifeste parfois un retard incompréhensible (ou un aveuglement volontaire ?) dans sa prise en considération de ce qu'est l'identité québécoise.

²¹⁹ Les sondages de Maurice Pinard, professeur à McGill, révèlent qu'en 1970, 44 % des résidents du Québec se considéraient comme « Canadiens français » contre seulement 28 % en 1990, alors que l'identification au « Québécois » est passée de 21% à 59% dans la même période. Maurice Pinard, « *The Quebec Independence Movement Government, Dramatic Re-emergence* », « *Working Paper in Social Behavior* », n° 92-02, Université McGill, 1992, tableau 5, P. 31, cité par Anne Legaré, « Le Québec, une représentation distincte », in *Une multitude de Canadas*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 1999, p. 40.

La France, tout comme les États-Unis, mais en poursuivant des intérêts différents, surévalue la capacité et la volonté du Canada de résoudre de façon interne le problème de sa relation avec le Québec, toutes options partisans confondues. La position de force adoptée par Ottawa à l'endroit du Québec fait oublier à nos alliés la ferme et constante volonté d'une majorité de Québécois de changer de cadre constitutionnel, dont une moyenne stable de 40% en faveur de la souveraineté. Bien que le Parti libéral du Canada, responsable de cette stratégie de l'inflexibilité, semble devoir conserver le pouvoir encore longtemps, un changement d'approche sur la scène politique fédérale pourrait modifier de nombreux paramètres et peut-être créer les conditions d'une nouvelle dynamique, qui laisserait au Québec une marge de manoeuvre et une autonomie réelles sur le plan international exprimant la reconnaissance de son identité francophone. La France, peut-on penser, aurait pu faciliter la lente transition dans laquelle s'est inscrit le Québec par un soutien plus manifeste au lien entre identité nationale et autonomie politique. Compte tenu de sa vision actuelle du Canada et prenant acte des ambivalences québécoises, la France, ménageant ses intérêts, s'en est abstenue.

Comme on l'a vu, la France mise sur l'attraction importante du Canada vers un axe économique et commercial [202] est-ouest plutôt que nord-sud, c'est-à-dire vers l'Europe plutôt que vers les États-Unis seuls. Un tel glissement, si minime soit-il, explique la ferveur mise à atteindre un rapprochement diplomatique dans certains dossiers internationaux. L'opposition française au déclenchement unilatéral (hors de l'ONU) d'une attaque des États-Unis contre l'Irak en a fourni l'illustration. Même si le résultat obtenu ne rend pas justice aux efforts de la France, sans les pressions françaises, la position canadienne aurait peut-être fléchi devant la détermination américaine, faisant fi de la forte opposition qui se manifestait au Québec. L'objectif français feint de ne pas tenir compte de l'interpénétration entre les États-Unis et le Canada, liés par le même référent culturel anglo-américain, en tentant plutôt de tirer parti de sa part francophone, le Québec.

La France, lorsqu'elle regarde le Canada, a *besoin d'y trouver le Québec*. Pour des motifs différents, la division définitive du Canada en deux États est pressentie par elle, comme par les États-Unis, comme un affaiblissement de son allié. La France souhaite que le Canada conserve sa capacité de différenciation par rapport aux « États-Unis, capacité qui repose sur sa composante francophone et québécoise ». Compte tenu des liens habilement entretenus avec le Québec, il semble plus

facile pour la France de faire pencher le Canada de son côté dans certains dossiers internationaux. Pour empêcher tout appui trop manifeste que la France pourrait éventuellement être tentée d'accorder au Québec, le Canada, de son côté, se montre plus empressé de s'allier aux stratégies françaises. Le Québec est ainsi l'otage d'intérêts qui lui sont étrangers.

Par ailleurs, quant à savoir ce que seraient les choix diplomatiques d'un Québec souverain, la France s'interroge. Philippe Séguin écrit : « Le Québec n'est pas seulement nord-américain. Il se veut nord-américain. Toute la question est de savoir s'il entend s'en tenir à cette seule dimension ²²⁰. » Le Québec n'a pas encore clairement établi l'équilibre qu'il souhaiterait trouver entre les pôles franco-européen et nord-américain. [203] La position du Bloc Québécois laisse pourtant percevoir une conscience claire de cet enjeu : « Au moment de redéfinir ses rapports avec le monde, le Canada doit redécouvrir le vieux continent d'où il a essaimé et articuler sa politique extérieure autour d'un axe européen, pendant des axes américain et asiatique ²²¹. » Voulant faire pencher les positions du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes en faveur d'un intérêt spécifique au Québec, dans un chapitre intitulé « La Francophonie : l'indifférence du fédéral », le rapport dissident du Bloc Québécois précise : « [L]'attachement du Québec à ses racines françaises, son long combat pour la préservation et la consolidation de son identité culturelle font de son adhésion à la Francophonie une nécessité ²²². » Mais, compte tenu des choix continentaux manifestés par le Québec sur plusieurs plans, il n'est pas du tout certain que ses priorités iraient dans le sens des objectifs que la France poursuit au sein de l'Europe. Ainsi, l'accession du Québec au statut d'État souverain offre encore trop peu de garanties aux Français pour ne pas nourrir leur perplexité, habilement entretenue par Ottawa.

Il est légitime, en effet, de s'interroger à ce sujet. N'ayant pas opté pour un statut d'État souverain, le Québec se prive des moyens de se donner une identité internationale claire, permettant alors aux deux États, la France et le Québec, de déterminer ce qu'ils souhaitent et ce qu'ils peuvent faire ensemble. N'ayant pas obtenu d'Ottawa la reconnaissance d'un statut spécifique qui lui permettrait d'ex-

²²⁰ Philippe Séguin, *op. cit.*, p. 187.

²²¹ Rapport dissident du Bloc Québécois sur la politique étrangère canadienne, Ottawa, 2002, p. 24.

²²² *Ibid.*, p. 14.

primer ses propres positions internationales au sein du fédéralisme canadien ou dans une confédération renouvelée, le Québec est contraint de limiter son action internationale à l'intérieur des limites de juridiction d'une province, ce qui revient souvent à être soumis sans son consentement à certains choix de la politique étrangère du Canada ²²³. « Le durcissement que l'on observe, notamment depuis 1995, dans l'attitude d'Ottawa à l'égard des relations internationales du Québec débouche sur une conséquence fâcheuse pour l'équilibre, déjà précaire, des pouvoirs au sein de la fédération canadienne », déclare le gouvernement du Québec ²²⁴. Aussi la [204] présence du Bloc Québécois sur la scène fédérale s'avère-t-elle essentielle. Dans son rapport dissident sur la politique étrangère canadienne, le Bloc Québécois considère que « le gouvernement fédéral doit reconnaître que seules les provinces, dans leurs relations bilatérales ou autres avec l'étranger, sont habilitées à développer des politiques et à établir ou à mettre sur pied des mécanismes de coopération et des liens avec les institutions pertinentes ²²⁵ ». Souvent formulée dans un contexte d'opposition à la politique canadienne, la politique étrangère du Bloc Québécois réussit tout de même à refléter les intérêts et les visions spécifiques du Québec.

Même s'il n'est pas en situation d'élaborer sa propre politique étrangère, le Québec actuel pourrait déjà réajuster le tir et esquisser de nouvelles propositions, plus marquées par une aspiration à une autonomie accrue dans le renforcement d'un ordre multilatéral soucieux de pluralisme et de démocratie véritable.

²²³ Le même document ajoute : «Le gouvernement fédéral se donnait, avec le principe d'indivisibilité, des règles d'une rigidité déjà anachronique dans un monde que commençaient à transformer tout autant l'explosion des échanges internationaux que la multiplication indéfinie des intervenants.» *Ibid.*, p. 22.

²²⁴ *Le Québec dans un ensemble international en mutation*, Ministère des Relations internationales, Plan stratégique 2001-2004, p. 22.

²²⁵ Rapport dissident du Bloc Québécois..., *op. cit.*, p. 14.

La « diplomatie culturelle » de la France

Plusieurs travaux importants ont fait état, selon les périodes, de l'intérêt que la France a voué au Québec sur les plans culturel et universitaire, en particulier depuis la visite du général de Gaulle au Québec en 1967 ²²⁶. Il est intéressant de prendre connaissance de l'ampleur des ambitions françaises contenues dans un document officiel, le « Projet de programme de coopération franco-québécoise en matière d'Éducation nationale », publié dans un ouvrage contenant les mémoires d'Alain Peyrefitte sur le Québec ²²⁷. L'ambassadeur Bernard Dorin, alors conseiller de Peyrefitte, est l'auteur de ce projet que le ministre de l'Éducation nationale présentait au gouvernement québécois le 14 septembre 1967, lors d'une mission qui fut suivie de la signature des « accords Johnson-Peyrefitte ²²⁸ ».

L'écart qui s'est creusé entre la volonté politique d'alors et les engagements d'aujourd'hui est impressionnant. Les [205] transformations du regard que les deux sociétés jettent l'une sur l'autre aujourd'hui ne peuvent passer inaperçues. Les Québécois ont en effet pris un virage significatif en mettant fin, vers les années 1960-1970, comme l'écrit Gérard Bouchard, à « la désarticulation qu'avait installée dans la culture québécoise l'ancien rapport à la France ²²⁹ ». Et, de son côté, la France n'a pas renoncé à affermir son rayonnement, comme l'a montré, par exemple, la « Saison de la France au Québec » à l'automne 2001. Mais les changements sont ailleurs. Un article de février 1988, paru dans *Le Monde diplomatique* et intitulé « Vingt ans de coopération franco-québécoise » pointait déjà le mal dont allait souffrir cette coopération : « La coopération franco-québécoise est donc à nouveau confrontée à un vaste problème qui la dépasse en partie (insertion dans une action multilatérale sans les moyens financiers appropriés) et pour aller plus avant elle aura besoin, comme aux temps héroïques de sa mise en route,

²²⁶ Voir Jacques Portes et Sylvain Simard, *La coopération universitaire entre la France et le Québec*, Paris, Publications de la Sorbonne, CCIFQ, 1984.

²²⁷ Alain Peyrefitte, *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Stanké, 2000, p. 129-164.

²²⁸ *Ibid.*, p. 165-175.

²²⁹ Gérard Bouchard, « L'américanité : un débat mal engagé », *Argument*, vol. 4, n° 2, printemps 2002, p. 168.

d'être animée par une volonté politique affirmée au sommet ²³⁰. » Voyons donc ce qu'il en est, quinze ans plus tard, du défi nommé en 1988.

Les engagements de la France dans la coopération avec le Québec doivent d'abord être mis en contexte. Car les objectifs poursuivis par la France dans la coopération internationale avec tout pays sont désormais partie intégrante de sa politique étrangère. Une réforme institutionnelle a servi en 1999 à structurer ce lien. Ainsi, la France a associé la direction de la Coopération internationale et du Développement aux autres directions du ministère des Affaires étrangères. Cette réforme permet de lier la coopération et l'action diplomatique. Elle a inauguré les nouvelles orientations de la diplomatie culturelle de la France qu'elle appelle « coopération d'influence » : « La mutation sans doute la plus importante est le rapprochement entre la *coopération dite d'influence* et la *coopération au développement*, sur la base d'objectifs explicites, fondés sur des réflexions stratégiques, avec des résultats évaluables ²³¹. » C'est en reconnaissant le lien entre ces axes, coopération d'influence, coopération au [206] développement et « réflexions stratégiques », que l'on peut mieux saisir le sens de certains déplacements opérés par la France dans sa relation avec le Québec.

La politique étrangère de la France relie trois grands domaines de coopération afin de s'assurer que le culturel serve à consolider sa puissance. Tout d'abord, elle compte sur le rayonnement de sa culture pour affirmer sa vision du monde. La diffusion de la langue française est mise au service de cette affirmation culturelle et politique. Enfin, l'éducation en général et, plus particulièrement, la formation des élites internationales vont dans le sens de cet objectif. Dans ces domaines, la France met en oeuvre une conception des biens culturels qui s'efforce d'échapper à une logique strictement commerciale : « Ce qui est sûr, disait à ce sujet Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, c'est que nous posons, à propos de la diversité culturelle, une immense question qui dépasse de loin la culture et la langue françaises. C'est un des grands combats de demain ²³². »

²³⁰ *Le Monde diplomatique*, février 1988, p. 24.

²³¹ Ministère des Affaires étrangères, République française, «Rapport annuel d'activité de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement», DGCID, 2000, p. 14. C'est moi qui souligne.

²³² Hubert Védrine et Dominique Moïsi, *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2000, p. 41.

Pourtant, dans la pratique, la défense de l'exception culturelle n'est pas si détachée de la promotion de l'économie. Le président-directeur général de Renault, Louis Schweitzer, s'adressant à quelques milliers d'agents français de coopération internationale, expliquait en effet « que l'automobile est un objet culture ²³³ » et rappelait les liens qui existent entre diplomatie culturelle et industrie. « Des industries meurent de la faiblesse de leur pays, disait-il, comme c'est le sort de l'automobile en Grande-Bretagne et en Italie, par exemple. La projection de l'image de la France est donc indispensable à la réalisation d'un projet économique à l'étranger. » Le PDG de Renault évoquait en ce sens la fondation créée pour faire venir en France des étudiants japonais, afin de les initier à la culture française en vue de guider la production automobile de Renault au Japon et d'en renforcer la commercialisation. Il y a d'ailleurs quelque temps que les voitures Renault ont disparu du marché nord-américain.

[207]

La coopération interuniversitaire

On notera en effet que la coopération culturelle de la France avec le Québec s'inscrit désormais à l'intérieur de la région nord américaine. Le caractère privilégié, quasi exclusif, de la relation bilatérale de coopération universitaire franco-québécoise a cédé le pas pour être insérée à l'intérieur de la région américano-canadienne. La France, pour reprendre les termes de son propre bilan, a veillé à « renforcer sa coopération avec les universités américaines les plus prestigieuses ». En 1999, par exemple, elle versait une subvention d'un million de dollars à l'Université de Chicago et la même somme au Massachusetts Institute of Techno-

²³³ DGCID, *Réunion des agents du réseau de coopération et d'action culturelle. Influence et solidarité : la France dans le monde*, notes de la conférence de Louis Schweitzer, président-directeur général de Renault : « L'impact de l'image culturelle de la France en faveur des relations industrielles, économiques et commerciales et les attentes en la matière à l'égard du réseau diplomatique », Paris, 23 juillet 2001. Je remercie le ministère des Affaires étrangères de m'avoir autorisée à assister à cette conférence.

logy (MIT), dans le but de favoriser le développement d'activités, d'échanges, de rencontres et d'enseignements de niveau postuniversitaire ²³⁴.

Avec le Canada, la France a créé en 1999 le Fonds France-Canada pour la recherche (FFCR). « Ce fonds a été doté d'un capital initial d'un million de dollars canadiens, constitué, pour moitié, par le ministère des Affaires étrangères français et par les contributions de seize universités canadiennes de renom, réparties géographiquement sur tout le territoire canadien comprenant le Québec ²³⁵. » Le Québec, selon le rapport français, bénéficie, à l'intérieur de cette inscription régionale, de 220 des 350 accords interuniversitaires signés avec le Canada, soit près des deux tiers. « La coopération spécifique avec le Québec reçoit deux fois plus de crédits d'intervention (14,4 millions de francs) que celle menée avec le reste du Canada ²³⁶ », précise le document. Mais il faut noter que les crédits de coopération de la France avec toute l'Amérique du Nord ne représentent que 4% du total des aides de la France au reste du monde par comparaison à 38% de ces aides qui sont consacrées à l'Afrique et à 19% qui sont destinées à l'ensemble de l'Europe occidentale, centrale et orientale ²³⁷. La coopération culturelle et universitaire de la France avec le Québec seulement, compte tenu des sommes versées aux institutions américaines et canadiennes, représente moins de 1 % du budget français de [208] coopération. La France, au lieu de contribuer à renforcer la seule région véritablement francophone d'Amérique du Nord, choisit, de toute évidence, de marquer davantage sa spécificité en déployant sa présence universitaire d'abord aux États-Unis. On ne peut lui faire grief de vouloir pénétrer des milieux scientifiques parmi les plus prestigieux au monde, mais on ne peut négliger le fait qu'elle investit ainsi dans la formation des élites américaines au lieu d'accorder une priorité au seul véritable espace culturel francophone en Amérique du Nord, le Québec. Celui-ci se trouve desservi par sa situation géopolitique.

Devra-t-on conclure que la France a manifestement abandonné toute volonté réelle de consolider sa « diplomatie d'influence » au Québec, soit parce qu'elle compte sur un appui automatique du Québec à sa politique étrangère, ce qui serait

²³⁴ «Rapport annuel d'activité de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement», *op. cit.*, p. 91.

²³⁵ *Ibid.*, p. 83.

²³⁶ *Ibid.*, p. 33.

²³⁷ *Ibid.*, p. 26.

en contradiction avec l'avis des diplomates cités plus haut, soit parce qu'elle a déjà accepté que le Québec poursuive sa dérive continentale ou parce qu'elle ignore encore le poids des processus d'intégration culturelle à l'œuvre de ce côté-ci de l'Atlantique? Il est clair en tout cas, à la lumière de ces quelques statistiques, que l'intérêt politique que le Québec représente pour la France a moins d'importance que ce que tentent de nous faire croire certaines déclarations!

Quel peut donc être *l'effet* de cette dérive, française celle-là, sur le Québec? Pour faire cette analyse, je m'intéresserai à deux phénomènes. D'abord, le relatif désengagement de la France a trouvé son expression dans le désintérêt croissant des étudiants québécois à son endroit. Quelques statistiques sont révélatrices. En 1999-2000, les chiffres officiels révélaient que 2515 étudiants *américains* étaient inscrits dans les universités françaises, plus de la moitié y faisant des études de lettres ou dans les disciplines artistiques. La même année, un total de 976 *Canadiens, Québécois* y compris, étudiaient en France ²³⁸. Bien sûr, proportionnellement à leur poids démographique, les Canadiens ne font pas si mauvaise figure par rapport aux Américains, mais là n'est pas la question.

[209]

Qu'en est-il précisément des étudiants québécois ? La réponse à cette question se heurte d'abord à une difficulté méthodologique. Les Québécois étant inscrits dans les registres universitaires français en tant que Canadiens, il est impossible de disposer de chiffres officiels spécifiques aux Québécois. Quelques approximations ont donc été établies par le ministère de l'Éducation du Québec. Dans une étude menée en 1997, le directeur des affaires universitaires, Louis Gendreau, écrivait : « Depuis quelques années, le total d'étudiants québécois en France est "d'environ 500 à 600" par année ²³⁹. » En 1995-1996, la même méthode d'estimation révèle qu'ils auraient été 460. Un autre rapport, intitulé « La mobilité internationale des étudiants québécois », utilise la *destination des boursiers québécois*

²³⁸ Données fournies par le ministère français de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie. Selon des données auxquelles renvoyait le délégué général du Québec en France, Clément Duhaime, en 2002, « il n'y a plus que 700 étudiants québécois qui fréquentent les universités françaises ». *Le Devoir*, 4 novembre 2002, p. A8.

²³⁹ Louis Gendreau, « Le point de vue du ministère de l'Éducation du Québec », in Anne Legaré et Jean-Pierre Bardet (dir.), *Penser la coopération interuniversitaire franco-québécoise*, Actes du colloque des 5, 6, 7 mars 1997, Paris, Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, 1997, p. 219.

comme indice de leurs préférences. Entre 1989 et 1998, la moyenne des boursiers québécois en France est passée de 22,5% à 17,1% alors que 55,8% choisissaient les États-Unis. Quant à la répartition des boursiers du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ) qui étudiaient à l'étranger entre 1993 et 1998, de 6,3% à 12,5% choisissaient la France, pour une proportion de 59,4% à 75% qui avaient choisi les États-Unis ²⁴⁰. On observe donc en dix ans une augmentation de 15% en faveur des universités américaines et une diminution de 5% à l'endroit des universités françaises. « Le nombre total de nos étudiants faisant un séjour d'études [en France] est nettement moins élevé que durant les années soixante-dix, et ce, malgré l'existence d'une convention d'échanges interuniversitaires entre les universités québécoises et françaises », soulignait Roch Denis ²⁴¹.

En juin 2001, un entretien avec les responsables de la direction de la Coopération scientifique et technique du ministère français des Affaires étrangères me permettait d'évoquer cette baisse d'intérêt des étudiants québécois dont la France semble commencer à se préoccuper. En attendant que des correctifs soient apportés, l'inscription géopolitique du Québec en Amérique du Nord amène un représentant de cette direction à constater que « les logiques ne sont pas [210] celles du partenaire privilégié et [que] la vraie vie se passe ailleurs ». Décoder : dans la vraie vie, les étudiants québécois ont tendance à choisir plutôt les États-Unis parce que les orientations officielles et les choix de société ne privilégient pas la France. Pour compléter sa pensée, cet interlocuteur précisait que la signature d'accords de coopération, « c'est pour donner une nouvelle inflexion à la vraie vie »... « Le Québec, pour la France, ajoutait-il, fait partie d'un ensemble de cartes alternatives à une mondialisation à sens unique... Ce qui devrait amener la France à prendre en considération la géopolitique d'une stratégie de la diversité culturelle, c'est-à-dire à inscrire la relation franco-québécoise dans des contextes multilatéraux. » Certains interlocuteurs comprennent de plus en plus que les relations avec le Québec pourraient prendre une plus grande signification pour la France. Ils pourraient ainsi être amenés à mettre l'accent sur leur coopération d'influence en Amérique du Nord en lui donnant une inflexion différente ayant pour but de ren-

²⁴⁰ Benoît Godin, «Esquisse d'un bilan quantitatif», in *La mobilité internationale des étudiants québécois*, Paris et Montréal, CCIFQ, octobre 2000, p. 31.

²⁴¹ Roch Denis, «Les étudiants s'exilent moins», *Le Devoir*, 29 novembre 2000.

forcer ceux qui ont à affirmer une identité et un rayonnement francophones à l'échelle des Amériques.

Les études québécoises

On peut voir un deuxième signe de l'ambivalence relative de la France à développer ses relations avec le Québec dans l'absence de centres d'études sur le Québec dans les universités française ²⁴². Malgré la fidélité de quelques milliers d'universitaires des deux côtés de l'Atlantique à poursuivre ensemble des recherches dans la durée, sur la base d'initiatives individuelles plutôt qu'à l'occasion d'accords intergouvernementaux ²⁴³, les partenaires officiels ne se sont pas encore mis d'accord sur la pertinence de développer des centres de recherche franco-québécois. Je tiens pour un indice d'une méconnaissance grave du Québec ou d'un parti pris politique mal dissimulé le refus net d'un directeur français, qui a oeuvré pendant de nombreuses années à la coopération [211] interuniversitaire franco-québécoise, de soutenir la création de tels centres en invoquant la non-spécificité du Québec dans le Canada.

On le voit, le Québec n'est pas seul responsable de la mécanique défectueuse de ses relations avec la France. Des obstacles non officiels nombreux se trouvent souvent en travers de son chemin. Au cours des trois années que j'ai passées à Paris, de 1996 à 1999, à titre de secrétaire générale du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, j'ai été à même d'observer combien l'action du Québec, même dans le champ de la recherche ou de la pensée, était soumise à une censure officieuse. Alors que les liens officiels, d'État à État, entre le Canada et la France sont bien établis, l'action du Québec demeure, dans nombre de dossiers, une conquête de chaque instant.

Dans le dossier des études québécoises, qui relève tout autant de la diplomatie culturelle que des universités, les autorités françaises veillent à mesurer une représentation qui pourrait être identifiée aux intérêts québécois. Certains responsables

²⁴² Voir le *Seizième rapport d'activité (2000-2002)* du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise qui expose le projet de création de vingt chaires annuelles de mobilité professorale franco-québécoise d'une durée de trois mois. Ce projet est à l'étude.

²⁴³ Voir Anne Legaré et Jean-Pierre Bardet (dir.), *op. cit.*, p. 269-276.

français ont un mandat clair : veiller à contenir l'action du Québec lorsque celle-ci implique une coopération dans les domaines qui ne relèvent pas des décisions officielles de la Commission permanente de coopération franco-québécoise ou qui sont soustraits à la vigilance intergouvernementale. En dehors du champ circonscrit officiellement par la relation bilatérale, le Quai d'Orsay veille à ce que le Québec n'occupe pas une trop grande place, car son principal interlocuteur, même dans le domaine des études pouvant porter sur le Québec, c'est le Canada !

C'est pourquoi la France, compte tenu de ces jeux de pouvoir et de la situation objective du Québec comme « sujet indirect » de la diplomatie française, devrait représenter un terrain sans précédent pour le Québec dans tous les domaines intellectuels et culturels. Les efforts consentis et les résultats obtenus par l'Association internationale d'études québécoises pour améliorer la connaissance du Québec ailleurs dans le monde sont admirables, compte tenu, en outre, [212] de ses budgets trop modestes. Mais cette action a été entreprise en négligeant le terrain français, sous prétexte que les besoins étaient plus pressants ailleurs. C'était sous-estimer le déploiement du Canada dans les universités françaises ainsi que des courants idéologiques tels que l'importance du fédéralisme en Europe, les conceptions républicaines qui combattent la reconnaissance de la diversité des cultures à l'intérieur des États-nations ou, au contraire, qui voient dans le multiculturalisme un passage politique inévitable pour toutes les démocraties, ou encore, les courants obsédés par la méfiance à l'endroit des nationalismes, etc. La France devrait représenter pour le Québec, à cause de sa place dans l'Europe et de son prestige culturel, une plaque tournante en vue d'atteindre à une meilleure compréhension du Québec en Europe. Les prestigieux colloques franco-québécois, de type culturel, qui se déroulent dans les grands amphithéâtres de la Sorbonne, pourraient plutôt y réunir des savants et des intellectuels français autour des grands sujets de l'heure, en faisant une place considérable aux universitaires québécois, au lieu de se spécialiser dans l'illustration de l'américanité du Québec qui n'intéresse d'ailleurs que quelques centaines d'habitues du caractère changeant de nos états d'âme.

Pendant ce temps, l'Association française d'études canadiennes (AFEC), avec un financement annuel de plus d'une centaine de milliers de dollars en provenance d'Ottawa, étendait, en 1999, sa présence dans les universités françaises à plus de

17 centres d'études canadiennes ²⁴⁴. Le Québec, lui, ne disposait même pas des fonds susceptibles d'aider quelques centres et chercheurs français à se pourvoir en ouvrages de base sur le Québec. Cette situation conduit à un éparpillement des énergies du côté québécois. L'affaiblissement des liens intellectuels est le symptôme d'une relation diplomatique précaire et controversée.

Paradoxalement, c'est aux États-Unis que les études sur le Québec sont le plus développées, grâce à la volonté d'universitaires américains et, récemment, avec l'aide du gouvernement du Québec. « Les universitaires américains, affirment [213] deux spécialistes en la matière, Louis Balthazar et Alfred Hero, sans entretenir quelque intention politique que ce soit, insistent sur la spécificité du Québec comme objet d'études ²⁴⁵. » C'est ainsi qu'en 1985, l'American Council for Québec Studies a été créé avec l'aide financière canadienne : « Cette quasi-souveraineté-association des études québécoises [par rapport aux études canadiennes] n'avait aucune espèce de signification politique, le ministère fédéral a accepté de bon gré et subventionne l'American Council for Québec Studies ²⁴⁶. » Les deux situations, américaine et française, sont issues de contextes politico-culturels totalement différents. Du côté américain, l'objectif d'une meilleure connaissance du Québec conduit à créer des lieux de diffusion des idées favorables au statu quo canadien. On en a vu un exemple à l'occasion des déclarations du grand chef des Cris, Matthew Coon Come. Le Québec tente, en même temps, aux États-Unis, de rattraper le temps perdu et de faire rayonner sa culture. En France, par la multiplication des centres d'études canadiennes, le Canada vise à présenter le Québec comme « une province parmi d'autres ». Le Québec, bien qu'il compte sur une vaste et solide sympathie naturelle, dispose de moyens insuffisants pour compenser l'influence canadienne. Il a grand besoin d'un centre culturel québécois à Paris, comme en avait conçu le projet l'ex-ministre Louise Beaudoin. Un tel lieu de déploiement des arts et de la culture pourrait coordonner et démultiplier de nouvelles synergies à l'intention des publics français et européens. Ce projet a été mis de côté par la nouvelle garde élue à Québec en avril 2003.

²⁴⁴ Jean-Michel Lacroix, «L'évolution des études canadiennes en France», in *Une multitude de Canadas, op. cit.*, p. 17-33.

²⁴⁵ Louis Balthazar et Alfred Hero, Jr., *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Québec Amérique, 1999, p. 326.

²⁴⁶ *Ibid.*

Les moyens d'action du Québec en France

La diplomatie québécoise se trouve devant l'alternative suivante : d'un côté, elle est tenue de modérer ses initiatives pour ne pas déplaire à la France, de l'autre, elle doit se payer des coups d'éclat, comme le « Printemps du Québec » et [214] quelques splendides déclarations gouvernementales comme celles de la ministre Louise Beaudoin, qui laissent croire à une relation forte et quasi exclusive. Mais ni l'une ni l'autre de ces voies ne permettent au Québec de poursuivre de façon adéquate le véritable *travail de fond* qu'exige le renouvellement d'une relation confrontée aux défis de l'Europe élargie et de la formation d'un espace intégré pour les Amériques.

La vision du délégué général du Québec, Clément Duhaime, nommé en 2000, n'est pas en cause. Bien au contraire, la qualité de son action est ce dont le Québec avait besoin pour sortir des miasmes d'une diplomatie du conflit. Malheureusement, il n'en a pas toujours été ainsi et on peut se demander quel intérêt poursuivait le premier ministre Lucien Bouchard en maintenant la situation de cafouillis des années précédentes. Le Québec dispose actuellement de bonnes conditions pour mener son action diplomatique, compte tenu de ses contraintes budgétaires et grâce à l'équipe de qualité qui le représente. Mais cela n'est pas suffisant.

C'est l'ensemble des *équilibres* au sein d'une politique internationale déchirée entre deux pôles, les États-Unis et l'Europe, qu'il faut redessiner. Car, si l'on tient compte de l'évolution des projets québécois, *les choix de société* des prochaines années doivent manifestement s'inscrire *dans la durée*. En d'autres mots, il s'agit de savoir ce qui rapportera le plus au Québec sur les plans social, politique et culturel. Faut-il choisir entre une relation renforcée avec la France et ouverte sur l'Europe ou tout miser sur les retombées de l'intégration économique continentale? Pour l'instant, cette deuxième voie est celle qu'ont privilégiée les premiers ministres souverainistes. Or, mon projet n'est pas de prôner le remplacement de l'option américaine par l'option française, mais de prendre la pleine mesure des conséquences à long terme d'un choix de société qui engage les générations à venir.

Deux conditions devront encore être remplies. La première, c'est une manifestation plus nette des intérêts de la France à l'endroit du Québec, intérêts dont l'envers serait un [215] engagement plus tranché de la part du Québec à l'égard de la France, *surtout dans le contexte de la mondialisation*. La deuxième condition, justement, c'est de raviver le sentiment de solidarité des Québécois face au destin qu'ils partagent avec la France. Ce destin commun renvoie à l'affirmation de valeurs politiques et culturelles qui définissent la singularité du Québec en Amérique. Je consacrerai le prochain chapitre à l'examen attentif de ces conditions.

Entre rationalité et désir

En dépit des multiples variations de sa pensée stratégique, la France officielle, selon l'expression d'un porte-parole, aurait envers le Québec « une ardente obligation ». En retour, cependant, les observateurs français soulignent que le Québec semble confronté à « une perte de désir à l'endroit de la France ». Cette perte de désir à l'endroit de la France apparaît clairement dans les résultats d'un sondage auprès des jeunes Québécois qui devait convaincre la France de célébrer une « Saison française au Québec » à l'automne 2001 ²⁴⁷. À la demande du ministère français des Affaires étrangères, l'Association française d'action artistique faisait effectuer par la firme Louis Harris une étude intitulée « L'image de la culture française auprès des jeunes Québécois » ²⁴⁸.

Au Québec, les résultats ne surprendront pas : 82% des personnes interrogées se « considèrent plus proches de la culture nord-américaine que de la culture française ». Questionnés sur « leur sentiment à l'égard de la France », 62% des jeunes Québécois « se sentent assez éloignés (43%) ou très éloignés (19%) de la France » ; 31% d'entre eux avouent même « que la culture française n'est pas du tout

²⁴⁷ Dans un article intitulé « La France, un désir d'enfance », j'ai tenté de retracer comment un lien avec la France peut trouver ses origines dans l'enfance. Voir *Penser la coopération...*, *op. cit.*, p. 22-26.

²⁴⁸ « L'image de la culture française auprès des jeunes Québécois », sondage effectué par la firme Louis Harris pour l'Association française d'action artistique, ministère des Affaires étrangères, Paris, septembre 2000. Je remercie le consulat de France à Montréal de m'avoir donné accès à cette étude.

importante pour eux ». Ce résultat paraît logique dans la mesure où 52% des jeunes Québécois considèrent que

« la culture française est assez éloignée ou très éloignée de la culture québécoise », alors que pour une autre moitié (près de 47%), ces deux cultures sont « très proches (4%) ou assez proches (43%) ²⁴⁹ ». [216] Les attitudes des jeunes Québécois à l'égard de la culture française les séparent donc en deux groupes d'importance à peu près égale selon qu'ils estiment la culture française éloignée de la leur ou proche. Enfin, si l'on interroge ces jeunes Québécois sur « l'évolution de la présence de la culture française » au Québec et sur l'évolution « des liens entre la France et le Québec par rapport à ce qu'ils étaient il y a une vingtaine d'années », 22% disent que ces liens sont moins forts, 41% disent qu'ils sont semblables et 32% disent qu'ils sont plus forts.

Ces tendances révèlent entre autres deux choses. Tout d'abord que les perceptions des jeunes Québécois de leur rapport à la France reflètent bien la réalité que j'ai évoquée plus haut : les Québécois ont rejeté toute fascination stérile à l'endroit de la « mère patrie ». Ensuite, alors que 82% des jeunes Québécois ressentent une nette parenté avec la culture nord-américaine et, en conséquence, que 62% se sentent éloignés de la France, on notera qu'en même temps, malgré cette forte tendance, 47% d'entre eux estiment que les deux cultures sont proches. De plus, seulement 22% d'entre eux croient que les liens entre la France et le Québec sont « moins forts ». On aimerait savoir ce que veut dire le tiers de cet ensemble qui affirme que « les liens qui unissent la France et le Québec sont plus forts » !

Comme je l'ai exposé au chapitre précédent, le Québec a décidé, dans sa politique internationale et dans le discours qui l'accompagne, de clamer haut et fort son américanité. Cette mise en valeur répétée semble répondre à une triple défai-

²⁴⁹ En 1998, Yvan Lamonde soulignait que, selon une étude du groupe de recherche sur l'américanité, « 44 % des personnes interrogées ne se considèrent pas comme différents des habitants des États-Unis » et que « les Québécois partagent tout autant sinon plus une identité qui est celle des Américains des Amériques que celle des Européens ». *Le Devoir*, 11 septembre 1998. Le constat d'Yvan Lamonde est juste. Cependant, une fois cela admis, la nécessité de « penser » cette réalité ne peut se contenter de ressasser le thème de l'américanité. Bien au contraire, si l'identité québécoise signifie quelque chose de distinct, c'est parce qu'elle entretient avec la Francophonie et avec la France un rapport spécifique, même si ce rapport n'est pas clairement saisi par les personnes interrogées au cours de ces sondages. D'ailleurs, on ajoutera encore que 68 % des Québécois se voient comme des Nord-Américains et seulement 10% comme Européens. Voir un article de François Brousseau, dans la revue *Forces*, n° 132, octobre 2001, p. 16.

te : face à l'ensemble des Québécois, face au Canada, face aux États-Unis. Comme pour arrimer ses relations internationales à sa politique économique, à ses échanges commerciaux et à un espoir non dissimulé de reconnaissance politique des États-Unis, le choix du pôle américain s'est appuyé sur un imaginaire continental.

Ce nouveau langage de la diplomatie et du discours savant québécois devrait-il entraîner un changement de cap dans nos relations avec la France ? C'est là une question qu'il [217] importe de scruter attentivement. Car des choix naturels et des affinités culturelles et politiques avec la France et l'Europe ont marqué le Québec jusqu'à récemment ²⁵⁰. Et cette marque, le Canada l'a bien mesurée car, sans le Québec, son poids politique vis-à-vis de la France aurait été de moindre intérêt.

²⁵⁰ En moyenne deux cent mille manifestants ont dit non à la guerre, au cours de nombreuses manifestations. Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, quelques-uns de ses ministres ainsi que le chef du Bloc Québécois et plusieurs députés ont exprimé clairement leurs craintes et leur opposition au recours à la guerre comme première solution à la question irakienne et à une décision unilatérale des États-Unis.

[219]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

Chapitre VII

Les intérêts politiques du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce dernier chapitre, je tenterai de dégager quelques-uns des paramètres d'une vision à long *terme* des intérêts politiques du Québec, car le Québec a des intérêts qu'il faut servir dans la durée. Même si les gouvernements ou le statut du Québec changent, un noyau dur qui constitue le cœur de cette société distincte restera inchangé. Ce noyau dur comprend trois éléments. Le premier, c'est le fait de parler français, ce qui ne signifie pas être comme les Français ni se penser comme des Français. *Parler français* est simplement une condition fondatrice qui a conduit les Québécois à élaborer une culture qui leur est propre. Le deuxième élément tient à la capacité inhérente à une culture distincte de se constituer en *sujet politique* distinct, capable d'imaginer le monde et sa place dans le monde de façon propre. C'est cette capacité d'imagination distincte qui entraîne la formation d'un « imaginaire » particulier, qui est le deuxième élément de ce noyau dur. Le troisième élément, enfin, est constitué par l'histoire qui s'est construite à travers les choix de ce sujet politique et les héritages premiers des divers groupes qui

participent à cette histoire. L'identité québécoise renvoie donc à un sujet politique façonné par une langue, une culture et une histoire spécifiques.

La politique internationale du Québec, comme tous les autres choix de société, doit être l'expression de la spécificité [220] de cette société. Sa politique internationale sera en priorité dictée par ce qui fonde dans la durée sa singularité, son idiosyncrasie. Là comme ailleurs, le Québec devra chercher à consolider le noyau dur de son identité : singularité, autonomie et capacité à imaginer son avenir seront à la base de ses choix. Et cette définition de la politique internationale du Québec devra reposer sur une conscience forte du lien social qui unit les Québécois.

C'est en tenant compte de ces paramètres que j'ai construit ce dernier chapitre. Dans un premier temps, j'explorerai les principes qui motivent une alliance politique plus étroite ou plus constante avec la France et l'Europe. Je montrerai ensuite que la quête d'autonomie et le désir d'inventer sa place dans le monde devraient nous dicter un nouveau rapport à la mondialisation, rapport caractérisé entre autres par la promotion de la diversité culturelle. Enfin, avant de conclure, je proposerai quelques récentes avenues offertes par les relations du Québec avec d'autres peuples et d'autres cultures. Chaque fois, les liens entre ce *qui* nous distingue et ce *qui* s'inscrit dans l'universel éclaireront ces propositions.

Le Québec entre la France, l'Europe et les États-Unis

Les orientations actuelles de la politique internationale du Québec sont exposées dans un document officiel intitulé « Plan stratégique pour les années 2001-2004 », élaboré par le ministère des Relations internationales, puis déposé auprès de l'Assemblée nationale du Québec. Ce document traduit les priorités qui guident l'action diplomatique actuelle du Québec. Les lectures et relectures auxquelles a dû être soumis ce document avant d'être présenté aux autorités politiques qui l'ont commandé, c'est-à-dire au Conseil exécutif et au Conseil des ministres ²⁵¹, don-

²⁵¹ Martine Tremblay, « Note d'introduction de la sous-ministre », in Ministère des Relations internationales, *Le Québec dans un ensemble international en mutation. Plan stratégique 2001-2004*, Québec, Gouvernement du Québec, 2001, p. VIII.

nent à penser qu'il correspond bien à la vision officielle. Comme ce plan stratégique arrive à son terme, prévu pour 2004, c'est le moment d'insuffler une nouvelle vigueur à cette politique.

[221]

Le premier axe de cette politique est constitué par le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), dont les États-Unis se font les ardents promoteurs comme l'a fortement montré le Sommet de Québec en 2001. Le Québec espérait se tailler une place en tant qu'État dans la négociation du futur traité d'intégration, mais, sans l'amélioration de son statut international, les relations du Québec avec les futurs membres de la ZLEA se limiteront tout au plus au prolongement de ses compétences provinciales et s'exerceront sous la tutelle d'Ottawa. Le document du ministère reflète donc la confiance du gouvernement dans sa capacité de faire du Québec un État souverain avant la signature de ce nouveau traité, prévue pour 2005 ²⁵². Cet objectif stratégique, répétant l'engagement du Québec à l'endroit de l'ALENA, l'incite à montrer patte blanche s'il veut bénéficier, au moment de la souveraineté, du statut d'État successeur.

Le Québec n'a certes pas les moyens de se tenir à part de ce projet d'intégration économique destiné à tous les États des Amériques. Cette libéralisation accrue signifierait l'élargissement de ses marchés, mais aussi la formation d'un espace de solidarité avec des pays du Sud, avec lesquels le Québec pourrait consolider ses intérêts culturels et politiques. Alors que le Québec semble aligner de plus en plus manifestement ses priorités culturelles et politiques du côté de l'hémisphère américain, la ZLEA servirait aussi à consolider la position stratégique du plus puissant de ses partenaires, les États-Unis, en lui donnant une polarité accrue. Même si plusieurs pays du Sud, tels l'Argentine, le Chili, le Venezuela et la Colombie ont, à des degrés divers, des motifs sérieux de résister à l'imposition du libre-échange comme on le conçoit à Washington, même si le président du Brésil,

²⁵² Quoique de nombreux spécialistes doutent de la convergence d'intérêts susceptibles de mener à la création de la ZLEA en 2005, cet enjeu d'importance stratégique pour les États-Unis reste à l'ordre du jour, tout en reposant sur la reformulation de nouvelles alliances. Voir à ce sujet Christian Deblock et Sylvain E Turcotte, «La ZLEA en péril», *La Presse*, 21 avril 2002. Plus récemment encore, César Gaviria, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), disait : «Sans entente dans ces domaines (accords commerciaux avec les pays du Sud des Amériques à l'OMC), je vois mal comment il pourrait y en avoir une sur la ZLEA.» *Le Devoir*, 6 mai 2003, p. 1.

Luiz Inacio da Silva, appelé « Lula », y a clairement exprimé son opposition et même si, en politique intérieure, le président Bush fait face à une population qui n'est pas entièrement gagnée à ce projet, les États-Unis n'ont rien abandonné de leurs ambitions à l'échelle des Amériques.

Cette nouvelle conjoncture soulève deux questions importantes par rapport aux relations internationales du [222] Québec. Il faut d'abord se demander, compte tenu de son statut politique, quel équilibre le Québec pourra ménager entre son intégration à ce partenariat régional et ses rapports avec la France et l'Union européenne. La deuxième question, conséquence de la précédente, conduit à se demander comment, dans la constitution de cette zone géopolitique consacrant la puissance américaine, le Québec s'y prendra pour dégager l'autonomie nécessaire pour approfondir son identité politique propre. La solidarité proclamée du Québec avec certains pays au sud du Rio Grande ne suffit pas à donner des bases solides à sa politique internationale. De plus, si la ZLEA devait se faire sans le Brésil, alors qu'il s'agit du seul État véritablement susceptible de résister aux visées impériales des États-Unis, le Québec se retrouverait fragilisé, comme tant d'autres, devant le géant américain.

La nouvelle donne économique : les États-Unis à la place du Canada

Depuis la signature de l'ALENA, constate le « Plan stratégique » du ministère des Relations internationales,

les États-Unis ont pris la place du Canada comme premier partenaire commercial du Québec alors que ce dernier est devenu le septième partenaire commercial des États-Unis. La part des États-Unis dans les exportations internationales du Québec est passée de 76% en 1990 à 85% en 1999. L'imbrication croissante des économies québécoise et américaine fait de la partie nord-est des Amériques une région dont le destin est proche à bien des égards de celui du Québec. Ce dernier appartient, sur le plan économique, autant à cette région qu'au Canada central ²⁵³.

²⁵³ *Le Québec dans un ensemble international en mutation, op. cit., p. 37.*

On notera, en passant, que le déplacement des exportations vers le sud est un phénomène qui touche toutes les provinces du Canada. Les effets de satellisation de ce déplacement [223] sur la politique étrangère canadienne ont été évoqués à maintes reprises par de nombreux auteurs. Il faut donc voir quelles conséquences ce phénomène peut avoir pour le Québec.

En d'autres mots, pour paraphraser ce document, le Québec appartient tout aussi bien au nord-est des États-Unis qu'au Canada, ce que l'ancien délégué général du Québec à New York, l'ex-ministre libéral Reed Scowen, avait formulé dix ans plus tôt dans une déclaration qui avait suscité bien des émois à l'époque dans les rangs souverainistes comme libéraux. L'américanité du Québec vient, cette fois, à travers la reconnaissance d'une appartenance économique au nord-est des États-Unis, de trouver une de ses pierres d'assise.

Il convient donc désormais de se demander si l'on peut distinguer une intégration économico-commerciale d'une intégration politique et culturelle. L'une peut-elle entraîner l'autre? Quels sont les gains politiques envisageables que le Québec peut espérer tirer de cette dynamique croissante d'intégration? Par rapport à son ancienne dépendance à l'endroit du Canada, on le sait, les gains politiques aussi bien qu'économiques ont été substantiels. Le déplacement des exportations vers le sud indique d'une part qu'au moment d'affirmer sa souveraineté, le Québec serait relativement indépendant des marchés canadiens, ce qui aurait une incidence politique certaine. Mais une dépendance économique aussi prononcée envers les États-Unis est-elle compatible avec la souveraineté ?

Cette nouvelle dépendance doit être mise en perspective. Comme le révèlent les statistiques, « alors qu'un peu plus de 75% [des exportations] prenaient la route en direction de nos voisins du Sud au lendemain de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange en 1989, presque 87% suivaient le même chemin en 2000. L'Europe arrive loin derrière avec 9,1% suivie par l'Amérique latine avec un modeste 3% ²⁵⁴ ». Quant au Mexique, 89% de ses exportations prennent le chemin des États-Unis. Certains croient que le Québec, par cette dépendance, s'assure d'éventuels appuis de [224] la part des États-Unis pour sa reconnaissance internationale. Ils nourrissent de vains espoirs. L'intégration économique entre le Québec

²⁵⁴ Éric Desrosiers, «La mondialisation entre voisins», *Le Devoir*, 5-6 janvier 2002.

et les États-Unis n'induit aucun rapprochement politique, bien au contraire. Le vent qui a tourné de l'ouest canadien vers le sud américain emporte avec lui les assises de la démarcation culturelle de l'espace québécois et donc ses chances d'une reconnaissance politique de sa spécificité. Le parti pris en faveur de l'américanité est pour une grande part un consentement à cette tendance.

Une relation privilégiée avec les États-Unis

Cette intégration économique, que saluent d'ailleurs chaque fois qu'ils en ont l'occasion les diplomates américains en poste au Québec, sert à justifier les multiples efforts déployés par le gouvernement du Québec pour donner des assises plus solides à sa relation avec les États-Unis. On ne peut condamner en soi une telle volonté. En marge de la promotion, bien fondée, de ses performances économiques et technologiques, le Québec se devait depuis longtemps de mieux faire connaître à ses voisins sa spécificité, ses domaines d'excellence tout comme ses ambitions et il devra continuer de le faire. Ce rayonnement accru aux États-Unis répond à la logique du libre-échange mais aussi à une nécessité identitaire. On admettra facilement qu'il y a du rattrapage à faire. Mais ce qui frappe dans les orientations internationales du Québec définies au cours des dernières années, c'est le déplacement des priorités, tous azimuts et sans précaution critique, vers un partenaire rebelle à toute considération, même tactique, de ses revendications culturelles et politiques. Tout se passe comme si le Québec avait la naïveté de penser qu'en acquiesçant tête baissée aux volontés américaines, non seulement il se montrera digne de fréquentation, mais, de plus, il gagnera des appuis à sa cause.

Les dissymétries dans les informations et les perceptions sur le Québec aux États-Unis devraient plutôt nous inquiéter. [225] Par exemple, en 1999, une étude menée par la firme Léger et Léger à la demande du Secrétariat à la politique linguistique révélait « qu'une majorité d'Américains parmi les mieux renseignés sur le Québec ont une perception négative des lois linguistiques québécoises ²⁵⁵ ». Une majorité des 74 leaders d'opinion américains, professeurs, journalistes et étu-

²⁵⁵ Robert Dutrisac, « Enquête Léger et Léger. Les lois linguistiques du Québec effraient les Américains », *Le Devoir*, 7 mai 1999, p. A1.

dians interviewés « croient que le gouvernement québécois agit de façon trop rigide [...] et sont d'accord avec l'idée que les francophones au Canada devraient être intégrés à la majorité anglophone ²⁵⁶ ». L'analyste Maude Larochelle précise que « la cause de la promotion du français part avec une image négative aux États-Unis [...] [et qu'il] ne faut pas s'imaginer que la position québécoise suscite spontanément l'adhésion et la bienveillance ²⁵⁷ ». Cette étude illustre bien la nécessité de poursuivre l'immense travail de compréhension des intérêts du Québec qu'il faut mener aux États-Unis, surtout auprès des leaders d'opinion, quel que soit le programme politique du gouvernement. Les rapports des délégations du Québec aux États-Unis doivent souligner, on le suppose, l'urgence de s'attaquer à cette priorité. Mais il importe de ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Une meilleure connaissance du Québec par les Américains à une échelle matériellement envisageable ne pourra jamais compenser les positions du Conseil national de sécurité... Elle pourra tout au plus atténuer les malentendus, voire le climat d'hostilité qui sévissent à propos de nombreuses politiques québécoises, ce qui déjà ne serait pas négligeable et pourrait du même coup soutenir la confiance des investisseurs.

Dans le contexte de la récente politique internationale du Québec, la réouverture en 2000-2001 des délégations de Boston, de Chicago et de Los Angeles ainsi que celle du bureau de Miami ont été présentées comme la manifestation d'une « relation première et privilégiée ». En mai 2002, le gouvernement du Québec annonçait qu'il renforçait son réseau aux États-Unis. Le budget des six bureaux passait de 8,7 à 13,8 millions. Le personnel québécois passait de 46 à 65 personnes ²⁵⁸. Sans nier l'importance de ces choix, il [226] importe cependant de saisir ce qu'entend faire le gouvernement quand il affiche ainsi ses préférences américaines... Un diplomate français faisait remarquer, non sans humour, que le Québec proclame aussi le caractère *privilégié de sa relation avec la France*... L'expression « relation privilégiée » n'a plus beaucoup de sens quand elle s'applique en même temps à deux partenaires aussi différents. À l'endroit des États-Unis, qui, au-delà d'une neutralité de façade, n'ont pas caché leur opposition aux ambitions souverainistes du Québec, de telles déclarations peuvent laisser croire à une

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*

²⁵⁸ *Le Soleil*, Québec, 18 mai 2002, p. A7.

attitude courtisane et trahir une position de faiblesse. Car le Québec a largement fourni aux États-Unis, depuis 1994, toutes les preuves nécessaires de sa bonne conduite en tant qu'allié. Faut-il vraiment poursuivre sur cette lancée sans y perdre l'essentiel, c'est-à-dire son âme et ses autres alliés? N'est-ce pas Louise Beaudoin elle-même qui disait à Washington, s'adressant à l'auditoire du Center for Strategic and International Studies, peu avant le sommet de Québec de 2001 : « Pour qu'une société réussisse dans un monde globalisé *sans perdre son âme*, [un accord international spécifiquement consacré aux questions culturelles] doit être une priorité absolue ²⁵⁹. » La culture est en effet ce qui fonde les intérêts spécifiques d'un Etat.

Le Québec et la construction d'un monde multipolaire

L'envers de la part américaine d'un budget somme toute assez restreint par rapport aux besoins de rayonnement du Québec (la totalité du budget du ministère des Relations internationales du Québec, tous continents confondus, correspond au budget de la seule ambassade du Canada à Washington, c'est-à-dire à près de 100 millions de dollars) est la part congrue affectée aux relations du Québec avec l'Europe. Le Québec se contente de voir dans l'Union européenne, « compte tenu de son émergence comme puissance sur la scène internationale, un interlocuteur d'importance croissante ²⁶⁰ ». [227] Le document de Québec ne fait aucune référence au rôle politique, possible et souhaitable de l'Union européenne dans l'édification d'un monde multipolaire, ni à celui que pourrait jouer la Francophonie comme soutien à un tel objectif. On peut y voir que le Québec veille à s'abstenir de toute distanciation par rapport à la puissance américaine, ce qui peut s'interpréter comme un premier signe de dépendance. L'émergence d'un monde multipolaire concerne pourtant le Québec au premier chef, dans la mesure où la recherche

²⁵⁹ «For a society to succeed in a globalized world without losing its soul, [an international agreement that would be dedicated specifically to cultural matters] must be a top priority.» Louise Beaudoin, «Québec in the Americas», CSIS, Washington, 9 avril 2001. C'est moi qui souligne.

²⁶⁰ *Le Québec dans un ensemble international en mutation*, op. cit., p. 39.

d'un équilibre entre les puissances américaine et européenne pourrait lui être fort utile.

Dans le même « plan stratégique », la relation du Québec avec la France est définie de façon neutre, dépouillée de l'ambition qui caractérise les options américaines. Le Québec ne s'engage guère plus, comme on peut s'en douter, à l'endroit des autres pôles et régions de la scène internationale, comme le Brésil et les pays du MERCOSUR, qui cherchent à consolider leur force économique vis-à-vis de la toute-puissance des États-Unis. Pourtant, au moment de la préparation de ce plan d'orientation, la position critique du Brésil était bien connue. Peut-on ignorer le rôle de ces autres pôles sans exprimer par là que le Québec a déjà rejoint de façon irréversible le giron américain ? Comment « vouloir la mondialisation autrement », afficher des aspirations sociales « progressistes », une ambition « social-démocrate », sans formuler en même temps, en tant que gouvernement, des solutions de rechange à la dépendance politique, sociale et culturelle par rapport à un environnement économique anglo-américain, alors qu'on sait très bien que les fonctions de régulation sociale de l'État sont condamnées par notre voisin dont l'ambition est de libéraliser toujours davantage ?

Dans cet esprit, le traitement officiel de la relation du Québec avec la France laisse songeur. Si l'on suit l'énoncé de politique du ministère des Relations internationales, le Québec se propose de « centrer la relation franco-québécoise sur les problématiques actuelles des deux sociétés *en tenant compte de la place qu'elles occupent dans leur continent respectif* ²⁶¹ »... [228] Ainsi, la politique québécoise doit s'adapter à « la place que la France occupera par rapport à d'autres partenaires européens ²⁶² ». Bien entendu, il s'agit ici du partenaire allemand. Or, on sait que la relation franco-allemande est l'objet d'un équilibre instable que la France (comme l'Allemagne) s'efforce de préserver. Et c'est le moment que choisit le Québec pour laisser entendre que l'Allemagne pourrait devenir un lieu d'échanges plus attrayant que la France... Ainsi, poursuit le document, « le Ministère entend-il planifier et développer une action beaucoup plus importante dans ce pays ²⁶³ ». Le bien-fondé d'une politique pro-allemande ne devrait pas se donner comme alternative à une position ambivalente à l'endroit de la France.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 41. C'est moi qui souligne.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*, p. 43.

Quels sont donc les intérêts politiques poursuivis par le Québec lorsqu'il invoque, même indirectement, la baisse virtuelle de l'influence française au sein de l'Union européenne au profit de celle de l'Allemagne ? En d'autres mots, nous disons à la France que, dans le cas où son concurrent et allié, l'Allemagne, venait à dominer la future Europe élargie, *ce qui est plus que probable*, les intérêts économiques du Québec pourraient l'amener à infléchir sa politique européenne en faveur de l'Allemagne. Cela revient à dire que nous sommes prêts à faire de l'économie le seul axe de notre politique internationale. Cette option économique ne traduit-elle pas une faiblesse dans la vision du projet de société ? La prospérité économique suffit-elle à fonder ce qui fait une société distincte ? Les positions de l'ancienne ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, en faveur de liens forts avec la France ne suffisent pas. La crainte du Québec de déplaire aux États-Unis expliquerait-elle le relativisme auquel il soumet actuellement sa relation avec la France ? Si l'intérêt que représente la France pour le Québec ne dépend que de l'importance de celle-ci en Europe, que devrait-on alors espérer de l'intérêt de la France pour le Québec, compte tenu de l'importance toute relative de celui-ci en Amérique ! Il ne suffit pas de rappeler que « le Québec et la France ont encore en commun les mêmes valeurs de solidarité ²⁶⁴ », il faut préciser quels [229] sont les enjeux de société et les intérêts communs sur lesquels porte cette solidarité.

Le Québec cherche à placer sa relation avec la France dans une vision symétrique reliant chacun à l'espace régional qui lui est propre. Le Québec dit donc à la France, en contrepartie, que sa relation avec elle devra tenir compte de la place que lui-même occupera au sein du continent nord-américain ²⁶⁵. Tenir compte de l'insertion du Québec dans l'espace nord-américain est une chose, mais en faire l'axe principal de sa politique en est une autre.

Pourtant, suivant les choix stratégiques exposés dans *Le Québec dans un ensemble international en mutation*, c'est désormais la place du Québec au sein de l'ALENA et peut-être demain au sein de la ZLEA, ainsi que son américanité ou son appartenance à la communauté nord-américaine qui devraient lui dicter sa relation avec la France. C'est dire que la relation du Québec avec la France est

²⁶⁴ Ibid.

²⁶⁵ Ibid., p. 41.

désormais *strictement définie par son insertion commerciale, économique, politique et culturelle nord-américaine*. Ou, mieux, doit-on comprendre que le Québec invite la France à prendre en considération, dans les politiques qu'elle définit à son égard, le fait qu'il assume une *dépendance* de plus en plus forte à l'égard des États-Unis, qui indiquerait que ses choix culturels et politiques sont désormais le reflet de ses impératifs économiques, voire de l'américanité qu'il privilégie ? L'existence de la société québécoise étant l'un des principaux axes sur lesquels s'appuie la diplomatie française pour influencer le Canada, le Québec en viendrait-il, pour tenter de séduire les États-Unis, à refuser de se démarquer de moins en moins du reste du Canada ? Appuyer sa distinction sur une langue distincte, celle d'une américanité parlant français, dans l'espoir de dormir sur ses deux oreilles ne suffit pas ; il faut en outre ancrer plus profondément cette distinction sur un socle culturel dont la consolidation exige un choix de tous les instants.

Qu'advient-il, dans tout cela, du principe qui donne son sens à la démocratie, celui de l'autonomie relative du politique par rapport à l'économique ? Car le politique est encore [230] le fondement de nos régimes démocratiques et, sans lui, la souveraineté du Québec n'aurait plus de sens ²⁶⁶. Dans le présent contexte de mondialisation, les remises en question que subit l'État au profit des entreprises multinationales n'induisent aucunement que le politique doive céder la place à l'économique, bien au contraire. Plus que jamais, les citoyens s'interrogent sur leur accès au politique et cherchent d'autres avenues. C'est pourquoi on se serait attendu d'un gouvernement qui revendiquait le statut d'État souverain qu'il ne se contente pas de définir les priorités de sa politique internationale en se pliant au plus strict déterminisme économique.

On peut se demander à quel courant politique profite cette conception de la nouvelle politique officielle du Québec, qui sape les fondements mêmes du rôle de l'État. Une telle orientation a-t-elle été favorisée par ceux qui, comme Jacques Parizeau et Bernard Landry, à l'origine, ont insufflé à notre économie et à nos liens avec le Canada une liberté bénéfique ? Je ne le crois pas. Les vents ont tourné en 1994, année de la ratification de l'ALENA, et c'est pourquoi il importe aujour-

²⁶⁶ Voir mon article, «L'Amérique du Nord, nouvelle scène inaugurale du politique», in Michel Seymour (dir.), *États-Unis, multinationales et organisations supranationales*, Montréal, Liber, 2002, p. 453.

d'hui de mettre en perspective la globalité des nouveaux enjeux qui traversent le Québec depuis son ouverture au libre-échange.

On comprendra aussi qu'il est légitime que ces questions viennent à l'esprit des Français et les portent à mesurer l'appui qu'ils accordent au Québec dans un contexte bilatéral, au profit des espoirs qu'ils fondent sur le Canada. Alors que le Québec semble disposé à avaler le meilleur et le pire de la part des Américains, pourquoi se montre-t-il incapable de surmonter à l'endroit de la France l'amertume cultivée par certaines élites, encore prisonnières du besoin d'émancipation qui a couronné la Révolution tranquille? Pourquoi ne pas placer cette relation dans l'ordre d'une politique où les intérêts du Québec sont définis en s'appuyant sur ce qui fonde sa spécificité, c'est-à-dire sa capacité de différenciation, sa marque culturelle et d'indéniables affinités ? Pourquoi ne pas voir, cyniquement et égoïstement, que c'est dans une approche réaliste à l'égard de la France que le Québec est [231] le mieux à même de consolider *toutes* ses forces dans une perspective d'avenir et de long terme ?

Maturité et équilibre

L'opinion des élites québécoises qui revendiquent « une rupture politique et symbolique avec la France ²⁶⁷ » explique-t-elle cette vision nord-américaine tronquée du destin international du Québec ? Le document de politique internationale du Québec attribue à la France un « statut privilégié *parmi les pays européens* ²⁶⁸ ». Certes, il est nécessaire de tenir compte de la place de la France dans l'Union européenne. Mais un tel ajustement devrait-il conduire le Québec, sur des plans vitaux pour son identité et pour l'étroite *marge de manœuvre* qu'il doit s'aménager en Amérique du Nord, à placer sa relation avec la France au rang d'une alliance seconde, lointaine et précaire ?

Le jugement réservé que je porte à l'endroit de la dilution continentaliste de la politique internationale du Québec, telle que la présente l'énoncé, ne saurait négliger les réalisations du Québec en France, soutenues ces dernières années par des

²⁶⁷ Yvan Lamonde, cité plus haut, *Le Devoir*, 11 septembre 1998.

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 40. C'est moi qui souligne.

budgets légèrement bonifiés et par les compétences du délégué général, Clément Duhaime. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au cours des années qui ont précédé la nomination de ce diplomate, plusieurs réseaux forts du Québec avaient été négligés et même ignorés, dont ceux-là mêmes qui, quelques années plus tôt, avaient soutenu l'action de l'ancienne déléguée générale, Louise Beaudoin. Peut-on mettre cette politique de déshérence au compte de la volonté de son premier ministre d'alors, Lucien Bouchard, de restreindre le rôle de la délégation générale du Québec en France afin qu'il ne porte pas ombrage à l'ambassade du Canada? Heureusement, depuis, la ministre souverainiste a été l'instigatrice de nombreuses initiatives comme la création d'un Comité franco-québécois sur la diversité culturelle, l'affirmation de la solidarité du Québec avec les positions de la France au [232] Sommet des peuples de Pôrto Alegre en 2002 et 2003. Mais un ministre des Relations internationales n'œuvre pas seul. Faut-il comprendre que les vents qui soufflent au sein de ce ministère comme au gouvernement, ou dans l'esprit de certaines élites québécoises, empêchent le choix d'une franche et généreuse relation avec la France, au nom de la crainte d'indisposer les États-Unis? Le Québec ne doit pas voir dans un renforcement de ses liens avec la France et l'Europe un risque d'isolement par rapport à l'hémisphère américain ni une sorte de sujétion à une culture européenne qu'il a depuis longtemps apprêtée à la sauce nord-américaine. Ni retour en arrière ni désertion de la coopération régionale, ce renforcement franco-européen, affiché et assumé, ne signifierait rien d'autre qu'une véritable maturité et la recherche d'un équilibre sain de nos relations internationales.

La relation tumultueuse France-États-Unis

La nécessité de diversifier et d'étendre nos intérêts commerciaux du côté américain pourra être invoquée pour justifier la tendance actuelle à mettre sur un même pied la raison économique et la raison politique. Mais une autre analyse de ces intérêts ne demande-t-elle pas que le Québec prenne un soin attentif particulier, dans son action internationale, à cultiver une relative autonomie, si mince soit-elle, à l'endroit des États-Unis, une autonomie que le Canada, lié entre autres par des affinités anglo-saxonnes, ne saura jamais développer autant que lui? Sa dou-

ble culture, européenne et nord-américaine, ne favorise-t-elle pas le Québec, lui permettant une mise à distance symbolique plus forte (dans l'éducation, la création, l'institutionnalisation) vis-à-vis de son ancrage géographique? Et qu'est-ce qui fonderait cette autonomie sans une identité francophone distincte, forte et pleinement assumée sur le plan international ?

Le plan de développement stratégique des relations internationales du Québec veut prendre acte des enjeux [233] atlantistes : « L'évolution de la relation de la France avec les États-Unis sera aussi à considérer en raison de l'importance des deux pays pour le Québec ²⁶⁹. » Comment interpréter cet énoncé compte tenu de tout le reste du document ? Faut-il comprendre que la relation du Québec avec la France accompagnerait l'éloignement relatif qui pourrait survenir entre la France et les États-Unis (et qui est, d'ailleurs, survenu...) ? Si la France renonçait à sa « capacité d'initiative » à l'endroit des États-Unis, est-ce dire qu'à cette condition le Québec serait alors plus enclin à se rapprocher d'elle ? La puissance des États-Unis interdit-elle déjà au Québec de s'aménager toute marge de manoeuvre dans la définition de sa place en Amérique ? Les Québécois doivent-ils comprendre que leurs intérêts sont exclusivement nord-américains, et que leur relation avec la France est en voie de devenir un « lieu de mémoire » ? C'est pourtant sur fond des relations entre les États-Unis et la France que s'esquissent pour une grande part la politique internationale du Québec et sa signification à plus long terme comme choix de société.

La relation entre les États-Unis et l'Europe fait d'abord une large place aux questions de sécurité qui sont autant d'enjeux de puissance. Dans ce contexte, tout en partageant profondément les mêmes valeurs et un ferme engagement à les défendre au sein de l'Alliance atlantique, la France et les États-Unis divergent d'avis depuis longtemps dans de nombreux dossiers, le dernier étant celui de l'Irak. Quand ils observent le Québec, les États-Unis songent à cette tension. Pour bien comprendre la situation devant laquelle se trouve le Québec aujourd'hui lorsqu'il est question de son positionnement international, forcément polarisé entre les États-Unis et la France, il est tout indiqué de s'arrêter à cette dynamique fondamentale, dont les répercussions sur l'ordre international pourraient modifier un

²⁶⁹ Ibid., p. 41.

jour sa propre situation. Il s'agit de la relation complexe entre l'Europe, la France, les États-Unis et le Canada.

Le différend franco-américain a agité les relations internationales depuis plus de cinquante ans. Même dans sa lutte [234] contre le communisme de l'Union soviétique, la France a tenu à se démarquer des États-Unis. Sa revendication d'autonomie et sa contestation de l'hégémonisme américain sont, comme on le sait, héritées d'une figure majeure du XXe siècle, Charles de Gaulle. Si on remonte à la défaite française de 1940, aux mains de l'Allemagne nazie, on voit que la dynamique franco-américaine a alors pris une orientation qui a marqué jusqu'à aujourd'hui la capacité et la volonté d'affirmation de la France. Pour les Américains, la défaite de 1940 avait signifié la fin de la puissance française. Mais la France s'est efforcée de retrouver cette puissance perdue, en tentant de consacrer une conception maximale de la puissance qui tienne compte aussi bien des capacités matérielles que des compétences intangibles, essentielles à l'affirmation d'un leadership politico-stratégique sur la scène internationale. En d'autres mots, il s'est agi pour la France de consolider son statut. Or, dans les faits, après 1940, la France avait cessé d'être une puissance militaire, elle ne pouvait plus se comparer aux États-Unis ou à l'Union soviétique. Mais elle ne pouvait tolérer une uniformisation du monde à l'américaine, ce qui la mènera à affirmer son indépendance vis-à-vis des États-Unis chaque fois qu'elle le pourra. Sachant pertinemment qu'elle ne peut rivaliser militairement avec les États-Unis, son allié, et, de plus, qu'elle n'a pas d'intérêts qui le justifient, la France fera de la critique de l'hégémonie américaine un des axes de sa politique. Quelques moments clés balisent cette relation tumultueuse : la défaite de 1940 et la consécration de la France libre de De Gaulle ; la création de l'OTAN ; la construction de l'Europe et le rejet de la Communauté européenne de la défense ; la position de De Gaulle face à l'OTAN et le développement d'une puissance nucléaire française ; enfin, l'élargissement de l'OTAN et la formation de l'Europe de la défense ; on peut aujourd'hui ajouter la crise irakienne de 2003.

Dès le lendemain de la défaite française de juin 1940, le général de Gaulle a cherché à redonner à la France la place qui lui revenait en tant que grande puissance européenne. [235] Mais le président américain d'alors, Franklin D. Roosevelt, autre grande figure du XXe siècle, tarda à reconnaître de Gaulle comme leader de la France libre. Cette difficulté aura des répercussions énormes sur l'avenir

des relations franco-américaines, ainsi que sur la conduite du général de Gaulle, devenu président de la République. L'ambition gaullienne d'une nation française forte déplait aux Américains, qui y voient le désir de pérenniser une tradition colonialiste opposée à leurs intérêts et contraire à la conception de la démocratie dont ils se sont faits les défenseurs pendant les deux guerres mondiales. On n'est plus à l'âge du colonialisme, mais à celui de l'impérialisme! Les États-Unis veulent faire comprendre à de Gaulle que la France n'est plus le joueur important qu'elle a été jadis. La France ne sera pas invitée aux conférences de Yalta et de Potsdam, là où l'on décidera du sort de l'Europe. Pour de Gaulle, les États-Unis ne pouvaient parler au nom de l'Europe car ils poursuivaient leurs intérêts propres et non ceux de l'Europe, encore moins ceux de la France. Finalement, en raison du plaidoyer de Churchill en faveur de la France et pour faciliter l'acceptation par la population de troupes américaines en sol européen pour une longue période, les États-Unis n'ont eu d'autre choix que d'intégrer la France au Conseil de sécurité de l'ONU et de lui accorder le contrôle d'une zone occidentale de l'Allemagne, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis estimaient qu'une Europe sous le parapluie américain constituerait une meilleure garantie de sécurité pour eux qu'une Europe forte politiquement et militairement, mais relativement indépendante.

Avec le plan Marshall, les États-Unis participèrent à la reconstruction de l'Europe. Par cette aide, ils exprimaient l'ambition de voir émerger une communauté européenne dont ils seraient, en coulisse, un acteur important. La création de l'OTAN illustre leur volonté d'encadrer militairement et politiquement l'Europe occidentale. Le principe fondateur de l'Alliance atlantique - le principe de défense collective - liera ainsi le destin de l'Europe à celui des États-Unis ; dès [236] lors, la défense de l'Europe sera assurée par l'OTAN, donc par la superpuissance américaine, et surtout par son arsenal nucléaire.

La France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux avaient signé en 1948 le traité de Bruxelles qui créait l'Union occidentale (UO), pour assurer leur défense collective contre l'Allemagne. En 1949, la création de l'OTAN est venue changer la donne. L'Union occidentale s'est élargie à l'Italie et à l'Allemagne fédérale en 1954 pour devenir l'Union de l'Europe de l'Ouest (UEO), qui ne sera rien de plus qu'un forum de consultation politique sans structure opérationnelle. Une défense européenne sera néanmoins créée en mai 1952, mais soumise au comman-

dement suprême de l'OTAN, sauf en cas d'opposition unanime des membres signataires, la France, les pays du Benelux et l'Allemagne fédérale (la Grande-Bretagne refusant d'y participer). C'est ce contexte qui permet de comprendre la ligne adoptée par de Gaulle après son retour au pouvoir en 1958.

De Gaulle concevait avant tout la puissance de l'Europe à travers le prisme national. Il tenait à ce que la France ait son propre arsenal nucléaire. Il parlait ensuite d'une « Europe européenne » continentale (sans la Grande-Bretagne), qui partagerait de fortes politiques communes et qui affirmerait son indépendance par rapport aux États Unis. Contrairement à ce que certains pourraient croire, de Gaulle ne rejetait pas l'Alliance atlantique ; il voulait seulement dégager l'Europe du statut de satellite auquel la confinait une OTAN dominée par les États-Unis. En réaliste convaincu, pour qui chaque État doit assumer la défense de ses intérêts et de sa sécurité, de Gaulle préférait donner à la France une défense relativement autonome. Il a donc pratiqué une politique dite d'indépendance nationale, qui s'est caractérisée par son insistance à doter la France de l'arme atomique, malgré les pressions contraires des Américains et des Soviétiques. De Gaulle a exprimé aussi cette volonté d'indépendance en développant des relations avec Moscou qui l'amèneront à accepter une proposition de [237] concertation avec les Soviétiques à l'égard de l'Asie du Sud Est. On se rappellera sa formulation symbolique d'une Europe allant « de l'Atlantique à l'Oural ». Fidèle à ses positions, de Gaulle, en 1966, a retiré la France du commandement intégré de l'OTAN, notamment du commandement européen. Depuis, la France participe au Conseil atlantique, par fidélité à l'Alliance atlantique, tout en assumant le plein contrôle de sa défense.

L'Union européenne et sa défense

Avec la signature du traité de Maastricht en 1992, instituant l'Union européenne (UE), l'idée d'une Europe de la défense a refait surface. Ce traité prévoit d'élaborer une *Politique étrangère et de sécurité commune* (PESC) et qu'en temps opportun, une défense européenne commune verra le jour. Les États-Unis, qui s'étaient toujours montrés réticents à l'idée d'une force militaire européenne qui ne serait pas sous le commandement de l'OTAN, ont, pour satisfaire malgré tout leurs allies européens, lancé l'idée d'une *Identité européenne de sécurité et de*

défense (IESD). En termes clairs, un « pilier européen a l'intérieur de l'OTAN » paraissait maintenant acceptable. En 1998, la Grande-Bretagne lève son veto à la constitution d'une défense européenne sans l'OTAN. La politique européenne commune en matière de sécurité et de défense (PECS) remplace donc la PESC.

Or, comme l'affirme Nicole Gnesotto, l'OTAN n'a pas vraiment permis le développement d'un caucus européen au sein de l'Alliance, car le pôle anglo-américain a toujours craint l'avènement d'une puissance militaire européenne qui fonctionnerait en dehors de l'organisation ²⁷⁰. L'OTAN avait cependant permis à l'UEO de créer des forces européennes limitées (l'Eurocorps, l'Eurofor et l'Euro-mar) au début des années 1990, dans l'esprit d'une collaboration rapprochée. En 1999, l'Union européenne, lors du sommet d'Helsinki, a jeté les bases d'un Corps de réaction rapide de 60000 hommes, [238] prévu pour 2003, affecté à des missions d'aide humanitaire ainsi qu'à des missions de maintien et de rétablissement de la paix ²⁷¹. Ces forces seront à la disposition de l'UE et de l'OTAN. De plus, des négociations sont en cours pour définir de quelle manière l'infrastructure de l'Alliance atlantique pourrait être mise à la disposition de cette Force européenne. Mais l'ensemble de ces pourparlers laisse affleurer des tensions et des luttes dans lesquelles les tenants d'une Europe de la défense plus autonome s'opposent à l'écrasante supériorité militaire américaine.

Deux visions de l'Europe s'affrontent donc encore aujourd'hui: d'une part, la *vision gaullienne* de l'Europe-puissance, appuyée à l'origine sur un *partenariat franco-allemand* fort, qui contrebalancerait le traditionnel pôle anglo-américain; d'autre part, une forte vision transatlantique, qui repose essentiellement sur une conception libre-échangiste du monde dont la défense serait assurée par l'OTAN. Les États-Unis ont exprimé leurs réserves et posé leurs conditions devant la perspective d'une force européenne de défense qui fonctionnerait en dehors de l'OTAN. Où en sommes-nous aujourd'hui dans ce débat ?

Il n'y a pas aujourd'hui d'Europe de la défense, notamment en raison de la cohésion américano-britannique et des difficultés faites par les États-Unis. Le pilier européen au sein de l'OTAN ne peut être considéré comme une véritable défense

²⁷⁰ Nicole Gnesotto, *La puissance et l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 99.

²⁷¹ Alex Macleod, «La nouvelle politique de sécurité et de défense européenne», *Point de mire* [en ligne], vol. 3, n° 1 (14 janvier 2002). Adresse URL : http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/pdf/vol3nol_140102.pdf (consulté le 30 janvier 2002).

européenne. L'Union européenne demeure donc un « nain diplomatique », puisque « sans défense autonome, solide et imposante, nulle politique étrangère n'est crédible ²⁷² ». Bien qu'elle soit une puissance économique indéniable, l'Europe ne jouit pas encore d'un poids diplomatique correspondant. Pour ceux qui espéraient voir l'émergence d'une puissance militaire européenne, l'élargissement de l'OTAN de 1999 aura au contraire concrétisé le renforcement de l'emprise américaine sur l'Europe. D'un côté, la crise irakienne aura illustré le potentiel de division entre États membres (ou aspirant à devenir membres) de l'Union européenne. L'incapacité de l'Union européenne à [239] parler d'une seule voix en politique étrangère est perçue par de nombreux analystes comme une victoire américaine.

D'un autre côté, le rôle important joué par la France et par l'Allemagne dans ce conflit aura indiqué la possibilité d'une Europe autre. Il est encore trop tôt pour prédire les effets sur l'ensemble de l'Europe de la crise irakienne. Mais on peut déjà voir que les positions française et allemande ont créé d'importantes tensions avec les États-Unis. En août 2002, un expert français, Zaki Laïdi, écrivait déjà que l'Europe « découvre que ses divergences avec l'Amérique commencent à s'amonceler de manière préoccupante. De sorte que ce qui apparaissait comme des conflits d'intérêts tend à devenir des conflits de valeur ²⁷³ ». En septembre, Francis Fukuyama dressait pour sa part ce bilan : « [U]n immense fossé s'est creusé entre les perspectives américaine et européenne du monde, et le sentiment de valeurs partagées s'est effiloché ²⁷⁴. » Quant à l'auteur de *The End of the American Era*, Charles A. Kupchan, il écrivait un peu plus tard, en novembre 2002 : « Les Français avaient l'habitude d'être les seuls à voir dans l'UE un contrepoids à l'Amérique, mais les autres membres les ont rejoints... À la base, l'Amérique et l'Europe sont menées par des cultures politiques différentes. Et la distance culturelle paraît s'élargir, non se rétrécir, plaçant les deux côtés de l'Atlantique sur des voies sociales différentes ²⁷⁵. » Le Québec est traversé par ces deux pôles.

²⁷² Ignacio Ramonet, «Un nain diplomatique», *Manière de voir*, no 61, janvier-février 2002, p. 7.

²⁷³ Zaki Laïdi, «L'Amérique se déploie, l'Europe se replie», *Le Monde*, 6 août 2002, p. I.

²⁷⁴ Francis Fukuyama, extrait d'une conférence donnée à Melbourne, en Australie, au cours de l'été 2002, cité par Christian Rioux, *Le Devoir*, 11 septembre 2002, p. A5.

²⁷⁵ «The French used to be alone in looking to the EU as a counterpoise to America, but the other members have now joined in... At root, America and Europe are driven by different political cultures. And the cultural distance appears to be widening, not closing, putting the

En France, la tendance atlantiste semblait l'avoir emporté sur la vision gaulle. Mais le conflit autour de l'Irak a redonné crédit à l'héritage de De Gaulle. Dominique de Villepin, ministre français des Affaires étrangères qui s'est illustré pendant la crise irakienne, avait déjà écrit en 2001 : « S'engager en politique oblige, comme le général de Gaulle, à défendre une "certaine idée de la France" ²⁷⁶. » Henry Kissinger, en 1990, lors d'un entretien avec l'ancien ambassadeur français Jean Béliard, avait confié que, selon lui, de Gaulle, en s'opposant à la politique des États-Unis, [240] poursuivait fondamentalement une entreprise pédagogique à destination du peuple français et des autres peuples européens. Il voulait les inviter à se libérer de toute sujétion, notamment aux États-Unis ²⁷⁷.

Il serait simpliste de voir les relations entre la France et les États-Unis comme un affrontement manichéen entre « mauvais » Français et « bons » Américains, ou une manifestation d'anti-américanisme. Comme l'observait récemment un journaliste allemand, « il y a longtemps que les ressentiments complexes contre "l'hyperpuissance" qui hantent les âmes françaises - mais n'empêchent pas une confiance fondamentale presque naïve - ne sont plus teintés des ambitions illusoire d'une ancienne puissance mondiale. Les dirigeants français ont très bien compris que seule l'Europe pouvait contribuer à l'équilibre mondial ²⁷⁸ ». Une étude sur le sujet effectuée par la SOFRES en 2000 confirme cette analyse. En France, « les vrais anti-américains ne représentent en groupe structuré que 10% de la population ²⁷⁹ ». De plus, selon la même étude, « le proaméricanisme va de pair avec une certaine confiance en une Europe existant face aux États-Unis ²⁸⁰ ». D'ailleurs, une autre étude sur les positions des Français à l'endroit des États-Unis rapporte qu'une majorité de ceux qui se disent pro-américains estiment que, « d'ici vingt ans, l'Union européenne sera devenue économiquement plus puissante que l'Amérique. Ce constat les amène à croire fortement dans la capacité de la France,

two sides of the Atlantic on diverging social paths.» Charles A. Kupchan, «*The End of the West*», *The Atlantic Monthly*, novembre 2002, p. 42-44.

²⁷⁶ Dominique de Villepin, *Le cri de la gargouille*, Paris, Albin Michel, 2001, p. 211.

²⁷⁷ Henry Kissinger, cité in Catherine Durandin, *La France contre l'Amérique*, Paris, PUF, 1994, p. 113.

²⁷⁸ Klaus Harpprecht, «L'antiaméricanisme français n'est plus ce qu'il était», *Courrier international*, n° 579, 6 décembre 2001, p. 14.

²⁷⁹ Édouard Lecerf, «Après le 11 septembre : la compassion sans la passion», *Le Monde*, 6 janvier 2002.

²⁸⁰ *Ibid.*

et plus largement de l'Europe, à résister aux influences extérieures ²⁸¹ ». Les positions actuelles de la France à l'endroit des États-Unis expriment plutôt qu'une opposition, une volonté légitime d'autonomie relative et d'équilibre face à la domination globale, politique, économique, militaire, économique, technologique et culturelle d'une seule puissance, est l'affirmation d'« une certaine idée de la France ».

[241]

La France dans l'Europe, « une différence utile et féconde »

Dans un ouvrage paru en 2000, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, traduisait ainsi le sentiment français à l'endroit des États-Unis :

Il est vrai que c'est très difficile - pour ne pas dire plus - d'être l'ami et l'allié de l'hyperpuissance américaine sans qu'elle considère que l'on doive, pour cette seule raison, s'aligner automatiquement sur elle. Pourtant, notre position est claire. Nous estimons dans certains cas - et ce sont même les plus nombreux - qu'il faut coopérer avec les États-Unis, ou les soutenir, tout simplement parce que nous partageons les mêmes objectifs ou que nous travaillons ensemble dans les mêmes instances : le Conseil de sécurité, le G8 ou le « groupe de contact », par exemple. Mais, d'autre part, nous voulons pouvoir exprimer nos désaccords, voire notre opposition à certains de leurs projets ou de leurs comportements avec la même tranquillité, sans que cela fasse scandale ni que l'on réveille aussitôt la vieille antienne de l'antiaméricanisme ²⁸².

Les propos de l'ancien ministre peuvent nous faire réfléchir. Ils exposent en effet les deux faces complémentaires, mais indissociables, de la position de la France à l'endroit des États-Unis, une position qui pourrait inspirer la nôtre. La France y réitère d'abord sa *solidarité* avec les États-Unis en tant qu'allié, tout en

²⁸¹ *Courrier international*, n° 579, 6 décembre 2001, p. 14.

²⁸² Dominique Moisi, *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation*. Hubert Védrine, dialogue avec Dominique Moisi, Paris, Fayard, 2000, p. 184.

affirmant la nécessaire liberté de manœuvre qu'elle veut préserver et qu'elle souhaite aussi contribuer à préserver pour l'Europe en construction, ce que Védérine appelle « la capacité d'initiative » de la France.

Même si l'Union européenne n'a pas encore de politique étrangère et de défense commune, cet objectif représente un chantier important dans la construction de l'Europe comme puissance stratégique d'un monde multipolaire ou d'un nouvel ordre international dans lequel le multilatéralisme traduirait la reconnaissance véritable du pluralisme des points de vue. La France entend donc, en tentant [242] d'influencer les positions européennes, préserver sa « capacité d'initiative ». Si, comme disait Hubert Védérine, « il existe une conception française des relations avec les États-Unis. Or, c'est quelque chose de fondamental pour la France, *car la question des relations avec les États-Unis est au centre des relations internationales d'aujourd'hui* ». Il nuancait ensuite son propos en ajoutant avec lucidité :

Le jour n'est pas proche où l'on verra tous les autres Européens souscrire à notre vision sur ce point. Veut-on l'abandonner pour autant? Non. La France ne peut contraindre les autres à adopter l'ensemble de ses positions, mais les autres ne peuvent non plus demander à la France d'y renoncer. La convergence demandera du temps. Il faut que la France garde un potentiel qui lui soit propre. Qu'elle préserve *une différence utile et féconde*. Donc, une capacité d'initiative. C'est un plus, une valeur ajoutée pour l'ensemble de l'Europe ²⁸³.

Deux interprétations de la vocation politique de l'Union européenne dominent aujourd'hui la scène internationale. Dans un article du *Monde* intitulé « De Washington à Bruxelles, différentes idées de l'Europe unie », Daniel Vernet rapportait déjà en 2001 que les Américains « voient dans l'Union européenne une organisation parmi d'autres, chargée de promouvoir le libre-échange et de renforcer la sécurité du Vieux Continent ²⁸⁴ ». Mais, pour Jacques Delors et pour un grand nombre d'européanistes, il n'en va pas ainsi. Traduisant la vision des grands architectes de l'Europe dans la filiation desquels il se situe, Delors, que cite Vernet, affirmait : « Le traité de Nice doit avoir pour objectif de doter l'Union européenne

²⁸³ *Ibid.*, p. 114. C'est moi qui souligne.

²⁸⁴ Daniel Vernet, « De Washington à Bruxelles, différentes idées de l'Europe unie », *Le Monde*, 16 juin 2001, p. 2.

d'une Constitution et de lui donner une architecture institutionnelle qui lui permette d'être *un acteur autonome* de la politique internationale ²⁸⁵. » Vernet concluait que c'est là « ce qui distingue la conception américaine de la conception européenne ²⁸⁶ ». Au printemps 2003, dans la foulée du débat engendré par la crise irakienne, Zaki Laïdi, chercheur au Centre d'études et de relations internationales [243] de l'Institut d'études politiques de Paris, précisait le contenu explicite du rôle de l'Europe : « Le point de départ devrait être l'acquisition graduelle d'une "culture de la puissance", celle qui permet de dire où l'on en est, ce qu'on veut, ce qu'on récuse, ce pourquoi on est disposé à recourir, le cas échéant, à la force. Cette culture de la puissance n'a pas à être le décalque de la puissance américaine. Et il appartient précisément aux Européens de définir les paramètres d'une puissance nouvelle qui serait collective, non hégémonique mais en même temps crédible ²⁸⁷. »

L'actuel ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, soulignait le rôle de l'Europe dans un esprit de continuité avec la vision d'Hubert Védrine ou celle de Jacques Delors. S'adressant à l'ONU en septembre 2002, il rappelait à la communauté internationale que « la puissance doit s'exercer dans le partage des différences et des points de vue. Le dialogue des cultures est essentiel : lui seul permet d'appréhender les grandes questions d'aujourd'hui en tenant compte de l'histoire et des aspirations de chaque peuple et de chaque pays ». Il écrivait ailleurs : « Par sa force, par l'affirmation d'une puissance économique et monétaire face aux grands pôles américain et asiatique, l'Europe peut également contribuer à dessiner un nouvel horizon. Elle doit s'affirmer comme un *rempart face aux excès de la mondialisation* ²⁸⁸. »

Le premier ministre Lionel Jospin avait aussi affirmé, à propos de l'Europe, un an auparavant : « Par la concertation et dans un cadre multilatéral, les États doivent construire une architecture internationale de régulation. Ainsi, nous nous

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ Zaki Laïdi, «Europe : le défi américain», *Le Devoir*, 11 avril 2003, p. A11.

²⁸⁸ Dominique de Villepin, *op. cit.*, p. 228. C'est moi qui souligne.

attachons à construire un *monde multipolaire*, fondé sur le droit et la souveraineté des États ²⁸⁹. »

Comme on le voit, la question européenne renvoie en somme à la question de la mondialisation. On pourrait citer encore Hubert Védrine : « Toutes nos propositions pour civiliser la mondialisation [...], c'est l'expression d'une volonté politique, très forte dans notre pays, de "*civiliser*" ou d'"*humaniser*" la mondialisation, en tout cas de lui fixer des règles, tant [244] ses aspects sauvages et destructeurs sont aussi évidents que ses dimensions enrichissantes et libératrices ²⁹⁰. » Sur un autre plan, c'est ce qu'affirmait aussi Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'économie et ancien vice-président de la Banque mondiale, en disant « Nous ne pouvons pas revenir sur la mondialisation - elle va se poursuivre. Le problème, c'est de la faire fonctionner correctement. Et, pour qu'elle fonctionne bien, il faut des institutions publiques mondiales qui contribuent à fixer les règles ²⁹¹. »

Or, la relation entre l'Europe et l'Amérique est sans contredit la *toile de fond* sur laquelle se dessine le destin de notre petite nation. Ce n'est pas en s'éloignant de la France et en se diluant dans une nouvelle citoyenneté mondialiste que le Québec trouvera la force politique indispensable à la reconnaissance de sa spécificité par ses voisins nord-américains. La position de la France à l'endroit des États-Unis est d'une importance capitale pour le Québec car, sans avoir à être imitée, elle pourrait appuyer notre stratégie internationale au lieu de laisser balloter celle-ci au rythme des humeurs révélées par les sondages ou au gré du fatalisme d'une certaine culture technocratique.

Bernard Dorin, ancien ambassadeur français et ami du Québec de longue date, dit pertinemment :

Le Québec, de par sa culture et sa position géographique, a sans doute une vocation de lien, de pont, de passerelle entre cette Amérique du Nord qui domine le monde et l'Europe, plus particulièrement la France. Dans ce sens, le Québec trouve une originalité qui ne peut pas lui être contestée. Il faut que la France en prenne conscience et fasse preuve d'imagination à

²⁸⁹ Lionel Jospin, Allocution au symposium organisé par le Centre Candido Mendes et le Centre brésilien des relations internationales, «Maîtriser la mondialisation», Rio de Janeiro, 1999, p. 2. C'est moi qui souligne.

²⁹⁰ Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 188-189. C'est moi qui souligne.

²⁹¹ Joseph E. Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 288.

l'égard du Québec, considérant qu'il est l'une de ses chances dans la construction actuelle de l'Europe, dont elle ne peut et ne doit pas se détacher. Le Québec occupe non pas une place de choix mais la place de choix ²⁹².

La promotion du pluralisme des institutions, internationales aussi bien que nationales, et leur capacité à devenir [245] de véritables lieux de concertation multilatérale sont des enjeux démocratiques actuels auxquels le Québec, malgré sa proximité géographique avec les États-Unis, ne peut rester indifférent. Ils sont même pour lui essentiels. Dans cet esprit, il importe que la politique internationale du Québec ne soit pas le reflet d'une logique géopolitique continentale cloisonnée par l'économique. Certes, l'intégration économique du Québec repose sur un pôle régional incontournable. Mais si elle ne s'accompagne pas d'une vision ferme et clairement affichée de ses intérêts nationaux, sociaux, culturels et politiques à *plus long terme*, cette dépendance économique risque de lier définitivement le Québec à une vision du monde contraire à ses intérêts, c'est-à-dire à une conception marchande du politique qui n'aura que pour logique son affaiblissement. Le combat entre les diverses conceptions du monde libre, des droits de l'homme et de la mondialisation interpelle l'identité internationale du Québec et ses choix de société.

« Humaniser la mondialisation » présuppose une « vision » du monde. Les conceptions qui s'opposent ont-elles quelque chance de peser en faveur de la démocratie ou sommes-nous soumis à une domination inéluctable? Quelles relations entre blocs, ensembles ou États, quelle recherche d'équilibre international, de poids et de contrepoids, pourraient le mieux servir le Québec? Ces questions, les élus québécois doivent se les poser.

Hubert Védrine avait exposé les orientations de la politique étrangère française en répondant à une question qui pourrait interpeller le Québec : « Est-ce au vent de fournir le cap ²⁹³ ? » Comme on l'a vu, la position française, exposée par ses deux ministres des Affaires étrangères, l'un de gauche et l'autre de droite, traduit une philosophie et une certaine idée de l'autonomie de la France qui fournissent des principes auxquels le Québec aurait tout intérêt à porter attention.

²⁹² Cité in Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, *Le lobby du Québec à Paris*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 131.

²⁹³ Cité in Dominique Moïsi, *op. cit.*, p. 54.

Dans cet esprit, il importe aussi d'observer avec attention les positions de deux États des Amériques, liés depuis longtemps à la France par leur diplomatie, soit le Mexique et le Brésil ²⁹⁴. Le Mexique, à cause de son partenariat avec le [246] Québec dans l'ALENA, présente un premier intérêt. L'écrivain Carlos Fuentes soulignait récemment « la profonde convergence » entre le Mexique et la France exprimée « de nouveau dans le débat sur l'Irak ²⁹⁵ ». Le Mexique s'est montré très actif aux côtés de la France dans la préparation de la résolution 1441 du Conseil de sécurité en novembre 2002. Ces affinités franco-mexicaines sont le résultat de longues années d'intense coopération. De nombreuses élites mexicaines ont acquis leur formation universitaire en France. C'est ainsi que le gouvernement du Mexique affirme qu'il « accorde à la France une place toute privilégiée par rapport à sa propre stratégie de diversification, en raison non seulement de l'importance politique et économique de la France, mais également de sa position influente dans les congrès régionaux et mondiaux ²⁹⁶ ». Quant au Brésil, l'esprit qui guide sa politique étrangère se caractérise par une capacité d'autonomie relative, recherchée entre autres à travers le MERCOSUR. L'élection du président Lula a contribué à renforcer cette volonté de préserver la « capacité d'initiative » du Brésil.

Préserver une marge d'autonomie

La position de la France face à ses partenaires européens et aux États-Unis pourrait éclairer davantage nos engagements officiels et nos stratégies internationales. Au cours des débats suscités par la position canadienne à propos de la guerre en Irak, le Bloc Québécois a tenu compte de la position française dans l'élaboration de sa propre position. Refuser de tenir compte de l'axe diplomatique français signifierait admettre que le Québec est déjà inféodé aux ambitions unilatérales d'une certaine politique américaine, une position incompatible avec la formu-

²⁹⁴ Les relations diplomatiques du Mexique avec la France ont débuté en 1830. Avec le Québec, elles ont été amorcées en 1925 et, avec le Canada, en 1944 (rencontre avec M^{me} María Teresa García Segovia de Madero, ambassadrice du Mexique au Canada, à Ottawa, le 12 mars 2003).

²⁹⁵ *Le Devoir*, 25 février 2003, p. A8.

²⁹⁶ *Relations politiques Mexique-France*, ambassade du Mexique en France, 3 décembre 2002, p. 4.

lation d'un projet d'Etat souverain aussi bien qu'avec une aspiration social-démocrate. Il reste clair toutefois que cette inflexion française de la politique internationale du Québec devrait préserver une [247] marge d'autonomie qui serait tout aussi nécessaire dans ce cas, afin d'évaluer au cas par cas les conséquences de nos décisions.

Renforcer la relation du Québec avec la France et avec certains pays d'Europe comme l'Allemagne ne signifie pas, tout comme cela devrait être le cas avec les États-Unis, endosser tous les choix de ces États. Aucun État ne peut affirmer être infaillible. Il ne s'agit donc pas de suggérer un alignement aveugle sur la France. Préserver sa propre marge de manoeuvre signifie avoir aussi des principes et des intérêts parfois distincts. Le Québec doit se mettre en position de négocier ses appuis. D'autres États s'efforcent de cultiver leur autonomie. Le Mexique lui fournit déjà un exemple dont il peut s'inspirer. Le Mexique se conçoit déjà « comme un pont entre les États-Unis et l'Amérique latine ». Ainsi, comme il l'a fait au sujet de Kyoto, comme il pourra le faire en ce qui concerne les OGM ou le rôle du tribunal pénal international, entre autres, le Québec doit décider de ses positions au cas par cas. Mais il serait important, autant sur le plan symbolique, constitutif d'une identité francophone distincte, que sur le plan d'une alliance politique effective, de donner une inflexion plus manifeste à l'appui du Québec à la France pour éviter une tutelle autrement plus lourde et dissolvante. Il ne s'agit pas de situer le Québec dans un nouvel axe de subordination, mais plutôt de savoir négocier ses appuis en montrant une capacité à se démarquer davantage du Canada et de son alignement sur les États-Unis. Il faudra aussi faire plus ample usage d'un discours public sur la diplomatie québécoise et donner un rôle pédagogique à une politique de communication en relations internationales. Certes, ménager d'aussi délicats équilibres demande du doigté. Le gouvernement du Québec en est capable, à condition d'avoir fait auparavant les choix de société appropriés. Le Québec ne peut ignorer que la France se veut un acteur clé dans une stratégie de l'Europe-puissance (« une puissance non hégémonique mais crédible ») qui vise à rétablir un équilibre relatif face à la toute-puissance des États-Unis, dans le but de tempérer [248] l'emprise d'un seul modèle culturel et d'incarner autrement les valeurs de liberté.

Le Québec n'est pas un État souverain, mais, depuis le référendum de 1995, une proportion constante de 40 % au moins de sa population souhaite qu'il le de-

vienne. Et s'il ne devait jamais le devenir, il restera une communauté dont l'identité, à l'échelle de la région qui l'entoure, sera encore longtemps atypique, sauf à se donner dès maintenant une vocation nord-américaine exclusive, ce qui serait en opposition avec sa mémoire, ses héritages, ses acquis. Une position plus forte du Québec au sein des Amériques et tout particulièrement vis-à-vis des États-Unis exige qu'il affirme, avant qu'il ne soit trop tard, une *relative capacité d'indépendance* appuyée sur sa singularité. Le retrait de Lucien Bouchard de la scène fédérale puis québécoise s'est accompagné de façon manifeste d'une plus grande flexibilité des représentants souverainistes du Québec dans la définition d'un rapport obligé aux États-Unis. Sans manifester aucune hostilité à l'endroit des États-Unis, la politique internationale du Bloc Québécois a pu formuler quelques préoccupations critiques. C'est ainsi qu'il affirmait, le 6 décembre 2002 :

Le nécessaire contrepoids à l'influence dominante des États-Unis, qui ne peut s'exercer que par un jeu d'alliances au sein d'institutions multilatérales, se fait sentir avec plus d'acuité encore depuis les terribles attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis [...]. [L]e Bloc a manifesté des inquiétudes sur le désir du Canada de maintenir des politiques distinctes des États-Unis dans plusieurs domaines, allant des politiques d'immigration à la politique étrangère et la politique de défense ²⁹⁷.

Un monde diversifié culturellement, auquel Québécois et Français peuvent contribuer ensemble, avec de nombreux pays du Sud, hispanophones, lusophones et francophones, est une condition pour la consécration dans la durée de l'espace politique et social que le Québec s'est déjà construit. Il faudra alors, bien entendu, en assumer la portée pour nos [249] relations continentales. En ce sens, la situation géographique du Québec pourrait être un atout dans ses relations internationales avec des États d'autres continents.

Les difficultés qu'éprouve le Québec à se doter d'une ligne forte peuvent s'expliquer par la fascination qu'exercent les États-Unis, fascination fondée sur de grandes réalisations et sur une puissance impériale, et par la précarité du Québec

²⁹⁷ «Intégration nord-américaine : opinion dissidente du Bloc Québécois au rapport sur l'intégration continentale», Bureau de Francine Lalonde, députée de Mercier, 6 décembre 2002, p. 3 et 5. Je remercie Francine Lalonde et le député de Verchères, Stéphane Bergeron, de m'avoir facilité l'accès à ces documents.

sur la scène internationale. Depuis les dix dernières années surtout, marquées par la mondialisation néolibérale, se sont levés des vents contraires à l'affirmation des identités nationales, au rôle de l'État-nation et à la primauté du politique. Dans la foulée de l'ALENA, un mouvement croissant de libéralisation à l'échelle des Amériques, mené par les États-Unis avec l'appui de leur principal allié, le Canada, mais fortement contesté lors du Sommet des peuples à Québec en 2001, vise la dérégulation sociale par la diminution du rôle de l'État. L'importance accordée par ce projet à ce qu'Alain Joxe a appelé « la *souveraineté des entreprise* ²⁹⁸ » est le trait dominant de la politique américaine. Dans le respect de ses engagements actuels au sein de l'ALENA, le Québec se trouve maintenant à l'heure de devoir se démarquer par rapport à la dérive ultralibérale qui le sollicite. Il ne s'agit pas de rejeter le projet de ZLEA avant même qu'il n'existe, mais de proposer déjà quelques moyens de rétablir l'équilibre.

Redresser le cap

En ces temps de pression libre-échangiste qui nous pousse à abandonner nos propres repères, l'obligation de réitérer notre destination, tant nationale qu'internationale, et de redresser le cap concerne plus que jamais toute la société québécoise, ceux qui conçoivent ses orientations et ceux qui en débattent. Redresser le cap, telle est notre présente et urgente obligation.

Faire du Québec un État et le faire sans préoccupation critique ne mériterait pas tant d'efforts. Certes, il faut [250] reconnaître la puissance d'attraction de l'élément continental, mais l'axe commercial qui nous porte vers le sud ne doit pas devenir l'exclusive finalité de notre développement. Définir le cap, c'est aussi assumer l'obligation de savoir qui nous voulons être. S'il est vrai que l'identité est en perpétuelle construction, la politique internationale apparaît comme un élément constitutif de cette identité. Fixés à un rivage inexorable, nous devons déterminer si le sort qui a voulu que nous nous implantions ici nous confronte aux mêmes questions que se sont posées nos ancêtres ou si leur signification s'est modifiée. Les débats qui ont agité les élites canadiennes-françaises au XIXe siècle ne pro-

²⁹⁸ Alain Joxe, *L'empire du chaos*, Paris, La Découverte, 2002.

posaient que trois visions de l'avenir : l'annexion aux États-Unis, l'assimilation au Canada anglais ou la survivance culturelle appuyée sur une nouvelle dépendance à l'endroit de la France. Aujourd'hui on doit penser d'autres modes de représentation de l'avenir du Québec que ceux qui consistaient autrefois à vouloir l'annexer, l'assimiler ou le recoloniser. L'identité acquise par le Québec à travers son histoire n'est-elle pas la marque d'une distinction, qui ne saurait se réduire à l'américanité, à la canadianité ou à l'européanité ? Pourquoi devrions-nous tenter d'estomper ce qui nous caractérise à l'échelle nord-américaine, où nous sommes déjà perçus comme différents ? Sans négliger les traces d'une appartenance positive à ce continent généreux, n'avons-nous pas l'obligation, aujourd'hui, au moment de préciser le cap, de consolider nos atouts, y compris cette insolente différence culturelle ? Le contrepoids que pourrait représenter une véritable alliance avec la France représente désormais la marque de la maturité du Québec plutôt que le recours au discours passéiste de la survivance. Et le Québec, encore beaucoup plus nettement que le Canada, pourrait représenter pour la France et même pour l'Europe un intérêt indéniable, compte tenu du lien entre sa situation géopolitique et les affinités culturelles et politiques qu'ils pourraient partager.

Redéfinir le cap, juguler les vents adverses, profiter des vents favorables demande de bien évaluer nos forces et nos [251] faiblesses et de préciser les options internationales en fonction d'un objectif de société. Le Québec a été, avec la France, à l'origine du projet de création d'un instrument international susceptible de mettre en valeur et de soutenir la diversité culturelle. Le président français, Jacques Chirac, soulignait à ce sujet que « la culture ne doit pas plier devant le commerce ²⁹⁹ ». C'est ce qui a été réitéré dans les positions françaises au sein de la Convention et dans ses travaux sur le respect de la diversité culturelle en préparation de la future Constitution européenne. C'est dans cet esprit d'indépendance relative de la culture par rapport au commerce qu'il faut réaffirmer la dimension linguistique de l'identité québécoise.

²⁹⁹ *Le Devoir*, 3 février 2003, p. B8.

Langue, culture et relations internationales

Forte de l'excellence de ses réalisations culturelles, scientifiques et technologiques, mais faible par son poids démographique à l'échelle nord-américaine, l'identité francophone du Québec devrait guider plus manifestement le choix de ses alliances, afin de dépasser les déterminismes économiques et commerciaux que lui impose la géographie. Redéfinir le cap, c'est retourner cet isolement à notre avantage. Ainsi, si le fait français devenait un élément central de notre politique internationale, l'appartenance du Québec à l'Amérique du Nord, au lieu de nous mener vers une dérive, deviendrait un levier de cette politique bénéficiant d'une culture distincte. Au lieu de cela, plusieurs semblent vivre le complexe d'être des « Nord-Américains qui ne parlent pas anglais ». Car une nouvelle tendance traverse désormais les débats sur la langue, une tendance à la concevoir comme un pur instrument au lieu d'y voir un lien intime avec une culture, une tendance à réduire notre identité à celle de « Nord-Américains parlant français ». Dans *Raisons communes*, Fernand Dumont posait clairement que le rapport à la langue crée une culture : « Il existe d'autres facteurs d'identité : un territoire, des coutumes, [252] un pouvoir politique... Tous ces éléments supposent, pour une collectivité, un travail d'interprétation de sa condition qui confère à la langue un statut exceptionnel, à la fois comme moyen de cette interprétation et comme garantie que celle-ci provient du groupe lui-même ³⁰⁰. »

En conclusion à un ouvrage publié par le Conseil de la langue française et intitulé *Le français au Québec : quatre cents ans d'histoire et de vie*, le linguiste Michel Plourde lançait un cri d'alarme : « Après l'Union européenne, l'intégration des Amériques est prévue pour 2005, avec la création d'une ZLEA, qui touchera 34 pays. Qu'advient-il de la langue française dans cet ensemble ? Une perte d'identité est-elle à craindre ? Comment et pourquoi le Québec et les Québécois devront-ils faire valoir et préserver leur spécificité ³⁰¹ ? »

³⁰⁰ Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1997, p. 127, cité par Jacques Beauchemin, *L'Histoire en trop*, Montréal, VLB éditeur, 2002, p. 146. C'est moi qui souligne.

³⁰¹ Michel Plourde, *Le français au Québec : quatre cents ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides-Éditeur officiel du Québec, 2000, p. 444-445.

Les Québécois devront, dit-il, « s'attendre à utiliser encore leur capacité de résistance et de revendication, si la ZLEA succombe au danger réel de devenir une autoroute à sens unique, un marché agrandi offert à la circulation d'une culture de masse et d'une langue prédominantes ³⁰² ». Mais ce qui apparaît à première vue comme une position de faiblesse peut se révéler un important facteur de cohésion sociale, car, « dans le contexte de la mondialisation, l'identité linguistique crée d'abord les conditions les plus propices de synergie, d'entraide et de complicité qui permettent à un groupe de se propulser avec audace et confiance vers les aventures et les alliances les plus larges et les plus prometteuses ³⁰³ ».

Dans cet esprit, on peut saluer les récentes résolutions adoptées par les participants au Séminaire interaméricain sur la gestion des langues, réunis par le Conseil de la langue française à Québec, du 28 au 30 août 2002. On trouve parmi ces résolutions la volonté « d'informer les États et les gouvernements concernés de l'importance de reconnaître le caractère officiel d'au moins quatre langues [...] sur le plan supranational américain ; [...] de soutenir la mise en place d'un forum interaméricain. sur la diversité linguistique ; [...] de favoriser le respect des langues officielles du continent dans les échanges commerciaux, etc. ³⁰⁴ ».

[253]

Ce sont là des actions importantes. Ce séminaire et la création d'un forum interaméricain sur la diversité culturelle sont en effet l'occasion de renforcer des réseaux, de jeter des ponts et de consolider des liens paradiplomatiques. Mais, comme il faut le noter, les résolutions qui en émanent sont acheminées aux États qui en disposeront à leur guise selon l'évaluation qu'ils feront de leurs intérêts. Les négociations auxquelles devraient donner lieu ces attentes ne pourront se faire entre partenaires égaux tant et aussi longtemps que la ZLEA ne sera pas dotée d'institutions démocratiques qui forceront, par le débat et l'obligation du multilatéralisme, à réduire le pouvoir de décision de la principale puissance. Il ne faut donc pas se bercer d'illusions.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ «Séminaire interaméricain sur la gestion des langues», *Bulletin du Conseil de la langue française*, vol. 18, n° 2, septembre 2002, p. 6.

Michel Plourde suggère que le Québec soit amené « à veiller au plurilinguisme institutionnel des structures supranationales de l'espace américain, et à faire préciser dans les textes la reconnaissance pleine et entière du Québec comme marché francophone (au même titre que la France), et non comme *domestic market*, des États-Unis ³⁰⁵ ». Cette position résume toutes les autres. Si le Québec, dans ses alliances avec des partenaires du Sud, veut être reconnu comme marché francophone, il ne pourra le faire que s'il a réuni toutes les conditions qui lui garantissent cette identité francophone. À cette fin, sa reconnaissance des liens entre langue et identité culturelle, ses liens avec la France et avec la Francophonie ne peuvent souffrir aucune ambivalence.

Humaniser la mondialisation

La politique étrangère de la France se permet d'être ambitieuse. Elle a l'avantage de s'appuyer sur une population relativement importante et sur une réussite économique qui la place au quatrième ou cinquième rang pour son PNB sur 188 pays du monde. Son appartenance au Conseil de sécurité, au G8 et à l'Union européenne, la qualité de ses armements et sa haute compétence technologique en font une puissance [254] influente. Et si son influence s'est relativement érodée depuis la dernière Guerre mondiale, la France voit dans le renforcement de l'Europe, à la veille de son élargissement, une conjoncture qui pourrait lui être favorable. L'Europe en construction ouvre en effet une possibilité de renforcer les trois grands axes qui contribuent à la puissance : l'importance démographique, la prospérité économique et la capacité militaire.

Pour « humaniser la mondialisation », la France propose de renverser le préjugé qui veut que l'économie soit seul porteur de sens et de progrès. Si la croissance et la prospérité sont indispensables, ce sont les cultures, comme expression du pluralisme, qui doivent donner au développement économique sa signification.

L'accroissement des échanges économiques entre la France et le Québec, sans échapper à la relative autonomie qui leur appartient, devrait donc être compris comme le signe d'intérêts culturels partagés. Le Québec a joué sans restriction la

³⁰⁵ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 446.

carte des échanges économiques avec la France, surtout depuis 1994. Mais, aux yeux de la France, sans choix politiques éclairés, la dépendance accrue, active et passive, de l'économie québécoise à l'endroit des États-Unis représente un écueil. Le mouvement des exportations québécoises, par exemple, porte avec lui un ensemble de significations et de contraintes qui, si elles sont inévitables, doivent être accompagnées en retour d'échanges avec des États et des acteurs internationaux intransigeants quant au respect de la diversité des cultures et à la régulation de la mondialisation. Pour compenser l'impact de sa dépendance face au marché américain et redéfinir le cap, il faudrait que le Québec se démarque davantage à l'échelle nord-américaine et opte pour une position plus équilibrée.

Puisque ce n'est pas au vent de définir le cap, c'est à nous de prendre pour axes des chantiers plus lointains géographiquement, mais plus proches par les enjeux qui les animent. En 1998, 65% des Québécois « estimaient que la mondialisation des économies ne constituait nullement une [255] menace à la diversité culturelle ³⁰⁶ ». Aujourd'hui, les États du G7 et du G8 sont confrontés à des mouvements de fond qui revendiquent « la mondialisation autrement ». Le gouvernement du Québec dit en avoir pris bonne note. Le premier ministre Bernard Landry déclarait en 2002, devant une assemblée de jeunes péquistes, que la démocratie doit réguler la globalisation des marchés car une des menaces de la mondialisation serait l'homogénéisation des cultures. La géographie ne devrait donc pas imposer au Québec une seule lecture de ses priorités, surtout à une époque où les autres puissances pressent les États-Unis d'agir sur une base multilatérale. Pour la France, cette position s'accompagne d'une action en faveur de la construction d'un monde multipolaire à laquelle le Québec pourrait souscrire en y voyant ses propres intérêts.

La construction de l'Europe élargie, malgré ses difficultés, représente un de ces chantiers politiques dont le destin importe pour la construction d'un monde dans lequel, à moyen terme, les espaces démocratiques et les États se regrouperont selon plusieurs pôles. Notons l'exemple du Mexique qui, en 1997, a signé un Accord d'association économique, de concertation politique et de coopération

³⁰⁶ Guy Lachapelle, « Libre-échange, américanité et souveraineté : les Québécois sont-ils devenus des Nord-Américains ? Dix ans après l'appui massif des Québécois à l'accord de libre-échange, demandons-nous si cet accord a consolidé ou transformé notre identité nord-américaine », *Le Devoir*, 21 novembre 1998, p. A 15.

avec l'Union européenne. Le développement de la Francophonie se poursuit comme espace multilatéral de coopération et de concertation entre le Nord et le Sud. Le soutien d'autres États à des organisations visant le pluralisme dans les relations internationales, comme le Brésil à l'endroit du MERCOSUR, représente aussi pour le Québec l'occasion de développer des liens susceptibles de faire contrepoids à l'emprise unilatérale des États-Unis.

Enfin, la solidarité de plus en plus grande qui traverse de nouveaux mouvements sociaux inquiets de l'extension d'une mondialisation débridée et se définissant comme « altermondialistes » pourrait finir par ébranler la confiance de nombreux États à l'égard des voies à sens unique vers une mondialisation, voies qui engendrent plus d'inégalités et de pauvreté. Devant le développement croissant de forces [256] économiques transnationales, soumises à la seule loi du profit, son envers, la fragilisation des politiques publiques, des intérêts sociaux et des États constitue la pierre d'achoppement de la vision néolibérale du marché. On peut dire avec Pascal Cherki qu'« il est de plus en plus difficile pour les États d'être à Davos et à Pôrto Alegre en même temps ³⁰⁷ ». Le Québec n'est pas seul à la recherche d'une « mondialisation équitable ». À ses côtés, à l'échelle des Amériques, l'Alliance sociale continentale, les syndicats et d'autres regroupements réunissent des solidarités qui visent comme lui à faire contrepoids à une vision unilatérale de la mondialisation. La création d'un Observatoire de la mondialisation donne au Québec un espace lui permettant de peser ces enjeux et de faire valoir des solutions. L'ex-ministre des Relations internationales affirmait à ce sujet que la libéralisation telle qu'elle est envisagée par l'OMC et par la ZLEA « rendrait hors de prix, partout sur la planète, le progrès social ou la protection de l'environnement ³⁰⁸ ». Le Québec rejoint donc les mouvements inquiets d'un modèle de mondialisation qui se ferait hors du contrôle des citoyens.

Daniel Vernet, dans *Le Monde*, soulignait que depuis le 11 septembre la politique américaine se présente « comme si la défense des droits nationaux des États-Unis devait toujours s'abriter derrière des valeurs supposées communes à toute l'humanité ³⁰⁹ ». De fait, le nivellement des cultures en faveur d'une vision impériale et une forte tendance à l'uniformisation sont, avec la dissolution de l'État

³⁰⁷ Pascal Cherki, « Sans fard ni faux-semblant », *Le Monde*, 4 juillet 2002.

³⁰⁸ Louise Beaudoin, « Pour un État fort », *La Presse*, 1^{er} octobre, 2002, p. A 13.

³⁰⁹ Daniel Vernet, « Les intellectuels, la guerre et M. Bush », *Le Monde*, 22 février 2002, p. 17.

social, les risques que fait courir à l'humanité la domination exclusive d'une seule grande puissance. Construire un nouvel ordre international, comme y tendent de plus en plus de peuples et d'États, exige un effort concerté pour assurer le développement d'une démocratie véritable. Le Québec doit affirmer sa participation à ce mouvement. Il ne perdra de la sorte aucun espoir de reconnaissance car, à vue de nez, il n'en a guère du côté américain et il n'en aura de toute manière que le jour où les Québécois eux-mêmes reconnaîtront dans un État leur propre singularité.

[257]

Une nouvelle sortie de secours

Enfin, la nouvelle utopie qui consiste à voir dans l'institutionnalisation d'une zone de libre-échange des Amériques ce que j'appelle une « sortie de secours » pour le destin international du Québec ne peut être négligée. La tentation est grande d'imaginer à portée de main la mise en place d'institutions démocratiques régionales de type européen. Pourtant, le véritable projet d'intégration conçu par les États-Unis est tout autre. Dorval Brunelle le définit ainsi : « Les États-Unis ont pour ambition d'étendre l'ALENA partout dans les Amériques à travers la ZLEA. Ceci signifie qu'à la grandeur des Amériques, la nature des législations serait déterminée par la nécessité d'avoir une harmonisation au niveau pratique sans procéder à une délibération sur les conditions de cette harmonisation législative. ³¹⁰ » En mai 2003, Brunelle citait une sommité américaine du United States Trade Representative, Robert Zoellick : « En opérant sur plusieurs fronts à la fois, cela nous permet de créer une libéralisation compétitive à l'intérieur d'un réseau dont les États-Unis occuperaient le centre. » Commentant Zoellick, Brunelle ajoute : « Dans ce nouveau contexte, le libre-échange représente une composante essentielle de la stratégie d'embrigadement et de *contrôle des partenaires des États-Unis d'Amérique* ³¹¹. » Les États-Unis, avec le Canada, ont affirmé, depuis le

³¹⁰ Dorval Brunelle, «Le pouvoir surérogatoire de l'État : la nouvelle gouvernance au temps du libre-échange», colloque *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation, Rapport de synthèse*, CEIM, UQAM, 2001, p. 63.

³¹¹ Dorval Brunelle, «Le libre-échange, arme de la quatrième guerre mondiale», *Le Devoir*, 15 mai 2003. C'est moi qui souligne.

Sommet de Québec en 2001, leur volonté de maintenir le projet à l'intérieur d'une concertation entre les États réduite à quelques principes mais surtout élargie au commerce. En même temps, les États-Unis se sont engagés dans des négociations commerciales bilatérales avec des États comme le Chili, visant à affaiblir les opposants (comme le Brésil) à la ZLEA. Ce que la ZLEA pourra donc produire, au mieux, ce sont des structures de consultation créées à l'origine à l'initiative des États, du type de la Conférence des Parlementaires des Amériques (COPA), se limitant à formuler des déclarations de principes. L'espace interétatique de coopération au nom duquel le Québec a accordé son appui à un [258] projet de zone de libre-échange élargi ne saurait faire illusion sur l'emprise réelle qu'entendent y exercer les États-Unis.

Michel Venne décrivait ainsi cette nouvelle idéologie qui vise à éviter l'uniformisation du monde : « Un autre contrepoids est la construction des Amériques, à laquelle les Québécois, comme nation, peuvent participer. Une zone des Amériques où les petits et moyens pays qui côtoient le colosse américain peuvent tisser des alliances et influencer le cours des choses ³¹². » Voyons quels obstacles risquent d'affronter ce projet aussi périlleux que généreux.

Sur le plan de la diversité culturelle d'abord. Les coprésidents de la Coalition pour la diversité culturelle, Pierre Curzi et Jack Stoddart, ont été clairs à ce sujet :

L'administration américaine [... n'entend pas exclure la culture des négociations, comme ce fut le cas dans l'ALE qui incluait une clause d'exemption culturelle, reprise en 1994 dans l'entente de l'ALENA. Exemption toute relative puisque les États-Unis peuvent exercer des représailles de portée équivalente s'ils s'estimaient lésés par une politique culturelle canadienne. Aussi relative soit-elle, cette exemption est complètement absente des récentes positions américaines, donnant à penser que les États-Unis ne veulent pas qu'elle soit étendue aux 34 pays participant à la ZLEA lorsque cet accord succédera à l'ALENA ³¹³.

Pour mémoire, je rappellerai combien la position américaine est éloignée en ces matières de la vision française. Interrogé sur ce qui pourrait distinguer une « politique culturelle de droite et une politique culturelle de gauche », l'actuel

³¹² Michel Venne, *Le Devoir*, 11 septembre 2002, p. A7.

³¹³ Pierre Curzi et Jack Stoddart, «La prudence s'impose», *Le Devoir*, 17 avril 2001, p. A7.

ministre français de la Culture et de la Communication, Jean-Jacques Aillagon, répondait : « Il y a en France un consensus sur l'opportunité pour l'État d'être actif en matière culturelle. L'ultralibéralisme à l'américaine a peu de partisans dans ce domaine ³¹⁴. »

Sur le plan des décisions politiques qu'auraient à prendre certains États du Sud des Amériques, il est légitime de s'interroger [259] sur leur volonté de rendre leur adhésion à la nouvelle zone de libre-échange conditionnelle à l'application de véritables règles démocratiques dans leurs pays. Ce deuxième obstacle se dresse donc face à l'implantation d'une zone d'échanges véritablement démocratique. De nombreux pays, comme la Colombie, la Bolivie, le Guatemala, le Pérou ou le Salvador, accepteront un cadre prescrivant des mesures incitatives en faveur du respect des droits démocratiques mais *se refuseront à toute obligation* en ces matières. Dans un pareil contexte, il ne faut pas trop s'illusionner quant aux chances pour le Québec de trouver dans la ZLEA un espace interétatique favorable au renforcement de la diversité culturelle. De plus, selon les mots de la présidente du Somerset Policy Group, experte en matière de libéralisation du commerce, Anne McCaskill, « il y a un déséquilibre entre la situation de l'industrie culturelle (indépendante) et le pouvoir réel des Américains dans les organisations internationales... Chose certaine, la détermination des États-Unis sera plus grande que jamais ³¹⁵ ».

Un sondage effectué en août 2001 révélait que 76% des Québécois appuyaient la création de la ZLEA. Cependant, 95% des Québécois « avertissaient que la ZLEA ne doit pas mettre en péril nos programmes et acquis sociaux, 91% qu'elle doit reconnaître et préserver la diversité culturelle et 85% qu'elle doit protéger le respect des compétences constitutionnelles du Québec ³¹⁶ ». Il est vrai que tout n'est pas sombre dans ce projet. Comme le suggéraient les auteurs du mémoire du Conseil québécois pour l'Amérique latine, « cette prudence [des Québécois] à ne pas adhérer aveuglément à des conditions imposées par les États-Unis est d'ailleurs un autre aspect important pour lequel nous trouvons de nombreux alliés en

³¹⁴ Jean-Jacques Aillagon, *Le Monde*, 16 mai 2002, p. 28.

³¹⁵ Robert Dutrisac, «Le secteur culturel ne fait pas le poids devant les Américains», *Le Devoir*, 13 septembre 2001.

³¹⁶ Sondage de Léger Marketing cité dans le mémoire du Conseil québécois pour l'Amérique latine déposé en commission parlementaire. *Le Devoir*, «Le Québec dans une Amérique qui se mondialise», 2 octobre 2002, p. A7.

Amérique latine ³¹⁷ ». Le Québec peut développer quelques alliances, comme avec le Brésil, figure exemplaire dans la construction d'une autonomie relative, mais le dossier des Amériques ne devrait pas être traité globalement, sans différencier entre eux les éventuels partenaires du Québec, comme la nouvelle idéologie du « Québec dans les Amériques » tend à le faire.

[260]

Une étude sur « les failles des systèmes représentatifs installés ces deux dernières décennies » dans 17 pays d'Amérique latine, effectuée par une organisation indépendante chilienne, Latinobarometro, révèle que seulement 27% des citoyens latino-américains sont satisfaits de la démocratie telle qu'elle est pratiquée par les dirigeants de leur pays. L'auteur de l'ouvrage *Amérique latine et États-Unis, histoire et politique pays par pays*, James D. Cockcroft, voit dans ce résultat l'insatisfaction des citoyens face à une « démocratie limitée, patronnée par le gouvernement nord-américain (*Sic!*) ³¹⁸ ». Dans un article intitulé « Le néolibéralisme étatsunien est déjà vainqueur », l'historien Donald Cuccioletta apporte une explication à cette tendance : « Les leaders des régimes militaires du passé étaient des produits de West Point. De nos jours, les leaders élus viennent de la Harvard Business School. Ainsi, les États-Unis ont créé une communauté idéologique, le néolibéralisme, qui traverse les Amériques ³¹⁹. » C'est pourquoi, ajoute-t-il, « la concrétisation de la ZLEA ne serait de la sorte qu'en continuité avec la logique néolibérale américaine ». Les États-Unis envisagent de transférer dans les statuts de la future ZLEA le chapitre 11 de l'ALENA qui défend le droit des investisseurs à poursuivre les États dont les lois et règlements nuisent à leur commerce. Le Canada ne s'oppose pas à la reconduction d'une telle clause investisseur contre État. En revanche, le Parti Québécois et son gouvernement se sont clairement prononcés contre cette clause (tout comme l'a fait le Bloc Québécois à Ottawa), en adoptant lors du congrès d'orientation de mars 2003 une résolution qui exige « que tout accord de libre-échange, notamment tout accord instituant une Zone de libre-échange des Amériques, de même que tout accord négocié dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce [...] s'assure que les règles relatives à la protec-

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Agence France-Presse, citée dans *Le Devoir*, 1^{er} septembre 2002, p. A10.

³¹⁹ Donald Cuccioletta, «Le néolibéralisme étatsunien est déjà vainqueur», *Le Devoir*, 19 avril 2001, p. A7

tion des investissements étrangers ne mettent pas en péril la capacité d'agir des institutions parlementaires, gouvernementales et judiciaires, notamment en faveur des droits humains, sociaux et environnementaux et ne contiennent pas un recours investisseur-État ³²⁰ ». En adoptant cette résolution, les [261] souverainistes ont clairement indiqué que le Québec ne sera pas un partenaire complaisant pour nombre d'investisseurs privés ainsi que pour ceux qui définissent les destinées de la zone des Amériques. A la 8e Conférence de Montréal, Pauline Marois, alors vice-première ministre et ministre des Finances du Québec, a déclaré : « Sous peine de déboucher sur une Amérique au singulier, cette zone de libre-échange continentale doit comporter une dimension sociale, tout comme le marché commun de 1957 en Europe. [...] La coopération entre les peuples ne peut pas être que matérielle. C'est la grande leçon d'outre-Atlantique ³²¹ . »

Soucieux de s'adapter aux grandes tendances du monde qui l'entoure, le gouvernement du Québec s'est montré apte à soutenir l'ALENA et vise pour demain sa participation à la ZLEA. Il devra, afin d'éviter de glisser à son insu dans un espace uniformisé, acquérir une vision plus claire des liens entre identité et relations internationales. Il devra aussi maintenir vivant cet enjeu dans l'espace public. Ainsi, les intérêts du Québec dans son ensemble pourront être compris dans une distance culturelle nécessaire par rapport aux États-Unis. Cette condition indispensable devra accompagner ensuite la refondation d'une relation éclairée avec la France et, par définition, avec l'Europe.

Cette relation peut être repérée par un nombre important d'échanges de toutes sortes. Mais cela n'est pas suffisant. Les intérêts du Québec demandent que le rapport à la France soit lié à la mondialisation, au pluralisme et au multilatéralisme dans les institutions internationales, à l'affirmation de la primauté des cultures, fondatrices de la diversité dans les rapports internationaux.

³²⁰ Congrès d'orientation du Parti Québécois, résolution 222, *Cahier de plénière*, 9 mars 2003, p. 9..

³²¹ «Pour le Canada, l'Europe est un nécessaire contrepoids à l'emprise des États-Unis», *Le Monde*, 9 juillet 2002.

[263]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec
avec la France et les États-Unis.**

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Pour de multiples raisons évoquées dans ce livre, un très grand nombre de Québécois ont l'illusion d'entretenir une relation quasi symbiotique avec les États-Unis. De nombreux indices donnent à penser que ce sentiment s'est approfondi au cours des dernières années. Cette tendance, cultivée sur plusieurs plans, conditionne le jugement des Québécois vis-à-vis de leur projet national. J'ai exploré cette question à travers ce livre et il reste maintenant à en dégager quelques conséquences et à cerner des pistes de réflexion. Car ce n'est certainement pas demain que les Québécois choisiront majoritairement une option claire et tranchée.

Comme on l'a vu, les objections majeures des États-Unis face au projet de faire du Québec un État souverain reposent sur trois craintes. La première est la perspective d'affaiblissement de leur allié, le Canada. La sécession du Québec modifierait le rôle du Canada dans le NORAD et l'OTAN, sans que le nouvel État du Québec puisse garantir sa capacité et sa volonté de compenser ces pertes.

En deuxième lieu, les États-Unis craignent que cette séparation entraîne, par ricochet, une reconfiguration des rapports entre partenaires qui compliquerait les conditions de leur hégémonie régionale. En effet, comme l'estiment la plupart des

experts, les États-Unis considèrent le Canada comme un espace de plus en plus indifférencié, même si la souveraineté des partenaires de cette relation étroite demeure une réalité importante, dans la mesure où elle sert à [264] légitimer l'autorité des États. La souveraineté du Canada, prise dans une dynamique de satellisation, tend aussi à masquer les apparences de subordination et à obtenir la caution nécessaire pour conserver un sens résiduel au mot « démocratie ». Le projet des souverainistes d'affirmer une identité politique autonome sous la forme d'un État représente pour les États-Unis un obstacle sur la voie d'une intégration qui ne se confine plus seulement à l'économie. C'est que la tendance forte véhiculée pour les Américains, aussi bien démocrates que républicains, va vers la marchandisation et l'uniformisation des sociétés, plutôt que vers la reconnaissance politique et juridique de la diversité. Le projet d'affirmation du Québec, sensiblement à contre-courant de cette vision américaine, heurte ainsi la volonté de puissance élargie des États-Unis, fondée sur une cohésion continentale sans faille accomplie sous leur direction.

En troisième lieu, enfin, les États-Unis craignent la souveraineté du Québec pour des raisons culturelles, entendues ici dans un sens très large. Les États-Unis ne sont pas incapables de tolérance et d'accommodement à l'endroit des différences culturelles, à condition que celles-ci s'expriment à l'intérieur de limites établies. Le cas du Québec est trop particulier. Ce qui donne une signification gênante à l'affirmation du Québec tient à sa proximité géopolitique des États-Unis. Ces derniers peuvent difficilement admettre la volonté de différenciation d'une communauté qui, pour des raisons d'identité culturelle, d'histoire propre, de langue et d'imaginaire, souhaite poser les bornes d'un espace qui la singularise, alors que l'américanité et l'américanisation constituent les piliers d'une identification élargie et d'une domination qu'ils veulent inéluctable. De plus, fait irritant au plus haut point pour les susceptibilités américaines, le Québec, une fois souverain, représenterait, juste à ses portes, un autre État au monde, comme la France, où le français serait la langue officielle. Ce statut de droit international accordé à un éventuel État francophone pourrait avoir, selon eux, des implications innombrables dans les traités, les solidarités, [265] les alliances, etc. Si le Québec veut s'affirmer comme sujet politique distinct, c'est donc qu'il est distinct, qu'il a quelque chose à dire de différent, et qu'il peut vouloir un monde différent, craignent-ils. Comme l'a écrit un journaliste, cette identité serait pour eux axiomatically *unpredictable* (im-

prévisible dans ses orientations). La reconnaissance politique de cette identité qui se construit à leur porte leur paraît donc indésirable et elle le restera tant et aussi longtemps qu'elle n'aura pas atteint un degré suffisant d'indifférenciation culturelle et politique pour être oubliée. La très forte tendance à l'affaiblissement du politique et la libéralisation induite par la mondialisation vont évidemment dans ce sens. Et le Québec, en fait, est à la fois dans l'oeil de l'aigle et dans la gueule du loup.

Les États-Unis, assurés de leur hégémonie et de leur capacité coercitive sur le monde, vont-ils alors s'occuper des velléités québécoises ? Ce voisin si amical, avec lequel le Québec partage toutes les grandes valeurs qui définissent l'Occident d'aujourd'hui, ce grand frère protecteur, envié pour ses réussites, se pourrait-il qu'il soit inquiet par le tout petit Québec, pourtant inoffensif, tranquille et pacifique ? La première puissance mondiale aurait-elle du temps à perdre à se consacrer à un projet qui se veut en tous points compatible avec son environnement et avec les règles du système international ? Telles sont les questions, sincères, candides et parfois naïves, que se posent les Québécois quand ils s'arrêtent quelques instants à se demander ce qu'il en est de leur rapport avec les États-Unis. La conscience de leur importance, de leur différence et de leur capital politique est si hésitante qu'il peut leur sembler étonnant qu'un pays si puissant prête attention à leurs projets. C'est qu'ils n'ont pas, non plus, une conscience claire de ce que signifie cette puissance et des moyens qu'elle juge nécessaires pour consolider son hégémonie. Comme tous les citoyens du monde libre, les Québécois pensent à bien autre chose. Il en va d'ailleurs toujours ainsi avec toute domination démocratique. Elle doit s'effectuer sans heurt, sans susciter d'irritation ni même, souvent, de [266] conscience. Et puis, les Québécois ont toutes les raisons de croire que leur adhésion les yeux fermés aux grands traités qui lient le Canada devrait garantir leur respect des règles du jeu telles qu'elles sont établies. Mais, on l'a vu, les choses ne sont pas si simples. Les États-Unis, eux, croient avoir de bonnes raisons virtuelles d'intervenir dans toute situation susceptible de nuire à leurs intérêts.

Si la perspective d'une majorité d'appuis à la souveraineté devenait prévisible, les États-Unis croient qu'il suffirait de peu pour l'empêcher. Et si l'usage de la dissuasion, subtile ou manifeste, ou même le renoncement à des apparences de neutralité ne suffisaient pas et que les Québécois, envers et contre tout, votaient majoritairement pour la souveraineté, les États-Unis feraient en sorte de ne pas se

laisser surprendre par une telle issue. Leur stratégie interventionniste se déroulerait en trois temps. La première est la phase qui consiste à tout mettre en oeuvre de façon non manifeste pour empêcher les progrès de l'option souverainiste. C'est la dissuasion qui caractérise la période actuelle, déclenchée de façon plus manifeste à l'occasion de la période référendaire de 1994-1995. La seconde phase, toujours de l'ordre de la dissuasion, est la mise en place de mesures pour baliser le terrain. La Loi dite sur la clarté ou loi C-20 joue ce rôle. Toutes les craintes anticipées par les Américains ont trouvé dans cette loi leur solution. Enfin, la troisième phase suppose une intervention des États-Unis en cas de majorité justifiant qu'ils se dissimulent derrière un conflit qui pourrait s'élever entre le Canada et le Québec. Le chapitre II a fait état de la plupart des cas de figure d'interventions possibles.

Ainsi, le rôle de la loi C-20 semble être de pallier par anticipation les inconvénients de chaque situation postréférendaire susceptible de représenter une menace pour les intérêts américains. La loi fédérale a ainsi prévu d'opposer toute une série d'obstacles juridico-politiques à une éventuelle déclaration de souveraineté du Québec. La nature de la question référendaire et l'évaluation de sa clarté par le gouvernement fédéral constituent un premier niveau d'obstacle. [267] L'importance de la majorité obtenue à une question jugée claire en est un deuxième. Enfin, la volonté et la capacité de négocier des deux parties, le Canada et le Québec, en constituent un troisième. Devant un refus de négocier du Canada malgré le respect par le Québec de toutes les conditions posées par la loi C-20 et l'absence d'une déclaration unilatérale d'indépendance, les États-Unis disposeraient de la marge de manoeuvre souhaitée pour imposer au Québec leurs solutions. Le refus de négocier constituerait donc une arme qui pourrait être utilisée par Ottawa pour ouvrir la voie à une intervention américaine. À l'inverse, la menace d'intervention américaine, évoquée en cas de déclaration unilatérale d'indépendance de la part du Québec, devrait dissuader les dirigeants souverainistes de s'engager dans une telle voie, quelles que soient les circonstances qui pourraient la justifier. Dans l'un ou l'autre cas, bien au-delà de la tolérance affichée à l'endroit des jeux démocratiques, les États-Unis disposent des moyens nécessaires pour peser de tout leur poids dans la définition de la souveraineté envisagée par les Québécois.

Le cas d'une majorité forte à une question n'évoquant aucune association avec le Canada ou proposant la souveraineté pure et simple risque fort peu de se présenter. Les Québécois, vu leur histoire et leur identité, semblent peu portés vers les solutions tranchées. Si, toutefois, une telle situation se présentait, les États-Unis ont prévu que leur intervention devrait amener le Québec à accepter une souveraineté limitée. On pourrait ultimement envisager la reconnaissance de la souveraineté du Québec à condition qu'il ait réussi à franchir tous les obstacles que ces deux futurs alliés auraient mis sur sa route pour l'en empêcher.

Sur le terrain, en 1994-1995, les responsables américains du blocage du Québec à Washington et ailleurs aux États-Unis ont manifesté une double attitude. Devant l'arrivée des souverainistes en territoire américain pour y exposer leur point de vue, ils semblent n'avoir aucunement été pris au dépourvu. Bien au contraire, la riposte à une victoire du [268] Parti Québécois avait déjà été préparée. Un plan de désinformation avait été conçu avant l'élection. La venue à Washington du grand chef des Cris, Matthew Coon Come, avait, par exemple, été orchestrée assez à l'avance pour pouvoir avoir lieu huit jours seulement après l'élection du Parti Québécois, soit peu de temps avant le lancement de la campagne référendaire des souverainistes. Les États-Unis, de plus, firent preuve dans l'action d'une apparente neutralité, de sang-froid et de lucidité face aux initiatives québécoises. Ils réussirent à conjuguer l'intransigeance de leur position avec une diplomatie cordiale, en même temps qu'à faire effectuer par des tiers le travail plus délicat d'obstruction. Seul un État aguerri au conflit peut allier ainsi, sous les apparences de l'improvisation, les diverses facettes d'une action coordonnée avec celle des représentants canadiens.

Mais, sur le terrain, les États-Unis firent en même temps preuve d'une autre attitude. Alors qu'en 1994-1995, l'équipe somme toute assez restreinte d'Américains qui se trouvaient au front semblait se tirer très bien d'affaire, les deux partenaires, les États-Unis et le Canada, ont été pris au dépourvu par les résultats serrés du référendum. Les souverainistes venaient de rater de peu leur véritable chance. Car le contrôle de l'action du Québec, mis en oeuvre à Washington, avait pour but de dissuader l'opinion publique de la faisabilité du projet souverainiste et d'empêcher une province de se donner des airs de légitimité étatique en territoire américain. Ce contrôle visait aussi à donner tout simplement des leçons pour l'avenir.

Pour le Québec, ce qui s'est déroulé aux États-Unis pendant la période pré- et post-référendaire aurait dû en effet servir de leçon. On a assisté en quelque sorte, malgré les prétentions d'alors, à une sorte de période de rodage. Le manque de concertation et la multiplicité des visions qui s'affrontaient au sein du gouvernement, alors qu'on faisait face à des adversaires de taille, ont pu révéler aux dirigeants québécois la lourde tâche qui les attendra une prochaine fois. Ainsi, le Québec pourrait tirer les leçons de l'expérience acquise par [269] tous ses représentants et délégués à leur retour de l'étranger. En effet, ce capital humain devrait être réinvesti de toutes les manières possibles par tous les gouvernements au lieu d'être mis au compte du passé. L'action internationale du Québec ne peut se contenter d'être le fruit de quelques bonnes idées émises sur la Grande Allée. L'expérience diplomatique du Québec est jeune et les expériences des uns et des autres doivent s'accumuler, s'entrecroiser plutôt que de passer aux pertes et profits.

Mais ce qui manque de façon plus criante aujourd'hui, c'est une volonté claire et nette des Québécois de passer à nouveau par là. Un écart pourrait donc se creuser entre les compétences acquises dans la pratique et l'indécision des citoyens. Disons pour l'instant que la défaite des souverainistes en 1995 a été en même temps une triple victoire pour les États-Unis. Elle a signifié la victoire formelle de leur apparente neutralité tactique, elle a signifié la victoire réelle de l'alliance canado-américaine et, enfin, elle a signifié la victoire de ce troisième pouvoir, national et transnational, celui des médias, outil insoupçonné de la dissuasion.

Le Québec a aussi quelques leçons à tirer de son comportement post-référendaire. Il a fermé des délégations aux États-Unis après avoir été forcé d'effacer sa représentation à Washington. Il a opté pour la louange de la diplomatie canadienne, laissant l'opinion perplexe après la critique féroce qu'il en avait faite peu auparavant. Il s'est incliné devant la rationalité du commerce, couloir d'accès au seul véritable pouvoir qui lui soit accordé. Il s'est laissé guider par le vent et il a mis l'accent sur ses attaches nord-américaines. Et la principale leçon qu'il semble tirer de ses aventures américaines, c'est d'acquiescer par avance à un alignement inconditionnel. Ce faisant, il mettait à mal sa relation avec la France.

Le Québec semble être le champion des occasions ratées. Occasion ratée du référendum, mais aussi occasion ratée de dénouer les liens trompeurs qu'il fait entre échéance référendaire et positionnement à long terme. L'esprit de continuité

semble lui faire défaut. Une vision moins étroitement [270] commerciale de ses intérêts, aux États-Unis comme ailleurs, traduirait une conscience plus nette de son identité.

Une création récente comme l'Association internationale des études québécoises, qui exprime bien l'intelligence du réseautage nécessaire à l'action internationale, ne bénéficie que d'une portion congrue dans le déploiement de la présence québécoise à l'étranger. Si le travail de quelques délégations, à New York, à Paris, à Londres, s'est ancré dans la durée, le travail de fond sur le plan des idées, la capacité de récupérer des réseaux dans tous les milieux, extra- et paraétatiques, véritables viviers multiplicateurs, n'ont pas fait partie des préoccupations du ministère. Alors que le Québec fourmille de ressources intellectuelles, engagées de plain-pied dans la mondialisation, qu'on pourrait associer à la mise en valeur des problématiques québécoises à l'étranger dans *les milieux stratégiques*, comme les milieux scientifiques des grandes capitales, une logique à courte vue semble dominer certaines instances de décision qui préfèrent donner priorité aux activités éphémères de représentation commerciale ou à des gains qui rehausseront l'image de succès économique du Québec.

Au beau milieu de tout ce désarroi, le thème de l'américanité du Québec est devenu une panacée. Nouvelle référence positive pour consentir à nos défaites, l'américanité du Québec me semble travestir, dans sa diffusion élargie, quelques fatalités. Elle se donne d'abord comme nouvelle arme de séduction dirigée vers un allié américain récalcitrant. Elle est aussi le produit du libre-échange et, dans sa forme actuelle, un effet pervers de la mondialisation. Elle dit peut-être une réalité, mais elle la gonfle en même temps, en l'isolant comme paramètre exclusif de la représentation de soi, au détriment des autres composantes de l'identité. Ensuite, l'américanité semble une idéologie de rattrapage culturel qui compense pour le ressentiment hérité des blessures identitaires qu'a pu causer la fréquentation des métropoles ou des élites étrangères, mieux dotées en ce qui a trait au savoir et à la capacité de l'exprimer. L'américanité réussit ainsi à rendre positif ce qui a pu se vivre [271] comme négatif, à donner de la présence en lieu et place de ce qui a été une absence. Cette américanité-là répare, mais elle n'oublie pas. L'américanité peut très bien en effet être aussi une idéologie de repli. Elle se substitue au vide laissé par la défaite vis-à-vis du Canada et par la difficulté à refonder un projet qui nous démarque. A ce vide, on substitue les Amériques qui deviendront le nouvel

horizon de tous les espoirs. Si on ne s'est pas donné un pays, on a au moins un continent! L'américanité est devenue aussi une idéologie de compensation. Elle occupe alors la place d'un projet, d'une stratégie nouvelle ou même d'une utopie. C'est le dernier recours quand rien ne va plus. Enfin, c'est une stratégie gagnante pour ceux qui ont désinvesti le politique, pour les postmodernes et pour tous ceux qui pourraient avoir quelque raison de se réjouir que le problème québécois se dissolve dans une plus grande marmite.

L'américanité est liée à une vision du Québec immergé dans son univers immédiat. Or, deux questions ont été posées à ce sujet et demandent d'être explorées. La première est de savoir quel poids il faut donner à l'idée de distanciation symbolique. Toutes les sociétés et tous les États ont été construits dans la mise à distance de leurs représentations premières. Tous les groupements humains donnent à leur existence des significations proches et lointaines.

Le Québec s'est profondément démarqué par rapport à la France. Il doit continuer de le faire aussi par rapport à son environnement nord-américain. C'est ce qui fonde ses législations, sa culture, ses institutions, les oeuvres de ses créateurs et la signification qu'il accorde à son identité linguistique. La démocratisation de l'enseignement a conduit à dépasser les clivages qui séparaient autrefois les élites et le peuple par rapport au savoir. L'Europe et le reste du monde sont accessibles à la majorité des Québécois. Qui n'a pas été impressionné par la mobilité de ces étudiants qui reviennent de la Chine ou de l'Équateur ? Les jeunes ouvriers et artisans québécois font des stages en France grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse et les jeunes Américains, comme [272] les jeunes Français, débarqueront demain pour acquérir une expérience inédite au Québec. Les futures élites québécoises qui étudient à l'étranger choisissent majoritairement les États-Unis, et la France fait un nouvel effort pour les attirer dans ses meilleures institutions. L'ère coloniale, accompagnée de sentiments d'impuissance ou d'admiration excessive, est bien révolue.

La deuxième question que j'ai voulu aborder, c'est de voir si le Québec avait quelque chance d'être perçu maintenant comme un allié potentiel par la France. L'absence des pouvoirs que lui conférerait le statut d'État souverain n'explique pas tout. Si le Québec est un sujet indirect de la diplomatie française, le Manitoba ou la Colombie-Britannique ne le sont pas. Si c'est le Canada qui est un objet de convoitise diplomatique pour la France, le Québec pourrait s'assurer de l'être aus-

si, dans les limites étroites de son statut de province canadienne. C'est ce qu'a tenté de réaliser le Bloc Québécois sur la scène fédérale en développant des positions qui se démarquent de l'aspiration canadienne à l'intégration continentale. A ce sujet cependant, les volontés des Québécois et d'une grande partie des souverainistes ne sont pas nettes. Le mouvement souverainiste doit exiger que ces enjeux soient exposés à la population et exercer un rôle de sensibilisation qui pourrait ensuite lui permettre d'expliquer et de publiciser les raisons de ses alliances franco-européennes. Il appartient aux Québécois, aux intellectuels, aux créateurs, aux acteurs sociaux et politiques de débattre de ces questions en se demandant quel type de société ils veulent pour le Québec de demain.

Le Québec se trouve au croisement des intérêts de deux États qui les projettent sur un Canada uni. Le Canada, en tant que satellite, représente pour les États-Unis un allié indispensable sur tous les plans, politique, économique, militaire et culturel. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre d'affaiblir cet allié et ils ne veulent pas prendre le risque d'avoir à tenir compte d'un troisième partenaire, le Québec. La France aussi a de bonnes raisons de miser sur le Canada pour tenter d'élargir son champ d'influence et elle [273] pense que le Canada a plus de chances de servir ses intérêts dans la mesure où le Québec en fait partie. Car la France voudrait pouvoir tirer parti d'un Canada moins manifestement inféodé aux États-Unis. Il est certain que le Canada séparé du Québec courrait plus de risques de glisser dans le giron américain. Par contre, on pourrait démontrer aussi que le Québec, une fois souverain, aurait plus de raisons que le Canada de s'affirmer comme allié de la France et de l'Europe. Mais cela ne pourra se faire que si les dirigeants québécois, entraînés par des citoyens conscients, se saisissent des conséquences irréversibles pour le Québec d'une dépendance politique univoque envers les États-Unis.

Mais le Québec, lui, que représente-t-il pour la France ? On l'a vu, la réponse est loin d'être claire et ce qui ne relève pas de l'ambivalence française tient à l'incertitude qui se dégage des choix continentaux du Québec. La France pourrait considérer le Québec comme un allié important à l'échelle géopolitique, surtout dans le nouveau contexte des relations Europe-États-Unis déclenchées par la crise irakienne. Pour le moment, toutefois, il en va autrement et les dirigeants québécois n'ont pas encore indiqué leur intention de tirer parti de cette situation qui pourrait leur être favorable. Sans oublier la puissance irrévocable de leur voisin, le

Québec aurait tout intérêt à s'appuyer davantage sur ceux qui tentent d'en tempérer les ambitions. Si la signature de l'ALENA a attiré plus de capitaux français au Québec, elle a aussi conduit les Québécois à regarder davantage vers le Sud. Pour toutes ces raisons, et aussi parce qu'elle porte sa part de responsabilité dans le décrochage des Québécois à son endroit, la France comprend qu'elle pourrait traiter le Québec avec une sympathie plus efficace. Mais à cause de l'alternance souverainistes/fédéralistes au gouvernement et de l'incertitude manifestée dans sa politique internationale, le Québec n'est pas encore pour elle l'allié stable et constant sur lequel elle aimerait compter. Pour l'instant, il lui suffit de prendre en considération l'accent francophone que le Québec apporte au Canada.

[274]

Le Québec est donc doublement un otage. Il est nécessaire au Canada dans son alliance avec les États-Unis et il est nécessaire au Canada dans son alliance avec la France. Le Québec se trouve donc non seulement au carrefour de deux cultures, de deux continents, mais aussi de deux stratégies de puissance. Or, cette double convergence n'est pas symétrique. Dans le cas de l'alliance des États-Unis avec le Canada, c'est le Canada anglais qui compte. Mais dans le cas de l'alliance de la France avec le Canada, c'est le Québec qui compte. Il est crucial de prendre en compte cette dissymétrie.

Car les intérêts du Québec au coeur de ces deux stratégies de puissance demandent d'acquiescer une conscience aussi lucide que possible de cette situation d'otage, sans se laisser bercer par des illusions, par des rêves ou par des discours faciles. Une conscience éclairée ne peut être que plus combative. Mais combattre pourquoi? Pour faire avancer une société dont la trajectoire est unique, pour donner place à sa diversité dans l'affirmation sans état d'âme d'une identité qui tire sa richesse de sa complexité et qui est bien plus que le fait de parler français en Amérique. Que cette identité plaise ou non à nos voisins.

Cette réflexion invite donc à faire du Québec tout, sauf un espace soumis à l'un ou à l'autre de ses alliés. Mais cette relative indépendance doit se gagner. Elle ne peut être que le fruit d'une maturation qui amènera à comprendre le sens des compromis nécessaires pour s'affirmer. Le Québec devra trouver les moyens d'offrir à ses partenaires et alliés futurs, le Canada et les États-Unis, des formes de coopération institutionnelle diverses, surtout dans les domaines les plus délicats

de leurs relations, celui de la défense, par exemple. Par rapport à la France, les Québécois devront exercer sans tourment leur différence et leur pleine maturité. Ils pourront ainsi accepter plus facilement que, pour des raisons qui ont été longuement exposées, le Québec ait plus d'intérêts politiques du côté de la France et du côté d'une Europe en construction que dans l'enclave immédiate où ils évoluent. Ils devront retenir que l'Europe est aussi un point de passage [275] incontournable dans les relations avec les pays d'Amérique du Sud. Ainsi, leur relation avec la France pourra occuper une place justifiée par des intérêts bien compris dans la mesure où elle exprimera la même recherche d'autonomie (une « capacité d'initiative ») à l'endroit des États-Unis. Le réalisme et l'esprit de compromis demandent aux Québécois de surmonter leurs propres doutes sur eux-mêmes, au point de mesurer que des concessions à l'un ou à l'autre allié ne sont pas des pertes mais des gains et à condition que cette prise de conscience soit le fruit d'un vaste travail d'élucidation sur les liens entre langue, culture et politique. C'est pourquoi ce texte s'est voulu une brèche dans l'uniformité dormante des discours ambiants sur nos relations internationales. Car le recul, la réflexion et le débat constituent l'armature indispensable à l'édification d'une société qui ne veut pas se contenter d'être distincte.

[277]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.**

ÉPILOGUE

Il ne sert à rien de souffler dans le sens du vent.

François Ricard, *Liberté*, 1981.

[Retour à la table des matières](#)

J'ai voulu faire un retour sur les dix années qui viennent de s'écouler afin d'en dégager quelques leçons pour l'avenir du mouvement souverainiste. Au cours de cette période, les événements internationaux se sont bousculés et ont surpris toutes les prévisions. La conjoncture actuelle oblige à reconsidérer des prémisses qui paraissaient hier évidentes. La première de ces idées reçues est celle que l'appui du Québec à l'Accord de libre-échange nord-américain allait devenir la principale clé d'une bonne relation avec les États-Unis susceptible de valoir au Québec la confiance politique de ce puissant voisin à l'endroit du projet souverainiste. Cet optimisme s'est révélé vain. Certaines analyses encore plus optimistes sont allées jusqu'à entretenir l'idée que la droite américaine, concevant le démantèlement de l'État canadien comme l'effet nécessaire de la puissance régulatrice du marché, pourrait être plus ouverte à l'éclatement du Canada. Le Québec aurait pu ainsi tirer parti, selon cette analyse, d'une domination conjoncturelle de la pensée économique de droite pour rompre les amarres avec l'État canadien. La recomposition du pouvoir entre les démocrates et les républicains au lendemain du 11 septembre

2001 et autour de l'agression contre l'Irak conduit cependant à mieux saisir [278] l'ampleur des visées américaines et à soupçonner qu'une fracture éventuelle du Canada risque peu de gagner la faveur des Américains, quelles que soient les manifestations de bonne conduite et les déclarations d'allégeance qu'on leur fera. Enfin, la récente position de la France dans le conflit entre l'ONU et les États-Unis aura révélé que les affinités ponctuelles entre alliés, le Canada et la France, pouvaient tirer profit des positions du Québec sans que celui-ci en retire quelque dividende politique que ce soit.

En peu de temps, les événements qui font le matériau de la politique, imprévisibles et incertains, ont modifié la carte sur laquelle s'esquisse le devenir du Québec. La veille de la tragédie des tours jumelles, un sondage Léger Marketing révélait que 34% de la population du Québec était favorable à l'annexion du Canada aux États-Unis contre 15% seulement en Ontario, province où le pourcentage était le plus élevé du reste du Canada; de Plus, 50% des Québécois se disaient prêts à ce qu'il n'y ait plus de frontières entre le Canada et les États-Unis contre 36% de citoyens des autres provinces ; enfin, 53,5% des Québécois se disaient prêts à adopter le dollar américain contre 40% au Canada ³²². À trois reprises – 11 septembre, guerre contre l'Irak et tensions entre les États-Unis et la France -, des soubresauts de la vie internationale ont pesé sur le destin du Québec. Avant d'en tirer quelques leçons, je rappellerai certains effets parmi les plus perceptibles de ces événements sur le Québec.

Tout d'abord, la tragédie du 11 septembre a été un révélateur important du double caractère identitaire du Québec. La sympathie ressentie par les Québécois devant cette tragédie s'est exprimée par des signes qui ne peuvent se ramener aux considérations de circonstance face à un allié. Les Québécois ont accordé au drame humain une attention première. Même si certains sont allés jusqu'à éprouver la crainte de semblables agressions à l'endroit des centres financiers de Montréal, les Québécois ont maintenu la conscience d'une bonne distance identitaire, et personne, malgré les prétentions des promoteurs de l'américanité, n'a cru bon de proclamer : [279] « Nous sommes tous des Américains. » On peut dire qu'une sorte de clivage a caractérisé l'expression de l'émotion québécoise. On a pu distinguer la solidarité dans l'épreuve face aux drames vécus par des milliers de familles et la

³²² Lia Lévesque, «Les Québécois sont plus ouverts à une annexion aux Etats Unis», *Le Devoir*, 10 septembre 2001.

compréhension d'un bouleversement politique qui était propre aux États-Unis. Et peut-être peut-on encore ajouter que les Québécois ont ressenti, au moins de façon intuitive, l'écart réel entre leur réalité et celle des Américains. Il faut y voir le signe supplémentaire d'une conscience de soi qui ne se perd pas dans la fusion avec son environnement.

Sur un autre plan, le 11 septembre a déclenché une plus grande interdépendance (peut-on aller jusqu'à parler d'interpénétration?) entre le Canada et les États-Unis. Les Québécois, toujours profondément réalistes, ont compris que la sécurité était à l'ordre du jour et ils n'y ont vu que des mesures souhaitables et inévitables. Le premier ministre Bernard Landry leur rappelait d'ailleurs que cette tragédie aurait aussi ses conséquences sur le Québec : « En cette ère de libre-échange, les frontières politiques s'estompent. Une carte du continent tracée selon les flux économiques esquisserait des contours nouveaux... Ce qui se passe à New York est ressenti directement au Québec. Cet attentat contre les tours jumelles, c'est aussi, d'une certaine manière, chez nous qu'il a lieu ³²³. » Toujours confiants et tranquillement admiratifs à l'endroit d'un voisin dont la mansuétude est ce qu'ils saisissent d'abord, bien avant la puissance inégalée, les Québécois n'ont pas vu dans la nécessité d'une défense sans frontières que favorisaient les circonstances une tendance politique forte faisant du Canada une extension à peine distincte du géant américain. L'auraient-ils vu qu'ils n'y pouvaient rien saisir d'autre, sinon à la fois la précarité et la complexité de leur réalité. Bernard Landry pouvait ainsi plaider en faveur d'un périmètre de sécurité continental. Ce périmètre de sécurité conjoint, comme le précisait le premier ministre du Québec un mois après les attentats, « serait soumis à des protocoles communs, des accords communs et des standards communs avec Washington ³²⁴ ». Si les intérêts [280] du Québec concourent évidemment à la position retenue par le gouvernement, les événements de septembre 2001 auront par ailleurs mis en relief plus que bien d'autres la force d'attraction qui sous-tend les desseins internationaux du Québec.

Par la suite, la guerre américaine contre l'Irak a agi comme un révélateur du dynamisme de la société civile québécoise. Les dirigeants souverainistes ont fort

³²³ Bernard Landry, Allocution prononcée à l'Assemblée nationale du Québec à l'occasion de la présentation d'une motion sur les événements du 11 septembre 2001, *Le Devoir*, 18 octobre 2001, p. A7.

³²⁴ Robert Dutrisac, «Le Québec et la Colombie-Britannique plaident pour un périmètre de sécurité continental», *Le Devoir*, 19 octobre 2001, p. A1.

heureusement accompagné ce mouvement, et l'opposition au déclenchement unilatéral de la guerre a montré que la société pouvait encore peser sur le politique. La guerre contre l'Irak a créé aussi l'obligation de mieux comprendre ce qui se déroule à nos portes. L'explosion de patriotisme agressif à laquelle a donné lieu cette guerre appuyée sur un fort consensus de l'opinion américaine a ouvert la voie à la conscience d'une différence profonde entre deux sociétés passablement étrangères l'une à l'autre. Non que l'influence des valeurs américaines ne rejoigne pas, de diverses manières, les différentes couches de la société québécoise, allant jusqu'à prendre l'expression de fortes tendances néolibérales exprimées, par exemple, par le Parti libéral du Québec et l'Action démocratique. Mais la « nouvelle Amérique » qui s'est exprimée à travers cette guerre force la compréhension d'une différence entre le Québec et les États-Unis et aussi entre le Québec et le reste du Canada. Les médias rapportaient : « Le Québec se démarque encore du reste du Canada. » Ainsi, un sondage, effectué pour *La Presse*, le *Toronto Star* et Radio-Canada, révélait que 61% des Québécois s'opposaient à une guerre contre l'Irak, même dans le cadre d'une résolution de l'ONU, alors que seulement 35% de l'ensemble des Canadiens y étaient opposés. En février 2003, dans le cas où les États-Unis n'obtiendraient pas l'accord de l'ONU, 90% des citoyens québécois s'opposaient alors à la participation du Canada à une attaque contre l'Irak, alors que la moyenne canadienne révélait une opposition de 74% et que seulement 40% des citoyens américains refusaient cette option ³²⁵. De plus, alors qu'à Montréal 150 000 à 250 000 personnes exprimaient leur [281] opposition à une guerre unilatérale, à Toronto, seulement 10 000 à 30 000 manifestants bravaient le froid. Les Québécois se sont comportés comme des citoyens du monde.

La nouvelle droite américaine au pouvoir a travers le président G.W. Bush marque la résurgence d'une Amérique puritaine pour laquelle les États-Unis ont une « destinée manifeste » et représentent un peuple élu par la Providence. Dans ce beau pays où les panneaux publicitaires proclament *Life is a Beach* (« La vie est comme une plage »), le retour du fondamentalisme religieux, la force du mouvement anti-avortement, la réitération du *God Bless America*, tout cela force la réflexion des Québécois et la prise de conscience de la différence qui les sépare des Américains tout en appartenant à une même communauté de valeurs, d'intérêts démocratiques et de sécurité. Si on y ajoute la colère féroce des milieux d'af-

³²⁵ *La Presse*, 22 février 2003, p. B9.

fares du « reste du Canada » contre les mouvements d'opposition à la guerre au Québec, on voit bien, à moins d'être aveugle, que les aspirations démocratiques qui dominent au Québec sont totalement éloignées de la culture de l'hyperpuissance. Sans être antiaméricains par nature ni par tradition, les Québécois ont illustré, à travers ces manifestations, une conscience critique largement répandue, partagée dans la diversité entre citoyens de toutes les origines. Abstraction faite de ce que chacun peut penser de l'opposition à une agression contre l'Irak, on doit y voir d'abord des convergences sociales et culturelles qui font que ces manifestations se donnaient comme le signe objectif d'une société distincte.

La position de la France dans ce conflit aura aussi servi de révélateur. Au moment de l'agression américaine contre l'Irak, la position de la France (et de l'Allemagne) s'est clairement démarquée au sein de l'Alliance atlantique. La France a brisé l'unanimité qui régnait à l'avantage des États-Unis et, avec l'Allemagne, la Russie et la Chine, elle a fourni à la communauté internationale la démonstration de ce que peut signifier une *autonomie limitée*, appuyée sur une vision à moyen et à long terme des intérêts d'un État. Un porte-parole [282] du Quai d'Orsay, Gilles Andréani, directeur du Centre d'analyse et de prévision, définissait ainsi les objectifs français : « La France s'est déterminée en vertu de considérations sur l'ordre international, sur l'impact que pouvait avoir une guerre au Moyen-Orient, pas en fonction d'une volonté de s'opposer aux États-Unis [...] La France s'est déterminée en fonction d'une vision pluraliste du monde où l'on peut confronter les points de vue, essayer de faire émerger un certain consensus sur l'usage de la force ³²⁶. » La France, comme les autres membres de cette coalition ponctuelle, à l'occasion de circonstances qui ont favorisé plus que toute autre situation la visibilité de ses positions à l'échelle du monde, a donc agi en tant que sujet de droit international. Non seulement la souveraineté de l'État lui permettait-elle de prendre cette position, mais encore la France élargissait dans les consciences l'exemplarité d'une position autonome mais non isolée.

Certes, les Québécois penseront avec raison que leur situation géopolitique rendrait plus difficile et complexe l'exercice d'une telle distanciation par rapport aux objectifs du maître américain, quoique la conscience de leurs liens affectifs avec le pays de leurs ancêtres aura été secouée par l'exemple français. Ils com-

³²⁶ Propos recueillis par Claire Tréan, *Le Monde*, 17 juin 2003, p. 2.

prendront aussi que c'est précisément un pouvoir d'une telle nature, la souveraineté, que les États-Unis, comme le Canada, entendent leur refuser. L'ambassadeur américain Paul Cellucci avait pertinemment rappelé, à l'occasion du refus du Canada de s'allier aux États-Unis sans une résolution de l'ONU, qu'« à la première menace contre la sécurité du Canada, les États-Unis seraient prêts à intervenir ». Il ajoutait : « Nous serions là, à vos côtés, car *le Canada fait partie de notre famille* ³²⁷. » Sur ce thème, mis au pied du mur par son opposition conservatrice et par les manifestations d'irritation des États-Unis devant la position canadienne, le premier ministre Jean Chrétien, voulant se rattraper, déclarait le 8 mai dernier, en réponse à la proposition américaine de partenariat au sein du NORAD en vue du déploiement d'un bouclier antimissile : « Il est géographiquement nécessaire que nous participions au moins à une [283] discussion ³²⁸. » Puis, Jean Chrétien d'affirmer : « Le Canada est un pays indépendant et souverain, et il peut arriver que nous ne soyons pas d'accord avec nos voisins, ce qui ne nous empêche pas de rester bons amis ³²⁹. »

En même temps, de nombreux Québécois auront compris que la position du Canada, alignée sur celle de la France, était redevable à l'importance de l'opposition qui s'était manifestée au Québec. Les maîtres actuels de notre destinée, le Canada et les États-Unis, sont saisis du potentiel explosif de l'opinion publique québécoise, susceptible en toutes circonstances d'être canalisée vers l'élargissement des rangs souverainistes. S'il ne faut rien exagérer, on doit tout de même admettre que le caractère français du Québec, comme je l'ai exposé plus haut, a en soi quelque chose de subversif dans une mer anglophone ; c'est pourquoi des liens d'État à État entre le Québec et la France pourraient signifier des alliances naturelles que les États-Unis ne souhaiteraient pas. Pour toutes ces raisons, le premier ministre Jean Chrétien a préféré donner satisfaction aux Québécois en se démarquant des États-Unis avant une élection où le Parti Québécois avait encore quelques chances de l'emporter, plutôt que de les contrarier en s'alignant sur les États-Unis, ce qui aurait pu favoriser le report des votes de contestation à un appui élec-

³²⁷ Norma Greenaway et Mark Hume, «Ottawa durement tancé par Washington», *The Times Colonist*, Victoria, cité dans *Courrier international*, n° 648, du 3 au 9 avril 2003, p. 24. C'est moi qui souligne.

³²⁸ Manon Cornellier, *Le Devoir*, 7 mai 2003, p. 1.

³²⁹ *The Times Colonist*, loc. cit.

toral au Parti Québécois le 14 avril dernier, lui qui avait adopté la position de la France.

La France, dans cette négociation d'intérêts, a finement tiré son épingle du jeu. Elle a trouvé dans le Canada, grâce au Québec, l'allié dont elle avait besoin pour élargir les rangs de la coalition opposée à une agression de l'Irak. Cette fois, le Canada tenterait peut-être ce qu'il a déjà tenté face à la politique étrangère du général de Gaulle, comme l'a rappelé Jean-François Lisée : « Ottawa pratique depuis belle lurette une politique de fraternisation avec Paris et tente de jouer les médiateurs entre de Gaulle et Washington ³³⁰. » Le long travail de rapprochement entre le Canada et la France, opéré particulièrement au cours de la dernière décennie, a ainsi porté ses fruits tout en bénéficiant de la position critique des [284] Québécois. On y voit l'importance de disposer des rouages d'une diplomatie faite de rencontres entre États, d'objectifs partagés, de convergence d'intérêts, de contacts formels et informels, pour savoir convaincre, persuader, influencer. La France, à l'intérieur de l'action diplomatique qui s'est déroulée au sein de l'ONU, a atteint un objectif important : dans le jeu des alliances entre le Nord et le Sud, elle a su retenir les appuis de plusieurs pays du Sud et, pour le cas qui nous intéresse, celui du Mexique au sein de l'ALENA, puis, au nord, celui du Canada. On peut y voir l'expression des intérêts français qui veulent positionner l'Europe et la France en tant que principaux partenaires économiques de certains États des Amériques, comme ceux du MERCOSUR, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, afin de diversifier l'ordre international face à

la domination d'une seule grande puissance. Cet objectif est largement confirmé. Les promoteurs du MERCOSUR ont en tête un seul modèle, observe un analyste français, l'Union européenne - avec laquelle tous prétendent nouer une relation privilégiée... Certes les investissements - espagnols, français, allemands, britanniques - ont tissé des liens nouveaux de part et d'autre de l'Atlantique ³³¹. » Ces échanges sont importants car le pouvoir politique n'est pas étranger au pouvoir économique. Et, de fait, la présence économique et financière de l'Europe dans les pays du Sud des Amériques est devenue significative. Il s'en est suivi qu'à

³³⁰ Jean-François Lisée, *Dans l'œil de l'aigle, Washington face au Québec*, Montréal, Boréal, 1990, p. 76.

³³¹ Paulo A. Paranagua, « L'Amérique latine et le modèle européen », *Le Monde*, 19 juin 2003, p. 18. Rappelons ici l'Accord qui lie le Mexique et l'Union européenne.

l'occasion de la guerre contre l'Irak, la capacité de la France, avec ses autres alliés, de fédérer des appuis à la coalition des États revendiquant une décision multilatérale prise au sein de l'ONU a constitué un enjeu et une réussite inattendus.

Dans la mire de l'État français, le Canada représente un allié non négligeable. Pour diversifier les partenariats économiques et multiplier les alliances, les rapprochements entre le Canada et la France sont favorisés par la présence du Québec au sein de l'État canadien. Sans le Québec, le Canada se situerait exclusivement dans le camp des pays anglo-saxons et serait beaucoup plus susceptible d'un alignement [285] quasi aveugle sur les États-Unis. On peut penser que la France verrait dans le Québec, s'il avait le statut d'État, un allié naturel d'importance et que le Canada sans le Québec, aux yeux de la France, représenterait un tout autre intérêt. Mais les Québécois en ont décidé autrement, ils ont choisi d'être instrumentalisés par les États-Unis et par la France et de rester les otages des relations de ces deux États avec le Canada.

Cela dit, ce qui ressort de cette conjoncture, c'est la nouvelle conscience possible des Québécois du rôle de la France dans l'Europe. Commentant le travail de la diplomatie française face aux écarts entre sa position au moment de la guerre américaine contre l'Irak et celle de la majorité des pays européens, Dominique Moïsi, conseiller à l'Institut français des relations internationales, soulignait que, pour la France, « toute la question est de trouver un équilibre entre deux termes : comment apporter sa différence à l'Europe et comment sacrifier une part de sa différence à l'Europe ³³² » - Ce rôle complexe, la France l'a joué avec succès au cours des quinze mois de discussions qui ont conduit à l'adoption, le 10 juillet 2003, d'un projet de Convention pour la rédaction d'une future Constitution européenne. Dans ce contexte, l'adoption par la Convention de la règle de l'unanimité des États membres de l'Union européenne devant toute législation « dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque cela risque de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union ³³³ », constitue une réussite de l'action diplomatique française auprès des autres pays européens. La volonté de la France de travailler à la mise en oeuvre d'une politique étrangère

³³² Propos recueillis par Daniel Vernet, *Le Monde*, 17 juin 2003, p. 2.

³³³ Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention, cité par Arnaud Leparmentier, « À la Convention, Paris préserve in extremis "l'exception culturelle" », *Le Monde*, 11 juillet 2003, p. 2.

commune à l'Union européenne et « d'un pôle européen [de défense] solide au sein de l'Alliance, et qui soit capable d'intervenir de façon autonome quand l'OTAN ne veut ou ne peut pas le faire ³³⁴ », ce double objectif signifie à la fois « apporter sa différence et sacrifier une part de sa différence » que ce soit de la part de la France au sein de l'Europe ou de la part de l'Europe au sein de l'Alliance atlantique. Même si ce but est [286] difficile à atteindre et qu'on reconnaît que sa progression ne peut pas se faire en ligne droite, le Québec doit y trouver son compte, déchiré entre sa différence et ses affinités électives.

Quelques leçons à tirer

Ces événements perdraient leur sens pour nous si nous ne savions pas en tirer quelques leçons. Pour aller à l'essentiel, j'en retiendrai trois. Tout d'abord, le constat d'une étrangeté culturelle relative des Québécois par rapport aux Américains. Il est vrai que, parce qu'il est vécu physiquement, à travers les mêmes paysages et des mœurs semblables, ce voisinage laisse peu percevoir aux Québécois, en temps ordinaire, la puissance et la logique d'extension du pouvoir des États-Unis, des traits qui sont plus aisément perceptibles pour d'autres sociétés, plus éloignées géographiquement mais surtout culturellement. Comme je l'ai mentionné plus haut, les Québécois ont plutôt tendance à se reconnaître dans une filiation de principes avec leurs voisins américains. Or, la violence des émissions télévisées montrant en direct les aléas d'une guerre dite « préventive » et l'appui généralisé à cette cause (seulement 12% des Américains disaient qu'ils s'opposeraient à cette guerre sans les Nations unies ³³⁵) de la part des citoyens américains de toutes tendances, démocrates et républicains, ont fourni aux Québécois, plus que jamais auparavant, les conditions d'une distanciation subjective par rapport à la culture politique américaine. Il est vrai que la forme et le ton donnés à ce conflit par la droite républicaine pouvaient ne sembler qu'un excès à corriger lors d'une prochaine élection. Il reste qu'on ne peut oublier que l'ancien président Clinton et la

³³⁴ Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, «L'Europe de la défense progresse», *Le Monde*, 16 juin 2003, p. 15.

³³⁵ François Cardinal, «Les Américains appuieraient une guerre sans l'aval du Conseil de sécurité», *La Presse*, 22 février 2003, p. B9.

majorité des démocrates se sont clairement rangés derrière la manière et les objectifs retenus par le président Bush. En démocratie, il faut souhaiter que les syndicalistes, les Églises, les intellectuels et les artistes américains, qui se sont prononcés contre cette intervention, sauront [287] peser sur l'avenir des États-Unis. Les appuis à la candidature du gouverneur du Vermont, Howard Dean, indiquent l'éveil de ce courant. En attendant, l'arrogance de l'unilatéralisme américain, seul détenteur du vrai et du bien, a pu faire sourciller quelques bonnes consciences portées à la promotion de l'américanité. Si l'écart culturel qui distingue le Québec des États-Unis est un fait qui existait déjà, il pourra désormais se représenter par une conscience plus nette de cette différence. Non seulement l'identité se comprend-elle à travers des traits positifs, mais elle s'élabore d'abord dans le rapport à l'autre.

À ce propos, grâce à la spécificité de l'espace public québécois, francophones et anglophones ont en commun ce partage qui tend à les différencier des citoyens américains et canadiens. Mais ce constat demandera à l'avenir d'être mis en lumière par un effort d'explicitation. Faire croire aux Québécois qu'ils sont des Américains constitue une dérobade face aux véritables enjeux politiques. Les Québécois, comme les citoyens de tout autre pays, ont été soit favorables à la décision américaine de s'engager unilatéralement dans une guerre contre l'Irak, soit s'y sont opposés, mais, dans les deux cas, ils ont perçu une différence dans le débat par rapport à l'unanimisme canado-américain. Si l'on veut faire progresser le Québec, c'est sur cette conscience qu'il faut désormais miser.

Une deuxième leçon à tirer concerne les liens entre la France et l'Europe. Les événements ont surpris le monde et donné le relief souhaitable à la capacité de la France de formuler et de partager avec d'autres États des positions fondées sur le respect du droit, du multilatéralisme et de l'autonomie relative découlant de la souveraineté de l'État. Certes, on ne peut ignorer que tel n'a pas toujours été le cas. La France n'a pas toujours été exemplaire dans sa capacité à faire respecter le droit, et les résolutions prises à l'ONU n'ont pas toujours représenté pour elle un enjeu aussi important. Mais évaluer l'ensemble de la politique étrangère de la France n'est pas mon propos. Les intérêts poursuivis par la [288] France à l'occasion de la guerre contre l'Irak ont d'ailleurs sans doute été multiples. Une seule de ces motivations devrait intéresser véritablement le Québec : la volonté et la capacité qu'a la France d'élargir son influence dans le monde, en Amérique latine ou ailleurs, mais d'abord au sein de l'Europe. Car une chose est sûre, dans un monde

dominé par une seule grande puissance, le Québec doit prêter une attention particulière à l'équilibre des forces qui se met en place, au fonctionnement du multilatéralisme comme à tous les signes d'émergence d'un monde dans lequel le pluralisme des cultures et des points de vue est perçu comme une richesse, face à l'exclusivisme d'une seule vision marchande du monde au détriment d'un humanisme souhaité par une majorité de citoyens.

Certes, dans la formation des coalitions face au projet de guerre contre l'Irak, la France n'a pas gagné toutes les batailles. Dans ses relations avec d'autres pays européens comme l'Italie, l'Espagne, la Pologne ou la République tchèque, la France n'a pas réussi à les rallier à une position semblable à celle qu'elle a défendue avec l'Allemagne. Au lendemain de cette crise, l'Union européenne est dans l'obligation de surmonter ses divisions et réussir à se donner une politique étrangère commune, appuyée d'une défense commune. Même si certains esprits sont pessimistes à l'endroit des possibilités de réussite de cet objectif, ce qu'il importe pour le Québec de suivre avec attention, c'est l'ensemble des mouvements qui traversent une Europe à la recherche de son unité, dans le respect de la diversité des cultures. Dans ce contexte, la France fait montre d'audace et de persévérance et il n'y a pas de raison de vouloir atténuer l'exemplarité de l'entêtement français à construire, selon les mots d'Hubert Védrine, « une Europe lucide qui parle enfin vrai et qui s'engage à forger un consensus sur son rôle dans le monde ³³⁶ ». C'est à ce carrefour que devront l'attendre les Québécois.

Avant de se demander ce qu'il faut faire, une troisième observation de cette période turbulente m'amène à esquisser quelques dernières réflexions. Cette observation porte sur la [289] mobilisation massive des populations contre cette guerre partout en Occident, même au-delà des positions fortes des dirigeants, comme en Grande-Bretagne, en Espagne ou en République tchèque. Ces manifestations ne peuvent être ignorées ou méprisées comme ont tenté de le faire des commentateurs, en les réduisant à des positions sans effet. Que penser de la démocratie si la mobilisation des citoyens qui expriment leur volonté devait être marginalisée? Les sociétés occidentales traversent une crise de représentation très largement partagée. Les contraintes qui pèsent sur les États face à la mondialisation ont amené ceux-ci à adopter des politiques antisociales qui soulèvent de plus

³³⁶ Hubert Védrine, « Que faire avec l'hyperpuissance ? », *Le Débat*, Paris, Gallimard, n^o, 125, mai-août 2003, p. 16.

en plus la colère des citoyens. La manifestation unilatérale de force des États-Unis en Irak a soulevé les opinions publiques et a créé un fort courant de protestation dans de nombreux pays. Ces mouvements ont recoupé ou même élargi les bases du mouvement altermondialiste qui s'exprime avec ampleur à l'occasion de chacune des rencontres du G7 ou du G8. Quelle leçon tirer de cette évolution de la citoyenneté? D'abord, on peut y voir le retour du politique à travers le réveil de la société civile qui ne se contente pas de voter, mais qui s'exprime légalement dans la rue sur des enjeux qui débordent le cadre étroit des intérêts nationaux et qui touchent à des préoccupations qui concernent l'ensemble du monde. Même si ce phénomène n'est pas propre au Québec, il doit y être pris en compte, en évaluant ses effets sur la dynamique intérieure.

Ces manifestations permettent d'abord de comprendre de quelle nature sont les préoccupations communes qui traversent les sociétés actuelles. Le dénominateur commun de ces revendications repose sur des aspirations humanistes universellement partagées. Les mouvements sociaux actuels revendiquent de mettre l'homme au centre du développement de même que le progrès économique au service du progrès social. Ces revendications refusent d'être mises au service d'une idéologie plus que d'une autre et cet humanisme culturel craint l'émergence d'un monde qui soit dominé par [290] les seules valeurs du marché, par l'arrogance d'une certaine culture de la raison et de la transcendance, et par le mépris de la créativité des citoyens.

Le Québec a beaucoup à tirer de ces mouvements. Il ne doit pas, par crainte encore une fois de se voir taxé de « Cuba du Nord » ou par souci de faire patte blanche devant l'ami américain, se tenir à distance de ces formes de contestation. Le Québec, s'il veut être cohérent, doit opter pour les voies du changement qui ne peut venir que des mouvements de citoyens, d'ici ou d'ailleurs. Ces mouvements, de plus, encore à la première étape de leur existence et malgré la répression à laquelle ils font face, ne disparaîtront pas tant et aussi longtemps que des réformes majeures ne seront pas apportées aux inégalités et à la logique marchande qui régissent la domination des États. C'est pourquoi l'élargissement des appuis sociaux à la souveraineté doit se confondre avec l'essor de ces nouveaux mouvements sociaux, qu'ils proviennent du Mexique, des États-Unis, d'Ontario, d'Allemagne ou d'ailleurs. Une tendance forte de la culture politique des Québécois, caractérisée par des valeurs de solidarité, d'égalité et de justice, est naturellement

en harmonie avec ces mouvements. L'opposition à l'agression américaine contre l'Irak a démontré que les peuples occidentaux souhaitent que les frontières avec l'Orient soient moins antagonistes, afin d'engager un dialogue pour lequel la Francophonie se trouve l'espace culturel le mieux placé par rapport au monde arabe. La sensibilité sociale des Québécois ne les isole pas du reste du monde, bien au contraire. Les aspirations des Québécois à l'autonomie politique convergent de toutes parts avec les revendications des mouvements sociaux, tournés eux aussi vers l'affirmation de la démocratie.

Et maintenant, que faire?

Les élections du 14 avril 2003 ont donné matière à réfléchir. Même si la défaite du Parti Québécois est honorable, le [291] déplacement du vote vers les autres partis devrait laisser songeur. Seulement 40,7% des francophones ont voté pour le Parti Québécois, proportion de citoyens fidèles à l'objectif souverainiste, alors que 33,6% des électeurs francophones ont voté pour le Parti libéral et 22,3% pour l'Action démocratique du Québec. Ainsi, le Parti libéral a recueilli 45,9% des votes, le Parti Québécois, 33,2% et l'ADQ, 18,2%. Le mouvement souverainiste est désormais représenté à Québec par un parti d'opposition. Cette nouvelle donne, après près de neuf ans de gouvernement péquiste, risque de changer considérablement les choses pour les prochaines années. De nombreuses variables restent inconnues et il serait hasardeux de spéculer sur le renouvellement de l'option souverainiste ou sur son essoufflement définitif. Je me contenterai de tenter d'infléchir le sens à donner à des actions qui seront en même temps happées dans le tourbillon de la vie politicienne. Car le mouvement social qui sous-tend l'objectif de souveraineté devra faire face, au cours des prochaines années, à deux contraintes : les aléas de la politique sur les bancs de l'opposition et les vertus du politique au coeur des chantiers de la réflexion. La question essentielle à se poser est la suivante : en quoi ce nouveau court terme pourra être mis au service du long terme ?

Cette question implique qu'il y ait un objectif. Pour certains, une stratégie (ou un « agenda ») est un objectif en soi, réduisant presque à néant les possibilités de débats et de renouvellement de la pensée politique. On peut cependant soupçonner

qu'il y a eu un prix à payer pour le refus de lier souveraineté et projet de société. L'objectif étant connu, la souveraineté, d'autres voudront subordonner ses finalités aux moyens disponibles, en mettant de côté la réflexion qui serait en trop par rapport à l'action, présumant que son sens a été donné une fois pour toutes. Je ne m'attarderai donc pas à définir a priori les objectifs stratégiques des actions à entreprendre (ni l'« agenda » qu'il faut laisser aussi aux stratèges), considérant qu'un abus dans ce sens priverait les citoyens de leur capacité d'imaginer. Je pense au contraire qu'il faut plus [292] écouter, entendre, s'ouvrir à d'autres horizons que ressasser les mêmes rengaines magiques promettant le meilleur au lendemain du grand soir quitte à faire un peu de « tordage de bras »... C'est étrange à constater mais le mouvement souverainiste est à la fois déjà trop vieux et encore trop jeune. Il y a eu, avec René Lévesque, la prise de conscience des intérêts d'une communauté susceptible de s'autodéterminer, avec Pierre Marc Johnson, l'effort de définir ces intérêts dans un partenariat avec le Canada, le « beau risque », qui a laissé bien des souvenirs amers, puis, avec Jacques Parizeau, le projet d'affranchissement du Canada par l'ouverture au libre-échange et la volonté d'inscrire le projet souverainiste dans la mondialisation. Lucien Bouchard a entrepris un effort infructueux de conciliation. La vision de Bernard Landry, ouverte, ferme et prête à faire la synthèse des pas franchis par ses prédécesseurs, n'a pas bénéficié de conditions favorables à son élargissement. Chacun des premiers ministres souverainistes a tenté de faire progresser le mouvement vers une conscience plus large de ses potentialités sans vraiment réussir. Des obstacles internes aussi bien qu'externes ont entravé l'atteinte de cet objectif. La constance d'un appui favorable à la souveraineté, quelle que soit la conjoncture, constitue cependant un résultat qu'on ne peut ignorer. Aujourd'hui, d'un côté, plusieurs déplorent l'usure du Parti Québécois, de certains de ses modes de fonctionnement, de son discours et de ses recettes. D'un autre côté, il est encore permis d'espérer que l'ampleur du travail qu'il lui reste à faire donnera toutes ses chances à l'approfondissement d'un enjeu démocratique qui fait face à des obstacles importants. Voyons quelques pistes à explorer.

La nouvelle configuration des forces d'opposition dans laquelle se trouvent le Parti Québécois à l'Assemblée nationale, à Québec, et le Bloc Québécois à la Chambre des communes, à Ottawa, permet de mieux voir ce qui peut distinguer le mouvement de sa représentation. Au lieu d'être en position de défaite devant ce

statut d'opposition, le mouvement social qui s'est donné pour instrument ces deux partis [293] doit désormais se situer au premier plan. Dans un premier temps, les effets de ce repositionnement seront multiples. Les progrès de l'objectif visé ne devront plus se mesurer à partir des gains recherchés dans le débat parlementaire mais dans la capacité du mouvement à écouter les citoyens tout comme ses propres membres, à accueillir de nouvelles idées et de nouveaux appuis. Plus encore, face à ses orientations, le mouvement ne pourra plus se contenter d'être guidé par un programme mobilisateur mais éloigné des réalités de la politique, une distance qui réduit la capacité des citoyens à comprendre les limites actuelles des États et plus encore celles d'une province. L'action politique ainsi conçue à la fois isole les partisans des réalités du pouvoir et appauvrit l'espace imaginaire de représentation des idéaux qui motivent l'action. Le mouvement devra surmonter cette contradiction et aider ceux qui sont sensibles à sa cause à comprendre la signification et les limites de la vie politique par rapport à la totalité des aspirations d'une personne. Ils devront aussi apprendre à voir dans l'État non seulement un appareil de décision, mais un lieu symbolique pouvant générer de la liberté et de l'autonomie tout en cultivant des liens de coopération avec le reste du monde à condition qu'eux, les citoyens, s'en occupent. Ainsi, les sources profondes de l'aspiration à la souveraineté prendront un caractère universel. On sous-estime souvent l'imaginaire politique des citoyens en le réduisant à des revendications susceptibles de trouver leurs solutions dans des décisions législatives. Cette vision utilitariste du politique est trop étroite et ne recoupe pas une aspiration aussi vaste que la souveraineté d'un État. La nature des aspirations au politique est beaucoup plus fondamentale et plus large qu'utilitaire. En tentant cet élargissement sans lui supposer d'avenue préconçue, on sera conduit à remodeler certains des outils concrets de l'action politique. Par exemple, le mouvement devrait établir davantage de liens à l'extérieur de ses rangs avec des intellectuels, des artistes, des experts, des étudiants, des chercheurs, des scientifiques, des philosophes qui, sans s'identifier au [294] projet de souveraineté du Québec, accepteraient de le conseiller.

Ainsi, on devra sortir les partis de l'obsession des programmes à court terme, au sein desquels tous les espoirs légitimes se font museler ; on devra aussi se défaire de l'habitude de croire à la nécessité d'une victoire à portée de main pour mobiliser les militants de la cause souverainiste ou de la société civile ; on devra s'habituer à l'idée que l'affranchissement d'une société moderne comme le Québec

des rouages d'un État arrogant et centralisateur représente un objectif si fondamental qu'il ne peut être atteint qu'à long terme. Il faut donc donner du temps au temps. Il faut prendre le temps de faire surgir chez le plus grand nombre une confiance renouvelée dans le pouvoir des citoyens. Toutes les expériences possibles sont bonnes à condition de savoir les canaliser en leur donnant un sens qui n'exclut personne. À cette fin, j'évoquerai deux mesures au moins parmi celles qui seront indispensables. Il faudra savoir séparer le poste de premier ministre (surtout quand le parti est au pouvoir) de celui de président du parti. La gestion politique, prise dans les enchevêtrements de l'État et confiée au premier ministre, ne saurait être directement confrontée au pluralisme naturel des points de vue et à la créativité de la société civile nécessaire au dynamisme des partis politiques. L'un ne doit pas se confondre avec l'autre. Inversement, le président du parti doit symboliquement représenter pour ses membres la liberté, l'imagination, l'audace, quitte parfois à se démarquer de son gouvernement ou de la logique de pouvoir des élus. Il en va de la vitalité de la vie d'un parti et de son effet d'entraînement sur et par la société civile.

Une deuxième mesure pourra générer des fruits à long terme. L'effort pédagogique des deux partis d'opposition devra être élargi tant à l'extérieur qu'au sein de ces partis. La volonté de mobiliser et de dégager des consensus a souvent remplacé les questionnements critiques et la diffusion d'une compréhension approfondie de la condition québécoise qui ne peut s'enrichir qu'en apprenant à se mettre à la place de [295] l'autre. L'agir politique, exemplaire chez les militants pour la souveraineté, ne fournit pas en lui-même toutes les solutions et ne produit pas par définition la connaissance des conditions objectives et subjectives de la réalité dans laquelle on se trouve. Souvent, l'action politique seule brouille les perceptions et engendre des illusions. Il faut savoir l'accompagner d'une compréhension claire du sens des objectifs à long terme. Surtout dans un cas comme celui de la volonté moderne de faire du Québec un État au cœur d'un environnement hostile à cette volonté, les recettes électorales et la pédagogie en trois points ne suffisent pas. Il faut cultiver et soutenir des capacités critiques libres de s'exprimer. Le moule des partis politiques occidentaux a fini par brimer la créativité des citoyens de plus en plus enclavée dans la logique de l'État. Il faut donc chercher des avis, consulter les milieux les moins traditionnels, briser avec les réflexes conservateurs et prendre des risques. Pour développer une culture de la liberté, les partis

souverainistes devront briser avec toute tentation centralisatrice, céder la place à l'imagination et ne plus craindre la perversité des médias. Les contraintes électorales et référendaires devraient être prises en considération seulement après ce renouvellement. Seule une vision du long terme peut accepter de telles remises en question.

La complexité objective du monde et ses effets déformants sur la subjectivité et sur la conscience de soi sont des paramètres incontournables d'une action qui vise des objectifs qualitativement élevés. Certains éclairés auront eu tort de penser qu'il suffirait de fonder ce projet sur la nation culturelle québécoise comme seul sujet porteur et de lui donner ainsi une tournure trop étroitement nationaliste alors que la volonté d'accession à la souveraineté est bien davantage une revendication démocratique qui appartient à tous. Les nouvelles générations de souverainistes sont porteuses d'une telle conscience et il faut compter sur elles pour rompre avec toute conception exclusiviste d'une majorité culturelle revancharde. À travers cet effort d'élucidation, les partis [296] souverainistes devront davantage expliquer à la population le sens de leurs orientations, de leurs actions et de leurs positions parlementaires. Les électeurs n'ont souvent pas la moindre idée de la signification des positions défendues par leurs élus dans les assemblées parlementaires auxquelles les médias s'intéressent d'ailleurs fort peu. Quelles sont les véritables retombées à long terme d'une position dissidente du Bloc Québécois, si les électeurs de ce parti n'en connaissent pas la teneur ou n'y voient que la manifestation du jeu perturbateur d'un chien dans un jeu de quilles? La politique de communication des partis ne peut se réduire à des finalités électoralistes ; elle est bien davantage une grande école au service des progrès de la démocratie inscrits dans la durée et elle doit d'abord être destinée aux citoyens éclairés, susceptibles de créer des effets multiplicateurs dans toute la population, plutôt qu'à une masse informe et indéfinie.

Ensuite, l'action politique des souverainistes, pour toutes les raisons exposées dans ce livre, doit, au-delà des conditions mises en place par l'ALENA ou des perspectives de la ZLEA, reconsidérer sa place dans l'espace nord-américain au sein duquel elle s'inscrit. Les Québécois doivent mieux saisir les chaînes qui lient le Canada aux États-Unis, ainsi que les démarcations qu'elles leur permettent. Ils doivent aussi retenir que les rapports du Québec avec des pays du Sud des Amériques ont l'Europe pour passage obligé. Des pays comme le Mexique, le Brésil ou

l'Argentine entretiennent des liens très étroits et ont signé de nombreux accords avec l'Europe et avec la France. Leurs étudiants sont portés vers les États-Unis, mais plusieurs préfèrent étudier dans des pays européens de langues diverses. Plusieurs élites de ces pays, écrivains, ministres, ont été formées en France, expérience ouvrant des perspectives et facilitant plus tard des rapprochements. *La géographie n'est plus la principale composante des relations de coopération entre les États*. La culture est devenue un enjeu de premier plan. C'est au cœur de cette architecture nouvelle que devra se déployer l'imaginaire québécois.

[297]

Avant de terminer, j'ajouterai encore quelques indications pour encourager les souverainistes à joindre à la riche panoplie de leurs engagements un état d'esprit neuf, une approche renouvelée de leurs objectifs et de leurs tactiques. Nous pourrions songer à faire de la politique autrement, c'est-à-dire à décentrer les préoccupations par rapport aux décisions d'Ottawa et à ne plus présenter par la négative un projet pourtant affirmatif. En effet, l'obsession anti-gouvernement fédéral qui hante la politique québécoise a démontré qu'elle fatiguait les électeurs, qu'elle leur paraissait répétitive et qu'elle ne portait pas les fruits qu'on en attendait. L'explication de cet écart entre les moyens utilisés et les résultats obtenus pourrait se formuler ainsi : les citoyens ordinaires ont maintenant l'intuition nette de la complexité et de la diversité du monde qui, grâce aux nouvelles technologies, est désormais à leur porte. Ils savent que des démonstrations à gros traits simplifient la réalité. Il faut sortir d'une vision binaire du politique, ennemi contre ennemi, pour bâtir ce projet d'affirmation sur des valeurs positives. Parmi celles-ci, la conscience de la fragmentation du Canada en régions, en points de vue divers, en cultures politiques diverses est susceptible de faciliter davantage les représentations de soi que le perpétuel affrontement à deux entre le centre, Ottawa, et le Québec. Sans négliger la nécessité de critiquer des décisions qui desservent le Québec, le mouvement souverainiste et ses représentants gagneront à long terme à acquérir et à répandre une profonde culture de la diversité canadienne afin d'accentuer les représentations du Canada dans leur potentiel de fragmentation plutôt qu'à travers les abus centralisateurs d'Ottawa. Le Québec y gagnera en relativité, en altérité et en universalité.

Donner à la question de l'affirmation du Québec un caractère universel devrait en effet être une préoccupation de tous les instants. Extraire le Québec de sa gan-

gue provincialiste serait poursuivre ce que plusieurs ont si bien commencé, c'est-à-dire voir le Québec dans un monde en transformation et non plus par rapport à Ottawa, à Washington [298] ou même seulement à Paris. Ce travail est déjà en cours mais il rencontre encore des obstacles internes, que ce soit une trop grande ferveur à l'endroit du localisme, à l'endroit des vertus de l'appartenance à la souche, ou l'inexpérience de l'altérité qui peut entraîner bien des faux pas. Notre ministère des Relations internationales, dont la vocation est si importante pour le Québec, devra développer une attitude de confiance à l'endroit de ce qui lui est extérieur, un appétit prédominant pour la diversité du monde, un goût prononcé pour la connaissance et l'expertise et le sens de sa relativité par rapport au monde. Atteindre une dimension universelle, c'est avant tout saisir le commun d'une situation limitée. La politique internationale du Québec, définie au cas par cas dans les officines des diverses directions administratives ou branchée sur la superbe onirique de la Grande Allée, cherche encore le sens de son action en sollicitant souvent ses directives de la part du ministère des Affaires extérieures d'Ottawa. Divisé entre sa branche souverainiste et sa branche fédéraliste, enclin à se laisser porter par des jeux de pouvoir et des tactiques de dévoiement d'actions innovatrices qui auraient exigé souplesse, audace et énergie, enfin, indifférent aux ressources de la mémoire et de la continuité, fermé à la critique, le ministère des Relations internationales gagnera à se saisir des intérêts du Québec plutôt qu'à conserver une culture défensive et corporatiste. La vocation internationale du Québec doit se mesurer à ce qu'elle est vraiment, non à l'émancipation d'une province mais à celle d'un peuple distinct en quête de sa place dans le monde. Cet objectif devrait être aussi celui du Parti libéral du Québec dans la mesure où le premier ministre Jean Charest a assuré les Québécois de sa volonté de préserver les acquis de cette politique internationale et se dit sensible à la spécificité du Québec. Après avoir socialisé les services publics essentiels après 1960, il ne faudrait pas qu'un gouvernement sensible aux sirènes du néolibéralisme nous ramène aux injustices sociales et aux honteuses courbettes de la Grande Noirceur qui feraient perdre au Québec les principaux acquis qui font aussi sa [299] singularité. C'est pourquoi il faut prendre au mot les déclarations du premier ministre sur l'importance de l'action du Québec dans le combat pour la diversité culturelle et poursuivre les engagements signés lors de la visite du premier ministre Raffarin au Québec en juin 2003. Ainsi, il faudra veiller à ce que ces décisions ne soient pas submergées dans une dérive technocratique, strictement utilitariste et économique, comme ce fut le cas pour

les relations internationales sous les gouvernements de Robert Bourassa, au détriment du développement de l'identité du Québec qui devra continuer de s'exprimer à travers des projets universitaires aussi bien que culturels.

Enfin, en terminant sur ce qu'il faut faire, quelques mots sur les promesses d'avenir que nous fournit la jeunesse québécoise. L'insertion dans le milieu universitaire dont j'ai bénéficié depuis près de trente ans explique sans doute ma sensibilité à l'endroit d'une catégorie sociale de la plus grande importance pour le Québec. J'ai pu constater ces dernières années qu'il m'arrive aujourd'hui d'enseigner à des enfants de mes précédents étudiants. Ce décalage dans le temps permet de mieux apprécier les progrès remarquables des aptitudes au savoir qui ont été développées chez la plupart des jeunes élèves diplômés des cégeps, grâce à des parents plus instruits, ayant de plus en plus souvent eux-mêmes fréquenté l'université ainsi que grâce aux éducateurs des premiers cycles de la scolarisation. Les étudiants qui sont issus de milieux traditionnels, de familles n'ayant pu bénéficier de la démocratisation du savoir ou ne l'ayant pas voulu, ces étudiants sont aussi plus éveillés, disponibles pour apprendre, plus imaginatifs, curieux et déterminés que ne l'étaient ceux des années 1970 (sauf, bien entendu, les cas d'exception). La qualité de l'échange qu'il est permis d'avoir aujourd'hui à l'université n'a rien de comparable avec ce qu'elle était auparavant. La discipline qu'est la science politique force bien entendu la nature même de ces échanges. Le pluralisme des points de vue y domine largement, signe d'une société saine et dynamique.

[300]

Étudier et enseigner la et le politique place au coeur des questionnements contemporains sur la démocratie, sur le pouvoir et sur l'État. Pour ces raisons, on peut considérer que la frange de la jeunesse québécoise qui opte pour ce type d'études constitue avec d'autres (les étudiants en histoire, en sociologie, en droit, en philosophie...) une élite (même si certains d'entre eux rechignent à assumer ce statut) susceptible de participer demain à la définition des destinées de la société québécoise. Que ces étudiants soient souverainistes, péquistes ou non importe peu par rapport à ce qu'ils représentent socialement. On devrait les écouter, c'est-à-dire accorder beaucoup plus d'importance à leurs déceptions, à leurs attentes, à leurs doutes, à leurs convictions, en y décelant une vision du monde en transformation plutôt que des revendications à satisfaire dans un programme électoral. Pour ceux d'entre eux qui sont souverainistes, l'écart qui les sépare des partis politiques ac-

tuels devrait être examiné. Si l'on considère que ce milieu étudiant exprime une sensibilité plus prononcée à l'endroit du politique, on devrait considérer aussi qu'une attention soignée aux causes de l'écart qui les tient à distance des partis peut être riche d'enseignements. Quand un étudiant, au contraire, refuse de prendre parti pour l'une ou l'autre option, il a aussi quelque chose à dire sur la politique qui devrait être entendu. Par les enseignements qu'ils reçoivent, par leurs lectures qui, en principe, doivent porter sur la fine pointe des questionnements contemporains sur le et sur la politique, ces étudiants devraient contribuer à une refondation des projets de société du Québec. Dois-je dire qu'il n'en est rien ? Dois-je constater que leur intérêt pour les études politiques, quand il n'est pas perçu comme l'expression de penchants de rêveurs ou de contestataires incorrigibles ou trop sophistiqués (comme des « pelleteux de nuages »), est sans écho par rapport aux focus groups si appréciés des partis politiques et pour les commissions de toutes sortes, puisque ces étudiants, qui ont choisi de réfléchir, ne sont évidemment pas représentatifs de la majorité des citoyens ?

[301]

La jeunesse en général est par définition porteuse d'aspirations démocratiques, comme l'est le projet souverainiste. Elle entretient souvent quelques chimères, il est vrai, sur les possibilités de tout recommencer à neuf et de créer un monde meilleur. Mais les porteurs de ces aspirations, s'ils ne sont pas instruits des conditions leur permettant de mieux comprendre les causes et les diverses solutions aux malaises des sociétés actuelles, s'ils ne perçoivent pas à travers les mouvements sociaux et les partis politiques des projets d'émancipation de la société, ces étudiants, donc, peuvent nourrir une amertume sociale, se désintéresser du politique et prendre la forme d'esprits à jamais figés dans leurs frustrations, indéfiniment improductifs pour toute la société. D'un côté, il appartient à l'université de canaliser ces aspirations et ces rêves dans des projets vraisemblables, réalisations de recherche et de création ; d'un autre côté, qu'un mouvement ou un parti qui se disent progressistes les ignorent parce que ces aspirations ne seraient pas réalistes revient à nourrir d'éternels mécontents, mais, ce qui serait pire encore, à refuser, à travers ces jeunes élites, de se projeter dans l'avenir. Un mouvement qui a besoin d'imagination a tout intérêt à accorder à ces jeunes une place importante dans ses représentations plutôt que de les limiter à des perspectives corporatistes ou catégorielles.

Enfin, un dernier mot sur l'importance de prendre acte des exigences face auxquelles nous place la jeunesse québécoise. Cette jeunesse, vivant dans un monde autre que celui que nous avons connu, plus instruite, ouverte au monde, férue de voyages et d'aventure, faisant souvent preuve de sa capacité à réaliser des projets audacieux, devrait être le fer de lance d'un mouvement qui réfléchit à son avenir. Alors que les souverainistes d'aujourd'hui ne seront plus demain au rendez-vous, la relève québécoise devra décider pour elle-même de ses choix. Ignorer les enseignements qu'elle pourrait nous prodiguer nous conduirait possiblement à faire fausse route ou à stagner dans des visions stériles. La jeunesse dans son ensemble - et la jeunesse québécoise en [302] particulier - place la morale et l'éthique au centre de ses préoccupations. Un mouvement souverainiste porteur de véritables revendications démocratiques devrait pouvoir enrichir ses rangs de cette jeunesse, à condition de lui faire une place réelle, non seulement pour satisfaire des gains électoralistes ou en s'inspirant d'une conception utilitariste du pouvoir mais en se fondant sur la capacité qu'on lui prête de refonder une société. S'il est une chance encore de renouveau et d'élargissement du projet d'affirmation politique du Québec, elle réside dans ce foyer d'espoirs d'un monde qui se fabrique sous nos yeux.

[327]

**Le Québec otage de ses alliés.
Les relations du Québec avec la France et les États-Unis.**

Sélection d'ouvrages cités

[Retour à la table des matières](#)

ANDRÉANI, Jacques, *L'Amérique et nous*, Paris, Odile Jacob, 2000.

BALTHAZAR, Louis et Alfred HERO Jr., *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Québec Amérique, 1999.

BASTIEN, Frédéric, *Relations particulières, la France face au Québec après de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1999.

BLANCHARD, James, *Behind the Embassy Door : Canada, Clinton, and Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1998.

BRAGUE, Rémi, *Europe, la voie romaine*, Paris, Gallimard, « Folio », 1992.

BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette, coll. « Littératures », 1997.

CHARBONNEAU, Robert, *La France et nous. Journal d'une querelle*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1993.

COMEAU, Paul-André et Jean-Pierre FOURNIER, *Le lobby du Québec à Paris*, Montréal, Québec Amérique, 2002.

COUTEAU-BÉGARIE, Hervé, *Traité de stratégie*, 2e éd., Paris, Economica, 1999.

DAVID, Charles-Philippe, *La guerre et la paix*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

DAVID, Charles-Philippe (dir.), *Repenser la sécurité*, Montréal, Fides, 2002.

DORAN, Charles F, *Why Canadian Unity Matters and Why Americans Care : Democratic Pluralism at Risk*, Toronto, University of Toronto Press, 2001.

DURANDIN, Catherine, *La France contre l'Amérique*, Paris, PUF, 1994

JOXE, Alain, *L'empire du chaos*, Paris, La Découverte, 2002.

LAMONDE, Yvan, *Ni avec eux ni sans eux, le Québec et les États-Unis*, Montréal, Nuit blanche, 1996.

LISÉE, Jean-François, *Dans l'œil de l'aigle*, Montréal, Boréal, 1990.

MOÏSI, Dominique, *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation. Hubert Védrine, dialogue avec Dominique Moïsi*, Paris, Fayard, 2000.

NADEAU, Pierre, *L'impatient*, Montréal, Flammarion, 2001.

NODA, Shiro, *Entre l'indépendance et le fédéralisme, 1970-1980, La décennie marquante des relations internationales du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2001, appendice K.

PEYREFITTE, Alain, *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Stanké, 2000.

PORTES, Jacques et Sylvain SIMARD, *La coopération universitaire entre la France et le Québec*, Paris, Publications de la Sorbonne, CCIFQ, 1984.

SÉGUIN, Philippe, *Plus Français que moi tu meurs ! Des idées fausses à l'espérance partagée*, Paris-Montréal, Albin Michel-VLB éditeur, 2001.

SEYMOUR, Michel, *Le pari de la démesure : l'intransigeance canadienne face au Québec*, Montréal, l'Hexagone, 2001.

SEYMOUR, Michel (dir.), *États-Unis, multinationales et organisations supranationales*, Montréal, Liber, 2002.

SOKOLSKY, Joel J. et Joseph T. JOCKEL (dir.), *Fifty Years of Canada-United States Defense Cooperation*, Queenstone, Ontario, The Edwin Mellen Press, 1992.

THÉRIAULT, Joseph-Yvon, *Critique de l'américanité*, Montréal, Québec Amérique, 2002.

THOMSON, Dale C., *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Trécaré, 1990.

TUCKER, Michael J., Raymond B. BLAKE et P. E. BRYDEN (dir.), *Canada and the New World Order : Facing the New Millennium*, Toronto, Irwin Publishing, 2000.

VILLEPIN, Dominique de, *Le cri de la gargouille*, Paris, Albin Michel, 2001.

Fin du texte